

سكنا من اجل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15899 - 7 F

SAMEDI 9 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Chine tire trois missiles au large de Taïwan

LES FORCES ARMÉES chinoises ont envoyé, vendredi 8 mars, à proximité immédiate de Taïwan, au nord et au sud de l'île, les trois premiers missiles d'une campagne qui doit se prolonger jusqu'au 15, soit huit jours avant l'élection présidentielle prévue le 23 mars à Taïpei. Les engins n'étaient pas armés, ce qui a permis à Pékin d'assurer qu'ils étaient « sans danger ». Toutefois le numéro un chinois, Jiang Zemin, a déclaré, selon l'agence Chine nouvelle, que son pays continuera le « combat » pour la réunification tant que les autorités taïwanaises « ne cesseront pas leurs activités visant à diviser la patrie ». L'effet recherché par ces tirs - l'intimidation d'une population aux sentiments indépendantistes en progression - a été atteint : d'importants retrais de fonds ont eu lieu dans les banques.

Lire page 28

La surveillance des associations renforcée après l'affaire de l'ARC

Les renseignements généraux et les préfets sont appelés à se mobiliser

DANS UN ENTRETIEN au Monde, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, se dit déterminé à « accentuer la vigilance de l'Etat » envers le monde associatif. Le scandale de l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) est évoqué par M. Debré, qui veut mettre son ministère « en situation de sanctionner les détournements de toutes sortes ». S'il n'envisage pas une refonte de la loi 1901, le ministre de l'Intérieur désigne comme « cible privilégiée » les 2 000 associations reconnues d'utilité publique. M. Debré annonce une nouvelle mobilisation des renseignements généraux et demande aux préfetures de ne plus être « une chambre d'enregistrement ». Ces déclarations inquiètent les responsables de grandes associations, qui craignent de voir surgir « un contrôle d'opportunité ». Ils soulignent que l'actuelle législation est peu appliquée et que le ministre de l'Intérieur apparaît quelque peu en décalage par rapport aux récentes mesures annoncées par M. Juppé.

Lire page 8



PANEN

Sommet antiterroriste mondial en Egypte

MM. Pérès, Arafat, Clinton et Chirac s'y rendront

A LA SUITE de la vague d'attentats-suicides qui a ensanglanté Israël, un sommet contre le terrorisme réunira, mercredi 13 mars, à Charm el Cheikh (Sud de l'Egypte), une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement, qui entendent témoigner, aux côtés de Yasser Arafat et de Shimon Pérès, de leur soutien au processus de paix au Proche-Orient. La Maison Blanche a annoncé la tenue de cette manifestation, jeudi 7 mars dans la soirée, au terme d'une journée où les conseillers de M. Clinton avaient passé des heures au téléphone avec la plupart des gouvernements du Proche-Orient et leurs alliés européens, mais aussi avec le gouvernement russe. L'idée de ce sommet avait été lancée par le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

A Paris, l'Elysée a fait savoir dans la matinée de vendredi que Jacques Chirac participera à cette réunion. « A un moment où l'avenir de la paix au Proche-Orient, qui répond à l'aspiration des peuples de cette région, se trouve menacé, la France s'engage ainsi totalement avec ses

partenaires européens aux côtés des hommes d'Etat qui souhaitent faire face aux menaces terroristes et conduire à son terme le processus de paix », a déclaré la présidence. Le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et le chancelier Helmut Kohl, notamment, participeront au sommet de Charm el Cheikh. Le président américain envisage de se rendre ensuite à Jérusalem.

Jeudi, sur France 2, le premier ministre israélien, Shimon Pérès, a très violemment mis en cause l'Iran pour son soutien au terrorisme. « L'Iran est aujourd'hui le centre du terrorisme, le centre de l'intégrisme, le centre de la subversion. C'est plus dangereux que le nazisme, parce que Hitler ne possédait pas la bombe nucléaire », a-t-il déclaré, en dénonçant le « dialogue critique » entretenu par certains pays européens avec Téhéran. Cette question sera abordée lors d'une réunion des ministres européens des affaires étrangères, les 9 et 10 mars à Palerme.

Lire page 4

Contre-offensive russe à Grozny

Des blindés russes ont pénétré dans Grozny, où les indépendantistes se sont emparés de plusieurs quartiers. p. 3 et le point de vue p. 12

Le plaidoyer de Yachar Kemal

L'écrivain kurde, une nouvelle fois condamné par la justice turque, se défend, dans un entretien au Monde, d'être un nationaliste. p. 3

M. Juppé met ses troupes au pas

Philippe Auberger, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, avait critiqué la politique du premier ministre. M. Juppé l'a déchargé de ses fonctions au RPR. p. 6 et notre éditorial p. 13

Baisse des taux à Londres

La Banque d'Angleterre a baissé son taux de base de 6,25 à 6 %. Dans un entretien au Monde, son gouverneur souligne le succès de la politique économique conduite depuis la sortie de la livre sterling du SME. p. 14

Anomalie génétique

Une équipe scientifique a mis en évidence le rôle d'une anomalie génétique dans l'ataxie de Friedreich, dégénérescence neuronale mortelle qui touche les enfants. p. 18

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 200 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Hongrie, 100 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 Kron ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 F ; Suisse, 2,50 Frs ; Tunisie, 1 Din ; USA, 100 C ; 2 \$; USA (Hawaï), 200 C.

M 0147 - 0309 - 7,00 F



Alexandra, dix ans au pays des merveilles

LOS ANGELES de notre correspondante Alexandra Nechita, dix ans, a vendu trois cents tableaux. Certains ont atteint le prix de 80 000 dollars (environ 400 000 francs) ! Du coup, la jeune Roumaine, dont la famille a immigré en Californie quand elle avait un an, a glané le surnom de « petite Picasso ». Il n'y a rien de petit dans la peinture d'Alexandra. Elle couvre des toiles immenses d'abstractions géométriques et de symboles savamment composés, de perspectives multiples, de couleurs audacieuses. On la compare aussi à Matisse. Cet art consommé fait dire à Tony Clark, conservateur de la collection Coteau aux Etats-Unis : « Elle est l'égal des grands maîtres de l'art moderne. » On ne lui a jamais enseigné la peinture.

Dès l'âge de deux ans, Alexandra commence à remplir furieusement ses livres de coloriage. Sa mère lui donne du papier, des crayons, de l'encre puis de la gouache. Elle passe à l'huile à l'âge de six ans, et deux années plus tard a droit à sa première exposition, soixante toiles, dans les environs de Los Angeles. Aussi enjouée que déterminée, elle peint, avec une étonnante rapidité, chaque jour, dans une des pièces de la maison familiale transformée en atelier, quand elle n'est pas occupée à l'école publique ou à jouer avec son petit frère.

« Mon atelier est mon palais », explique l'enfant prodige à l'allure primesautière et au regard vert profond. Chaque toile nue est une porte que l'ouvre pour pénétrer dans mon propre univers et laisser souffler mon imagination. Peindre n'est pas un travail, mais un jeu, une passion. »

Chacun de ses tableaux raconte une histoire pulsée dans l'actualité et dans son monde fantasmagique ; l'explosion d'Oklahoma City, l'harmonie radiale, son amour des myrtilles - *Blueberry Life*, une surprenante composition cubiste achetée par une actrice américaine -, *Superman*, où elle met son père au défi d'aller à la pêche. Sa maîtrise intellectuelle est aussi étonnante que son travail. Elle va même déposer le brevet d'une technique de texture qu'elle a inventée, et qui consiste à apposer des nervures sur la toile nue.

Quand Benjamin Valenty, directeur d'une galerie à Costa Mesa, a entendu parler d'Alexandra Nechita, il a été sceptique, mais s'est rendu

dans son atelier. « Et quand je l'ai vue peindre, quand j'ai observé son coup de pinceau, sa façon de mélanger les couleurs, d'établir les relations spatiales, j'ai eu un choc ! » Depuis qu'il a signé un contrat avec la jeune artiste il y a sept mois, il a vendu les deux cents tableaux qu'elle avait produits. Elle en a peint une centaine qui ont aussitôt trouvé acquéreur, et aujourd'hui les collectionneurs versent des armées sur les toiles à venir. « Il y a de la bravoure et de l'audace dans sa manière de peindre, tout ce qu'elle fait est différent », n'hésite pas à affirmer William Emboden, auteur de livres réputés sur Leonard de Vinci, Jean Cocteau...

Après un passage à Art Expo à New York, Alexandra s'embarque pour sa première tournée des capitales européennes, au cours de laquelle elle remettra *The Angel and the Dove of Peace* à la reine Elizabeth (un hommage aux troupes britanniques de Bosnie), *The Eiffel Tower* à Jacques Chirac. Mais ne la contredisez surtout pas quand elle affirme avec aplomb : « I am a normal child. »

Claudine Mulard

La grande entreprise face à l'Etat-nation

HARO sur les grandes entreprises ! Après les attaques d'Alain Juppé contre les grands patrons, puis celles du gouvernement contre les géants de la distribution, Jacques Chirac s'en prenait, la semaine dernière, de Singapour, aux grands banquiers. Incapables, jusqu'à présent, d'empêcher la remontée du chômage et de relancer l'activité économique, les responsables politiques français ont donc trouvé un bouc émissaire : les entreprises mondiales et leurs dirigeants, sans foi ni loi.

Cette offensive des politiques contre les grandes firmes n'est pas aujourd'hui, loin s'en faut, un trait de l'exception française. Au contraire, elle serait même plutôt en ce moment le point de convergence le plus marqué de tous les pays industriels développés. Aux Etats-Unis, le candidat à la candidature républicaine, le populiste Pat Buchanan, dénonce avec une vigueur que ne renierait pas Arlette Laguiller le comportement du « big business ». Dans un style qui rappelle celui de *L'Humanité*, le magazine *Newsweek* cloue au pilori les patrons, de vulgaires « assassins industriels », qui gagnent des milliards et des milliards de dollars par millions (Le Monde du 7 mars). Même le *Wall*

Street Journal, la bible des milieux d'affaires américains, l'apôtre le plus persévérant de l'ultralibéralisme, commence à douter.

Partout, en Grande-Bretagne comme au Japon, en Allemagne comme en France, on assiste, explique l'économiste Gérard Lafay dans son livre *Comprendre la mondialisation* (Economica, 1996), à un divorce croissant entre l'Etat-nation et l'entreprise. Au centre du contentieux se trouve la question du pouvoir dans une économie mondialisée - son partage entre le politique et l'économique - et, au-delà, la recherche d'un nouveau capitalisme. Que le parti du prolétariat dénonce le « grand capital », il n'y a là rien de surprenant. La nouveauté, et la surprise, c'est qu'aujourd'hui c'est le parti du capital lui-même qui dénonce le comportement des grandes entreprises. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en France, ce sont des hommes issus des partis conservateurs, c'est-à-dire d'organisations favorables à la libre entreprise, qui sont en pointe dans ce combat. Il y a là, pour le moins, un paradoxe.

Erik Izraelwicz

Lire la suite page 13

Nestor Burma est orphelin



Détail extrait d'« Une gueule de bois en plomb »

AUTODIDACTE, anarchiste, Léo Malet aimait à dire qu'il avait longtemps mené « une vie aventureuse », faite de petits métiers et d'expéditions, avant d'entamer une longue carrière littéraire où il a pu mêler son amour de la ville et sa passion des intrigues policières, en prenant Paris pour cadre de plusieurs de ses romans. C'est près de Paris, à son domicile de Châtillon-sous-Bagneux, qu'il est mort dimanche 3 mars, juste avant ses quatre-vingt-sept ans. Né à Montpellier le 7 mars 1909, orphelin à quatre ans, il était « monté » à Paris en 1925 pour y tenter sa chance. Sa première vraie rencontre avec la littérature sera la lecture des surréalistes, découverts « à la devanture de la librairie José Corti, un jour que j'allais livrer un bidet (...). Et c'est comme ça que je suis entré dans le groupe surréaliste ». Dans les années 30, Malet participe aux activités du groupe, aux manifestations et provocations diverses, et écrit des poèmes. Pendant la guerre, au retour du stalag où il a passé quelques mois, entre Brême et Hambourg, il relève le défi que lui propose un de ses amis : écrire des romans policiers. C'est ainsi qu'il deviendra un grand auteur de littérature populaire, le « père » du roman noir français et que naîtra son « détective de choc », celui qui le symbolise à jamais, Nestor Burma, apparu en 1943, dans 120, rue de la Gare.

Lire page 22

International	2	Jour	20
France	6	Agenda	21
Société	8	Abonnements	21
Carnet	10	Météorologie	21
Horizons	11	Enlèvement	21
Entreprises	14	Culture	22
Finances/marchés	16	Communication	26
Aujourd'hui	18	Radio-Télévision	27

dpe

ÉTATS-UNIS Soutenu par la totalité de l'appareil républicain de l'Etat, dont le redoutable Alfonso Marcello d'Amato, le sénateur Robert Dole a enregistré une écrasante victoire, jeudi 7 mars, à l'issue de la primaire républicaine de New York. Il remporte 92 des 93 sièges de délégué en jeu, en vue de la convention d'août à San Diego, qui

désignera officiellement le candidat du parti. **BOB DOLE** a obtenu 53 % des voix à New York, contre 30 % pour le milliardaire Steve Forbes et 14 % pour l'ultra-conservateur Patrick Buchanan. Moins d'une semaine avant l'étape décisive du « Super Tuesday » pendant laquelle plusieurs Etats voteront, il conforte ainsi sa position d'adversaire plus que probable de Bill Clinton.

Le coût de la campagne présidentielle américaine est en passe de battre tous les records.

Le coût de la campagne présidentielle américaine est en passe de battre tous les records.

Le coût de la campagne présidentielle américaine est en passe de battre tous les records.

Robert Dole gagne haut la main la primaire républicaine de New York

Avant l'étape décisive du « Super Tuesday », mardi 12 mars, au cours de laquelle plusieurs Etats voteront, le chef de la majorité du Sénat a conforté ses chances d'affronter Bill Clinton pour l'élection présidentielle de novembre

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Ce n'est pas Bob Dole qui a remporté la primaire de New York jeudi 7 mars, c'est Alfonso Marcello d'Amato. Dans l'Etat de New York, d'Amato, comme on l'appelle ici, est un homme très important : pour faire gagner une élection, il n'a pas son pareil. Il vient de le prouver une fois de plus, en offrant à Bob Dole une victoire-clé dans la course à l'investiture.

Petit homme à la voix nasillarde et au parler souvent cru, Al d'Amato a plusieurs casquettes. La principale est celle de sénateur républicain de New York, et c'est à ce titre qu'il préside la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Whitewater : il s'acharne depuis des mois à trouver la faille qui permettrait d'incriminer le couple Clinton dans une sombre affaire de faillite frauduleuse en Arkansas. Mais Al d'Amato dirige aussi le comité directeur de la campagne du sénateur Robert Dole, candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle du 5 novembre. Très tôt, « Al d'Amato Inc. », comme le surnomme la presse locale, s'est donc attaché à ce que l'Etat de New York, avec son pactole de délégués (93 en jeu) à la convention nationale, apporte une victoire sans bavure à « son » candidat. Les règles qui régissent depuis quarante ans les élections primaires à New York l'ont largement aidé : les conditions d'inscription sont si draconiennes que, jusqu'ici, ces élections se sont toujours déroulées avec un candidat unique. Traditionnellement, le candidat choisi par la direction locale du Parti

républicain est assuré d'emporter la primaire. « Vous vous croyez si intelligents que vous pouvez décider à la place du peuple de New York, fulminait l'autre soir à la télévision Bay Buchanan, sœur du candidat Patrick Buchanan, dont elle dirige la campagne. Vous êtes enfermés à trois (le sénateur d'Amato, le gouverneur George Pataki et le président du Parti républicain de New York, Bill Powers) dans une pièce et vous avez décidé qu'il n'y aurait qu'un seul candidat, Bob Dole. »

Malheureusement pour eux, il y avait aussi Steve Forbes et ses millions. Et la façon dont s'est déroulée la primaire de New York reflète parfaitement la dynamique de cette campagne républicaine : avec tout le poids de l'establishment et de la machine du parti, Bob Dole, soixante-douze ans, est pratiquement assuré de gagner l'investiture, mais ce sont les outsiders qui façonneront le débat.

Pour parvenir à s'inscrire dans chacune des trente et une circonscriptions de l'Etat de New York, Steve Forbes, l'héritier de l'empire de presse du même nom, a dépensé 1 million de dollars : outre les volontaires qu'il a pu recruter en dehors de ceux qui étaient déjà monopolisés par l'appareil du parti, il a payé des gens 15 dollars (75 francs) l'heure pour ramasser entre le 28 novembre et le 4 janvier les 125 signatures d'électeurs républicains nécessaires dans chaque circonscription. N'y parvenant pas partout, il a payé des avocats pour contester devant les tribunaux l'insuffisance de ce système. Cette stratégie a payé : le 28 février, les tribunaux ont reconnu que les règles



d'accès au scrutin étaient injustes et ont contraint le Parti républicain à accepter la candidature de Steve Forbes dans l'ensemble des circonscriptions.

Profitant de ce jugement, Pat Buchanan a pu, lui, obtenir son inscription dans vingt-trois circonscriptions. Pour la première fois, les électeurs républicains de New York ont donc pu choisir entre plusieurs candidats... mais, pour MM. Forbes et Buchanan, à l'exception d'un bulldog, le porte-parole, Kiriil Gancharenko, faisait sortir énergiquement le journaliste du

beau dépenser près de 1 autre million de dollars en spots publicitaires radio-télévisés, cela n'a pas suffi.

La situation dans les états-majors locaux, à la veille de l'élection, parlait d'elle-même : installé dans un immeuble de bureaux cossu de Lexington Avenue, au cœur de Manhattan, le QG de « Dole for President » bourdonnait comme une ruche. Maître mot : l'efficacité, au nom de laquelle, avec l'assistance d'un bulldog, le porte-parole, Kiriil Gancharenko, faisait sortir énergiquement le journaliste du

Monde qui avait osé s'y présenter, préférant réserver son temps aux « organes de presse qui rapportent des voix ». A peine arrivée, une jeune volontaire était immédiatement assise devant un téléphone pour sonner le ralliement des électeurs, prêts de se rendre aux urnes jeudi 7 mars.

COUPS BAS

Pendant ce temps, depuis son appartement de Queens, Mike Muller, un jeune homme de vingt-deux ans bombardé « directeur de la campagne de Steve Forbes pour la ville de New York », menait un combat d'arrière-garde pour essayer de mobiliser par téléphone des électeurs pour son candidat, effort mené parallèlement par 250 autres volontaires pour toute la ville. Parmi les gens de Forbes comme chez ceux de Buchanan, les histoires de coups bas portés par les supporters de Dole abondent, histoires de porteurs de pétitions harcelés, de voitures fracturées dont les seuls objets dérobés étaient les listes de signatures d'électeurs pour l'inscription d'un candidat... Pas plus que Steve Forbes, Pat Buchanan n'avait d'état-major à Manhattan : une jeune femme mère de quatre enfants, Christine Sacchi, dirigeait les opérations depuis sa cuisine de Staten Island, quartier plus conservateur que le reste de la ville de New York.

Plus à l'aise à Buffalo ou à Albany (capitale de l'Etat de New York), les candidats n'ont eux-mêmes pratiquement pas fait de campagne à New York, majoritairement démocrate. New York dont le maire dé-

mocrate de l'époque, Ed Koch, déclarait en 1988 que « les Juifs seraient fous » de voter pour Jesse Jackson ; New York où, en 1992, on a fait avouer à Bill Clinton qu'il avait fumé de la marijuana, « sans avaler la fumée ».

Cette fois-ci, en l'absence de primaire démocrate, New York a surtout permis à Bob Dole de servir de repoussoir au populiste Pat Buchanan, sur lequel la presse tabloïd s'en est donné à cœur joie, le traitant tour à tour d'« Ebola de la politique républicaine », de « Pat la torche », de « pote des nazis », et d'« ennemi des femmes, des Noirs, des Juifs, des Hispaniques, des homosexuels et des immigrants ». Apparaissant tardivement son soutien à Bob Dole, Rudy Giuliani, le très modéré maire républicain de New York, a clairement précisé que c'était essentiellement pour faire barrage à Pat Buchanan, un politicien « anti-immigrant, anti-sémites, anti-gay », et tout simplement « anti-New York ».

Jeudi soir, Bob Dole n'était même pas à New York pour célébrer sa victoire, laissant ce soin à Al d'Amato, qui l'avait bien mérité. Fair-play, Steve Forbes saluait « le miracle » d'avoir pu imposer une élection à candidatures multiples et se consolait en affirmant que son message sur « la croissance et l'emploi » commencerait à porter ses fruits : de fait, depuis la Floride, où il a déjà entamé sa campagne pour la prochaine primaire, Bob Dole reprendait pour la première fois le thème de la croissance économique.

Sylvie Kauffmann

Les prochaines étapes

La primaire de New York était une étape capitale pour la convention républicaine qui, en août, choisira son candidat pour affronter Bill Clinton, le 5 novembre. Bob Dole est à présent très largement en tête, totalisant 382 délégués, soit plus des deux tiers des 936 nécessaires pour obtenir l'investiture. Steve Forbes et Pat Buchanan sont loin derrière, le premier avec 72 délégués, le second avec 62. En pourcentages, selon des résultats provisoires, Bob Dole a remporté à New York 53 % des voix, Steve Forbes 30 % et Pat Buchanan 14 %. La prochaine étape, « Super Tuesday », permettra d'élire, le mardi 12 mars, 362 délégués dans six Etats du Sud dont la Floride et le Texas. Une semaine plus tard, le 19 mars, ce sera la Journée des Etats Industriels du Midwest avec l'entrée en lice de l'Illinois, de l'Ohio, du Michigan, et du Wisconsin. Fin mars, le paysage sera largement éclairci, même si les primaires se prolongeront jusqu'au 4 juin.

WASHINGTON

de notre correspondant

« La présidence des Etats-Unis est une fonction qui ne doit être ni recherchée ni refusée. Dépenser de l'argent pour l'obtenir, directement ou indirectement, était de mon point de vue incorrect par principe », écrivait dans ses Mémoires, en 1828, le sixième président des Etats-Unis, John Quincy Adams. Depuis, la Maison Blanche est sans conteste devenue la charge politique la plus chère du monde. Cette évolution a été progressive : en 1860, l'élection d'Abraham Lincoln avait coûté environ 100 000 dollars. Avec l'apparition des messages télévisés, la facture électorale a rapidement pris de l'ampleur. En 1992, Bill Clinton a dépensé 130 millions de dollars (650 millions de francs). Un record historique ? Oui, jusqu'en 1996.

Jamais en effet autant d'argent n'a été dépensé si massivement et surtout si tôt dans le calendrier des primaires : fin janvier, l'ensemble des candidats avaient déjà

Le coût de la campagne électorale bat tous les records

déboursé 138 millions de dollars, soit six fois plus qu'en 1992 à la même époque ! Les Américains disent volontiers que l'argent peut tout acheter aux Etats-Unis, sauf la Maison Blanche. C'est sans doute vrai, bien qu'il suive le parcours d'un Steve Forbes on pourrait presque en douter. Imitant l'exemple du milliardaire texan Ross Perot il y a quatre ans, cet éditeur riche et sans passé politique pousse sans compter dans sa fortune personnelle, laquelle est évaluée à environ 430 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs).

Cette licence résulte d'une décision de la Cour suprême : imposer un plafond de dépenses électorales à un candidat reviendrait à porter atteinte à la liberté d'expression, garantie par le premier amendement de la Constitution, a estimé, en 1976, la Haute Juridiction. Ainsi, n'ayant pas sollicité, comme ses rivaux, l'aide de l'Etat fédéral, M. Forbes n'est astreint à aucune limite financière. En revanche, Robert Dole, Pat Buchanan et, avant qu'il ne déclare forfait, Lamar Alexander, parce qu'ils obtiennent des « matching funds » (l'Etat double la mise pour tout don inférieur à 250 dollars), ne sont pas autorisés à dépenser plus de 37 millions de dollars au cours de la campagne des primaires.

« OBOLE » DE L'ÉTAT

La suite du processus électoral est financée par l'argent public : outre une contribution pour les conventions nationales des partis républicain et démocrate, l'Etat versera une « obole » de quelque 60 millions de dollars à chacun des finalistes du scrutin de novembre. Même si l'arrêt pour milliardaires de la Cour suprême est largement critiqué, il a force de loi. Son caractère contestable est illustré par le bilan publié par la commission électorale fédérale : à la fin du mois de janvier, Robert Dole avait dépensé 27 millions de dollars (plus de 30 millions de francs), contre 25 millions pour

M. Forbes, près de 13 millions pour Lamar Alexander, 10,6 millions pour Pat Buchanan, et 24 millions de dollars pour Phil Gramm, qui s'est retiré de la course à la présidence le 22 février.

Ces chiffres sont préoccupants pour Bob Dole : de nouveau confirmé dans son rôle de favori des électeurs républicains, le chef de la majorité sénatoriale va atteindre rapidement le plafond de dépenses fixé par la loi, alors qu'il reste une trentaine de primaires à disputer, notamment dans les Etats « chers » que sont la Floride, le Texas et la Californie. Il est vrai que le nom du futur candidat républicain sera confirmé avant la fin mars, ce qui permettra de réduire fortement les dépenses pour les primaires suivantes.

Mais, en attendant, Bob Dole est malmené, au moins sur le plan financier, par la véritable offensive médiatique de Steve Forbes. Fidèle à la recette qu'il a employée en Arizona, le milliardaire a dé-

pensé plus d'un million de dollars en messages télévisés à New York. Les voix recueillies par l'éditeur de Forbes, la prestigieuse revue financière, ont un prix : dans l'Iowa, chaque électeur lui a « coûté » 400 dollars (2 000 francs), et, pour rattraper la totalité des trente-neuf délégués de l'Arizona, il a dû dépenser quelque 4 millions de dollars, soit environ 102 000 dollars par délégué ! L'astuce pour les plus riches, la loi électorale est impitoyable pour les moins fortunés : en échange des « matching funds », elle impose aux candidats d'obtenir au moins 10 % des suffrages dans deux primaires successives.

L'argent, d'autre part, va en priorité à ceux qui collectionnent les succès lors des primaires, même si chacun entretient soigneusement sa clientèle de sponsors. Il s'agit souvent de relations anecdotiques et locales : les sociétés de l'Arkansas soutiennent naturellement leur ancien gouverneur devenu chef de la Maison Blanche. Personne cependant n'a su tisser un réseau aussi vaste que celui dont dispose Bob Dole après quarante-cinq ans de vie politique. Le chef de la majorité sénatoriale est soutenu par les lobbies agricoles du Kansas et de la Californie, au premier rang desquels figure la riche famille Gallo (premier groupe viticole des Etats-Unis), laquelle, par surcroît, sponsorise aussi Bill Clinton.

C'est d'ailleurs le chef de la Maison Blanche qui est le véritable gagnant de ce marathon financier : pendant que ses adversaires républicains s'entredéchirent et épuisent leurs ressources, M. Clinton a économisé un véritable « trésor de guerre » qui lui permettra, le moment venu, de ne pas perdre son temps en d'épuisantes activités de « fund-raising ». Fin novembre 1995, le président avait déjà réuni 26 millions de dollars. Un chiffre impressionnant si l'on songe que, le 1^{er} janvier 1992, George Bush n'avait « que » 10 millions de dollars en caisse.

Sylviane Tramier

Laurent Zecchini

Le gouvernement canadien présente un budget de consolidation

MONTREAL

de notre correspondant

Le ministre des finances du Canada, Paul Martin, a déposé devant la Chambre des communes, le 6 mars, son projet de budget pour l'exercice 1996-1997, qui maintient le cap sur la réduction du déficit budgétaire sans hausse des impôts et sans mesures majeures de compression des dépenses avant un an. « Budget habile et à l'heure électorale », ont aussitôt commenté les observateurs. D'autant plus habile que M. Martin, qui présentait son troisième budget pour le gouvernement des libéraux du premier ministre Jean Chrétien, a montré qu'il avait atteint les objectifs qu'il s'était fixés sur les deux précédents. Pour l'exercice qui s'achève, le déficit devrait même être inférieur aux 32,7 milliards de dollars prévus (contre 37,9 milliards en 1994-1995).

Pour le prochain exercice, qui commencera le 1^{er} avril, M. Martin s'en tient à son objectif antérieur de ramener ce déficit à 24,3 milliards de dollars, soit environ 3 % du PIB, et, pour 1997-1998, il place la barre à 17 milliards (2 % du PIB). M. Martin offre donc cette année un répit aux Canadiens en proposant « une stratégie mesurée » d'assainissement des finances publiques. « L'existence de déficits chroniques représente un danger manifeste et immédiat pour notre pays (...) Mais cela ne veut pas dire que nous partageons l'opinion de ceux qui préconisent une élimination brutale du déficit. »

Dans ce projet de budget de « consolidation », les dépenses s'élèvent à 156,8 milliards de dollars (dont 47,8 milliards consacrés au service de la dette), soit environ 5 milliards de moins qu'en 1995-1996, grâce à la diminution du service de la dette et aux

économies résultant des compressions des dépenses publiques mises en œuvre lors des deux budgets précédents. Les recettes devraient augmenter d'environ 5 milliards, atteignant 135 milliards, grâce au maintien de certaines mesures déjà appliquées en 1995, notamment la surtaxe temporaire de 12 % sur le revenu des banques.

Par la suite, le ministre des finances prévoit de réduire les dépenses de l'Etat de 368 millions en 1997-1998 et de près de deux milliards en 1998-1999. La plupart des ministères fédéraux verront leur budget réduit d'au moins 3,5 %, mais la défense et l'aide à l'étranger devraient être les plus touchées : par rapport aux niveaux prévus antérieurement, le budget de la défense sera amputé de 200 millions en 1997-1998 et de 600 millions en 1998-1999, pour s'établir à 9,3 milliards, ce qui re-

présente une baisse de 21 % par rapport à 1994-1995.

En outre, le gouvernement canadien a l'intention d'examiner les possibilités de privatisation de plusieurs sociétés d'Etat et de se désengager de certaines obligations financières. Les subventions à la production laitière seront complètement éliminées en cinq ans et celles au service des postes seront réduites. M. Martin estime qu'en 1998-1999 les subventions et contributions aux entreprises auront été réduites de 60 % par rapport à 1994-1995, passant de 3,7 milliards à 1,5 milliard.

Ce plan est fondé sur des estimations prudentes de croissance économique : 1,8 % en 1996-1997 et 2,8 % l'année suivante. Si les milieux financiers l'ont accueilli avec satisfaction, les syndicats ont déploré l'absence de mesures de création d'emplois et de réduction du chômage, dont le taux moyen

au Canada se situe autour de 10 %. Le gouvernement s'en remet au secteur privé : « Les Canadiens savent que les emplois d'aujourd'hui et de demain seront créés par les milliers d'entreprises canadiennes qui voient le jour chaque année. Nous sommes d'accord avec eux », a déclaré le ministre des finances.

Par ailleurs, M. Martin a annoncé une réforme du système de pensions de vieillesse fédérales. A partir de 2001, les pensions - non imposables et indexées sur l'inflation - seront établies en fonction du revenu familial et les retraités disposant de revenus élevés n'y auront plus droit. Le ministre des finances a estimé que 75 % des Canadiens à la retraite recevront autant ou plus d'argent en vertu de ce nouveau système « plus équitable ».

البيان

كندا

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 9 MARS 1996 / 3

Moscou prépare une offensive à Grozny Condamné par la justice turque, Yachar Kemal se défend d'être un nationaliste kurde

Des blindés russes sont arrivés en renfort, vendredi 8 mars, pour affronter les indépendantistes qui s'étaient emparés de plusieurs quartiers de la ville

« Je continuerai à parler », indique l'écrivain dans un entretien au « Monde »

Alors que, dans son réquisitoire, le procureur avait demandé son acquittement, Yachar Kemal a été condamné, jeudi 7 mars, à vingt mois d'emprisonnement avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article condamnant la répression à l'égard de la minorité kurde.

MOSCOU
de notre correspondante
Une nouvelle colonne de blindés russes est entrée, vendredi 8 mars dans la matinée, dans le centre de Grozny, au second jour de l'offensive menée par les indépendantistes pour « libérer » leur capitale.

Jeudi, en fin de soirée, les tirs d'artillerie russe avaient repris avec force. Quelques heures auparavant, des dissensions entre le ministère russe de l'Intérieur, dont les hommes tenaient des postes dans Grozny comme aux entrées de la ville, et celui de la défense, dont les divisions sont installées dans des casernes à l'extérieur, auraient éclaté lors de la réunion du Conseil de sécurité russe, tenue à Moscou autour de Boris Eltsine. L'armée se serait vue reprocher d'avoir tardé à envoyer des renforts et d'avoir donné « peu de soutien aérien » aux forces spéciales du ministère de l'Intérieur. Celles-ci auraient eu, à elles seules, soixante-dix morts, cent trente blessés et quarante « disparus », selon le commandant militaire russe de Grozny, cité jeudi par l'agence Tass.

Des chars brûlés sont visibles dans la ville, selon des témoins, qui parlent aussi de victimes civiles des tirs d'artillerie. Les premières images

de Grozny, diffusées jeudi soir par la chaîne privée NTV (dont la voiture portait des traces de balles tirées, a-t-elle dit, par un sniper russe voulant les empêcher d'entrer dans la ville), montraient un de ses quartiers « libérés », où des jeunes habitants n'hésitaient pas à se montrer armés de fusils, prêts à seconder les combattants venus de l'extérieur.

« NETTOYAGE »

Les seules autres images montraient des postes militaires russes aux sorties de la ville, abandonnée par femmes et enfants à pied, alors que journalistes et non-résidents de Grozny étaient interdits d'entrée.

« La ville est pratiquement entre nos mains. Les Russes ne contrôlent que le commandement militaire du quartier nord, l'aéroport, le siège du gouvernement et quelques autres bâtiments », affirmait à l'Agence France-Presse un des chefs combattants dans Grozny. Au même moment à Moscou, Boris Eltsine déclarait à la presse, à l'issue de son Conseil de sécurité, que la ville de Grozny avait été « nettoyée », après une offensive menée « par tout ce qu'il restait de forces aux bandes illégales armées, au nombre de 500, 600 ou 700 hommes ». Annoncée depuis des semaines comme devant per-

mettre de « choisir un plan de paix », cette réunion, perturbée par les événements, a, une nouvelle fois, été inopérante. Le président Eltsine a parlé de « l'adoption de principe d'un plan de règlement, mêlant négociations (avec qui voudra bien se soumettre au gouvernement pro-russe de Grozny) et actions militaires ». Mais il doit encore être « corrigé » d'ici une semaine et ne sera pas « dévoilé dans tous ses détails » pour ne pas « informer l'ennemi ».

S. St.

La majorité des députés estoniens ont présenté, jeudi 7 mars, leurs condoléances à Djokhar Douaïev après la mort du chef de guerre tchétchène, Salman Radouïev, meneur de la prise d'otage sanglante de Pervomaiskaja, a indiqué l'agence Baltic News Service. « Nous sommes éplorés par la mort tragique de cet éminent combattant de la liberté », ont affirmé 63 des 101 députés estoniens. Seule la « fraction russe » du Parlement n'a pas signé le texte. A Moscou, le ministère des affaires étrangères s'est déclaré « indigné » de cette réaction des parlementaires estoniens. (AFP)

ISTANBUL
de notre correspondante
Confortablement installé dans son fauteuil, une écharpe autour du cou, dans une large pièce tapissée de milliers de livres, Yachar Kemal raconte avec verve son enfance anatolienne. Les anecdotes se succèdent, ponctuées par des éclats de rire. Accusé par les tribunaux de « propagande séparatiste » ou de « provoquer la haine et l'antisémitisme, en considérant les différences de races », l'écrivain échappe à toutes les étiquettes. Il est en fait un parfait exemple de la cohabitation des cultures sur le sol anatolien. « Je ne suis pas nationaliste. Je suis l'homme des cultures kurde et turque », explique-t-il. « Il n'y avait ni conscience d'un nationalisme kurde ni turc à l'époque de mon enfance, mais l'identité kurde a toujours existé ».

Né dans la seule famille kurde d'un village turc près d'Adana, il puise son inspiration à la fois dans la tradition populaire des tribus turkmènes de sa Cilicie - ou Cukurova - natale et dans les racines kurdes de sa famille, qui avait été forcée de quitter la région du lac de Van, dans l'Est anatolien, au moment de l'occupation russe, en 1915.

Le ton dramatique de ses romans, ses héros plus grands que nature luttant contre des adversaires amplifiés par le langage épique, reditent les légendes populaires turkmènes et des grands poètes anciens qui ont nourri son enfance. « Je suis un conteur d'épopée », dit cet homme qui se souvient des bardes traditionnels, arpenteant la campagne pour déclarer leurs récits, appuyés sur un gros bâton, aux villageois réunis. Sa famille avait même « son propre barde », un *dengbej*, qui a ajouté les légendes kurdes aux récits des troubadours turkmènes.

Fasciné par ces troubadours, Yachar Kemal les suit de hameau en hameau. Avant même d'avoir atteint l'âge de dix ans, il s'essaye, lui aussi, à réciter des légendes et à composer ses propres poèmes. Plus tard, il compile une collection de ces éloges traditionnelles turques. « J'en ai recollé cinq cents, mille peut-être. Une partie a été publiée, j'en ai donné certaines à l'institut d'histoire turque, les autres ont



YACHAR KEMAL

été confisquées et brûlées par la police, après mon arrestation.

Car, dès son adolescence avec la police. « Jusqu'en 1946, il n'y avait pas un seul paysan, pas un seul villageois qui n'ait pas été tabassé par les gendarmes. Ce n'était pas qu'ils aient commis des crimes. C'était une sorte d'habitude. » Une discussion sur la réforme agraire lui vaut d'être emprisonné et battu alors qu'il se trouve encore à l'école secondaire. Dès lors, aux

« Je ne pense pas que les Kurdes, s'ils obtenaient leurs droits culturels, voudraient l'indépendance »

yeux des habitants et des autorités, il est, pour toujours, « Kemal le communiste ».

Ses premiers reportages pour le quotidien *Cumhuriyet*, dans les années 50, l'emmènent dans ce Sud-Est anatolien aujourd'hui dévasté par le conflit opposant forces gouvernementales et combattants kurdes du PKK (Parti des travailleurs kurdes). « A l'époque, j'écrivais sur l'insécurité et sur le fondamentalisme présents dans cette région. Les lecteurs étaient surpris, ils ne connaissaient rien. J'ai été menacé ; un jour, par le courrier, j'ai reçu une balle de revolver. » Ses opinions ne l'ont pas empêché de devenir l'écrivain le plus populaire de Turquie. Son roman *Memed le Mince* a battu tous les records de vente avec 600 000 exemplaires. Au total, 5 millions de ses livres, publiés également dans de nombreux pays étrangers, dont la France, ont été vendus en Turquie. L'article qui lui a valu de compa-

tié, disant : « Ça te suffira. » Il attribue la responsabilité du développement rapide d'un nationalisme kurde à la politique poursuivie par l'Etat. « Le fédéralisme est incompatible avec le nationalisme. Pourtant, les Kurdes, même s'ils ne sont pas encore libérés du fédéralisme, ont été tellement frappés qu'ils sont devenus nationalistes. »

Avant les élections du 24 décembre, l'écrivain avait eu l'occasion d'exprimer ces vues à Mesut Yilmaz, le nouveau premier ministre, qui était venu le consulter. « Je lui ai dit : « Vous, les politiciens - et ce n'était pas une attaque personnelle -, vous êtes tous des peureux. Ce n'est pas avec vous qu'il y aura la démocratie. Vous pouvez acheter cinq Kurdes, dix Kurdes, vous ne pouvez pas acheter vingt millions de Kurdes. En revanche, si vous arrivez à résoudre cette question, la Turquie aura la démocratie. » De l'Europe, il attend une pression continue sur la Turquie. « Evidemment, je ne veux pas qu'ils déclarent la guerre à la Turquie. Il y a mille moyens d'aider la Turquie à devenir démocratique, par le biais des discussions, de la médiation, de la pression politique. »

A ce tableau sombre, Yachar Kemal ajoute cependant des touches d'espoir. « La gauche nouvelle commence à prendre position pour la paix. Les intellectuels reviennent à la paix. Même les milieux des affaires s'expriment publiquement. » Membre durant les années 60 du Parti ouvrier, qui a été dissous en 1972 pour « séparatisme », Yachar Kemal demeure un socialiste convaincu. Sa vision est profondément humaniste. « Le monde est un jardin à mille cultures, mille couleurs. Les uns s'inspirent des autres, il y a toujours eu interaction des cultures. Lévi-Strauss m'a aidé à le comprendre. »

A la fin des années 70, le climat de violence en Turquie, où la gauche et l'extrême droite s'entre-tuaient, l'avait poussé à chercher refuge en Suède pendant plus de trois ans. Ses ennemis légaux actuels sont tout au plus un incident de parcours. « Ils me connaissent depuis quarante ans, ils savent qu'ils ne peuvent pas m'intimider », explique-t-il.

A l'issue de son dernier procès, le procureur avait été jusqu'à le remercier pour son discours de défense. « Monsieur Kemal, m'avait-il dit, vous nous avez donné une audience digne de votre prestige », explique l'écrivain en riant. Avant de conclure : « Je continuerai à parler. Dans la vie, je suis le plus peureux des hommes et je hais les héros, car l'homme qui n'a pas peur n'est pas humain. Mais la caractéristique de l'homme, c'est qu'il est capable de surmonter sa peur. »

Cette guerre sanglante qui ne devait durer que quelques heures

MOSCOU
de notre correspondante
La « facilité » avec laquelle les combattants tchétchènes ont pu ramener la guerre dans Grozny, la capitale tchétchène, peut surprendre. Il avait fallu trois mois de combats aux chars et à l'aviation russe pour s'emparer, il y a un an, de cette ville déjà réduite en ruines. Il n'a fallu que quelques heures, mercredi 6 mars, à quelques centaines de Tchétchènes, armés au mieux de lance-grenades, pour redevenir maîtres de la majeure partie de Grozny, aux portes de laquelle stationnent des divisions de l'armée russe.

Un tel développement de cette guerre coloniale ne semble « incompréhensible » qu'à ceux qui s'informent auprès de la première chaîne de télévision russe, écrivait jeudi le quotidien *Moskovski Komsomolets*. A ceux, donc, qui ignorent qu'à l'abri des propos incohérents du Kremlin sur la façon de résoudre « la crise », l'armée russe bombarde à nouveau depuis des semaines village sur village en Tchétchénie. Le dernier objectif en date étant la petite ville de Sernovodsk (20 000 habitants),

capacité des Tchétchènes à planifier de vraies opérations de guerre, bravaient les obus russes, augmente au fur et à mesure que s'effondre le moral des forces du Kremlin engagées en Tchétchénie.

Mais nourris et pas payés, exposés à la mort dans une guerre qu'ils sont conscients de mener du mauvais côté, les soldats russes, et certains de leurs officiers, en viennent à négocier leur survie auprès de la population, voire à lui vendre armes et munitions, en des trafics maintes fois décrits. En même temps, ils constatent qu'ils ne peuvent « contrôler » d'autres portions de territoire que celle où ils se trouvent à un moment donné - comme le disait déjà un gouverneur russe de la Tchétchénie au siècle dernier.

Les villages « pacifiés » au fil des six premiers mois de guerre, évacués pour éviter trop de heurts (ou trop de compromis) avec la population, repassent discrètement sous le contrôle indépendantiste. Quand les forces russes décident de reprendre à nouveau ces « bases terroristes », elles bombardent et détruisent les villages tuant de nombreux civils, mais ne parviennent jamais à « exterminer » les combattants, qui s'installent ailleurs. Quand à la facilité avec laquelle ces derniers se déplacent

nemi qu'on ne parvient pas à « exterminer » ne semble toujours pas effleurer les matras du Kremlin. Ni une grande partie des « témoins » de la classe politique ou même de l'intelligence russe, qui, eux, ont rarement à craindre le départ de leurs fils pour le front tchétchène. Et qui continuent à propager une image « déformée » du général Djokhar Douaïev, qui reste le symbole du combat tchétchène, même si certains de ses lieutenants sont plus influents et plus largement respectés. De même, la description de tout un peuple comme étant « mafieux » et « criminel », reprise récemment encore par un des bras droit de Boris Eltsine, continue à abuser, en Russie comme à l'étranger.

L'entrée de la Russie au Conseil de l'Europe, de même que les nouveaux milliards accordés par le Fonds monétaire international, et encore récemment par la France et l'Allemagne, ont été justifiés par les possibilités accrues qu'en recevrait l'Occident pour « civiliser » la Russie à son image. La Russie était pourtant déjà signataire de textes internationaux, notamment de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), prévoyant, dans les cas de violation massive des droits de l'homme, de passer outre à l'argument de « l'affaire intérieure ».

Mais tout indique que dans le monde entier on reste plus inquiet à l'idée d'indisposer Moscou que de voir son armée continuer à exterminer une population qui a déjà perdu trente à cinquante mille des siens, dont les blessés ne peuvent pratiquement plus être soignés et dont les hommes disparaissent par centaines dans des « camps de filtration » où les mauvais traitements - les tortures et les exécutions, selon certains témoignages - restent la règle. Une population qui, malgré cela, loin de désavouer ses combattants, ne fait que leur manifester un soutien croissant, estimant qu'eux seuls, et non un soutien international inexistant, pourraient la débarrasser, un jour, des soldats russes.

Dans un appel lancé, mercredi, au secrétaire général de l'ONU, Elena Bonner, la veuve de l'académicien Andreï Sakharov s'est élevée contre cette démission générale, en affirmant : « Je n'approuve ni le ton ni le style des propos du général Douaïev, mais sur le fond, il a raison ; un nouveau génocide est en cours en Tchétchénie, dont le président Eltsine est responsable. » Faudra-t-il de nouveaux « actes terroristes » tchétchènes pour qu'elle soit entendue ?

A Grozny, les combats risquent à nouveau de prendre leur forme d'il y a un an, quand les chars russes et les partisans tchétchènes s'affrontaient sans ligne de front précise, dans une ville désertée par une partie de ses habitants, les autres demeurant enfermés dans des caves. « Peut-être qu'il ne restera bientôt plus rien du tout de Grozny », envisageait même froidement, jeudi, un « analyste militaire » à Moscou. Car l'idée d'avoir à négocier avec un

La capacité des Tchétchènes à planifier de vraies opérations militaires bravaient les obus russes augmente au fur et à mesure que s'effondre le moral des forces du Kremlin

dont le siège et la destruction systématique sont en cours depuis dimanche. Cela rendait inévitable une réaction des combattants tchétchènes, comme à chaque fois qu'à Moscou on annonce la « liquidation imminente des derniers bandits » en Tchétchénie, depuis quinze mois d'une guerre qui devait, à l'origine, durer quelques jours, si ce n'est quelques heures.

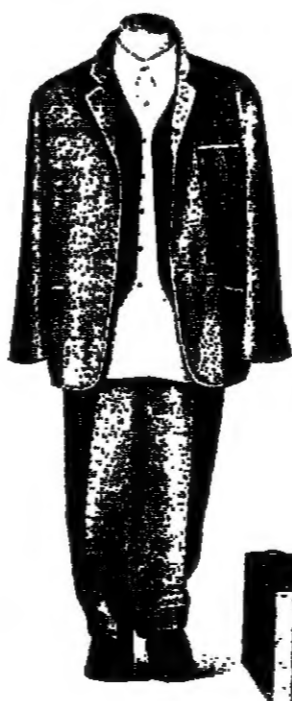
L'étonnant, estime *Moskovski Komsomolets*, est, qu'en réponse à ces nouveaux bombardements, les combattants se soient attaqués au cœur du dispositif militaire russe à Grozny et non pas, comme les fois précédentes, à des otages civils pris hors du territoire tchétchène. Car ce fut seulement en menant des actions terroristes qu'ils avaient réussi, en attirant l'attention de l'opinion russe et mondiale, à calmer provisoirement les ardeurs des canons ennemis. Mais il semble que la

La capacité des Tchétchènes à planifier de vraies opérations militaires bravaient les obus russes augmente au fur et à mesure que s'effondre le moral des forces du Kremlin

dont le siège et la destruction systématique sont en cours depuis dimanche. Cela rendait inévitable une réaction des combattants tchétchènes, comme à chaque fois qu'à Moscou on annonce la « liquidation imminente des derniers bandits » en Tchétchénie, depuis quinze mois d'une guerre qui devait, à l'origine, durer quelques jours, si ce n'est quelques heures.

L'étonnant, estime *Moskovski Komsomolets*, est, qu'en réponse à ces nouveaux bombardements, les combattants se soient attaqués au cœur du dispositif militaire russe à Grozny et non pas, comme les fois précédentes, à des otages civils pris hors du territoire tchétchène. Car ce fut seulement en menant des actions terroristes qu'ils avaient réussi, en attirant l'attention de l'opinion russe et mondiale, à calmer provisoirement les ardeurs des canons ennemis. Mais il semble que la

Old Delhi, Chhatra Chowk.
22 mai. 23h12.
Lin levé pour le pantalon
(845 frs). Gilet boutonné
(1920 frs). Gilet boutonné
bi-couleur (490 frs) sur chemise
classique (710 frs). Mallette
métal avec poignée cuir (1490 frs).



paco
paco rabanne

7 RUE DU CHERCHE-MIDI PARIS 6° TEL 1/40 49 08 53

Sophie Skihab

Nicole Pope

Le Conseil palestinien d'autonomie s'est réuni pour la première fois à Gaza

A la tribune, Yasser Arafat a justifié la lutte contre les auteurs des attentats-suicides

Les États-Unis et l'Égypte s'apprêtent à annoncer la réunion d'un sommet auquel participerait le président Bill Clinton, pour étudier les moyens

de lutter contre le terrorisme. Lors de la séance inaugurale du premier Conseil palestinien, jeudi 7 mars, à Gaza, Yasser Arafat avait évoqué l'idée

d'une conférence pour « discuter des moyens d'accroître le processus de paix » après la vague d'attentats-suicides en Israël.

GAZA
de notre envoyé spécial

L'artiste campé à la gauche de la tribune a figuré, en quelques traits de fusain, la verrière octogonale de la salle du centre culturel de Gaza, l'empressement des délégations étrangères et le carcé massif des députés. Jeudi 7 mars, à 10 h 30, l'hymne national a résonné. La première séance du Conseil palestinien élu, en janvier, au suffrage universel venait de s'ouvrir. Un instant « historique », les orateurs palestiniens et étrangers qui se sont succédés alors à la tribune ne se sont pas fait dire, tout en étant bien conscients que sa portée symbolique ne pouvait rivaliser avec le choc des récents attentats-suicides en Israël.

Compte tenu du bouclage des territoires autonomes en vigueur depuis le 25 février, les députés de Cisjordanie – soit la majorité des quatre-vingt-huit élus – ont dû leur présence à Gaza à la bonne volonté des Israéliens. Ces derniers n'ont pas voulu compromettre une réunion qui marque, selon les accords d'Oslo, l'ouverture du délai de deux mois au cours duquel la Charte pa-

lestinienne devra être vidée de ses articles prévoyant la destruction de l'État juif.

Concluant cette séance inaugurale, conforté par l'élection de l'un des siens, Ahmed Qorei, au siège de président du nouveau Conseil, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a consacré la plus grande partie de son intervention à justifier la lutte contre les auteurs de terrorisme, invitant les dirigeants du monde entier à organiser une conférence « au plus haut niveau » pour évoquer les moyens de lutter contre « ce phénomène régional et international ».

« SANCTION COLLECTIVE »

Dans les rues de Gaza fouettées par la pluie, l'instinct « historique » a été écarté par les vicissitudes de la riposte décidée par Israël et par l'Autorité palestinienne contre le Mouvement de la résistance islamique (Hamas). Réunis par l'oisiveté dans une arrière-boutique du grand camp de réfugiés de Jabalya, l'un des fiefs de M. Arafat, des Palestiniens qui travaillent d'ordinaire en Israël et sont désormais consignés à Gaza, tempèrent. « Le Ha-

mas, cela veut dire ne plus avoir de quoi manger, ni de quoi boire, assure un maçon. On ne s'attendait pas à toutes ces bombes. Pour la première, on s'est dit : « C'est pour venger Yehia Ayache ». Mais les autres ? »

L'un de ses frères tempère son jugement : « Je suis pour le Hamas et contre les attentats. Moi, je n'attribue pas la responsabilité de la situation à une seule des deux parties, elles sont responsables toutes les deux ». A Beach Camp, au bord d'une mer démontée, un autre sympathisant du Hamas est plus catégorique : « C'est une bonne chose, hélas, car cela forcera Israël à respecter les accords. Les confiscations de terres qui continuent, les prisonniers toujours pas relâchés, l'assassinat de Yehia Ayache : tout ceci me donne le sentiment qu'Israël a sa propre idée de la paix ».

Un peu plus loin, un autre Palestinien, employé en Israël, proteste contre « la sanction collective » qui répond à l'acte d'un « homme seul », avant de disperser à coups de badine une poignée d'enfants qui crient des slogans favorables au Hamas, partagés entre la fascination pour les kamikazes et le goût

de la provocation. « Tais-toi !, lance-t-il à un jeune garçon. Tu n'es qu'un enfant ! On voit bien que tu n'as pas une femme et des enfants dont tu dois t'occuper. »

Dans son appartement de Jabalya, de retour de la séance inaugurale du Conseil palestinien, l'ancien porte-parole du Hamas, Imad Fajouli, élu député sur une liste du Fatah de M. Arafat, repasse le film tragique des derniers jours. « A la première bombe, je me suis dit : c'est pour Ayache. Pour la deuxième, j'ai hésité et à la troisième, je n'ai plus compris. Je ne serai pas heureux de voir le Likoud arriver au pouvoir, ajoute-t-il, mais les travaillistes doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas avoir en même temps la paix, la sécurité et la terre. La trêve de sept mois des attentats [d'août 1995 à février 1996] n'a jamais supprimé les bouclages, hin de là. Pères doit choisir, il peut laisser les mains libres à l'armée pour espérer être élu, mais il tuera alors définitivement le processus de paix en jetant les Palestiniens dans les bras des extrémistes. »

Gilles Paris

Un sommet contre le terrorisme se réunira, le 13 mars, en Égypte

WASHINGTON ET LE CAIRE ont annoncé, vendredi 3 mars, la réunion, mercredi 13 mars, à Charm el Cheik en Égypte, d'un sommet destiné à soutenir le processus de paix israélo-arabe, mis à mal par la récente vague d'attentats-suicides en Israël, auquel assistera Jacques Chirac. Le président Bill Clinton participera à cette conférence et « envisage » de se rendre ensuite à Jérusalem, a affirmé le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry.

Au terme d'une journée d'intenses consultations entre les conseillers de M. Clinton et la plupart des gouvernements du Proche-Orient ainsi que leurs alliés européens, M. McCurry a affirmé que les discussions en étaient à leur « stade final », le but de sommet étant de « faire progresser le processus de paix et d'aider les gouvernements de la région à combattre le terrorisme ». La radio israélienne a évoqué la participation d'une trentaine de pays, précisant que le premier ministre israélien Shimon Peres, le chef de l'État égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, seraient présents.

Les États-Unis vont déployer trente-quatre

avions de combat en Jordanie à partir du mois d'avril. « Il s'agit de montrer notre capacité à placer des effectifs sur le terrain là où nous le souhaitons », a affirmé un porte-parole du Pentagone. Nous sommes capables de déployer ces appareils en Jordanie pour défendre le processus de paix et la sécurité régionale. »

« ARRÊTER LE FLIRT AVEC LES IRANIENS »

L'annonce de ce déploiement a été faite alors que le roi Hussein de Jordanie était en visite à Washington, où il a été reçu, jeudi, par le président Clinton.

De leur côté, les ministres français et allemand des affaires étrangères, Hervé de Charette et Klaus Kinkel, se sont rendus, jeudi, à Jérusalem, pour manifester leur solidarité avec Israël après la récente vague d'attentats-suicides. Ils ont été reçus par M. Peres avant de se rendre à Gaza pour s'entretenir avec M. Arafat. « La France peut apporter son soutien, son concours, sa participation à ce qui doit être fait pour éliminer le terrorisme », a affirmé M. de Charette.

« Je pense que la paix va gagner, mais il faut traverser un passage extrêmement difficile. (...) Je

suis sûr que nous allons gagner cette bataille comme toutes les autres », a déclaré M. Peres, jeudi, dans un entretien à France 2. Son « impression » est qu'« il y a une majorité pour la paix, aussi parmi les Arabes. C'est le grand changement psychologique ». M. Peres a, d'autre part, mis en cause l'Iran et désapprouve le « dialogue critique » entretenu avec Téhéran par les pays de l'Union européenne : « L'Iran est aujourd'hui le centre du terrorisme, le centre de l'intégrisme, le centre de la subversion (...). Cela est plus dangereux que le nazisme, parce que Hitler ne possédait pas la bombe nucléaire. Les Iraniens ont essayé d'achever un programme nucléaire. Le chef du gouvernement israélien a déclaré que « les Iraniens dirigent les actes du Hezbollah au Liban, les finances, l'entraînement. Les directions, les ordres arrivent toujours de Téhéran. Ils ont financé le Jihad musulman et le Hamas en même temps ». « Il faut vraiment arrêter le flirt avec les Iraniens », a-t-il déclaré, ajoutant que « l'on appelle ce flirt "dialogue critique" ». « Pourquoi quelques pays en Europe sont-ils prêts à pardonner, à fermer les yeux sur cette menace centrale et immédiate ? »

Aux Comores, le premier tour de l'élection présidentielle est jugé régulier

Mohamed Taki Abdoukarim et Abbas Djoussouf restent en lice

LE PREMIER TOUR de l'élection présidentielle anticipée, organisée, mercredi 6 mars, aux Comores, après le putsch manqué du mercenaire français Bob Denard, en novembre 1995, a été marqué par une forte participation (64 %) et une régularité des opérations sans précédent dans l'archipel. Un second tour, prévu le 16 mars, sera nécessaire pour départager les deux candidats – sur quinze – arrivés en tête.

Mohamed Taki Abdoukarim, de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC), a obtenu 21,28 % des suffrages, concentrés essentiellement dans la Grande Comore, la plus importante des trois îles de cet archipel de l'océan Indien, situé entre le continent africain et Madagascar.

« LE CANDIDAT DE LA FRANCE »

En deuxième position, Abbas Djoussouf du Forum pour le redressement national, a recueilli 15,71 % des voix, arrivant en tête à Mohéli. Dans l'île d'Anjouan, c'est Omar Tamou, de l'Udzima, qui l'emporte. Dans l'ensemble de l'archipel, il est arrivé en troisième position, suivi de Saïd Ali Kemal, petit-fils du dernier sultan des Comores (8,74 %) et de Mtara Maecha (6,37 %).

Mohamed Taki Abdoukarim avait été battu à l'élection présidentielle de 1990 par le président Saïd Mohamed Djohar, renversé par le putsch de Bob Denard et écarté du scrutin de mercredi sous la pression de la France, dont l'intervention militaire avait mis fin à l'aventure des merce-

naires. Le scrutin présidentiel de 1990, comme tous les scrutins aux Comores depuis l'indépendance en 1975, avait été marqué par une fraude massive.

Cette fois, les opérations électorales ont été supervisées par des observateurs, délégués, entre autres par les Nations unies et l'Organisation de l'unité afri-

caine (OUA). Tout en constatant de nombreux problèmes, ceux-ci ont estimé : « Ces difficultés ne remettent pas en cause la régularité du scrutin et la sincérité du vote. » Pourtant, certains candidats battus, dont M. Kemal, ont demandé l'annulation des opérations.

Le second tour opposera donc un candidat traditionaliste,

proche des valeurs islamiques de l'archipel, au nationalisme parfois ombrageux – Mohamed Taki Abdoukarim – à un homme, Abbas Djoussouf, présenté par ses adversaires comme « le candidat de la France » et qui défend la modernisation des institutions et de l'économie comoriennes. – (AFR)

Le président brésilien essuie son premier revers parlementaire

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Le Congrès vient d'infliger une double défaite à Fernando Henrique Cardoso, la plus sévère subie par le président brésilien depuis son entrée en fonction, le 1^{er} janvier 1995. Les députés ont rejeté, mercredi 6 mars, son projet de réforme du régime des retraites et les sénateurs ont décidé la création d'une commission parlementaire d'enquête sur le système financier, pour détecter les fraudes éventuellement commises par les banques publiques et privées depuis janvier 1995.

Ces deux votes ont surpris le pays et illustrent une grogne parlementaire dont les motifs ne sont pas tous honorables. Ils affaiblissent en tout cas le chef de l'État et pourraient ralentir encore le rythme des réformes. M. Cardoso avait décidé, pour des raisons évidentes, de réviser profondément le régime des retraites et avait réussi à obtenir le soutien de la principale centrale syndicale, la CUT, laquelle lui a pourtant fait défaut au dernier moment. L'élé-

ment central du projet consistait à calculer les pensions non plus sur le nombre d'années de travail, mais sur la période pendant laquelle les cotisations avaient été effectivement versées.

ENQUÊTE SUR LES BANQUES

Dans le secteur public, les fonctionnaires ne pourraient plus désormais obtenir des retraites supérieures de 20 % au dernier salaire perçu, comme c'est souvent le cas actuellement. L'étonnant privilège accordé aux parlementaires de pouvoir faire valoir leurs droits à une retraite complète après huit années (deux mandats) seulement passées au Congrès devait être aboli. Ce dernier point a probablement joué un grand rôle dans le vote négatif des députés, même s'ils ont été d'une remarquable discrétion à ce sujet. La proximité des élections municipales en octobre prochain a également pesé dans la création par le Sénat d'une commission parlementaire d'enquête sur les banques est également un camouflet pour le gou-

vernement. Elle porte la marque de José Sarney, actuel président du Sénat et président de la République de 1985 à 1990. M. Sarney ambitionne de revenir au palais du Planalto et s'efforce d'affaiblir M. Cardoso, lequel pourrait être tenté de faire modifier la Constitution et de se présenter à nouveau à la présidence en 1998 (la loi fondamentale en vigueur interdit à un président sortant d'être candidat à sa propre succession).

M. Cardoso avait dénoncé en termes très vifs le « corporatisme » du Congrès et le rôle des « lobbies » lors d'un récent voyage au Mexique. Il avait déclaré qu'il n'avait pas hésité, depuis son arrivée au pouvoir, à « mettre la main dans des nids de guêpes », ajoutant que parfois « ce n'étaient pas des guêpes, mais des frelons ». M. Sarney est l'auteur d'un curieux roman, à la fois régionaliste et érotique, qui s'intitule *Les Frelons de feu*. Les parlementaires vexés, M. Sarney en tête, ont rendu au président la monnaie de sa pièce.

Dominique Dhombres

Le Tribunal de La Haye réclame deux témoins détenus en Serbie

LA HAYE. Un homme soupçonné d'avoir « participé à la liquidation massive de civils » dans la région de Srebrenica (dans l'est de la Bosnie) a été arrêté dimanche 3 mars en Serbie, a annoncé, jeudi, l'agence officielle yougoslave Tanjug. L'arrestation de Drazen Erdemovic, âgé de vingt-quatre ans, et de son ami Radoslav Kremenovic, est intervenue alors que *Le Figaro* publie vendredi son témoignage sur les événements du mois de juillet 1995. Au moins sept mille personnes ont disparu lors de la prise de Srebrenica par les forces serbes. Le procureur du Tribunal pénal international (TPI), Richard Goldstone, a demandé, jeudi, aux autorités de Belgrade de transférer à La Haye les deux hommes appartenant à l'armée serbe de Bosnie, pour « fournir des témoignages sur les atrocités commises pendant la prise de Srebrenica par les Serbes de Bosnie ». – (AFP)

Le Congrès américain relève le plafond de la dette fédérale

WASHINGTON. Les deux chambres du Congrès, à majorité républicaine, ont voté jeudi 7 mars le relèvement du plafond de la dette fédérale jusqu'à 29 mars. Cette mesure était nécessaire pour éviter que l'État américain ne se retrouve, à partir du 15 mars, en situation de défaut de paiement, comme ce fut le cas à la fin de 1995. Le président démocrate Bill Clinton devrait ratifier très rapidement le nouveau plafond de la dette, de 4 900 milliards de dollars (24 500 milliards de francs), mais menace toujours de mettre son veto – comme il l'a fait à deux reprises depuis novembre 1995 – à toute proposition de loi par laquelle le Congrès engagerait une réduction trop drastique des programmes sociaux. – (AFP)

EUROPE

■ **AUTRICHE** : formé jeudi 7 mars, le nouveau gouvernement, le cinquième du chancelier social-démocrate Franz Vranitzky depuis 1986, reconduit l'alliance entre les sociaux-démocrates et les conservateurs, après les élections législatives du 17 décembre 1995. Le nouveau cabinet est plus resserré, avec seize membres au lieu de vingt. Le programme d'austérité sur lequel les deux partis se sont entendus devrait permettre à l'Autriche d'assainir ses finances publiques d'ici 1997 en économisant 100 milliards de schillings afin de respecter les critères de convergence de Maastricht. – (Corresp.)

■ **RUSSE** : le président Eltsine a signé, jeudi 7 mars, un décret levant les obstacles à l'achat et à la vente des terres. Un projet de loi en ce sens était bloqué depuis des mois par la Douma. Le gouvernement s'est engagé à promouvoir cette réforme en recevant, en février, un prêt de 10,2 milliards de dollars du FMI. – (AR)

■ **LA RUSSIE ET L'IRAN** ont affirmé, jeudi 7 mars, leur volonté de renforcer leurs liens, s'affirmant une communauté d'intérêts, notamment face à l'Occident, à l'occasion de la visite à Moscou du ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati. Celui-ci a été reçu par le président Eltsine et par son homologue Evguène Primakov. C'était la première rencontre à ce niveau entre les deux pays depuis trois ans. – (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK** : le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu en l'état, jeudi 7 mars, l'embargo contre l'Irak, en vigueur depuis 1990. Le président du Conseil a indiqué que les conditions nécessaires n'étaient toujours pas réunies pour modifier le régime des sanctions. Ce réexamen de l'embargo – le troisième depuis 1990 – a eu lieu avant la reprise, lundi à New York, de négociations techniques entre l'Irak et l'ONU sur une éventuelle mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture ». – (AFP)

■ **BAHREIN** : un homme qui tentait de piéger un distributeur automatique de billets a été tué par la bombe artisanale qu'il manipulait, dans la banlieue sud de Manama, ont annoncé, jeudi 7 mars, les autorités de Bahrein. C'est la première fois qu'un attentat non revendiqué – le sixième depuis le début de l'année – coûte la vie à une personne à Bahrein, théâtre de troubles antigouvernementaux depuis quinze mois. – (AFP)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : deux personnes ont été tuées et dix autres blessées, jeudi 7 mars, par l'explosion d'un camion piégé devant la mairie de Berrouaghia, à une centaine de kilomètres d'Alger, ont indiqué les services de sécurité. Sur la côte, à l'est de la capitale, un groupe terroriste a fait sauter, dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 mars, la conduite de gaz alimentant la centrale électrique de Cap Djinet.

■ **NIGER** : la France reprend sa coopération, ont annoncé Niamey et Paris. Cette aide, suspendue au lendemain du coup d'État du 27 janvier, a repris en raison des « mesures prises par les autorités nigériennes pour le retour à l'ordre constitutionnel », a déclaré le ministre français des affaires étrangères. – (AFP, AR)

■ **RWANDA** : les troupes des Nations unies devaient quitter le pays vendredi 8 mars, à l'expiration de leur mandat. Le départ de la Mission des Nations unies pour le Rwanda (Mitur) était exigé depuis longtemps par les autorités de Kigali. – (AR)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : Washington dispose d'« éléments de preuve », selon le secrétaire à la défense, William Perry, permettant de supposer que la Russie a conduit, à la mi-janvier, un essai nucléaire souterrain. Selon les services de renseignement américains, le test a été conduit sur le site d'expérimentations de l'archipel de Novaya Zemlya, fermé en 1991 mais rouvert un an plus tard par Boris Eltsine. Moscou observait depuis 1992 un moratoire sur les essais. – (AFP)

■ **PÉROU** : une militante socialiste modérée, responsable du bidonville de Huaycan (banlieue est de la capitale), a été tuée en pleine rue, mercredi 6 mars, et son corps a été dynamité par les tueurs. L'exécution de Pascuala Rosado est à rapprocher, selon la police, des méthodes du Sentier lumineux, qui l'avait menacé de mort parce qu'elle s'opposait à leur propagande. – (Corresp.)

■ **ARGENTINE** : pour la troisième fois en huit mois, un proche collaborateur du ministre des finances, Domingo Cavallo, a été mis en examen pour de présumées irrégularités, mercredi 6 mars. Haroldo Grisanti, responsable de la Société nationale des postes (en voie de privatisation), a été « invité » à démissionner par le président Menem, qui adresse ainsi, selon les observateurs, un rappel à l'ordre indirect à M. Cavallo. – (AFP)

ÉCONOMIE

■ **GRANDE-BRETAGNE** : le gouvernement britannique décidera « dans les semaines à venir » s'il y a lieu de tenir un référendum sur une adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne à la monnaie unique européenne, ont indiqué jeudi 7 mars les services du premier ministre. L'attitude de la Grande-Bretagne face à la construction monétaire de l'Europe suscite actuellement de graves dissensions au sein du cabinet.

■ **ITALIE** : les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en février, ce qui ramène la hausse en glissement annuel à 5 % au lieu de 5,5 %. L'inflation avait atteint un pic de 6 % en novembre 1995, a annoncé l'Istat. Selon Paolo Garonna, directeur de l'Institut statistique, « le ralentissement continuera dans les trois prochains mois si on maintient la pression anti-inflationniste ». – (AFP)

Le Monde

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 9 MARS 1996 / 5

Lettre à un ami israélien.

**SI DEMAIN LES ISRAELIENS
DOUTENT D'EUX-MEMES,
IL N'Y AURA PLUS DE PLACE
POUR LA PAIX.**

Ils sont Israéliens. Ils ont voulu la paix. Ils l'ont faite.
Aujourd'hui, ils subissent une guerre ignoble, faite de terreur et d'aveuglement.
Ils ont de quoi douter de la paix et d'eux-mêmes.
Ils ont besoin d'être encouragés.
Encouragez à rester eux-mêmes. A vouloir encore et toujours la paix et la sécurité de chacun.
Vous pouvez les y aider. Quelques mots suffisent. Une lettre.
Ecrivez avec le cœur. Avec la raison. Tout de suite.
Votre lettre sera publiée dans la presse israélienne.
Merci d'avance pour eux,
et pour l'avenir.

Ecrivez votre «lettre à un ami israélien», et envoyez-la à :

Appel Unifié Juif de France :
19, rue de Téhéran 75008 Paris.
(CCP 7917.80 L Paris)

Appel Unifié Juif de France

MAJORITÉ La sanction prise par Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, à l'encontre de Philippe Auberger, destitué de sa fonction au sein de la direction du parti, jeudi

7 mars, à la demande d'Alain Juppé, a été accueillie avec modération par la majorité. Seuls Pierre Méhaignerie, président (UDF) de la commission des finances de l'Assemblée, et

Edouard Balladur ont critiqué la mise en cause du rapporteur général du budget, qui pourrait perdre sa place lors du renouvellement des postes de responsabilité au Palais-Bourbon.

● DEPUIS JUILLET 1995, M. Auberger s'était signalé par ses observations acides, appuyées par la majorité de la commission des finances, sur la politique économique et budgétaire

du gouvernement. ● LES MESURES DE RELANCE, sur lesquelles M. Auberger avait formulé des réserves, et les autres dispositions en discussion ont été adoptées.

Les députés RPR rentrent dans le rang sous la férule d'Alain Juppé

Alors que Philippe Auberger, destitué de sa fonction au sein de la direction du parti, est menacé de perdre son poste de rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, seuls Edouard Balladur et Pierre Méhaignerie ont regretté publiquement l'attitude du premier ministre

DANGER, absence de marquage au sol, bas-côtés mouvants... L'ancien ministre du budget, Nicolas Sarkozy, parlait d'or lorsqu'à la veille du débat sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) il confiait son intention de réserver sa pugnacité pour d'autres textes. Un député, et pas n'importe lequel, vient de franchir la ligne jaune sans même s'en rendre compte.

Dans la hiérarchie parlementaire, le rapporteur général du budget vient juste après le président de l'Assemblée nationale et les présidents de groupes et de commissions. C'est aussi un poste charnière, entre le ministère des finances et la majorité, un éventuel tremplin pour le gouvernement

La courtoisie du chef de l'Etat

Le président de la République veut avoir des relations courtoises avec les parlementaires. Depuis le mois de septembre, il reçoit, par groupes d'une cinquantaine de personnes, députés et sénateurs de la majorité pour discuter avec eux, en toute simplicité, selon son entourage, un verre à la main. Tous ceux du RPR et de l'UDF ayant maintenant eu droit à cet entretien élyséen, il restait à M. Chirac à montrer qu'il n'oubliait pas l'opposition.

Il avait donc décidé d'inviter, mercredi 13 mars, tous les membres de l'Assemblée nationale et, le 27 mars, tous ceux du Sénat. Mais M. Chirac devant se rendre au Caire pour le sommet antiterroriste, mercredi, la première de ces invitations a été reportée à une date ultérieure. Ces réceptions auront lieu à huis clos. Le chef de l'Etat ne devrait pas prononcer de discours, mais simplement passer de groupe en groupe. Traditionnellement, ce genre de réception n'a pas lieu à l'Élysée, mais à Matignon. Edouard Balladur y avait mis fin en 1993.

ou, au pis, un très beau lot de consolation, ce qui, à l'occasion, provoque des états d'âme ou des rancœurs.

Mardi 5 mars, Philippe Auberger, député de l'Yonne, ne se doute pas encore de ce qui va lui « échoir », comme il le déclarera après coup (*Le Monde* du 8 mars). Devant le bureau du groupe RPR, réuni en présence du premier ministre, il présente le contenu de son rapport - critique, reconnaît-il (*Le Monde* du 5 mars). Mais il prend soin de préciser à l'adresse d'Alain Juppé qu'il ne faut « pas dramatiser » les interrogations réelles de la majorité de la commission des finances.

Le groupe lui laisse la voie libre. A l'heure du déjeuner, M. Auberger se retrouve à la table du premier ministre, mais, cette fois, en sa qualité de député général du RPR chargé du budget. M. Juppé, qui est aussi président du mouvement néo-gaulliste, a réuni la direction de son parti, et c'est avec satisfaction qu'il enregistre la « sortie » de l'un des rares balladuriers de la commission exécutive du RPR, Christian Poncelet, sénateur des Vosges et président de la commission des finances du Sénat. Alain Juppé s'en prend vigoureusement aux « irresponsables » qui, dans les rangs de la majorité, ne cessent de dénigrer l'action du gouvernement.

Dans l'après-midi, à la tribune, M. Auberger s'interroge à voix haute sur « l'accumulation de mesures ponctuelles » qui font, selon lui, que « le gouvernement donne l'impression de chercher sa voie ».

Curieusement, sur cinq députés RPR qui interviennent dans le débat général, deux expriment, comme M. Auberger, des réserves. C'est que, depuis le début de la session, le groupe RPR a un problème de représentation au sein de la commission des finances. A l'exception de Jean-François Copé (Seine-et-Marne) et, plus récemment, de Daniel Guarique (Dordogne), les juppéistes y sont minoritaires. Les relais parlementaires du premier ministre

ont négligé de rétablir l'équilibre. Le président du groupe, Michel Péricard, croise M. Auberger, mercredi, aux abords du Palais-Bourbon. « Je lui ai dit que, cette fois, il avait franchi la ligne jaune. Ses propos auraient pu être tenus par l'opposition. Mais il n'avait pas conscience de son côté excessif », rapporte M. Péricard.

Il ignore encore que M. Juppé et le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, sont en embuscade. Enarque et polytechnicien, M. Auberger passe pour un solitaire au sein du groupe néo-gaulliste. De « bons amis » rapportent avec délice comment cet ancien chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac réagit « toujours à contre-temps ». « Il a été le dernier chiraquien à rejoindre Edouard Balladur pendant la campagne présidentielle. Dans Auberger, il y a auberger », glisse l'un d'eux.

La direction du RPR estime aussi que les élections de 1998 se profilent à l'horizon, de plus en plus de députés souhaitent mettre fin aux querelles internes. M. Juppé veut faire un exemple.

Le fidèle Mancel est chargé de la besogne. Il s'en défend. « C'est moi qui l'avais intégré dans la commission exécutive, c'est moi qui ai pris

l'initiative de proposer au président du RPR de le relever de ses fonctions. J'avais déjà mis en garde Philippe Auberger il y a six mois. Il ne m'était plus possible d'avoir un collaborateur qui critique le gouvernement », assure M. Mancel. « Moi-même, ajoute-t-il, lorsque j'avais exprimé mes doutes sur Jacques Chirac dans vos colonnes (*Le Monde* du 10 janvier 1975), j'avais

« L'incident n'aurait pas eu lieu si Juppé était plus à l'aise dans les sondages »

cessé toutes fonctions au sein de l'UDR.

La même logique, selon toute vraisemblance, s'appliquera, en son temps, pour M. Auberger. Un autre dirigeant du RPR rappelle, au passage, que c'est en juin que le groupe aura à procéder au renouvellement de son candidat au poste de rapporteur général du budget, en précisant que le député

Un partenaire incommode qui n'a cessé d'aiguillonner le gouvernement

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, Philippe Auberger a usé de sa liberté de parole pour interpeller le gouvernement et s'interroger sur sa méthode et sur sa politique économique.

● **Juillet 1995.** - La grogne des députés de la majorité s'exprime dès la discussion du collectif budgétaire. Pierre Méhaignerie, président (UDF-FD) de la commission des finances, et Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) expriment alors les critiques les plus mordantes. M. Auberger, rapporteur général de la commission, n'est pas en première ligne, mais il met en garde le gouvernement en soulignant qu'il « est impératif qu'il indique le chemin qu'il entend suivre pour réduire les déficits ».

● **20 septembre.** - Le jour de l'adoption du projet de budget 1996 par le conseil des ministres, M. Auberger déplore que le gouvernement ne présente qu'« une demi-loi de fi-

nances », car il n'intègre pas les mesures de redressement des comptes sociaux ni la reprise de la dette de la Sécurité sociale. Le même jour, Alain Juppé précise aux élus RPR et UDF que s'il admet la « liberté d'amendement » des parlementaires, cela ne signifie pas « liberté totale ».

● **10 et 11 octobre.** - La commission des finances « toilette » le projet de budget pour 1996 et adopte, notamment, un amendement visant à réduire de 4 milliards de francs le montant des dépenses prévues. Le 13 octobre, M. Auberger affirme que les députés font « le sale boulot », celui que « le gouvernement aurait dû faire ».

● **15 octobre.** - Le rapporteur du budget insiste : « Le gouvernement est trop immobile, trop hésitant, trop filieux », tout en assurant : « Il n'y a aucune fronde contre le gouvernement. Tout simplement, les députés veulent que cela bouge. »

● **13 novembre.** - A l'ouverture du débat sur la réforme de la protection sociale, Philippe Auberger met les pieds dans le plat en dénonçant une « formidable ambiguïté ». « Le gouvernement nous dit qu'il faut reprendre 230 milliards de francs de dette de la Sécurité sociale », relève-t-il. Or, selon lui, « ce n'est pas exact », puisque 110 milliards de francs ont déjà été repris fin 1993.

● **1^{er} mars 1996.** - Dans l'introduction de son rapport sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), Philippe Auberger écrit : « L'accumulation de mesures ponctuelles, voire ponctillistes, d'un mois sur l'autre, (...) n'apparaît pas de bonne méthode. (...) Le gouvernement donne l'impression de chercher sa voie en prenant, de-ci, de-là, des dispositions provisoires à caractère expérimental. »

Jean-Baptiste de Morvalon et Jean-Louis Saux

L'Assemblée a adopté les mesures de relance et le plan « textile »

La majorité RPR et UDF, remise au pas, a fait taire ses critiques

JEUDI 7 MARS, le gouvernement, les députés et le RPR ont décidé d'en finir. Tandis que le parti gaulliste en finissait, précisément, avec un rapporteur général de la commission des finances, Philippe Auberger, trop critique vis-à-vis du gouvernement, ce dernier, avec l'appui de sa majorité ainsi remise au pas, a mis les bouchées doubles pour achever l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). Le texte a été adopté, tard dans la soirée, au terme d'une séance dense, au cours de laquelle ont été examinées la privatisation de la SFR, le gel temporaire des grandes surfaces et le plan textile du gouvernement.

La majorité RPR et UDF a voté pour ce projet de loi, l'opposition PS-PCF contre. Le DDOEF a été très faiblement amendé puisque, à l'issue d'une deuxième délibération, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a purgé le projet de loi de rares amendements retenus contre son accord. Sont ainsi passés à la trappe : la baisse de la TVA réclamée pour les cinémas des petites villes, une disposition visant à développer l'utilisation de biomasse et un amendement de Gilbert Gantier (UDF-PR, Paris) augmentant l'abattement applicable aux donations-partages.

Tout était ainsi rentré dans l'ordre. Au nom du RPR, Daniel Garrique, député de Dordogne, pouvait souligner le soutien qu'avait apporté au gouverne-

ment son groupe et la majorité dans son ensemble. « Tout au long de la discussion », auparavant, M. Auberger avait remercié le gouvernement d'« avoir accepté le dialogue avec la majorité ». Incorrigible, il a lancé un dernier appel à la rigueur : « Lorsque l'on veut agir sur la conjoncture, mieux vaut se limiter à quelques mesures simples, bien ciblées et compréhensibles par les citoyens. »

LA PRIVATISATION DE LA SFR

Au cours de la discussion, la majorité et l'opposition se sont affrontées sur les privatisations. Communistes et socialistes ont tenté de s'opposer à l'inscription de la Société française de production sur la liste des sociétés « privatisables », contenue dans la loi du 19 juillet 1993.

Le principe de la privatisation de la SFR a été adopté, mais les

députés, toutes tendances confondues, ont obtenu que le gouvernement amende son texte initial en maintenant l'application des conventions collectives pendant une durée de quinze mois, à compter de la cession au privé. Ce vote s'inspire d'un dispositif pris en 1986 lors de la privatisation de TFI (à l'époque, la durée d'application des conventions collectives avait été fixée à trois ans).

Toujours contre l'avis des socialistes et des communistes, l'Assemblée nationale a adopté une disposition autorisant le gouvernement à privatiser, par voie réglementaire, des entreprises publiques de petite taille.

Les députés ont approuvé le re-

levement du plafond d'impôt per-

mettant l'ouverture d'un Livret

d'épargne populaire (LEP) de

1 890 francs à 4 000 francs. Ils ont

Le « contre-G7 » sur l'emploi de Philippe Séguin

Philippe Séguin aurait aimé que le sommet sur l'emploi des sept pays les plus industrialisés, les 1^{er} et 2 avril, se tienne à Epinal, ville dont il est le maire. Pour ce « petit G7 », le président de la République, Jacques Chirac, a préféré Lille. Qu'à cela ne tienne ! Le président de l'Assemblée nationale organisera son propre sommet sur l'emploi dans les Vosges, les 21 et 22 mars, grâce au club Vahny, situé dans la mouvance séguiniste.

Placé également sous le patronage de Maurice Allais, Prix Nobel d'économie, ce forum accueillera, notamment, Jean Gandois (CNPF), Marc Blondel (FO), Marc Vilbenoît (CGC), l'économiste Jean-Paul Fitoussi et le sociologue Emmanuel Todd. Constatant que « ni la croissance économique, ni les politiques conjoncturelles, ni les dispositifs techniques » ne seront suffisants pour « éradiquer un chômage devenu structurel », les organisateurs suggèrent « de nouvelles formes de mobilisation », qui seront examinées lors de ce colloque syrialien.

Election législative partielle à Toulon : un test pour le Front national

TOULON

de notre correspondant

Huit mois après l'élection de Jean-Marie Le Chevallier (Front national) à la mairie de Toulon, les électeurs de la 6^e circonscription du Var sont appelés à élire, les 10 et 17 mars, leur nouveau député par un scrutin législatif partiel qui aura valeur de test. Ce siège est devenu vacant à la suite de l'élection au Sénat, en septembre 1995, d'Hubert Falco (UDF-PR), président du conseil général du Var, qui était député depuis 1988. Huit candidats briguent cette circonscription, la plus nombreuse de France (118 900 électeurs) et la plus étendue du département (elle comprend 73 des 153 communes varoises).

Si l'on s'en tient aux résultats de mars 1993, la position de la majorité semble solide : fort de 43,35 % des voix au premier tour, M. Falco avait été réélu au second avec 71,57 %. Toutefois, dans l'atmosphère d'expectative qui s'est installée dans le Var après l'élection de M. Le Chevallier, la situation de la majorité est fragilisée par la démission de celle-ci. Investie par le RPR et l'UDF, Josette Pons (UDF-PR), maire et conseiller général du Bausset, souffrira de la concurrence sauvage de Bruno Aycaud (RPR), maire de Bellegarde, ancien suppléant d'Hubert Falco. M. Falco estime que « cette "primaire" déguisée à droite est suicidaire ».

A gauche, le PS est de nouveau représenté par Maurice Janetti (PS), maire de Saint-Julien-le-Montagné, qui n'avait obtenu que 13,75 % des suffrages au premier tour des élec-

tions de 1993 et n'avait pu se maintenir au second. Il sera concurrencé encore par le communiste Guy Guilgon, conseiller général et maire de Cuers, qui l'avait talonné avec 13,12 % des voix, et devra compter, aussi, avec Bertrand Duthell de La Rochère, conseiller de Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens.

FORTE ABSTENTION PROBABLE

Vient soutenir M. Janetti, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré, jeudi 7 mars, que « la gauche est en pleine reconquête dans le Var », département qui, selon lui, « n'est pas voué à la droite douze ou l'extrême droite ». Outre le candidat des Verts, Denis Canel, membre du Centre départemental des jeunes agriculteurs, un autre candidat, François Bouchet, président du Syndicat des médecins de Brignoles, fait de son opposition au plan d'Alain Juppé sur la Sécurité sociale le thème dominant de sa campagne.

La grande inconnue réside dans le score qu'obtiendra la candidate du Front national, Monique Lesieur, conseillère régionale, dans un probable contexte de très forte abstention, comme le laissent pressager les législatives partielles précédentes. En 1993, avec 18,92 % des voix au premier tour, M^{me} Lesieur était arrivée en deuxième position ; son duel avec M. Falco lui avait valu 28,42 % des voix au second tour. Cette élection montrera si la situation de l'extrême droite a évolué à Toulon.

José Lervain

البيان

Le chef de l'Etat a consacré sa deuxième journée dans le Doubs à la formation

té une école primaire, un collège et un centre d'apprentissage, a rappelé que « la réforme de l'école est inéluctable ». Il a exprimé le souhait

« qu'on ne laisse pas traîner les choses trop longtemps », propos adressé implicitement à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.

l'égalité des chances et de l'interaction. Or, aujourd'hui, cette égalité n'est pas totalement assurée. Il faut la renforcer, en permettant à tous nos enfants de pouvoir accéder à la culture. Cela implique des changements de notre système de formation. »

pris congé. Après quelques années, il y a le collègue. Celui de Berthoncourt, lui, n'a pas eu la chance de grandir à l'école primaire de Pouilly-les-Vignes, mais dans la banlieue industrielle de Montbéliard ou de Sochaux. Son univers, c'est celui d'une ville largement touchée par le chômage et par la pauvreté. Dans le collège où M. Chirac a tenu à aller déjeuner, seul, avec des enseignants et des élèves, plus de 80 % de la population scolaire est née de parents marocains ou turcs. « Notre système est devenu complètement inadapté, a-t-il affirmé. On a fait une grande erreur avec le collège unique, car tous les enfants ne sont pas égaux. »

De cette troisième étape de la journée, qui lui avait permis de rencontrer quelques-uns de ces rescapés de la marginalité, M. Chirac est revenu ragaillard : « Il suffisait de regarder leurs yeux. Ils avaient tous l'œil brillant. Ils n'étaient pas amor-

Le président de la République souhaite la « généralisation » de ces expériences, sans méconnaître leur coût. « Cela pose le problème de l'équité, a-t-il dit. Le risque, c'est que les régions ou les villes riches puissent développer ce système, alors que les régions ou les villes pauvres n'auraient pas les moyens de le faire. Il est évident qu'il faut commencer par les zones les plus défavorisées, soit rurales, soit urbaines en grande diffé-

« ALLER VERS L'APPRENTISSAGE »
Certains tombent plus vite que d'autres. A la Compagnie des bains-douches, on en a rattrapé plusieurs par la pointe des cheveux. Sous l'autorité de Claude Acquart et en collaboration avec une compagnie dramatique, cette association réinsère avec succès des jeunes au sein d'ateliers de construction de décors de théâtre.

Enfin, est venu le tour de l'apprenti de Besançon, l'apprenti, M. Chirac le veut aussi heureux que l'enfant de Pouilly-les-Vignes. De vastes tréfontaines d'enseignants, de maîtres d'apprentissage et d'élèves réunis pour une table ronde au centre de formation Hillaire-Dechardomet, le président de la République a répété sa conviction : *« Vous êtes les forces vives du pays. Il faut vous accrocher. Je suis sûr que vous avez fait le bon choix. On n'encourage pas assez les jeunes à aller vers l'apprentissage, alors que c'est une formation concrète et qui fournit à tous son bâton de maréchal dans sa musette, car celui qui veut réussir peut devenir patron. »* Il précise :

nurdes, soit arbustes en grande aggrégation. M. Chirac veut aussi voir modifiée la durée des vacances d'été, « trop longues », même s'il faut pour cela affronter « le lobby du tourisme et des enseignants qui sont parfois agrippés au statu quo ». Puis, après une dernière démonstration de chorale, un bouquet de jonquilles dans une main, l'autre ébouriffant les têtes ravinées des enfants de Pouilly, le chef de l'Etat a

en 1975 alors que Jacques Chirac giscard d'Estaing. En raison de la de l'explosion des effectifs, René nationale, estimait nécessaire de e les collègues d'enseignement se-seulement technique (CET).

Et voilà comment, en quelques heures, on trace une vie. A cette chaine, il ne manquait qu'un matelot essentiel, rattaché au programme présidentiel dans la soirée. Le chef de l'Etat avait convié vingt-deux femmes à dîner, dans un restaurant de la ville. Toutes dynamiques, toutes engagées dans la vie sociale, culturelle, religieuse ou économique. Pour la gourmandise, on en citera une : une ancienne Miss Franche-Comté, devenue inspecteur de police. En cette veille du 8 mars, il convenait tout de même de ne pas oublier que, au commencement, est la femme.

BESANÇON

taire. Il me dit que c'est incroyable, qu'il ne trouve pas assez de jeunes recrues. Pourtant, il en faut, des prothésistes dentaires. On ne peut pas s'en passer. D'autant que les gens se font de plus en plus soigner les dents. »

« Un maître d'apprentissage prend la parole. M. Chirac l'interrompt : « Tenez, tant qu'à faire, prenez le micro ! » « Moi, reprend son interlocuteur, j'ai commencé comme apprenti. Aujourd'hui, je suis à la tête d'une entreprise de treize salariés. Ben, c'est bien.

Une jeune femme se lance : « J'ai cherché dans le secrétariat et, comme je ne trouvais pas, je me suis dirigée vers le coiffeur. Ce n'est pas facile pour le salaire et

gée vers la coiffure. Et il n'est pas facile pour le coiffeur de s'ajuster, souvent, on n'a pas de pause à midi. — Ah là ça, c'est un bel exemple !, s'enthousiasme M. Chirac. Vous avez tout recommencé à zéro. Dans la coiffure, bien sûr, les gens viennent se faire coiffer à l'heure des repas. Ecoutez, mademoiselle, toutes mes félicitations et tous mes vœux de réussite ! »

Pensif, il conclut : « Il faut semer avant de récolter.

P. R. - D.

L'aménagement des rythmes scolaires se heurte à un obstacle budgétaire

s'est engouffré avec un engouement subit. Le 25 janvier, il a annoncé le lancement des nouveaux rythmes dans des écoles de deux cents villes. Quelques jours plus tôt, Alain Juppé avait préconisé cette mesure au chapitre éducation de son plan de relance de la ville. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, ne pouvait être en reste et, plus discrètement, a proposé des classes artistiques.

tants des enseignants, très soucieux sur le maintien du service public d'éducation et particulièrement méfiants envers de nouveaux animateurs dont la qualité ni la formation ne sont, en l'état, garantis.

LA QUALITÉ DES ACTIVITÉS

La généralisation de ces initiatives laisse en suspens deux questions fondamentales.

A la mi-juin, la commission nationale d'évaluation du système éducatif, présidée par l'ancien ministre Roger Fauroux, devra tirer un bilan des expériences en cours. De toute évidence, elle ne pourra pas ignorer la pression présidentielle, même si le chef de l'Etat se garde bien d'évoquer la perspective d'un référendum sur la ques-

Il s'agit d'un bon exemple de coopération entre l'EDN et une organisation non gouvernementale, qui vise à améliorer le niveau mondial de l'information géographique. On peut donc dire que les données géographiques sont

Un nou

Le ministre de l'éducation nationale attend aussi l'inévitable confrontation avec les représen-

Michel Delberghe

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, Charles Millon, et le conseil régional Rhône-Alpes, qu'il préside, ont signé, vendredi 6 mars, à Lyon, une convention Etat-région qui fixe le cadre des mesures destinées à accompagner les plans financiers et social - les conséquences éventuelles des restructurations industrielles et des départs de militaires des usines de la défense. Ce dispositif concerne quinze mille personnes du secteur de l'armement et seize mille autres dans les bassins d'emploi liés au resserrement du matériel des armées dans la région.

Après le Paul Bernard, préfet de région, a été désigné un délégué général au redéploiement industriel et aux restructurations de la défense, l'ingénieur général (cadre de réserve) Dominique Henry. Cette convention servira de modèle à toutes celles qui seront proposées aux vingt-quatre régions. Selon un rapport parlementaire (*Le Monde* du 16 février), l'objectif « zéro licenciement » est estimé à 30 milliards de francs, répartis sur la durée de la programmation militaire 1997-2002, non compris le coût relatif à la création d'activités de remplacement.

DÉPÊCHES

■UDF: Pierre Méhaignerie (UDF-FD), ancien président de l'En-CDR, « a annoncé, jeudi 7 mars, sur France-info, que dans la compétition pour la présidence de l'UDF, il ne choisira que « lors du débat public ». Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale « comprend » le choix de son parti en faveur de François Léotard dans le cadre d'un « accord concerté » avec le Parti républicain (PR), mais il juge cette raison « insuffisante, car elle n'est pas accompagnée encore d'un projet ». De son côté, M. Léotard a précisé qu'il rendra public son projet le 13 mars. Quant à André Rossinot, président du Parti radical, il a indiqué qu'il souhaite faire de l'UDF « une formation politique unifiée en 1999 ».


■ **RPR** : Charles Ginésy, sénateur et président du conseil général des Alpes-Maritimes, a été élu, jeudi 7 mars, président de la fédération départementale du RPR en remplacement de Suzanne Sauvaigu, députée et ancien maire de Cagnes-sur-Mer, par cent voix sur cent quarante-huit. Par ailleurs, Alain Juppé, président du mouvement, a nommé Pierre Pasquini, ministre délégué aux anciens combattants, comme chargé de mission pour « remettre de l'ordre dans une fédération qui apparaît bien disparate ». M. Pasquini pourrait en devenir le secrétaire départemental.

■ **PARTIS** : le décret répartissant l'aide de l'Etat aux partis politiques a été publié au *Journal officiel* du 7 mars. Vingt-trois formations (plus treize spécifiques à l'outre-mer) se partagent, comme en 1995, 526,5 millions de francs en fonction du nombre de voix qu'elles ont obtenues lors des législatives de 1993 et de leur représentation parlementaire (*Le Monde* du 24 mars 1995).

■ **APPRENTISSAGE** : les sénateurs ont adopté en première lecture, jeudi 7 mars, le projet de loi sur le financement de l'apprentissage (*Le Monde* du 8 mars). La majorité RPR-UDF a voté pour, le PS et le PCF contre. Soulignant que l'apprentissage s'est développé ces dernières années « grâce à la décentralisation », Jean-Pierre Fourcade, président (UDF) de la commission des affaires sociales, a affirmé que « ce texte assurera une pérennité bienvenue » entre les centres de formation d'apprentis (CFA).

■ **PRÉFETS** : le ministre de l'intérieur a présenté un projet de décret modifiant le statut des préfets au conseil des ministres du 6 mars. Ce texte prévoit que les préfets doivent exercer des fonctions territoriales. Seuls des sous-préfets ou des administrateurs civils peuvent être nommés préfets en mission de service public. La titularisation n'interviendrait qu'au cours d'une année de service effectif (*Le Monde* du 24 février).

Pascale Robert-Diard



Desormais
**les nouvelles
 économiques**
 sont à disposition
 dans toute l'Europe,
**24 heures
 sur 24.**

EBN, qui est une chaîne 24 heures sur 24, est devenue la première chaîne sur TV Câble EBN European Business News, la première chaîne consacrée au monde des affaires. Ce réseau est à 24 heures sur 7.

Situé dans son siège historique du groupe Dow Jones, EBN est une chaîne incomparable et copieuse. Elle est présentée au niveau mondial en toutes langues. Elle vous apporte les informations des affaires les plus importantes, les nouvelles économiques, les données de

recherches régulières sur les marchés, la monnaie, les salaires, les nouvelles technologies et aussi les voyages. Et pour finir, EBN vous résume la semaine en quelques jours. Le magazine Eco Hebdo.

Pour découvrir EBN, branchez-vous sur le câble (il est appelé le numéro 4248000). On vous expliquera comment recevoir EBN sur TV Câble. Découvrez également tous les autres programmes comme on ne vous l'avait jamais présentés à Paris.

TV CÂBLE 05.25.80.00
appel gratuit

European Business News

Un nouveau point de vue sur le monde des affaires.

255, avenue de la République 92000 Nanterre

LOI 1901 Le scandale de l'ARC n'en finit pas de susciter des débats sur le fonctionnement du monde associatif. Les 700 000 associations et leurs 217 milliards de francs de bud-

get doivent faire l'objet d'une « vigilance » accrue de l'Etat, estime, dans un entretien au Monde, le ministre de l'Intérieur. M. Debré désigne comme « cible privilégiée » les

quelque 2 000 associations reconnues d'utilité publique. La cellule spécialisée au sein des renseignements généraux sera renforcée, annonce-t-il. De même, les préfets sont

invités à suivre de plus près leurs activités. ■ À CES DÉCLARATIONS ministérielles répond l'inquiétude des responsables du monde associatif. Ils craignent en effet qu'une surveil-

lance « policière » ne menace le principe de la liberté d'association, ils soulignent également que la législation existante n'est pas appliquée.

M. Debré veut « renforcer la surveillance des associations d'utilité publique »

Dans un entretien au « Monde », le ministre de l'Intérieur fait part de sa détermination à accroître la « vigilance de l'Etat » envers les organismes à but non lucratif. Les renseignements généraux, les préfets et les corps d'inspection sont appelés à se mobiliser

« L'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) s'ajoute à la liste des associations de type loi 1901 impliquées ces dernières années dans des scandales financiers, après Carrefour du développement, le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), les associations paramunicipales de Jacques Médecin ou la galaxie associative d'Urba Gracco. Cela nous conduit-il à envisager une refonte de la loi de 1901 ?

« Il faut absolument éviter que les affaires regrettables dont vous parlez conduisent à remettre en cause le principe constitutionnel de la liberté d'association. Il est au cœur de la loi de 1901 et notre devoir est de le préserver. J'ajoute que le phénomène associatif prouve quotidiennement sa vitalité, à la fois comme instrument de solidarité, de fraternité et comme outil de développement de la vie locale. Prenons garde à ne pas entraver son essor. Mon objectif est d'accroître la vigilance de l'Etat pour prévenir un certain nombre de dysfonctionnements. Sa réalisation passe vraisemblablement par une meilleure utilisation de la loi de 1901, afin de mettre la puissance publique, et notamment le ministère de l'Intérieur, en situation de sanctionner les détournements de toute nature et les usages abusifs du droit d'association.

« Dans quels domaines voulez-vous renforcer en priorité le contrôle de l'Etat ?

« Quelques chiffres nous permettent de situer l'extraordinaire expansion du phénomène associatif. En vingt ans, le nombre des créations annuelles est passé d'environ 20 000 à plus de 70 000. On dénombre aujourd'hui quelque 700 000 associations, qui s'attachent les services de l'ordre de 500 000 salariés et d'environ 800 000 bénévoles. Parallèlement,

les fonds gérés par l'ensemble de ces structures ont connu une croissance exponentielle. C'est vous dire combien il est aujourd'hui difficile d'accompagner le phénomène associatif dans sa gestion et d'en suivre l'évolution. Plutôt que de déterminer des domaines où la vigilance de l'Etat devrait s'exercer en priorité, je proposerais de définir des cibles privilégiées. A mon sens, il faut principalement renforcer la surveillance des associations reconnues d'utilité publique. Leur nombre - 2 000 sur l'ensemble du territoire - le permet et leur objet même l'exige.

« Quels sont les principaux types de dysfonctionnements que vous avez repérés ?

« N'oubliez pas que le rôle du ministère de l'Intérieur et des préfets n'a jamais consisté, jusqu'à présent, à s'immiscer dans le fonctionnement interne des associations. On se bornait à une vérification formelle de la régularité des statuts et de l'existence des critères donnant droit à la reconnaissance d'utilité publique. Pour résumer, le ministère n'était pas un observatoire des associations, mais plutôt un guichet d'enregistrement de leur création. On peut le regretter, mais cette politique était conforme à une certaine conception du droit des associations fondée sur la prééminence du principe de liberté. Il faut sans doute évoluer sans le remettre en cause. C'est toute la difficulté de la tâche.

« Quelles décisions avez-vous prises en ce qui concerne, tout d'abord, la grande masse des 700 000 associations ?

« J'ai tout d'abord décidé de renouveler et de renforcer les services compétents au sein de la direction générale de l'administration, qui ne fonctionnaient pas dans des conditions satisfaisantes au regard de l'évolution de la matière. Les moyens mis

à leur disposition seront accrus et l'informatisation accélérée.

« J'ai parallèlement décidé d'étroffer la cellule spécialisée qui, au sein de la direction centrale des renseignements généraux, a la charge de veiller à déceler ceux qui, sous couvert de générosité, utilisent la loi de 1901 à des fins intéressées ou détournées de leur objet déclaré.

« Ce n'est pas tout. Je vais adresser une circulaire aux préfets afin qu'ils accroissent leur vigilance dès la création d'une association. A l'heure actuelle, les préfets se comportent comme une chambre d'enregistrement et ne sont pas en mesure de suivre l'activité des associations. Il faut que cela change. C'est pourquoi, à l'avenir, elles ne pourront rester indifférentes à la concordance entre le but déclaré et l'activité réelle de l'association.

« Nous avons enfin besoin d'un dépoussiérage de nos pratiques administratives. A cette fin, l'inspection générale de l'administration réalisera, dans un délai bref, un audit sur la capacité des préfectures à mieux appréhender l'activité des associations. J'attends de l'IGA des propositions sur la possibilité de mettre en place dans l'administration préfectorale un mode

d'organisation permettant, à échéances régulières, de savoir si telle ou telle association n'existe plus, si elle a révisé son objet ou encore élargi son rôle. Mais il doit être bien clair pour tout le monde qu'il ne s'agit pas de jeter la suspicion sur le mouvement associatif. Mieux, il doit être question avant toute chose de l'aider à se développer, de mettre en valeur ses atouts comme l'a déclaré le premier ministre récemment devant le Conseil national de la vie associative.

« Comment envisagez-vous de renforcer le contrôle des 2 000 associations reconnues d'utilité publique ?

« Distinguez, si vous le voulez bien, une minorité d'associations qui maintient des fonds considérables, bénéficient de supports publicitaires et de l'attention des médias, sollicitent des dons et legs de la part du public. Leur gestion doit évoluer dans le sens d'une plus grande rigueur et pouvoir faire l'objet d'un examen sérieux. Il convient de faire un effort pour améliorer la publication des comptes, leur régularité et leur transparence.

« Aujourd'hui, si les comptes sont transmis chaque année aux

services de l'Etat, leur présentation est telle que l'administration n'est pas capable de déceler d'éventuelles anomalies. C'est peut-être étonnant, mais c'est la vérité. L'ARC en est la meilleure illustration. J'en tire comme conclusion qu'il faut envisager la possibilité pour les pouvoirs publics de s'attacher la coopération d'experts chargés d'analyser les comptes des associations. Il importe de faire ressortir annuellement un certain nombre d'indicateurs précis et pertinents pour des non-spécialistes et surtout pour le public : montant exact des sommes recueillies par la générosité publique, niveau des dépenses de fonctionnement, rapport entre les sommes affectées au but de l'association et celles relatives à la communication ou à la gestion courante.

« Je crois qu'il serait également souhaitable de mieux utiliser les compétences des corps d'inspection interministériels. Et j'ajoute que la Cour des comptes doit continuer de jouer pleinement son rôle pour ce qui intéresse les organismes faisant appel à la générosité publique.

« Cela voudrait dire que la Cour des comptes pourra continuer d'intervenir dans les contrôles des associations et que les trois inspections pourront, elles aussi, procéder à des contrôles ?

« C'est souhaitable. Mais revenons à nos réflexions antérieures. Il convient de réfléchir sur l'éventuelle séparation entre les fonctions de participation à la décision et au contrôle qui incombent à l'Etat dans les associations reconnues d'utilité publique. Vous savez par exemple qu'un représentant de l'Etat siège au conseil d'administration des fondations et de certaines associations. Est-il sain que celui qui participe à la décision soit chargé de la même tâche de contrôle ? Je ne le crois pas. A

l'avenir, le renforcement du contrôle de l'Etat s'accommodera mal d'une présence au sein du conseil d'administration qui cautionne ou entérine des décisions d'une instance indépendante. Il faut imaginer un dispositif assurant la vigilance de l'Etat sans la participation aux prises de décision.

« Faut-il accentuer la collaboration entre les ministères compétents ou bien pensez-vous que le ministère de l'Intérieur doit être l'instance de contrôle ?

« Accroître la coopération interministérielle, pourquoi pas ? Démanteler la vocation généraliste du ministère de l'Intérieur, sûrement pas ! Ce serait éteindre l'esprit même de la loi de 1901 que de spécialiser les associations. Le ministère de l'Intérieur doit rester le ministère de référence.

« Un véritable pouvoir de contrôle suppose que des sanctions effectives soient prises...

« Qui dit contrôles dit sanctions. Notre droit les prescrit. L'administration a la faculté de refuser de donner aux associations le droit de recevoir des dons et legs et, le cas échéant, de leur retirer. Le retrait de la qualité d'utilité publique ainsi que la dissolution judiciaire sont également des possibilités. Mais, comme souvent dans notre pays, les textes existent et ne sont pas appliqués. Dans les dix dernières années, seuls quatorze retraits de reconnaissance d'utilité publique ont été opérés. Encore faut-il préciser que la plupart sont intervenus à la suite de fusions ou de réorganisations ou à la demande de l'association concernée. Cela veut dire concrètement que les dysfonctionnements, ou pire les abus constatés, n'ont pas été véritablement sanctionnés. »

Propos recueillis par
Erich Inciyan et Franck Nouchi

217 milliards de francs de budget

Selon une évaluation du Laboratoire d'économie sociale (LES) de Paris-I, le budget total des quelque 700 000 associations françaises, tous secteurs confondus, s'est élevé en 1990 - dernier exercice connu - à 217 milliards de francs : 129 milliards provenaient de fonds publics et 88 de sources privées. Les budgets se répartissent ainsi : moins de 50 000 francs pour 62,2 % des associations, entre 50 000 et 1 million de francs pour 32 %, entre 1 et 5 millions de francs pour 4,8 % et plus de 5 millions de francs pour 1 %. En 1992, seulement 4,5 milliards de francs de dons individuels ont fait l'objet d'une déduction fiscale.

Les effectifs salariés représentaient, en 1994, 830 000 « équivalents temps plein » dans les 120 000 associations employeurs et l'on estimait à 570 000 « équivalents temps plein » le volume de l'activité des bénévoles, au nombre de 7 millions environ.

Le monde associatif s'inquiète d'un éventuel « contrôle d'opportunité »

L'INTENTION du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, de faire intervenir les Renseignements généraux dans le contrôle des associations ne va pas manquer de susciter de vives réactions... Déjà, dans le numéro de février d'Union sociale, mensuel de l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopps), François Bloch-Lainé, président d'honneur de cette organisation, écrivait : « Aucun policier ne remplacera jamais [des] garanties » comme « des conseils d'administration réellement actifs et responsables » et « pour rendre clair le pacte social de chaque association, la transparence de ses comptes ».

C'est ce que préconise le comité de la charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public, dont M. Bloch-Lainé est le président en exercice. Ce comité, créé en 1989, comprend vingt-sept membres, dont les principales « locomotives » de la solidarité, à une exception de taille, l'ARC. Cette autodiscipline s'est révélée jusqu'à présent efficace, à moins de soupçonner ses adhérents de laver leur linge sale en famille. « Les experts que souhaite s'attacher M. Debré se trouvent tout simplement au sein du Comité de la charte », affirme Daniel Druenne, directeur de la communication du Secours catholique.

Pour Jean Basidde, président du Conseil national de la vie associative (CNVA), la référence aux Renseignements généraux est « préoccupante », car « elle peut vite donner lieu à des dérapages », en risquant de mettre « la liberté associative sous observation » et d'instituer « un contrôle d'opportunité ». Mais, c'est l'ambiguïté des propos de Jean-Louis Debré qui est surtout retenue : d'une part, l'assurance que la loi de 1901 ne saurait être remise en cause, et, d'autre part, une



série de contraintes qui en limiteraient forcément la portée. Comment les Renseignements généraux pourraient-ils « déceler ceux qui, sous couvert de générosité, utilisent la loi de 1901 à des fins intéressées », sans exercer une surveillance qui paraîtrait vite attentatoire à la liberté de s'associer ?

REPRISE EN MAIN

Pour le Secours catholique, il ne convient pas, « au-delà des effets de manches et d'annonce », de multiplier les contrôles, mais d'abord d'appliquer les textes existants. Daniel Druenne indique que son organisation n'a encore « jamais été contrôlée », ni par la Cour des comptes, ni par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), au moins depuis la parution de la loi de 1901.

« Depuis des années, note de son côté Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français, les contrôles administratifs, y compris

européens, se sont considérablement renforcés. Ils prennent parfois un caractère tatillon et mesquin, alors que les associations humanitaires ont fait preuve de transparence en créant une charte de déontologie... ». Ajouter d'autres contrôles, poursuit M. Lauprêtre, c'est augmenter encore les charges administratives des associations. La vie associative de notre pays est fondamentalement propre et sans reproches. Les problèmes rencontrés par l'ARC étaient un secret de polichinelle.

La détermination du ministre de l'Intérieur à vouloir, en quelque sorte, « reprendre en main » le monde associatif ne semble pas s'inscrire dans la perspective récemment définie par le premier ministre. Le 15 janvier dernier - le scandale de l'ARC étant déjà connu à cette date -, Alain Juppé a demandé au CNVA de mettre en place (ce qui a été fait) un groupe de travail mixte (administrations-associations) « chargé de dresser un

bilan des conditions de mise en œuvre des dispositifs existants et notamment de la loi de 1901 ; d'examiner les dispositions figurant dans la charte de déontologie des associations ; plus particulièrement d'étudier les conditions de la publication des comptes des associations, dont les ressources sont supérieures à un certain niveau ». Le premier ministre a commandé un rapport pour septembre. Le travail de ce groupe serait-il caduc avant d'être achevé ?

Enfin, les dispositions envisagées par le ministre de l'Intérieur n'ont visiblement pas fait l'objet d'une concertation avec d'autres grands « utilisateurs » d'associations, comme ses collègues de la jeunesse et des sports, du travail et des affaires sociales, de la culture et de l'action humanitaire d'urgence. Le Secours catholique réclame « une politique interministérielle claire », tandis que le CNVA estime que l'Etat doit, le premier, balayer devant sa porte. Alain Juppé lui-même l'a admis, qui a aussi demandé à un groupe de travail de dresser un « état des lieux du recours aux associations parapubliques ».

L'affaire de l'ARC a traumatisé tout le monde : pouvoirs publics, associations, parlementaires, donateurs... Deux propositions de loi présentées par le RPR illustrent ce trouble. L'une, adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale et examinée, le 12 mars, par le Sénat, vise à augmenter les avantages fiscaux liés aux dons. L'autre tend à confier à l'IGAS un contrôle renforcé. D'une façon générale, on vante « le rôle irremplaçable » des associations d'utilité publique, mais on veut aussi les contrôler jusqu'à l'infirmité. Ainsi Jean-Louis Debré souffle-t-il le chaud et le froid.

Michel Castaing

Le scénario meurtrier de Véronique et Sébastien est reconstitué

ACCUSÉS du meurtre d'Abdelkrim Gharbiche, seize ans, Sébastien, dix-sept ans, et son amie Véronique, dix-huit ans, que Le Parisien et France-Soir du 8 mars ont surnommée « la diabolique », devaient être présentés, vendredi 8 mars, au juge d'instruction de Bobigny (Seine-Saint-Denis) Joëlle Peniguel, après une nuit passée à la maison d'arrêt de Riom (Puy-de-Dôme).

Les deux adolescents avaient été interpellés mardi, au terme d'une « cavale » de trois jours qui les avait conduits jusqu'à Aurillac (Cantal). Ayant prononcé des aveux complets au cours de leur garde à vue, ils devaient être mis en examen pour « homicide volontaire avec préméditation », indiquait-on vendredi matin de source judiciaire. Le meurtre du jeune Abdelkrim avait été perpétré dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars, au domicile des parents de Sébastien, un pavillon de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). Grâce aux déclarations du couple meurtrier, les enquêteurs du service départemental de police judiciaire (SDPJ) ont reconstitué les étapes de cette mortelle mise en scène. Ruminant une vengeance contre Abdel depuis octobre 1994, à la suite d'une altercation en pleine rue qu'il avait lui-même provoquée, Sébastien a rencontré Véronique quelques semaines plus tard.

La jeune fille est jolie, présentée comme intelligente, passionnée de cinéma et plutôt soignée. Ses parents sont séparés, son père élève des loups dans une ferme et se passionne pour les Indiens. Elle semble également « fascinée par une forme de violence sauvage », a indiqué au Monde un enquêteur, subjugué par deux films américains : *Classe 1999* - où les lycées servent de théâtre à de véritables batailles entre adolescents - et *Tueurs nés*, d'Oliver Stone, qui raconte la cavale mortelle d'un jeune couple à travers les Etats-Unis.

Sébastien est l'élève de carreaux, habitué de la tribune d'Auteuil du Parc des Princes, où les supporters sont réputés pour aimer la violence. Dans un cahier, Véronique avait dressé une liste de personnes « à éliminer ». Sébastien deviendra le bras armé de cette pulsion criminelle, dont le jeune Abdelkrim devait être la première victime.

« Sébastien est l'élève de carreaux, habitué de la tribune d'Auteuil du Parc des Princes, où les supporters sont réputés pour aimer la violence. Dans un cahier, Véronique avait dressé une liste de personnes « à éliminer ». Sébastien deviendra le bras armé de cette pulsion criminelle, dont le jeune Abdelkrim devait être la première victime.

FICTION ET RÉALITÉ

Dans la soirée du 2 mars, ce dernier, agacé par Véronique, se rend chez Sébastien. Le scénario est ainsi monté, de manière à susciter, par la jalousie, l'envie - et le courage - de tuer : sous les yeux de Sébastien, caché, Véronique et Abdelkrim se débattaient et s'apprêtaient à faire l'amour. Sébastien surgit alors avec un couteau, et frappe sa victime à plus de quarante reprises. La violence de l'agression semble avoir été si grande que Véronique elle-même a été blessée au visage : les policiers ont constaté qu'elle portait une coupure sur la joue gauche.

Les deux jeunes meurtriers, qui ont dit aux enquêteurs avoir voulu « faire ça proprement », ont ensuite enveloppé le corps de leur victime dans un drap, la tête couverte d'un sac-poubelle, et l'ont enterré dans le jardin, avant de s'enfuir dans la voiture du père de Sébastien. Un avocat d'Aurillac, qui les a assistés durant leur garde à vue, a confié à l'Agence France-Presse que les jeunes assassins étaient « des gens dont on peut se demander s'ils sont dans la fiction ou dans la réalité ».

Hervé Gattegno

سبحان الله

Les états généraux de l'enseignement supérieur voulus par M. Bayrou sont contestés

Les parties concernées s'inquiètent, tandis que le RPR consulte de son côté

L'impatience commence à se manifester quant à la préparation des états généraux de l'enseignement supérieur promis par François Bayrou. Des

organisations syndicales s'inquiètent des modalités et du calendrier de ce débat, que le ministre de l'éducation nationale s'apprête à présenter.

Et, comme s'ils voulaient l'inciter à presser le pas, le RPR et son groupe parlementaire multiplient les consultations parallèles.

L'ENJEU de ces états généraux est de taille. Ils ne visent rien de moins qu'à mettre en chantier une nouvelle réforme de l'enseignement supérieur. Inscrit dans le programme électoral de Jacques Chirac, cet objectif a été, depuis, confirmé par Alain Juppé. François Bayrou a fini par s'y rallier, non sans avoir réussi, jusqu'à présent, à imposer sa méthode.

Le coup d'envoi avait été donné le 16 octobre à Cergy-Pontoise. Ce jour-là, M. Bayrou annonçait le lancement d'une vaste consultation avec l'ensemble de la communauté universitaire. « Jusque dans les amphithéâtres », avait-il promis. Les manifestations des étudiants et l'adoption d'un plan d'urgence en décembre ont quelque peu bousculé ce programme. Elles n'ont en rien changé l'esprit du débat que M. Bayrou souhaite instaurer jusqu'à la fin de l'année universitaire avant l'annonce de ses décisions.

« Je prendrai le temps qu'il faudra, mais je recevrai tous ceux qui le demanderont. » Depuis le 30 janvier, M. Bayrou a beaucoup reçu. Soixante-seize délégations ont été ou seront entendues jusqu'au 11 mars. Parmi elles, une majorité d'organisations syndicales, des étudiants, des ensei-

gnants, des personnels. Parmi elles, également, les doyens comme les membres des sections du conseil national des universités, le Collège de France et les parents d'élèves, les mutuelles et les associations d'élus.

Quelques personnalités ont eu droit à des entretiens particuliers : l'historienne Blandine Barret-Kriegel, le sociologue François Dubet et le philosophe Luc Ferry. Les parlementaires du RPR et de l'UDF, à titre personnel ou en groupe, ont également été invités. Aucun représentant de l'opposition ne s'est manifesté. Les grandes écoles, d'ingénieurs et de commerce, se sont tenues, elles aussi, à l'écart.

SANS CONCESSION NI TABOUS

A aucun de ses interlocuteurs François Bayrou n'a laissé paraître ses intentions. Seule la commission permanente de la conférence des présidents d'université a eu droit, en premier, jeudi 29 février, à une première analyse « sans concession ni tabous ». De son diagnostic, le ministre de l'éducation nationale aurait retenu huit grands thèmes (lire ci-dessous) qui vont prochainement être soumis à la discussion, jusqu'à la mi-avril,

dans chaque université. La troisième phase des états généraux portera ensuite sur la « réécriture » des principes fondamentaux de l'enseignement supérieur à partir desquels sera élaboré, à la mi-juin, le cadre général de la réforme, base d'une future loi de programmation.

« Personne ne doit se sentir à l'écart », affirmait encore récemment le ministre de l'éducation nationale. Cette promesse est aujourd'hui mise en doute. De toute évidence, le calendrier est « tendu ». Entre la présentation du projet ministériel et les prochaines vacances de printemps, dès le 5 avril, il ne reste que peu de temps avant que les étudiants ne soient entièrement préoccupés par leurs examens. « Cela nous obligera à travailler de façon plus structurée », note Bernard Saint-Girons, président de l'université Toulouse-I, qui recevra successivement les délégués élus de son établissement. A l'université Paris-I, une journée « banalisée », sans cours, est en préparation.

« Ce très court délai ne laisse pas de place pour l'émergence d'idées nouvelles. L'ampleur du sujet mérite au moins l'élaboration d'un livre blanc », relève Patrick Fridenson,

du SGEN-CFDT. Guillaume Raguette, président de la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), manifeste son scepticisme sur le degré de participation. « Il ne faudra pas donner l'impression que le débat a été étudié ou confiné », précise M. Saint-Girons. Sinon, les frustrations s'exprimeront à la rentrée.

DÉMARCHE PARALLÈLE

Le RPR, pour sa part, a pris les devants. Les 13, 14 et 15 février, Jean-Michel Dubernard et Bruno Bourg-Broc, tous deux députés, ont procédé à vingt-cinq auditions de représentants et responsables de tous bords. « Notre intention était de densifier notre pensée », explique M. Dubernard, qui a retenu quelques idées essentielles : la nécessité d'une grande réforme, sans bouleversement, l'attachement au service public et à la recherche, le refus de la sélection et le maintien des diplômes nationaux, mais aussi « l'urgence d'adapter le système à la demande de la société française en faveur de l'élevation du niveau de formation des jeunes ».

Tout en se défendant de « suspicion » à l'égard de M. Bayrou, président de Force démocrate, actuellement en campagne pour la présidence de l'UDF, le groupe parlementaire du RPR a, lui, entrepris une démarche parallèle sur le statut de l'étudiant. A l'origine des propositions de Jacques Chirac durant la campagne, Claude Baratte, député des Pyrénées-Orientales, entend obtenir des résultats dès la prochaine rentrée. « Il ne s'agit pas d'impatience, mais, si l'on veut soumettre des projets de loi dans un délai rapide, il faut être prêt », précise-t-il.

Au Sénat, Adrien Gouteyron, président (RPR) de la commission des affaires culturelles, a engagé une mission sur l'information et l'orientation des étudiants de premier cycle, dont le rapport sera publié à la mi-juin. Au même moment, la commission Fauroux fera état de ses réflexions sur les questions universitaires. Présentées comme « utiles contributions », ces initiatives, par leur multiplicité, risquent de singulièrement compliquer la tâche du ministre de l'éducation nationale.

M. D.

Michel Delberghe

Huit thèmes, de la recherche au statut de l'étudiant

IL AURA FALLU une longue grève dans les universités, cet automne, et deux mois de consultations pour que François Bayrou se fasse une idée précise de l'état des lieux de l'enseignement supérieur. Selon son entourage, il aurait découvert un monde éclaté, « en proie au découragement », qui mérite d'être remobilisé. Ce sera l'objectif du questionnaire adressé prochainement à l'ensemble de la communauté universitaire. Huit thèmes semblent émerger. La première interrogation porte sur les missions de l'enseignement supérieur. Pêrue comme un univers opaque, l'université est avant tout un lieu de formation alors que la recherche y occupe une place fondamentale, mais totalement méconnue. C'est pourquoi sur la recherche que repose l'ensemble du système, tant dans le contenu des programmes que dans la définition du statut des enseignants, leur formation et leur évaluation.

La discussion sur le statut et la place de l'étudiant a été ouverte par Jacques Chirac lors de la campagne de l'élection présidentielle. Ce statut figure aussi parmi les revendications prioritaires des organisations syndicales. Promis pour l'automne 1995, repoussé au premier trimestre 1996, ce statut a été englobé dans la réforme générale de l'université. Au chapitre des aides sociales, des sommes considérables, de l'ordre

de 23 milliards de francs, sont en jeu. Réactivée par l'UNEF-ID, la proposition d'un revenu minimum d'« autonomie » des jeunes étudiants a fait du chemin. Son coût exorbitant, de l'ordre de 60 milliards de francs, la rend irréalisable dans l'immédiat.

DÉBAT NATIONAL

Comme l'avenir des premiers cycles et la lutte contre l'échec, l'orientation et l'information des jeunes lycéens sont aussi un objectif prioritaire de cette réforme. En complément, s'y ajoutent la professionnalisation des études et l'insertion professionnelle, ainsi que la définition d'une nouvelle filière technologique. Enfin, un autre débat sera ouvert sur la gestion, le financement des universités, le fonctionnement de leurs structures.

La consultation annoncée par François Bayrou ne pourra pas se limiter au cadre strict de l'enseignement supérieur, qui accueille désormais 2,2 millions d'étudiants, soit un jeune sur deux de moins de vingt-cinq ans. Il en va bel et bien de la place des jeunes dans la société française. Cette question mérite pour le moins un débat national qui soit ouvert à l'ensemble de la population.

« La Preuve par l'image » en question devant le tribunal

MARTINE AUBRY est une femme de convictions. A la barre de la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, la présidente de la fondation Agir contre l'exclusion et premier adjoint au maire (PS) de Lille redit donc son « intime conviction » : le reportage sur les ventes d'armes dans les banlieues, réalisé par le journaliste indépendant Aziz Zemouri et diffusé le 18 septembre 1995 par France 2 dans l'émission « La Preuve par l'image », est « bidon ». Elle persiste, au risque de paraître juridiquement un peu légère : au cours d'une conférence de presse, le 27 septembre, elle avait dit cela, reconnaît-elle, « par devoir ». Sans avoir mené d'enquête — « cela sautait aux yeux » —, avant même d'avoir eu des témoins. Son « expérience de trois années dans les banlieues » lui permet aujourd'hui de maintenir qu'il n'y a pas de trafic d'armes de guerre dans les banlieues.

« Reportage bidon. » L'affirma-

tion lui vaut d'être poursuivie par Aziz Zemouri pour diffamation. Tout comme Laurent Cathala, maire (PS) de Créteil, qui partage cette « intime conviction » et veut « défendre l'image de sa ville ». Aziz Zemouri est là « pour défendre son honneur de journaliste professionnel ». Il affirme que les trois séquences diffusées sont authentiques. Il poursuit également cinq journaux — L'Evenement du Jeudi, Libération, Le Figaro, Info-Matin et Le Monde — pour avoir reproduit des propos mettant en cause son honnêteté, ainsi que Jean-Pierre Elkabbach, président de France 2, qui avait parlé d'« achat d'armes dans un supermarché ».

A l'époque des faits, des témoins, des jeunes de la cité, se sont confiés à un proche collaborateur du maire de Créteil et ont corroboré l'intime conviction de M^{me} Aubry, affirmant qu'ils avaient joué sur ordre et que les armes étaient factices. Puis certains, par la suite, se sont rétractés. Pour Aziz Zemouri, ces témoignages ont été sollicités par la mairie de Créteil.

Le tribunal visionne le reportage sur les ventes d'armes. Les trois scènes se passent dans des sous-sols anonymes, les visages sont camouflés ou « floutés » à l'écran. Le propos, abstrait, veut démontrer qu'on peut se procurer aisément des armes dans les caves des cités de banlieue, voire des armes de combat. Sur le plateau télé, Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, intervient entre chaque séquence, cautionnant implicitement le re-

portage. A la barre, volubile, Aziz Zemouri s'en prend de suite à Martine Aubry, « qui ne connaît rien à la banlieue ». Lui, au contraire, assure connaître jusqu'à « l'esbroufe des jeunes des cités ». Il a vécu à Créteil pendant vingt-quatre ans. Il se défend d'avoir voulu axer son travail sur les seules armes de guerre. Il reconnaît que deux des trois sujets n'ont pas été tournés en caméra cachée et déplore que la présentation ait été sur ce point « ambiguë ». Pour la troisième, il s'est bien fait passer pour un acheteur. Cependant, il demeure flou sur ses interlocuteurs, « des intermédiaires qui me connaissent, qui savaient qu'il était ».

ACCUSATEUR ACCUSÉ

Très vite, les débats tournent aux règlements de compte politiques. En 1989, Aziz Zemouri figurait en troisième position sur une liste de gauche concurrente de celle de M. Cathala. Entre les deux hommes, bien que s'en défende le maire de Créteil, l'antipathie est presque viscérale. Pour le journaliste, c'est là la raison majeure de l'existence des témoignages qui l'accablent. Pourtant, ces témoins, des jeunes de dix-sept à vingt ans, persistent à la barre.

« C'était monté de toutes pièces », dit Slimin, dix-huit ans. « Nous, on devait se faire trafiquants d'armes. Fallait bien faire genre... Ça devait être pour un petit film, comme une fiction. Les fausses armes, c'est Aziz qui les a apportées. Agakhan a apporté la fausse Kalachnikov. On nous avait promis 200 francs... on

n'a rien eu. » Deux autres jeunes ont déjà confirmé point par point. Enfin, il est aussi question de pressions, de menues monnaies pour modifier les témoignages. Accusateur accusé, Aziz Zemouri proteste.

Entre-temps, le tribunal a mis au jour la diffusion des responsabilités en matière de diffusion du reportage. Et celle, entre autres, de la chaîne publique, France 2, qui confia la réalisation d'une « émission sensible » à une société de production extérieure, Case production, la société de l'animateur Arthur. On nota les efforts de « scénarisation » de cette maison de production, par les techniques d'« habillage » (incrustation de cible pour visualiser l'œil d'une caméra supposée cachée) ; la confection de commentaires en voix off par des journalistes qui n'ont pas participé au reportage (Aziz Zemouri avait demandé à ce qu'un commentaire trop « sensationnaliste » soit revu et corrigé en extrême) ; la création de textes de lancement en plateau, qui échappaient au rédacteur en chef... On apprit qu'Antoine Casubolo, le rédacteur en chef, avait débuté en télévision en juillet quand il prit ses fonctions. Tout comme Aziz Zemouri, dont c'était là le premier reportage télé. Novices tous deux, chargés d'établir la preuve par l'image pour une émission, comme la qualifia le président Jean-Yves Monfort, « unique en son genre » et arrêtée juste après la diffusion de ce premier numéro.

Jean-Michel Dumay

Polémique sur l'incarcération des mineurs récidivistes

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE (SM, gauche) a vivement réagi, jeudi 7 mars, à l'annonce faite par le procureur de la République de Rouen, Joseph Schmitt, de « faire preuve de rigueur » face à la délinquance juvénile en faisant incarcérer systématiquement les mineurs récidivistes de plus de seize ans. Le SM se déclare « indigné » de cette décision et estime que « ce magistrat fait preuve au mieux d'une méconnaissance grave des conséquences de la prison sur les mineurs, au pis d'une attitude où le cynisme le dispute à la démagogie ».

Ajoutant que « l'efficacité de la prison est largement démontrée... pour augmenter le taux de récidive », le SM explique que « ce sont encore une fois les plus marginalisés, les plus démunis et les plus fragiles des adolescents qui vont être sacrifiés sur l'autel sécuritaire de la démagogie ». M. Schmitt avait jugé nécessaire de « sacrifier certains mineurs pour en sauver d'autres », ajoutant que les jeunes ainsi condamnés « resteront démunis aussi longtemps que la loi le permettra ».

A âge équivalent, le taux de suicide des policiers est inférieur à celui de la population

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR a adressé une lettre relative aux suicides dans la police, mardi 5 mars, aux préfets et aux responsables policiers. Intervenant après une série noire — dix policiers ont mis fin à leurs jours depuis le début de l'année — et après la parution des conclusions partielles de l'étude d'une sociologue (Le Monde du 14 février), M. Debré précise que « les indicateurs statistiques montrent que les policiers, qui exercent un métier difficile et contraignant, ne sont pas plus touchés par le suicide que ne l'est la population masculine générale dans les mêmes tranches d'âge ».

Avec environ 35 cas pour 100 000 personnes, le taux de suicide des policiers est inférieur à celui de la population des 25-35 ans, chez qui cette incidence varie de 52 à 55 cas pour 100 000 personnes. « Le lien avec les difficultés professionnelles et la pénibilité des conditions de travail est loin d'être systématiquement établi », ajoute le ministre, précisant que les études font ressortir « la part presque exclusive des problèmes personnels ». M. Debré demande cependant que des dispositions soient prises « pour que l'écoute des fonctionnaires en difficulté soit assurée ».

DÉPÊCHES

■ **AFFAIRES** : Michel Noir, ancien maire de Lyon, a déposé, jeudi 7 mars, une nouvelle requête en suspension légitime qui, si elle était suivie d'effet, retarderait son deuxième procès, prévu lundi 11 mars devant le tribunal correctionnel de Lyon. Ses trois précédentes demandes de « dépose-ment » du procès avaient été rejetées.

■ **Bertrand Martin**, PDG de la compagnie Sulzer, a été mis en examen par le juge d'instruction Philippe Courroye pour abus de biens sociaux dans l'affaire des comptes suisses de Pierre Botton, le gendre de Michel Noir. Il est accusé d'avoir versé, au nom d'une société panaméenne, 400 000 francs sur l'un de ces comptes.

■ **PRISONS** : la maison d'arrêt de Nantes a achevé la réparation des serrures de ses cellules, dont 80 % étaient défectueuses et pouvaient, selon l'Union syndicale pénitentiaire (USP), « céder sur une simple pression des détenus ». Surnommée « prison-gruyère » suite à des évasions spectaculaires en 1993, cet établissement plus que centenaire avait fait l'objet d'une rénovation au début des années 80.

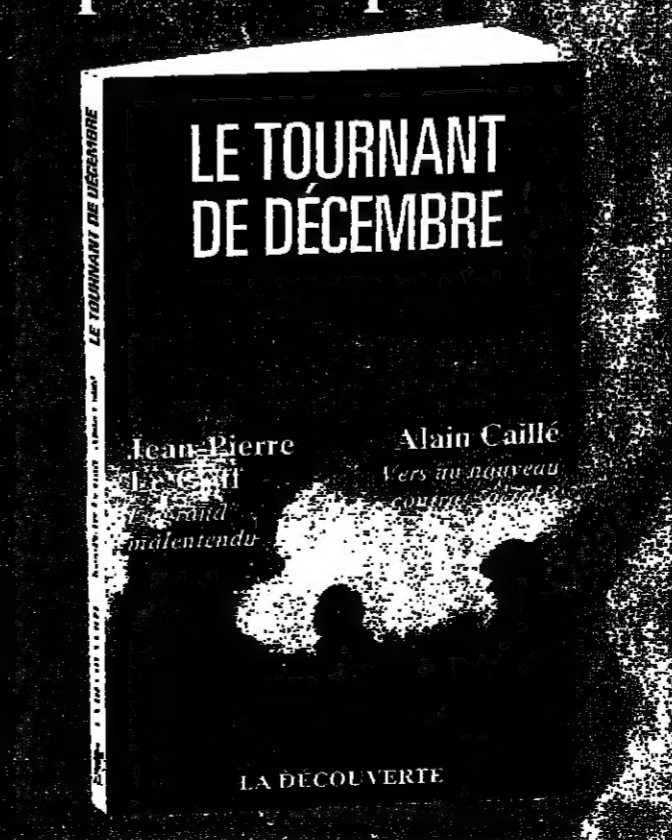
■ **CONDAMNATION** : un militaire a été condamné, jeudi 7 mars, à deux ans de prison, dont un avec sursis, pour « homicide involontaire », par le tribunal correctionnel de Versailles. Dans la nuit du 4 au 5 avril 1994, le militaire, passablement éméché, s'était saisi d'une arme et avait entonné, pour « chahuter », le canon dans la bouche d'un appelé de dix-neuf ans. Le décès de l'appelé avait été présenté à sa famille comme un suicide.

■ **PROCES** : le tribunal correctionnel d'Auxerre (Yonne), a mis en délibéré au 21 mars le jugement de deux gendarmes qui étaient arrivés sur les lieux d'une rixe mortelle trois heures après avoir été alertés. L'autopsie du médecin-légiste avait établi que la victime, un homme de trente-huit ans, aurait pu être sauvée si les secours étaient venus à temps.

■ **SIDA** : le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, Hervé Gaymard, a réaffirmé, jeudi 7 mars, le refus du gouvernement de recourir au tirage au sort pour mettre à la disposition des malades du sida un médicament américain prometteur, le zidovudine. M. Gaymard a précisé qu'il recevra la semaine prochaine les représentants des laboratoires Merck, Roche et Abbott.

■ **TOXICOMANIE** : le docteur Albert Cohen, en grève de la faim depuis le 1^{er} mars pour protester contre sa condamnation à deux ans d'interdiction d'exercice par la juridiction ordinaire, a été hospitalisé, jeudi 7 mars, à l'hôpital Bichat à Paris. Le docteur Cohen est notamment accusé d'avoir prescrit des médicaments opiacés à des héroïnomanes (Le Monde du 2 mars).

Deux textes essentiels pour comprendre



DISPARITIONS

Lyle Talbot

Un des derniers « obscurs » de l'âge d'or du cinéma hollywoodien

LYLE TALBOT, acteur américain, est mort dimanche 3 mars à San Francisco (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Avec Lyle Talbot, disparaît un des derniers « obscurs » de l'âge d'or de l'industrie hollywoodienne. Acteur dans plus de deux cents films, de son vrai nom Lisle Henderson, il était né le 8 février 1902 à Pittsburgh (Pennsylvanie) et avait débuté aux côtés de ses parents, qui parcouraient les États-Unis pour présenter leur spectacle. Devenu ensuite magicien, il commence une modeste carrière de comédien, notamment

dans l'Iowa et le Nebraska, créant même sa propre compagnie, destinée essentiellement à procurer du travail à sa famille. Il débute au cinéma en 1932, dans un court métrage produit par la Warner et tourné à New York. La Warner lui ayant alors proposé un contrat, il part pour Hollywood, où il tourne film sur film (43 en cinq ans, entre 1932 et 1937). Il apparaît ainsi notamment aux côtés de Humphrey Bogart, Bette Davis, Mae West et Ginger Rogers, mais sans jamais trouver le rôle qui lui permettrait de se faire réellement connaître. En 1937, il fait partie du groupe

d'acteurs qui créent la Screen Actors Guild, pour défendre les droits de leur profession face aux studios. En guise de représailles, la Warner réduit progressivement ses participations. Il continue pourtant de travailler ici et là, essentiellement dans des films de seconde zone. C'est ainsi qu'il tournera à trois reprises sous la direction d'Ed Wood, sacré « le plus mauvais réalisateur du monde » et auquel Tim Burton a consacré en 1995 un film-hommage (*Glen or Glenda*, 1952, *Jail Bait*, 1954, et *Plan 9 from outer Space*, 1956).

■ **FRANK DANIEL**, ancien doyen de l'école de cinéma de Prague, est mort, mercredi 6 mars, en Californie. Il était âgé de soixante-neuf ans. Davantage que pour ses propres scénarios, Frank Daniel était reconnu comme un spécialiste de l'écriture scénaristique. A ce titre, il intervenait sur de nombreux projets de films, qui lui étaient soumis soit par des producteurs, soit par des réalisateurs ou des scénaristes. Directeur de l'école de cinéma de Prague, qui forma la plupart des grands cinéastes tchèques des années 60 et où étudièrent ou enseignèrent notamment Milos Forman, Jiri Menzel et le futur président de la république Vaclav Havel, il

avait fui la Tchécoslovaquie à la veille de l'intervention soviétique de 1968. Il dirigeait depuis plusieurs années de cinéma aux États-Unis, ainsi que la section cinéma de l'université de Columbia (État de New York), participant à de nombreux colloques et donnant régulièrement des conférences sur l'écriture du scénario.

■ **LÉO MALET**, père de Nestor Burma et du roman noir français, est décédé dimanche 3 mars, à son domicile de Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), des suites d'une crise cardiaque, à la veille de son quatre-vingt-septième anniversaire. (Lire page 22.)

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le contre-amiral Jean Moulin a été nommé, comme prévu (*Le Monde* du 16 septembre 1995), secrétaire général adjoint de la défense nationale, par le conseil des ministres du mercredi 6 mars. Il remplace Rémy Pautrat, nommé préfet hors cadre, qui doit recevoir une prochaine affectation. L'amiral Moulin succède à Jean Pica, secrétaire général de la défense nationale.

RELIGION

Mgr Lajos Kada, évêque hongrois, nonce apostolique à Madrid, a été nommé, mercredi 6 mars, par le pape Jean Paul II, nonce apostolique en Andorre. Cette nomination intervient après l'établissement de relations diplomatiques, en juin 1995, entre le Saint-Siège et la principauté d'Andorre, suite à l'approbation de la nouvelle Constitution du petit État. Du point de vue ecclésiastique, l'Andorre dépend du diocèse espagnol d'Urgel.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 4-mardi 5 mars sont publiés :

- HLM : une loi relative au supplément de loyer de solidarité (*Le Monde* du 16 décembre 1995).
- Sectes : une circulaire relative à la lutte contre les atteintes aux personnes et aux biens commises dans le cadre des mouvements à caractère sectaire (*Le Monde* du 1^{er} mars).
- Environnement : un décret

relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre pour protéger les eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Au *Journal officiel* du jeudi 7 mars sont publiés :

- Vie politique : un décret pris pour l'application de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.
- Éducation : deux décrets relatifs à une cotisation profession-

nelle à caractère parafiscal destinée aux formations initiales dans les métiers du bâtiment et des travaux publics ainsi qu'aux formations dans les métiers de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle.

● Environnement : un décret relatif aux associations agréées de protection de l'environnement.

● Administrateurs civils : un décret portant nomination dans le corps des administrateurs civils au tour extérieur 1995.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

— Quelques mots seulement, mais beaucoup d'amour.

Joyeux anniversaire

Guy.

Michèle, Alexandre, Grégoire, Quentin.

— Arthur, qui vient d'avoir un mois, souhaite à son arrière-grand-père,

Loulou,

un joyeux anniversaire pour ses soixante-quatre ans.

Anne-Marie et Jean-Claude, Jean-Louis et Michèle, Laurence et Louis, Frédéric, Barbara et Maxime embrassent le chef de la tribu.

Décès

— Le docteur et M^{me} Daniel Amiot,

ses enfants, Laure et Christophe Postel-Vinay, Pierre Amiot et Isabelle Moreau, Mathieu et Alexandre, ses petits-enfants, Sarah, Romain, César et Louise, ses arrière-petits-enfants, Les familles Savard, Pison et Mignot, Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René AMIOT,

née Marie-Louise CHONÉ,

survenue le 5 mars 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Le service religieux sera célébré le samedi 9 mars, à 11 heures, en l'église de Ronquerolles (Val-d'Oise).

« Tout est possible à celui qui croit. »

Marc, IX 23.

13, rue Villado, 75001 Paris.

— Ses enfants, petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Denise BUENO,

survenue le 3 mars 1996.

Et rappellent le souvenir de son époux

M. Joseph BUENO,

décédé le 27 mai 1987.

Les obsèques ont eu lieu le 6 mars dans la plus stricte intimité.

— Antoinette Laurence, sa compagne, Bruno, son fils, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Dino CENTORAME,

survenue subitement le 3 mars 1996, à Paris.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Pescara (Italie).

11, rue Rétiveau, 75019 Paris.

— Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— M^{me} Jacques Laurent,

son épouse,

Ses enfants,

Michel Laurent, Françoise Laurent et Bernard Roux,

Bernard et Chantal Laurent, Nicole et Jean-Luc Couvreur,

Marie-Annick et Jean Leccoq, Et ses dix-sept petits-enfants, ont l'honneur de faire part du décès de

M. Jacques LAURENT,

directeur honoraire de la Banque de France,

qui s'est éteint paisiblement le 6 mars 1996, à quatre-vingt-quatre ans.

La messe des obsèques sera célébrée le samedi 9 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Joseph de Grenobles.

Ni fleurs ni couronnes.

— L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (Anacr),

La Fédération nationale des déportés internés résistants et patriotes (FNDIRP),

L'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Liliane LEVY-OSBERT,

officière de la Légion d'honneur, membre du bureau national et secrétaire générale du comité de Paris de l'Anacr,

survenue le mardi 5 mars 1996.

Résistante de la première heure, déportée à Auschwitz, elle fut durant plus de cinquante ans une militante infatigable et une dirigeante respectée des organisations de la Résistance et de la déportation.

— M. et M^{me} Jacques Malet, et leur fils Laurent,

ont la tristesse de faire part du décès de

Léo MALET,

survenue le dimanche 3 mars 1996, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité au cimetière de Châtillon (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Lire page 22.)

Remerciements

— Simone Tardy-Barquissau,

son épouse, Christian, Chantal, Dominique,

ses enfants, M^{me} Françoise Tardy,

sa belle-mère, Jean Tardy,

son beau-frère, Parents et alliés,

profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jacques BARQUISSAU,

remercient tous ceux qui, par leur présence et leurs messages, se sont associés à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

— M^{me} Jean-Marie GAY,

Et sa famille, très touchées par les nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

M. Jean-Marie GAY,

remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Anniversaires de décès

— 8 mars 1966 - 8 mars 1996.

Pour le trentième anniversaire de sa mort, une pensée fidèle est demandée pour

Monique COMTE

à tous ceux qui la connaissent et l'aiment.

De la part de Gilbert.

Colloques

— L'Association des amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de La Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996 à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'amphithéâtre Gaston-Berger) sur le thème : Complexité scientifique et choix démocratiques, avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Lichnerowicz, Yves Quere, Philippe Lator, Alexandre Mikowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Bras, Lucien Sfez, André Lebeau, Geneviève Schneider, Gérard Albiac, Jacques Leibovitch, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Franck Laloe, Michel Paty. Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02, fax : 44-23-98-24.

Alliance israélite universelle, Collège des études juives. Colloque : « L'École juive de Paris » - dimanche 10 mars de 9 heures à 18 h 30 à la Société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris (PAP) - Renseignements : 42-80-35-00.

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense ? », par M. Jacques Le Prette, ambassadeur de France, le lundi 11 mars 1996, à 18 heures, Palais abbatial, 3, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

— « Les pères de l'Europe pressent-ils à sa défense

HORIZONS

PORTRAIT



Mahathir Mohamad, libéral tiers-mondiste

Le premier ministre musulman d'une Malaisie aspirant à devenir un « nouveau dragon d'Asie » ne s'embarrasse pas de contradictions lorsqu'il appelle à la « rupture du cordon ombilical avec l'Occident », tout en encourageant le commerce avec celui-ci

L'homme qui dirige les destinées de la Malaisie depuis bientôt trois lustres et qui a joué un rôle important dans le premier sommet euro-asiatique, le 2 mars à Bangkok, est plus que le premier ministre d'un pays somme toute modeste avec ses dix-neuf millions d'habitants. Mahathir bin Mohamad est davantage, aussi, que le chef d'un gouvernement président à la croissance la plus soutenue de la planète après celles de la Chine, de Singapour et de la Thaïlande – pourtant, avec un revenu moyen par tête dépassant les 3 000 dollars l'an, sa fédération au rang d'aspirant « nouveau dragon d'Asie ». Tout cela ne bonifie pas le champ de « MM », comme on le nomme parfois.

Voici un politicien qui pousse pour un « porte-parole et champion du tiers-monde », tout en appliquant chez lui une politique économique des plus libérales. Au prix de quelques ambiguïtés, il multiplie les appels à la « rupture du cordon ombilical avec l'Occident », mais encourage le commerce avec cette partie du monde. Il martèle sa conviction que « la rivalité entre Est et Ouest n'est pas terminée », mais, depuis 1986, il a grand ouvert son pays aux investisseurs, sans exclure ni Américains ni Européens.

M. Mahathir, dont la silhouette juvénile malgré ses soixante-neuf ans et le visage lisse derrière de fines lunettes sont devenus familiers bien au-delà de son pays, a été reconduit à son poste pour un quatrième mandat – jusqu'en 2000 – à la tête du gouvernement de Kuala Lumpur : le Front national, une coalition multiraciale née autour de l'UMNO (Union nationale malaise) qu'il préside, a, en effet, emporté haut la main les législatives de 1995.

La carrière de « MM » est linéaire. Longtemps, elle fut peu différente de celle d'un apparatchik, comportant peu de ces hauts et bas censés rythmer les destins des hommes d'Etat, ne serait-ce que parce qu'ils trempent les caractères. Le seul incident y est, en 1969, une disgrâce, comme il s'était opposé au premier ministre, le prestigieux *tunku* (prince) Abdul Rahman. « MM » fut expulsé du conseil de l'UMNO. Il avait demandé la démission du chef du gouvernement pour sa façon d'agir avant et pendant les émeutes du 13 mai 1969 – « jour noir » dans l'histoire du royaume, où des centaines de citoyens d'origine chinoise furent massacrés par des musulmans.

Dans les années ayant précédé les émeutes, M. Mahathir avait, lui,

martelé, dans toutes les manifestations auxquelles il participait comme député de sa région natale – le Kedah, au nord-ouest de la péninsule –, sa conviction que ses coreligionnaires malais formaient un groupe désavantagé par rapport à leurs compatriotes chinois. Les violences qui suivirent les législatives de 1969 ne le firent pas changer d'avis : le *tunku* avait négligé les musulmans et « trop cédé » à la première minorité du pays (la Malaisie compte aussi des citoyens d'origine indienne, ainsi qu'un fort groupe d'aborigènes, notamment dans ses Etats situés à Bornéo : le Sarawak et le Sabah).

En 1970, au creux de sa disgrâce, « MM » publia un ouvrage intitulé *Le Dilemme malais*, où il appelait les musulmans, qu'il y tenait pour « indolents », à se secouer, faire de quoi ils seraient nés aux poubelles de l'histoire par les Chinois, « plus dynamiques ». Ce militant anticolonial et anglophobe reprenait à la stéréotypée les plus écoulés des ex-maîtres du pays ! Le livre fut d'ailleurs interdit pour « racisme », jusqu'à l'arrivée de son auteur au poste de premier ministre, onze ans plus tard.

Quoi qu'il en soit, il était impolitique de s'opposer à Abdul Rahman, le « père de la Malaisie », tout meurt qu'il fût par l'échec d'une politique qui s'était donnée pour objectif – dans la ligne universaliste de cet humaniste – de ne pas faire de distinctions entre Malaisiens selon leurs origines ethniques et religieuses. Aussi, M. Mahathir dut-il attendre 1972, et la retraite du *tunku*, pour être réintégré. Deux ans après, il était ministre de l'éducation ; en 1975, il devenait vice-président du parti et vice-premier ministre. La mort, en 1976, d'Abdul Razak, qui l'avait protégé, n'inter-

En appelant les « indolents » musulmans à se secouer, faute de quoi ils seraient écartés par les Chinois « plus dynamiques », ce militant anticolonial a repris les stéréotypes des ex-maîtres du pays

rompit rien. En 1981, enfin, « MM » succédait à Hussein Onn comme président de l'UMNO et quatrième chef de gouvernement de la Malaisie.

Né en 1926 d'un père instituteur d'origine indienne et d'une mère malaise, l'un et l'autre musulmans, Mahathir Mohamad entra dès ses années de collège, assure son biographe Zaimuddin Maidin, dans la

lutte contre ce colonialisme qui s'était implanté le long du détroit de Malacca au XIX^e siècle, mais à qui les soubresauts de la seconde guerre mondiale et ceux qui la suivirent allaient porter des coups mortels.

Le jeune homme choisit la médecine. Cela signifiait alors, pour le fils d'une famille incapable de payer un séjour en Grande-Bretagne, qu'il se-

rait son université à Singapour. « MM » y fit la connaissance de ceux qui allaient devenir les leaders de la région, dont l'avocat chinois Lee Kuan-Yew, futur premier ministre de la cité-Etat. Tout comme Lee, qui allait devenir un paragon d'anticommunisme et le champion de l'ultralibéralisme, Mahathir était alors attiré par le socialisme. Diplômé, il rentre, en 1954, pour exercer

Malaisie, cela signifie musulman. Lorsque M. Mahathir fut battu en 1969 – premier échec dans une carrière sans anicroche – comme il cherchait à renouveler son premier mandat de député obtenu en 1964, c'est un intégriste qui le fit chuter. Musulman croyant sans doute, mais pas bigot, « MM » en conclut que le facteur religieux est crucial en politique. Mais, pour lui, « l'homme malais » doit avoir d'autres qualités : il doit en particulier être un « travailleur fiable, tourné vers le progrès », à l'instar des Chinois du pays.

D'ÉVENU premier ministre, M. Mahathir se montre fier de diriger un Etat musulman engagé sur la voie d'un progrès certain. Il a aussi favorisé l'implantation dans son pays d'organes islamiques (écoles, université, tribunaux, etc.). Il a par ailleurs poussé aux postes de vice-président de l'UMNO et de vice-premier ministre – avec vocation à lui succéder – un homme, Anwar Ibrahim, quarante-huit ans, pour qui l'islam est au principe même de la politique. Mais M. Mahathir n'en tient pas moins ses islamistes en laisse.

Dès son arrivée au pouvoir, « MM » montra vers qui allaient porter ses coups les plus rudes. Par un de ces slogans auxquels ses compatriotes vont s'accoutumer, il lance en 1981 sa première campagne : « N'achetez britannique qu'en dernier ressort ». M. Mahathir ne cessera plus de manifester de l'agresseur envers l'ex-colonisateur. A nouveau en 1994, il imposera des sanctions à la « perfide Albion » après que des journaux anglais l'eurent accusé de corruption. « MM » est connu des journalistes

détourner leurs regards de l'Occident. Car, vu de Malaisie, l'Occident, c'est aussi le monde arabe, où M. Mahathir juge, à ce qu'on dit à Kuala Lumpur, qu'il y a peu à puiser, vu son radicalisme hors de contact avec la modernité. « L'Est », dès lors, c'est l'Asie orientale, en particulier le Japon (malgré les souvenirs de la deuxième guerre mondiale), mais aussi les autres pays de cette Asean (Association des nations du Sud-Est asiatique) à laquelle appartient la Malaisie, et le monde chinois – qui inclut, outre Singapour, Taiwan et Hongkong, une diaspora de 25 millions d'hommes entrepreneurs.

Ainsi s'est esquissé à Kuala Lumpur ce que le politologue américain Samuel Huntington a nommé « une *axe islam-confucien* », dont l'autre tête pensante est le Singapourien Lee Kuan-Yew – chantre de ces « valeurs asiatiques » dont les plus affirmées sont le respect de l'autorité, paternelle d'abord, puis politique, et la préférence donnée au bien présumé de la communauté sur le respect des droits de l'individu. De fait, MM. Mahathir et Lee, qui en étaient venus à l'insulte lors de la tension qui devait aboutir, en 1965, à la séparation de la péninsule et de la cité-Etat, ont désormais des relations courtoises.

Arrivé sur le mépris que lui inspirent la culture et les modes de vie d'un Occident chrétien qu'il tient pour « décadent », « MM » paraît tenir pour fondamentale l'hostilité Est-Occident – plus inexplicable que celle qui opposa communisme et monde libre. Il va parfois jusqu'à reprocher aux japonais de ne pas se comporter en vrais « Asiatiques » ! Conscient que son pays ne peut, à l'heure du « village mondial », faire cavalier seul, M. Mahathir accorde grand prix à son environnement proche : l'Asie

de l'Est, comme on vient de le voir encore au sommet de Bangkok. Il suit en cela la ligne de ses prédécesseurs, pionniers en matière de construction régionale ; lui-même est favorable à une intégration de plus en plus poussée de l'Asean et à la création d'un *caucus* de l'Asie orientale.

Plus largement, l'univers de « MM » c'est le Mouvement des non-alignés (MNA), forum dévalué mais où il brille en raison des diatribes qu'il lance contre « l'égoïsme » et « l'hypocrisie » des « nantis » occidentaux. Il se sent plus à l'aise, encore, dans la Conférence islamique (OCI), où son réalisme et la renommée économique de la Malaisie impressionnent, face à la rhétorique enflammée qui y prévaut souvent.

« MM » entend renforcer les ponts entre MNA et OCI, pour leur bénéfice mutuel. Il exprime, en revanche, de sérieuses réserves envers le Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC), qu'il juge dominé par les Américains. Sa préférence trait à une « Asie asiatique » – que l'incontournable Japon repousse pourtant, de crainte de réactions de Washington. Faut-il préciser enfin que le Commonwealth, né de la décolonisation britannique, a été l'objet de ses fréquents sarcasmes.

Reste une question : pourquoi ce fossé entre une pratique si peu révolutionnaire et une rhétorique violente ? Deux réponses sont avancées. L'une est que « MM » a intégré un air du temps qui fait que l'on n'existe pas sans médiatisation. Sa « petite musique » stridente aurait ainsi servi à le faire connaître et à le poser en vue de peser. Pour d'autres, son anticolonialisme serait une manière de fournir une idéologie, simple mais efficace, en vue de souder contre une partie du monde extérieur les éléments d'un pays encore loin d'avoir atteint son unité.

Jean-Pierre Clerc
Dessin de Michel Durand

Pourquoi il faut soutenir les Tchétchènes

par Georges Charachidzé

La guerre de Tchétchénie ne cessera pas tant que les Tchétchènes n'auront pas obtenu leur indépendance. Déjà en 1834, un fonctionnaire de la Russie impériale écrivait : « La seule chose à faire avec ce peuple mal-intentionné, c'est de l'éliminer jusqu'au dernier. » Boris Eltsine déclarait récemment : « Ce sont des chiens enragés, il faut les abattre comme des chiens enragés. »

Depuis deux siècles en fait, la politique de la Russie est constante. Il faut réduire ces géants. Comme les autres peuples du Caucase du Nord, les Tchétchènes barraient la route des plus riches contrées de Transcaucasie. L'empire, tsar après tsar, s'est employé à cette tâche et plusieurs peuples ont été anéantis, dispersés, massacrés, exilés, absorbés par la colonisation à partir des années 60 du dix-neuvième siècle. Ainsi des Oubykhs, dont Georges Dumézil a recueilli la langue en Anatolie, de la bouche de leurs derniers survivants.

Les Tchétchènes et les peuples du Daghestan se sont toujours distingués par leur capacité de résistance. L'armée russe n'a pourtant jamais lésiné sur les moyens. Un des généraux les plus célèbres après la victoire de Napoléon, Ermolov, est envoyé dans le Caucase du Nord en 1816. Il ne parvient à rien de décisif en dix ans de campagne, bien qu'il déploie une telle cruauté qu'elle immutise les montagnards contre toute terreur russe ultérieure. La statue d'Ermolov sera plus tard érigée au centre de Grozny pour n'être enlevée qu'en 1990. Il faut vingt-cinq ans et des dizaines de milliers de soldats pour venir à bout en 1859 de l'imam Chamli, originaire du Daghestan,

qui renouvelle la guérilla, dispersant et concentrant ses hommes à loisir dans les montagnes qu'eux seuls connaissent.

Les Tchétchènes n'ont jamais accepté la loi de l'empire. Un Français, Chantre, rapporte en 1887 que les officiers tsaristes nomment les Tchétchènes, joyeux et insupportables, incroyablement attachés à des institutions sociales égalitaires, les « Français du Caucase ». Leur islam qui se répand tardivement, à la fin du XVIII^e siècle, est un ciment moral et civique contre les envahisseurs russes et le garant de leur discipline et de leur droit. Les Tchétchènes, avec les peuples du Daghestan, se soulèvent contre le pouvoir soviétique en 1920-1921 pour conserver une in-

dépendance chèrement acquise contre le général blanc Denikine. Puis ce sont l'incessante persécution soviétique et de nouvelles insurrections contre la collectivisation forcée, contre la répression inouïe de 1937.

Ce peuple veut massivement un Etat indépendant. La survie se pose aujourd'hui pour lui en termes de nation

Les Tchétchènes sont déportés pratiquement en totalité le 23 février 1944, partageant leur sort avec, dans le Caucase, les Ingouches, les Balkares et les Karatchaïs. Plein d'admiration, Soljenitsyne écrit, dans *L'Arche de Noé*, au sujet de leur comportement en exil et dans les camps : « Il est une nation sur laquelle la psychologie de la soumission resta sans aucun effet : pas des individus isolés, des rebelles, non : la nation toute entière. Ce sont les Tchét-

chènes (...). Jamais aucun Tchétchène n'a cherché à servir les autorités ni seulement à leur plaire. » C'est sans attendre d'autorisation qu'ils commencent à rentrer dans leur pays après la mort de Staline, imposant leur décision.

Présentés comme un peuple de malfaiteurs ou de bandits d'honneur, les Tchétchènes sont contraints, depuis deux siècles, à se construire dans la résistance. Durant les pires années staliniennes, leurs combattants ont poursuivi la guérilla en apprenant à ne pas offrir aux forces du pouvoir de prétexte pour accroître leur répression sur la population. Les conditions actuelles de la guerre rendent cette question décisive, puisque tout est bon aux troupes russes pour tirer ou bombarder

aveuglément, comme sur Novogrozny ou Semovodsk. Il y a deux guerres : l'une contre un peuple, l'autre contre un agresseur.

Ce peuple veut massivement un Etat indépendant. La survie se pose aujourd'hui pour lui en termes de nation. Rester dans la Russie, c'est la certitude de disparaître en tant que peuple. Cette volonté d'indépendance est légitime. Elle est fondée sur l'expérience des efforts d'élimination continus et renouvelés de la part des gouvernements russes, quelle que soit leur forme.

Tant que la Tchétchénie appartient à la Russie, elle sera l'objet des attaques russes : aucune indication ne permet de penser le contraire. L'assaut commencé en décembre 1994 vient prendre place dans une lignée que seule l'indépendance peut interrompre.

Le soutien constant, informé, aussi obstiné que l'est la résistance tchétchène, est une nécessité absolue. Admettre sans préalable la Russie au Conseil de l'Europe, c'était prendre le parti de l'agresseur, c'était désavouer l'opinion publique russe largement hostile à la guerre. La France et les autres pays européens font ainsi la preuve d'une méconnaissance ahurissante de l'histoire et d'une désastreuse volonté de rester inerte face à une Russie qui pratique le massacre dans ses propres frontières et cherche à imposer à tous sa logique impériale.

Cette région restera un foyer de guerre tant que la Russie n'aura pas démontré par son retrait qu'elle a renoncé à la soumission des Tchétchènes.

Il appartient à tous les pays démocratiques, anciens et nouveaux, d'être d'une extrême fermeté avec la Russie et de lui tracer les lignes de ce qui est acceptable. Il appartient à toutes les personnes qui ont quelque estime pour la liberté de soutenir les Tchétchènes.

Georges Charachidzé est professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Ce texte a été co-signé par Timour Bammate, Marie Benningsen-Brocup, Vladimir Beretovitch, Pierre Bourdieu, Yves Cohen, Alain Finkielkraut, Maurice Godelier, Véronique Nahoum-Grappe, Bernard Outier, Catherine Paris, Jacques Rancière, Véronique Schiltz, Silvia Serrano, Alain Touraine, Charles Urvilovitch et Pierre Vidal-Naquet.

« Intellectuels » et « écrivains »

par Raymond Jean

Les gens de plume (de clavier ?) ou de pensée qui interviennent dans la vie publique sont volontiers désignés en France, aujourd'hui, ou se désignent eux-mêmes du nom d'« intellectuels ». Ce sont en général des philosophes, des sociologues, des journalistes, des politiques, qui disposent d'une grande capacité d'analyse critique, mais ne se disent pas prioritairement « écrivains ». Pourtant, l'écriture narrative ou poétique a peut-être plus de chances de changer le monde et la société que les meilleures formes d'analyse ou de réflexion.

On l'admet volontiers à l'extérieur de nos frontières, à propos de Salman Rushdie par exemple, ou de tel grand romancier sud-américain, chinois ou japonais. Chez nous, c'est plus délicat et subtil. Tout se passe comme si chacun avait sa fonction assignée, son territoire « marqué » et n'avait pas à en sortir au gré de sa liberté d'intervention. Chacun à sa place, dans le rôle qui est le sien, et ne mélangeons pas les genres !

Il y a eu pourtant une époque, pas très lointaine, où c'était les poètes qui incarnaient essentiellement l'esprit de révolte, de résistance ou de refus. Les noms d'Eluard ou de Char, célèbres ces temps-ci, sont là pour en témoigner. Un autre temps, pas très éloigné non plus, celui de Sartre et de Camus, où la pratique du roman allait de pair avec l'engagement le plus déterminé.

Quelque chose, donc, a dû se passer, creusant un hiatus entre l'écriture et la responsabilité « intellectuelle ». Quoi ? Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que c'est sans doute la prise de conscience, chez ceux qui écrivent, de la nécessité de réserver une priorité aux exigences du langage, en face de l'agitation sonore, pour ne pas dire du bruit et de la fureur, de la vie publique, politique, médiatique et de certaines dérives bien connues qui avaient affecté en littérature la notion d'engagement.

Ce fut d'abord le « nouveau roman » qui se voulait descriptif, mais non figuratif. Puis tout un courant de poésie orienté vers l'économie verbale poussée parfois aux limites du blanc ou du jeu. Cela a indiscutablement marqué notre dernier demi-siècle littéraire, mais aujourd'hui que le siècle tout entier s'achève on voit bien que ce qui demeure est un état de diversité et de contradiction généralisées où il n'y a jamais eu autant de livres et d'écrivains, mais où les repères ont disparu.

Alors, pourquoi la frontière entre le monde réel et le monde du langage ne serait-elle pas remise en question ? Je lisais l'autre jour des propos d'Ilya Prigogine. Parlant en homme de science, il disait : « Nous avons besoin d'une physique qui contienne l'élément narratif et qui ne soit plus déterministe, parce que le déterminisme est à l'opposé du narratif. » Or, le déterminisme, aujourd'hui, c'est le consentement à des guerres, violences et massacres jugés inscrits dans l'ordre de la fatalité et la soumission à une logique de marché et de profit, et par corollaire de précarité et d'exclusion, qui investit l'un après l'autre tous les domaines de la vie sociale.

Dire que la solution pourrait être « narrative » paraîtrait évidemment risible. Mais, en observant et en vivant les événements de novembre et décembre derniers, j'ai souvent eu le sentiment que descendait dans la rue quelque chose qui était de l'ordre de l'imagination, de la fiction, de l'invention du possible, et que peu à peu se modifiaient non seulement les rapports humains, sous l'effet de solidarités nouvelles, mais la nature d'un système que l'on a précisément trop tendance à croire inébranlable ou, au mieux, aménageable.

L'écriture littéraire dit qu'il n'y a rien de fatal. Elle fait confiance au pouvoir des mots de modifier notre approche et notre vision des choses et de changer le « sens » en changeant les formes

et les modes de représentation. Elle relève en même temps de la plus concrète des « pratiques », de l'exercice d'un « métier » (au sens de Boileau, celui sur lequel on remet l'ouvrage), sans que cela lui donne nécessairement un statut privilégié par rapport aux activités de tous ceux qui oeuvrent dans les domaines de la création, de la science, de l'enseignement, de la recherche et qui constituent par définition une permanente communauté intellectuelle de citoyens.

Cela dit, on peut comprendre que les écrivains aient une certaine tendance à se « désimpliquer » de ce qui apparaît comme un monde de l'usage, de prestations, de coups, de publicité, de parade, de rentabilité et d'émulation médiatiques. La création ou l'éloignement de certains sont devenus célèbres. Mais il faut bien noter qu'inversement on assiste à des formes d'intervention littéraires qui concernent de plus en plus le monde tel qu'il est, avec ses conflits, ses problèmes, ses contradictions, sa réalité immédiate. C'est très sen-

L'écriture littéraire dit qu'il n'y a rien de fatal. Elle fait confiance au pouvoir des mots de modifier notre approche et notre vision des choses

sible du côté de la francophonie, pour ne citer que quelques noms, en général des cultures et des sociétés en voie de revendication ou de mutation. C'est sensible aussi dans toute une jeune littérature qui entend prendre en compte l'univers des cités, des zones d'exclusion, des milieux dévalorisés et de leurs rébellions. Et le fait que l'« écriture » intervienne de plus en plus dans des activités de formation ou dans des « ateliers » pédagogiques bien qu'il existe un lien entre la pratique du langage et une irremplaçable demande d'émancipation.

Mais ce ne devrait pas être une question de thème. On peut écrire de toutes les façons, dans le concret comme dans l'abstrait, dans le sérieux comme dans l'ironie, dans l'exubérance comme dans le silence. L'essentiel serait que les écrivains ne soient pas situés, malgré eux, dans un espace en retrait par rapport à celui du politique ou de la responsabilité. Les plus connus peuvent intervenir sur les événements du monde, grâce aux grandes instances internationales de la vie littéraire ou culturelle. Mais tous devraient sentir qu'ils disposent de ces grands pouvoirs de l'imagination et de l'énonciation qu'on a un peu trop oubliés depuis 1968 et qui pourraient contribuer à remettre le monde à l'endroit.

En un sens, on peut s'étonner que le statut d'« intellectuel » ne soit pas plus démodé, depuis le XIX^e siècle et l'affaire Dreyfus, et que celui d'« écrivain » ne se soit pas davantage modernisé.

Raymond Jean est écrivain.

AU COURRIER DU MONDE

LES RETRAITÉS ET LES MUSÉES

Tous les médias ont annoncé que M. Douste-Blazy avait rendu l'accès du Louvre gratuit une fois par mois (le Louvre seul), mais aucun n'a signalé la suppression du tarif réduit aux retraités, dans tous les musées nationaux ! Toujours la politique d'annonce (gratuite). Vient-on vider un peu plus les musées d'une clientèle du troisième âge enfin libre pour se cultiver ?

Joseph Boggéro, Viroflay (Yvelines)

Terrorisme et nihilisme

par Raphaël Draï

La politique n'a pas la bouche fine. Pour atteindre leurs objectifs, certaines organisations croient devoir accomplir des actions de terreur pour que le nombre de victimes parmi les civils exerce une contrainte insupportable sur le pouvoir qui leur fait face et qui ne veut pas les connaître. Dans la guerre entre Israël et l'Ole, un tel terrorisme était explicable. Il a perdu sa raison d'être avec les accords d'Oslo et de Washington puisque, selon l'esprit et la lettre de ces accords, tout dissentiment ou différend entre les parties signataires doit être réglé par des voies diplomatiques. Les tueries perpétrées à Jérusalem, à Ashkelon et à Tel Aviv, en plein territoire indisputé d'Israël, ne relèvent plus de ce terrorisme, mais du pur et simple nihilisme.

La paix ne peut être désirée à sens unique sans devenir à sens inique

Dans l'état actuel des négociations entre l'Etat d'Israël et l'Autorité palestinienne, alors que l'armée israélienne évacue les villes de Cisjordanie après avoir quitté Gaza, au nom de quoi, de qui, peut-on ainsi massacrer, réduire en bouillie des dizaines de civils, en blesser à jamais des dizaines d'autres ? En France, dans l'entre-deux-guerres, l'on connaissait le problème des mutilés de guerre. En Israël est actuellement créée une nouvelle catégorie : celle des mutilés de paix.

Comment faire face à cette situation tragique ? Persévérer dans le processus de paix pour ne pas faire le jeu des massacreurs ? Mais force est de se poser la question maintenant : ne serait-ce pas le processus de paix qui, précisément fait le jeu des terroristes suicidaires ? Pour mener leurs actions à leur terme sanglant et à intervalles si proches, une logistique non seu-

lement lourde, mais, si l'on ose dire, de proximité est en effet indispensable. Qui la conçoit ? Qui l'organise ? Qui la soutient ? Le transfert du contrôle des territoires n'a de sens que s'il est généralisé, donnerait un caractère adhésif à l'attentat démultiplié, parce que l'Autorité palestinienne n'est pas en mesure de prendre le relais de l'autorité israélienne, que celle-ci est pressée, sinon sommée, d'évacuer les lieux au plus vite, et que, dans ce vide, les intégristes du Hamas semblent évoluer mieux que poissons dans l'eau.

Il y a deux ans, après la tuerie de Hébron perpétrée par Baruch Goldstein, j'avais exprimé ma totale réprobation d'un geste pareil et appelé à la préservation des espoirs de paix entre Juifs et Arabes au nom de nos valeurs communes. Aujourd'hui, il importe qu'une réprobation réciproque se manifeste clairement. La paix ne peut être désirée à sens unique sans devenir à sens inique. Aujourd'hui, c'est le processus engagé à Oslo qui est joué à la vie à la mort. Pour dénoncer les excès de la droite populiste en Israël, j'avais écrit la semaine dernière, sans circonlocutions, dans l'*hebdomadaire Tribune juive*, que ses responsables étaient contraints de faire commencer le Golan rue Dizengoff, dans le centre de Tel Aviv. C'est exactement à cet endroit que les terroristes ont une nouvelle fois semé la mort, en pleine journée de Pessah.

Désormais, la question essentielle ne porte plus sur le point de savoir s'il faut choisir entre la droite et la gauche, mais sur le point de savoir ce qui est préférable : un état de guerre, avec les moyens de la guerre, ou un état de paix qui n'est en fait pas différent d'un état de guerre mais sans les moyens de celle-ci. Il est à craindre que désormais, dans trois mois, les électeurs israéliens ne se posent pas d'autre question que celle-là.

Raphaël Draï est doyen de la faculté de droit et des sciences politiques et sociales d'Amiens.

Notre corps nous appartient toujours

par Monique Antoine

Le 14 mars sera discuté à l'Assemblée nationale un amendement déposé par Christine Boutin et Jean-Louis Beaumont (députés UDF), déjà approuvé par la commission des affaires sociales. Amendement qui vise à permettre « à toute association dont l'objet statutaire comporte la défense et la promotion du droit à la vie » de se porter partie civile en ce qui concerne les infractions relatives à l'interruption volontaire de grossesse.

Contrairement à ce que l'on croit, l'IVG n'est pas encore libre en France. Certes, la loi Veil, votée en 1974 puis reconduite en 1979, l'a rendue possible.

Mais seulement dans certaines conditions. En fait, la loi de 1920 n'a jamais été abrogée ni par la droite ni par la gauche au cours de ses deux septennats. Par ailleurs, le code de la santé publique contient toujours une série d'articles qui interdisent et condamnent la « provocation », la « propagande » ou la « publicité » en faveur de l'avortement.

Le but de l'amendement Boutin ? Porter une atteinte grave à la loi sur l'IVG

Personne aujourd'hui en France ne fait de « propagande » en faveur de l'avortement. Personne aujourd'hui en France ne fait de « publicité » pour l'avortement. Personne aujourd'hui en France ne fait de « provocation » à l'avortement.

En revanche, il est clair que cet amendement a pour but de faire surgir un nouveau contentieux autour de l'IVG, de se substituer au ministère public. Il est clair que cet amendement a pour but de porter une atteinte grave à l'application

d'une loi de la République. Cet amendement, s'il était adopté, donnerait aux fanatiques adversaires de la loi le moyen de poursuivre ou de faire poursuivre toutes celles et tous ceux, associations d'aide aux femmes, planning familial, médecins, infirmières, éducateurs, travailleurs sociaux, assistantes sociales, conseillères familiales, juges pour enfants, qui se trouvent quotidiennement requis d'informer et de porter aide et assistance.

L'on peut toujours tenter de qualifier de provocation l'information nécessaire. On peut aussi qualifier de propagande l'aide et l'assistance.

Certains parquets, certains magistrats seront tentés de poursuivre et de condamner, au risque de graves déboires. Le droit de choisir est une liberté fondamentale. Ce droit n'oblige aucune femme, chacune est libre de ses choix. Mais les associations, qui prétendent « défendre et promouvoir le droit à la vie » ne cherchent qu'à interdire, y compris par la violence. Les commandos contre les hôpitaux, contre les maternités, contre les CIVG illustrent cette idéologie. Rappelons qu'aux Etats-Unis ces commandos vont jusqu'à assassiner pour « sauver la vie ».

Quand, au début des années 70, des femmes engageaient le combat pour la maîtrise de leur corps, elles ne pouvaient imaginer qu'un quart de siècle plus tard elles seraient à nouveau contraintes de se mobiliser contre les adversaires de leur dignité et de leur liberté.

Nous demandons aux députés — garants de la démocratie — de ne pas voter cet amendement.

Monique Antoine est avocate. Ce texte a été co-signé par : Sophie Chauveau, Marie-Jo Dhavernas, Christine Faure, Sarah Garçon, Liliane Kandel, Evelyne Le Garrec, Françoise Pica, Martine Storti et Flaminia Vennier.

سكس ايدو

La grande entreprise face à l'Etat-nation

REFORME DE L'ETAT
Dans nos premières éditions datées du 8 mars, nous avons écrit par erreur, en première page, que le plan de réforme de l'Etat proposait une « réduction drastique du nombre de fonctionnaires ». Il s'agissait du nombre de corps de fonctionnaires, conformément à ce qu'indiquait notre article en page 7.

Erik Itraelevicz

Jean-Pierre LangeUier

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 9 MARS 1996

POLITIQUE MONÉTAIRE
LE GOUVERNEUR de la Banque d'Angleterre, Eddie George, ne prévoit pas un retour rapide de la livre sterling dans le système monétaire eu-

ropéen (SME). Il estime que l'économie du Royaume-Uni a retiré un grand bénéfice de la sortie de la devise britannique du SME. **● EDDIE GEORGE** redoute les conséquences

du chômage pour l'avenir de l'Union européenne. Il craint que la fixation définitive des taux de change ne prive les États des moyens d'ajustement économique nécessaires. **● LE**

GOUVERNEUR préconise un renforcement de la coopération internationale pour mieux contrôler les banques. Mais tout risque ne peut être annulé et il rejette un renforce-

ment de la réglementation. **● LA BANQUE DE FRANCE** a annoncé, jeudi 7 mars, une baisse de ses deux principaux taux directeurs. Elle se démarque ainsi de la Bundesbank.

Un retour de la livre sterling dans le SME est peu probable

Dans un entretien accordé au « Monde », le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, s'inquiète des conséquences du chômage sur l'avenir de l'Union européenne. Il souligne la réussite du choix britannique dans la lutte contre l'inflation et le soutien à la croissance

LONDRES
de nos envoyés spéciaux
« Le débat sur la participation du Royaume-Uni à l'Union économique et monétaire (UEM) est ouvert. Selon le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, si la Grande-Bretagne reste en dehors de l'Union, ses taux d'intérêt resteront plus élevés. Partagez-vous ce sentiment ? »

« Il est probable en effet que les taux britanniques seraient plus élevés, du moins dans un premier temps. A plus long terme, cela dépendra entièrement de la politique suivie. Certains, ici, estiment que, si la Grande-Bretagne n'entrait pas dans l'UEM, elle pourrait se comporter de manière irresponsable. Je pense, au contraire, qu'il faudrait que nous nous astreignions à une discipline encore plus rigoureuse, sous peine d'en payer le prix sur les marchés financiers. »

« Comptez-vous revenir au sein du système monétaire européen (SME), que le Royaume-Uni a quitté en septembre 1992 ? »

« C'est peu probable sous l'actuel Parlement. Il ne me paraît pas évident, par ailleurs, qu'un retour dans le SME soit une condition nécessaire posée par le traité de Maastricht. Le sens du texte n'est pas très clair dans ce domaine. Plus fondamentalement, me paraît être la politique de stabilité que nous suivons. »

« Avec le recul, pensez-vous que cette exclusion du SME fut une bonne chose pour votre pays ? »

« Oui. A cette époque, l'Allemagne se réunissait, alors que la Grande-Bretagne était en récession. La livre séparée du SME, nous avons pu rééquilibrer nos politiques budgétaire et monétaire. La reprise est venue, et le taux de chômage est aujourd'hui à 8 %. »

« Ceux qui contestent les bienfaits de la sortie du SME soulignent que vos taux d'intérêt sont aujourd'hui supérieurs aux taux de la France, qui est, elle, restée attachée à l'Allemagne. »

« Le « premium » que nous payons sur les taux ne s'explique pas par notre absence au sein du SME, mais par l'histoire. Il faut du temps pour convaincre les marchés de notre détermination à

suivre une politique de stabilité. En cas d'accession du Royaume-Uni à l'UEM, il faudrait que la Banque d'Angleterre soit dotée d'un statut d'indépendance. Le prévoyez-vous ? »

« Le principe de cette indépendance est accepté. Le Parlement devra adopter la législation nécessaire, mais cette décision n'a pas à



EDDIE GEORGE

être prise avant le début de 1998. Tout dépendra du degré de convergence atteint par les autres pays en 1997. C'est encore bien loin. D'ici là, trois questions se posent concernant l'UEM. Est-ce que la France pourra remplir les critères de Maastricht ? Est-ce que l'Allemagne voudra de l'UEM ? Enfin, est-ce que la Grande-Bretagne doit y entrer ? »

« Pour ce qui concerne cette dernière question, le peu vous dire que le préalable des critères sera rempli. La Grande-Bretagne suit une politique cohérente avec ces critères, pour des raisons d'intérêt économique national, d'ailleurs, et pas seulement à cause de l'Europe. Ensuite, la décision finale dépendra de beaucoup d'autres choses, à commencer par savoir si l'UEM mène à plus de cohérence en Europe ou à plus de division. Les convergences obtenues seront-elles durables ou bien vont-elles générer des tensions ? »

« S'agit-il d'une décision politique ou économique ? »

« Ce sera clairement une décision politique. Mais les aspirations politiques ne doivent pas prendre le dessus sur la réalité économique, sinon l'avenir du Royaume-Uni et de l'Europe court de graves risques. Je crains à cet égard que le problème du chômage en Europe ne soit pas résolu d'ici là. Cette question est au cœur

de mes doutes sur la solidité de l'Union européenne. »

« Prenez l'exemple de deux pays, X et Y, qui remplissent les critères de convergence en 1998 et qui ont tous deux un taux de chômage important. S'ils décident d'aller de l'avant dans l'union monétaire, ils fixent une fois pour toutes leur taux de change et se privent, en somme, du moyen d'ajustement que constituent ces taux de change. Si, après avoir fait ce pas, ils prennent des mesures différentes pour combattre le chômage, leur situation économique pourrait évoluer de façon totalement différente et l'on ne peut exclure que les taux de change appropriés à cette nouvelle situation soient différents de ceux fixés en 1998. Je ne sais pas si cette hypothèse se réalisera, mais je ne pense pas que l'on puisse l'exclure. Il y a donc un risque considérable de bloquer les taux de change à un moment où l'ampleur du chômage est clairement insupportable à long terme. »

« Si l'on se prive de la possibilité d'ajustements des taux, on risque soit que le chômage persiste dans certaines parties de la communauté et qu'il soit très difficile d'établir une politique monétaire unique appropriée ; soit d'assister à des migrations de certaines parties de la communauté vers d'autres ; soit à des pressions pour des transferts fiscaux des zones les plus actives vers les plus défavorisées. »

« Il faut s'attaquer en priorité au chômage par des moyens structurels et dès maintenant, parce

qu'après 1998 la persistance du chômage pourrait nuire à la cohésion politique de l'Europe. Nous devons tenir compte, en 1998, de ces problèmes fondamentaux et de la perception qu'on en a sur le Continent. Et, si nous devions en déduire – bien que remplissant les critères de Maastricht – que ces risques sont grands, ce serait une

nus à un résultat qui est le meilleur depuis la dernière guerre. Mais cela n'arrive pas tout seul. Une vigilance et une détermination de tous les jours restent nécessaires. On a si souvent entendu, dans le passé, dire que l'inflation avait été vaincue. Je ne pense pas que l'on puisse prendre des vacances dans ce domaine. »

Baisse des taux au Royaume-Uni

La Banque d'Angleterre a annoncé, vendredi 8 mars, en fin de matinée, une baisse d'un quart de point de son taux de base à 6 %. Celui-ci était fixé à 6,25 % depuis le 17 janvier.

La décision avait été prise la veille, lors de la rencontre mensuelle entre le chancelier de l'Échiquier Kenneth Clarke et le gouverneur de l'Institut d'émission Eddie George. L'absence de pressions inflationnistes autorise un assouplissement de la politique monétaire britannique. Dans sa dernière étude de conjoncture, la Banque d'Angleterre a estimé que le gouvernement a de bonnes chances d'atteindre son objectif, qui est de ramener le taux d'inflation annuel au-dessous de 2,5 % avant le printemps 1997.

Le gouvernement de John Major cherche également, pour tenter de regagner la confiance des électeurs, à donner un nouveau coup de fouet à une économie dont le ralentissement se confirme.

raison pour persister dans notre politique d'opt out, c'est-à-dire de refuser d'entrer dans l'UEM.

« Pensez-vous, comme certains, que l'inflation est définitivement défilée et que les priorités devraient concerner l'emploi ? »

« Ces cinq dernières années, les banques centrales et les gouvernements ont mieux compris les dégâts causés par l'inflation et sont tous d'accord sur sa nocivité. Unis dans la lutte, nous sommes parve-

Subsiste-t-il des divergences entre le gouvernement britannique et la Banque sur cette question et sur les taux d'intérêt ?

« La tendance naturelle des hommes politiques est de prendre plus de risques à court terme que les banques centrales. En mai, Kenneth Clarke, qui a décidé d'une baisse malgré notre avis, a eu raison. Nous n'avions pas pensé que l'économie ralentirait tant, dans la seconde moitié de 1995. Au-

jourd'hui le rythme de croissance est revenu autour de 2 %. Mais il va remonter autour de 3 %. »

« Après la déconfiture de la Banque Barings, de nouveaux contrôles vous paraissent-ils nécessaires ? »

« Aucune formule magique ne fera disparaître le risque bancaire. Réglementer à nouveau ne me paraît pas utile. En revanche il faut améliorer la supervision des banques, ce qui passe par l'amélioration de la qualité des contrôleurs et de leur formation et par l'organisation d'une coordination entre les différents régulateurs au niveau national et international. »

« Mais le risque ne peut être annulé. Tenter de le rendre presque impossible exigerait une réglementation tellement draconienne que le système financier ne serait plus capable de respirer, de prendre des risques, ce qui est l'essence même de sa fonction sociale. »

« Beaucoup de banques de la City sont passées en des mains étrangères. Le regrettez-vous ? »

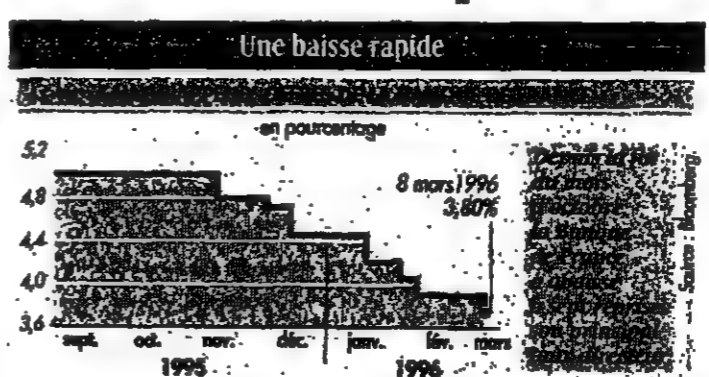
« Le développement des marchés internationaux renforce la City plus qu'il ne l'affaiblit. Dans le monde de la finance globale, ce n'est pas la nationalité qui compte, mais les activités. Mon travail est de promouvoir les activités financières à Londres et pas seulement les activités britanniques. C'est une attitude différente de celle de nombre d'autres pays. »

Propos recueillis par
Patrice de Beer
et Eric Le Boucher

La Banque de France se démarque de la Bundesbank

APRÈS UNE PAUSE d'un mois, la détente monétaire a repris son cours en France. Le Conseil de la politique monétaire (CPM) de l'Institut d'émission a annoncé, jeudi 7 mars, une baisse de ses deux principaux taux directeurs. Le niveau des appels d'offres, inchangé depuis le 3 février, a été ramené de 3,90 % à 3,80 %. Celui des prises en pension de cinq à dix jours, qui n'avait plus été modifié depuis le 18 janvier, a pour sa part été réduit de 5,60 % à 5,50 %. Comme il en a pris l'habitude, le gouvernement, par la voix de son porte-parole, Alain Lamassoure, a demandé aux banques de répercuter cette réduction du coût du crédit.

L'orientation favorable des indicateurs suivis par la Banque de France pour définir sa politique monétaire plaide pour un assouplissement. En premier lieu, le critère interne de stabilité de la monnaie est aujourd'hui rempli. Alors qu'en Allemagne la courbe un viv rebond au mois de janvier (+ 8,4 %), obligant du même coup la Bundesbank à observer une pause, elle continue à évoluer à un rythme modéré en France. La pro-



gression de l'agrégat de monnaie M 3 s'établit à 3,7 %.

Le critère externe – stabilité du franc vis-à-vis des monnaies les plus crédibles du système monétaire européen (SME) – est lui aussi respecté. Depuis deux semaines, le franc ne cesse de s'apprécier face à la monnaie allemande. Il a gagné 3 centimes, passant d'un cours de 3,45 à 3,42 francs pour 1 deutsche-mark. Le franc bénéficie de l'accès de faiblesse actuel du mark face à l'ensemble des devises. La monnaie allemande vient ainsi de tomber à son plus bas niveau depuis cinq semaines face au dollar (1,4850 mark). Le franc est égale-

ment soutenu par l'excédent des comptes extérieurs français. Alors que la France a enregistré en 1995 un solde positif de 100 milliards de francs de sa balance courante, l'Allemagne a connu au cours de la même période un déficit de même ampleur. Un tel déséquilibre entre les deux pays plaide pour une hausse du franc face au mark.

Preuve de sa solidité actuelle, le franc n'a même pas été affecté par la tempête qui a secoué, en début de semaine, la peseta à la suite de la victoire électorale du parti conservateur de José Maria Aznar lors des élections législatives espagnoles. Dans le passé, les crises des

devises d'Europe du Sud atteignaient rapidement le franc.

Enfin, la bonne tenue, en termes relatifs, du marché obligataire français constituait une raison supplémentaire pour la Banque de France d'assouplir sa politique monétaire. Depuis la fin du mois d'octobre, l'écart de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne est revenu de 1 % à 0,25 %. Si elle ne détermine directement que les taux d'intérêt à court terme, la Banque de France surveille également de très près l'évolution des rendements à long terme, dont le niveau mesure la capacité de l'Institut d'émission à contenir l'inflation future.

L'HORIZON MONÉTAIRE DÉGAGÉ

Le geste de la Banque de France, aussi minime soit-il, est important. Il montre, en effet, que l'Institut d'émission français est capable de se démarquer de la politique suivie par la Bundesbank. Il indique que la détente monétaire est susceptible de se poursuivre en France au cours des prochaines semaines même si les taux directeurs allemands ne sont pas abaissés. L'écart qui sépare le niveau des appels d'offres français du REPO allemand s'établit désormais à 0,5 %. Il s'était situé, tout au long de l'année 1994, autour de 0,2 %, ce qui offre en théorie une marge de baisse supplémentaire de 0,3 % du principal taux directeur de la Banque de France.

L'horizon monétaire français est aujourd'hui dégagé. Il l'est d'autant plus que les signes de freinage de l'activité se multiplient en France (rebond de la consommation au mois de janvier, hausse des recettes fiscales au mois de février), alors que la panne de l'économie allemande se prolonge. Ce décalage conjoncturel de part et d'autre du Rhin est très rassurant. Il éloigne le scénario noir dans lequel la Bundesbank relèverait ses taux directeurs pour tenir compte d'une amélioration de la conjoncture outre-Rhin, ce qui forcerait l'Institut d'émission français à resserrer, lui aussi, sa politique monétaire.

Ba. S. Pierre-Antoine Delhommais

Groupe Zeneca: les résultats 1995

	1994	1995	Variation
Chiffre d'affaires	£4.480 m	£4.888 m	+9 %
Recherche et Développement	£518 m	£549 m	+6 %
Résultat avant éléments exceptionnels	£763 m	£878 m	+15 %
Résultat avant impôt	£659 m	£619 m	-6 %
Résultat par action*	55,2 p	62,0 p	+12 %
Dividende par action	28,5 p	31,0 p	+9 %
Ratio endettement/fonds propres	0,3 %	0,5 %	

* avant éléments exceptionnels

David Barnes, Chief Executive de Zeneca a déclaré : « 1995 a constitué une nouvelle année de forte progression pour le groupe Zeneca. Les résultats se situent dans la fourchette haute de ce qui était attendu par les marchés financiers. Grâce aux produits en développement dans les secteurs de la Pharmacie et de l'Agrichimie, et aux décisions stratégiques récemment prises en ce qui concerne les Semences et les activités de Spécialités, Zeneca dispose d'une base très solide permettant d'assurer une croissance continue en 1996 et au-delà. »

ZENECA

L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE LA VIE.

Les épargnants ont retiré 24 milliards de francs de leur Livret A en février

L'HÉMORRAGIE CONTINUE. Selon les chiffres publiés jeudi 7 mars par le ministère des finances, les Français ont retiré de leurs Livrets A près de 24 milliards de francs en février. Ces retraits interviennent après une collecte positive de 11,7 milliards de francs en janvier.

L'annonce fin janvier d'une baisse de 1 point de la rémunération de ce placement – à 3,5 % – effective au 1^{er} mars, et l'élargissement des conditions d'accès au LEP (Livret d'épargne populaire) aux personnes payant moins de 4 000 francs d'impôt (contre 1 860 francs précédemment) ont incité les épargnants à faire de la « gestion active ». Le phénomène enclenché en février est surtout celui d'un processus de

transfert vers d'autres produits d'épargne plus attractifs (autre que LEP, l'assurance-vie et le plan d'épargne logement). Le mois de février est traditionnellement marqué par des retraits en raison notamment du paiement du tiers provisionnel. Leur ampleur était jusqu'à présent sans commune mesure avec celle enregistrée cette année. La collecte avait été de 4 milliards de francs en 1995.

Si la désaffection à l'égard du Livret A continue à ce rythme, elle pourrait avoir des conséquences sur le financement du logement social. Les sommes collectées par La Poste et les Caisse d'épargne sont centralisées à la Caisse des dépôts à cette fin. Selon des projections effectuées

par des réseaux, la baisse du taux du Livret A devait se traduire dans l'année par une décollecte de près de 40 milliards. Ces calculs pourraient se révéler optimistes. Ils tablent sur des retraits de seulement 15 milliards de francs en février.

La situation du Livret A rappelle celle de 1983, année de création du Codevi. Ce produit, présenté comme une alternative au Livret A, était à l'époque plafonné à 10 000 francs (contre 30 000 aujourd'hui) et distribué par les banques, comme le Livret Jeune aujourd'hui. En 1983, les banques avaient collecté 40 milliards de francs sur le Codevi.

البيان

Pechiney entreprend une révolution interne pour améliorer sa rentabilité

Le groupe d'aluminium entame un « bouleversement managérial » à l'américaine

Sous la contrainte financière, Pechiney entame une remise à plat de l'ensemble de ses méthodes de travail. Baptisée « Challenge », le pro-

jet, inspiré par les pratiques de management américaines, vise à améliorer la marge opérationnelle du groupe de 1,5 milliard de francs par

an. Ce programme très décentralisé devrait porter ses fruits en 1998. Malgré le prix favorable de l'aluminium, Pechiney reste peu rentable.

« CHALLENGE » : derrière ce nom de code trop convenu, Pechiney entreprend une révolution interne. A la différence des programmes passés, il ne s'agit pas pour le groupe d'aluminium et d'emballage de lancer un énorme plan de restructuration : les zones de pertes ont pour la plupart disparu. Il s'agit désormais de remettre à plat l'ensemble des méthodes de travail pour obtenir une meilleure rentabilité. De l'aluminium à l'emballage en passant par l'électrotechnique, toutes les branches, toutes les divisions sont concernées. Objectif : améliorer d'au moins 1,5 milliard de francs par an la marge opérationnelle, ce qui représente une économie d'environ 8 % dans les coûts de fonctionnement.

Le bouleversement « managérial », à l'œuvre dans les groupes américains depuis près de cinq ans, arrive en France. Jusqu'à présent, les firmes françaises ont repris les idées du « re-engineering », du « downsizing » : méthodes visant à diminuer tous les coûts de production - dans des cas précis : une branche en perte, une division qui doit affronter une concurrence internationale. Rares jusqu'à présent un groupe français avait décidé de l'appliquer à l'ensemble de ses activités.

Si Pechiney se lance dans un tel

programme, c'est moins par conviction que par nécessité. Malgré les 10 milliards de francs de cessions d'actifs l'an dernier, Pechiney est toujours dans une position financière délicate. Privatisé dans de mauvaises conditions, il n'a pu obtenir que 1,8 milliard de francs d'augmentation de capital au lieu des 2,4 milliards prévus initialement. Son endettement dépasse 80 % de ses fonds propres.

L'objectif est d'économiser 8 % par an dans les coûts de fonctionnement

Le groupe reste peu rentable. Bien qu'il ait bénéficié d'un prix de l'aluminium favorable, il ne dégage qu'à peine 2 milliards de francs d'auto-financement. « C'est trop peu. Chaque année, le simple maintien de l'outil productif demande au moins 2 milliards. Si nous voulons soutenir notre croissance, il nous faut 700 millions à 1 milliard de francs de plus », explique Christel Borles, directrice générale du groupe, chargée de coordonner le programme d'économies.

L'emballage, notamment, a be-

soin d'importants financements. Le secteur est en pleine mutation. Les producteurs, qui se livrent une concurrence acharnée sur les marchés occidentaux, cherchent désormais à s'implanter dans les pays émergents. Si Pechiney veut maintenir ses positions dans ce secteur, qu'il juge prioritaire, il lui faut participer à cette conquête, sous peine d'être rapidement distancé.

Mais les recettes utilisées dans le passé par le groupe lui sont interdites. Le groupe, désormais privé, ne peut se permettre d'augmenter son endettement, déjà trop élevé par rapport à ses concurrents. Les ventes d'actifs ont presque toutes été réalisées. En dehors de sa participation dans Techpack (emballage plastique), le groupe ne compte plus que sur 1 milliard de francs de cession.

Pechiney est donc condamné à vivre sur ses ressources internes. Mais ses seuls gains de productivité (2 à 3 % par an) ne peuvent suffire pour lui redonner une latitude financière. Il lui faut travailler autrement, créer une rupture.

Après avoir étudié les programmes de General Electric, IBM, Philips, le groupe a décidé d'adopter une méthode très décentralisée. Depuis début février, 450 cadres se sont vu expliquer le projet du groupe. Les syndicats en ont pris connaissance, jeudi 7 mars, en

comité de groupe. Tous sont priés d'apporter des suggestions, des idées pour réduire les coûts de fonctionnement.

« Il y aura des suppressions de postes, c'est certain. Mais nous avons demandé à chacun de ne pas penser qu'à des réductions d'effectifs. De même, nous refusons les coupes dans les dépenses qui assurent le long terme, comme la recherche-développement et la formation. Ce sont des fausses économies », dit M^{me} Borles. Méthodes de production, gestion des stocks, circuits de vente, fonctionnements administratifs... tout, selon elle, doit être analysé et remis à plat, afin d'imaginer des processus moins coûteux.

En septembre, chaque division doit remettre un plan d'économies substantielles. Le programme, mis en œuvre à partir de l'automne, devrait porter ses fruits à partir de 1998, au moment où le cycle de l'aluminium devrait se retourner, selon les prévisions du groupe. Tout le pari de Pechiney est d'être en état de l'affronter. Le groupe joue là une de ses dernières cartes. S'il ne réussit pas à améliorer sa rentabilité, il lui sera difficile de poursuivre sa stratégie de développement sur deux pieds, l'aluminium et l'emballage.

Martine Orange

Démision du président de la compagnie Alitalia

RENATO RIVERSO, le président de la compagnie aérienne italienne Alitalia, a annoncé sa démission, vendredi 8 mars, dans une lettre adressée au président de la holding publique IRI, Michele Tedeschi. Cette démission intervient peu de jours après l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie qui a approuvé la nomination du nouvel administrateur délégué (directeur général), Domenico Cempella, et lui a confié les pouvoirs de gestion. Dans un entretien au quotidien italien *Il Sole 24 Ore* du 8 mars, M. Rivo- verso dénonce « le ballet au sommet entre les syndicats, le gouvernement et le monde politique, dans lequel les chiffres d'une recapitalisation d'Alitalia, la composition du capital et les plans de redressement et de développement sont exhibés dans une totale confusion des rôles et sans rapport avec la réalité de l'entreprise ». « Les services offerts [par Alitalia] ne sont plus compétitifs alors que le marché mondial devient toujours plus exigeant et agressif », souligne M. Rivo- verso. L'entreprise cumule 10,5 milliards de francs de dettes (Le Monde du 28 février).

■ **EUROCOPTER** : le groupe franco-allemand, qui fabrique notamment le Tigre et le NH-90, a enregistré, pour 1995, une perte nette totale de 3,9 milliards de francs, résultat qui comprend un montant important d'éléments exceptionnels. Eurocopter a perdu 1,3 milliard de francs, auxquels il faut ajouter 2,6 milliards qui correspondent à un nettoyage des comptes. Le PDG du groupe, Jean-François Bigay, escompte un retour à l'équilibre en 1997 et aux bénéfices en 1998.

■ **PARIBAS** : la banque a reçu le 7 mars le feu vert du conseil des bourses de valeurs (CBV) pour lancer son offre publique d'achat sur la Compagnie de navigation mixte, à 800 francs par action. Dans son communiqué, le CBV constate que le prix offert « est supérieur de 15,6 % à la moyenne des cours sur les trois derniers mois (...) » mais « qu'il est inférieur de 16,9 % à la valeur d'actif net réévalué calculée par le bureau d'expertise Detroyat à la demande de Paribas ». « Il appartient aux actionnaires minoritaires de juger s'il est conforme à leurs intérêts de garder leurs titres ou de les céder », ajoute le CBV.

■ **ARJO WIGGINS APPLETON** : le groupe papeter franco-britannique, qui a annoncé un résultat net en baisse de 87 % à 18,7 millions de livres (144 millions de francs) a confirmé, jeudi 7 mars, son intention de supprimer 700 emplois en Europe, sur un total d'environ 10 000. AWA doit faire face aux difficultés de sa branche papier thermique jusqu'alors la plus rentable.

■ **GROUPE BERNARD TAPIE** : le tribunal de commerce de Paris a renvoyé au 2 mai l'examen de l'assignation formée par les deux liquidateurs du Groupe Bernard Tapie contre le Crédit lyonnais et deux de ses filiales, la SDBO (Société de banque occidentale) et Cinvest (Le Monde du 7 mars).

■ **MERIDIEN** : le président du groupe hôtelier Marriott International, Bill Marriott, a indiqué dans un entretien avec *Echos* du 8 mars qu'il était intéressé par la reprise de la chaîne hôtelière Meridien. Meridien appartient au groupe britannique Granada.

Les « patrouilleurs de Cherbourg » font mouche dans le golfe Arabique

CHERBOURG

de notre envoyé spécial

Drapeau bleu, blanc, rouge qui claquent au vent sur l'horizon grisâtre, à gauche de la cale de lancement; pavillon rouge, vert et blanc du sultanat d'Oman, orné des deux sabres qui s'entre-croisent sur un poignard, à droite. Et, imperceptiblement, le navire, qui a hissé le grand pavois, glisse vers la mer, tandis que les musiciens de la circonscription militaire de Rennes, droits comme des mâts de radar, interprètent les hymnes nationaux. C'est jour de réjouissance, ce mardi 5 mars à Cherbourg, aux Constructions mécaniques de Normandie (CMN).

On baptise le troisième patrouilleur, dernière unité de la commande passée en septembre 1993 par le sultanat d'Oman, *Al Najah* (« La Réussite »), de 54 mètres et d'un déplacement de 450 tonnes à pleine charge qui sera équipé d'un canon de 76 mm Oto Melara. La cérémonie revêt un aspect très solennel : le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Sayeed Hachman Bin Tarik Bin Taimur Al Said, a fait le voyage de Mascate, accompagné de son frère, l'amiral commandant de la Royal Navy du sultanat, de diplomates et d'une imposante

délégation d'officiers supérieurs très british, aux uniformes rutilants, de la marine militaire de ce pays de la péninsule Arabique. Un imam en costume d'apparat et coiffé d'un turban, venu lui aussi en avion spécial, psalmodie la sourate du Coran : « *N'as-tu point vu que le vaisseau vogue sur la mer, par le bienfait d'Allah, afin qu'il vous montre certains de Ses signes... ?* », avant de prononcer une autre prière protectrice pour le bateau, ses équipages et ses missions.

OMAN, UN CLIENT SÉRIeux

Dans un froid glacial, la bouteille traditionnelle s'est brisée sur l'étrave verte-gris du patrouilleur, mais l'eau de rose avait remplacé le champagne. Alors, les lamaneurs se sont employés à passer des amarres pour empêcher *Al Najah* d'aller heurter, le long du quai, les autres navires en finition. Rassemblés sous une tente blanche au toit pointu, l'aréopage de personnalités, parmi lesquelles l'amiral Jean-Charles Lefebvre, chef d'état-major de la marine nationale, a longuement applaudi.

Ce fut l'occasion pour les responsables civils des CMN de manifester une « confiance raisonnable » dans l'avenir, qui contraste avec les inquiétudes du gi-

gantesque voisin spécialisé dans les sous-marins, l'arsenal de Cherbourg (4150 salariés) sous la tutelle de la Direction des constructions navales (DCN), et donc du ministère de la défense. « Oman est un client sérieux. Il pourrait, dans les deux ans à venir, commander d'autres navires comparables, entre trois et cinq unités en fonction des possibilités budgétaires du pays et de ses choix stratégiques », a précisé le contrôleur général des armées (CR), André Ravier, PDG de l'entreprise. Mais contrairement à ce que le titre du « patron » peut laisser croire, les CMN ne sont pas une société d'Etat dans le giron du ministère de la défense, même si son plan de charge est composé, à plus de 80 %, de navires de surveillance et de combat, pour la marine nationale et des pays étrangers.

Ancien parachutiste au franc-parler, André Ravier s'est attaché depuis six ans à redonner espoir aux CMN, en pleine déconfiture à la fin de la décennie 80. Il a lui-même réuni un tour de table : aujourd'hui, la famille Sefa de Beyrouth est propriétaire de 66 % du capital. Avec un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, les CMN ont dégaîné en 1995, pour la première fois depuis cinq ans,

des bénéfices. L'origine des capitaux des CMN n'est pas pour rien dans les succès commerciaux à l'exportation, notamment dans les pays du Golfe. Dernier en date : André Ravier a conclu le 3 mars un contrat de quelque 35 millions de francs avec des acheteurs civils du Yémen pour la livraison de 6 vedettes très rapides (60 nœuds, soit 110 km/heure) de surveillance des côtes.

CONTENTIEUX AVEC LE VOISIN

Pour l'heure, le contrat en cours avec le Koweït mobilise les 550 ouvriers et ingénieurs des bureaux d'études : l'émirat a commandé 8 patrouilleurs de 45 mètres qui seront équipés de missiles. Les CMN, qui étaient en compétition avec de redoutables concurrents, le britannique Vosper et l'allemand Lüsen, seront le maître d'œuvre et l'assemblage de tout le navire, y compris pour l'intégration des systèmes d'armes particulièrement délicats. André Ravier a constitué des filiales en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas pour la logistique, la documentation, la formation des équipages et toute la coordination des équipements militaires à bord. Un accord existe aussi avec British Aerospace pour l'utilisation des petits missiles Sea Scua.

Cette vitalité n'est pas de nature à enchanter l'arsenal voisin de Cherbourg, même si les deux entreprises sont amenées à avoir des contacts techniques et commerciaux, notamment à propos du contrat pour le Koweït. Un contentieux envenime les rapports entre André Ravier et les dirigeants de l'arsenal. « Selon un contrat écrit, la DCN me doit 100 000 heures de sous-traitance par an pendant quatre ans. Elle se dérobe ! C'est fondamental pour mon plan de charge. Si elle ne respecte pas le contrat j'irai en justice, c'est malheureux d'en arriver là ! », affirme M. Ravier.

Pour le moment, c'est vers Jean Arthuis, ministre des finances, qu'il se tourne : pour emporter la construction d'un navire de recherche océanographique pour l'Indonésie, il faudrait que Bercy inscrive ce bateau dans le protocole financier prochainement signé avec Djakarta. « Nous ne demandons aucune subvention ou aide à la construction navale. Nous voulons seulement que nos acheteurs indonésiens bénéficient de crédits favorables sur protocole. Est-ce excessif ? », demande-t-il. A la clé, un contrat de quelque 300 millions de francs.

François Grosrichard

Euphorie boursière après la fusion Sandoz - Ciba-Geigy

Roche, le troisième laboratoire pharmaceutique suisse, réagit avec sérénité

LAUSANNE

de notre correspondant

La Bourse de Zurich a fêté jeudi 7 mars dans l'euphorie la fusion entre Ciba-Geigy et Sandoz. Le nouvel ensemble, baptisé Novartis, deviendra le numéro deux mondial de la pharmacie (Le Monde du 8 mars). L'action Ciba-Geigy a fini la séance sur une hausse de 28,4 % et Sandoz de 19,6 %. La valeur combinée des deux groupes a bondi de 18 milliards de francs suisses, pour atteindre 94 milliards de francs suisses (environ 395 milliards de francs français).

A titre de comparaison, le champion français, Rhône-Poulenc, qui ne figure pas dans les dix premiers mondiaux du secteur en dépit du rachat de l'américain Rorer puis du laboratoire britannique Fisons, vaut en Bourse 41 milliards de francs français, tandis qu'Elf, première valeur française, capitalise moins de 100 milliards de francs.

Si la Bourse est heureuse, les salariés de Sandoz et Ciba ne le sont moins. Novartis, qui emploie 143 000 salariés dans le monde, a déjà annoncé qu'il supprimerait plus de 10 000 emplois. Dans la région de Bâle, l'industrie chimique et pharmaceutique assure près de

25 000 emplois : c'est, de loin, la branche économique la plus importante. Sans l'effet des restructurations, plus de 4 000 postes ont déjà été perdus depuis 1990. Préoccupé, le gouvernement cantonal a demandé aux dirigeants des deux groupes d'assumer leurs « responsabilités sociales ». La fusion doit encore être approuvée par la Commission des cartels de Berne.

UN CONCURRENT AU LIEU DE DEUX

Le plus petit des trois géants de la chimie bâloise, le groupe Roche, a réagi avec sérénité à la fusion entre Ciba et Sandoz : « Cette fusion ne modifie pas notre position sur le marché. Au lieu d'avoir deux concurrents suisses, nous n'en aurons plus qu'un. » Réputé comme le fleuron de la pharmacie helvétique, Roche s'est recentré depuis une dizaine d'années sur la pharmacie, se désengageant d'autres activités, comme l'électronique. Avec l'acquisition en 1994 de la firme américaine Syntex pour 7,5 milliards de francs suisses, le groupe avait réussi à dépasser Ciba, dans la pharmacie, pour se propulser parmi les premières compagnies mondiales. Roche occupe aujourd'hui la septième place.

Ayant procédé à des restructurations et supprimé 5 000 emplois après le rachat de Syntex, Roche emploie 60 000 personnes dans le monde.

Tablant sur le développement de nouveaux produits, ses responsables estiment que Roche aura le potentiel de s'arroger 4 % du marché, considéré comme le seul critique par les spécialistes. « Roche est en mesure d'atteindre par ses propres moyens la masse critique sur le marché pharmaceutique et peut donc envisager l'avenir avec confiance », a déclaré son porte-parole.

En 1995, le groupe Roche a réalisé un chiffre d'affaires de 14,7 milliards de francs suisses, inférieur à celui de Sandoz (15,2 milliards) et de Ciba (20,7 milliards), mais son bénéfice (2,86 milliards de francs en 1994) est supérieur à celui de ses deux rivaux bâloises. Alors que l'actonariat de Sandoz et Ciba est morcelé, Roche a pour actionnaire majoritaire le chef d'orchestre et mécène Paul Sacher. Plusieurs fois milliardaire à bienôt quatre-vingt-dix ans, il est considéré comme l'homme le plus riche de Suisse.

Jean-Claude Buhner

EIFFAGE

RÉSULTATS 1995

Le Conseil d'Administration d'EIFFAGE a arrêté le 7 mars 1996 les comptes de la Société et du Groupe pour l'exercice 1995.

Millions de francs	1995	1994
Chiffre d'affaires consolidé	32.607	32.821
Marge brute d'autofinancement	1.104	1.236
Amortissement des écarts d'acquisition	312	313
Résultat net part du Groupe	206	308
Résultat net EIFFAGE SA	484	292

Le chiffre d'affaires du Groupe a diminué de 0,6 % en 1995, et de 3,6 % à périmètre comparable, du fait de la situation économique des secteurs bâtiment et génie civil en France et en Europe. Hors d'Europe, le redéploiement en Afrique et surtout en Asie, s'est traduit, comme il avait été prévu, par une importante croissance du volume des travaux réalisés (+42 %).

Le résultat net part du Groupe ressort à 206 millions de francs, contre 308 millions en 1994, et malgré la dégradation de la conjoncture dans les principaux métiers du Groupe, les branches d'activité ont toutes apporté une contribution positive au résultat consolidé, à l'exception de l'immobilier. Le contrôle des opérations de promotion immobilière et

d'aménagement s'est confirmé en 1995, entraînant une réduction sensible des pertes de ce secteur.

Les résultats d'EIFFAGE SA, principalement constitués d'éléments financiers tirés de ses activités de holding, ont augmenté de 65 % pour s'établir à 484 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 18 avril 1996, de fixer à 42,50 francs net par action, le dividende afférent à l'exercice 1995 (contre 44 francs par action pour 1994). Cette distribution s'appliquera au capital augmenté de 10 % en 1995, à la suite de l'attribution gratuite d'actions réalisée en juillet 1995, la distribution globale s'établissant à 296 millions de francs contre 278 millions de francs pour l'exercice précédent.

Compte tenu de l'acompte de 13,70 francs net par action versé en janvier 1996, le solde du dividende net s'élèverait à 28,80 francs par action (assorti d'un avoir fiscal de 14,40 francs) et serait mis en paiement le 1^{er} juillet 1996.

Le Conseil d'Administration a enfin décidé de procéder en 1996 comme en 1995 à une distribution d'actions gratuites, par attribution d'une action nouvelle pour 10 actions anciennes possédées. Cette opération sera effectuée à partir du 1^{er} juillet 1996.

■ LE DOLLAR était stable, vendredi, sur le marché des changes de Tokyo, où il cotait 105,42 yens en fin de séance contre 105,30 à New York et 105,60 à Tokyo jeudi soir.

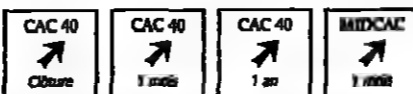
■ LA BOURSE DE ZÜRICH a fait un bond de 3,75 % jeudi. Le Swiss Performance Index a gagné 82,64 points, à 2 287,37. Le Swiss Market Index a établi un record historique.

■ WALL STREET s'est inscrit, jeudi en clôture, à moins de 1 point de son sommet historique atteint mardi. L'indice Dow Jones a gagné 11,92 points, à 5 641,69.

■ L'OR a ouvert en hausse, vendredi 8 mars, sur le marché international de Hongkong à 395,60-395,90 dollars l'once contre 394,40-394,70 jeudi 7 mars en fin de séance.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la semaine vendredi en hausse de 1 %. L'indice Nikkei a gagné 188,72 points, repassant ainsi la barre des 20 000 points, à 20 155,87.

LES PLACES BORSIÈRES

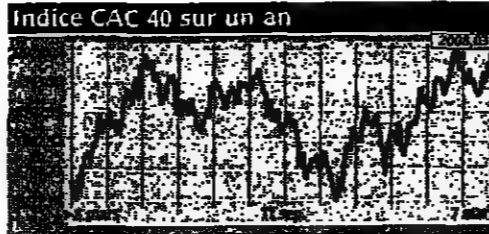


Prises de bénéfice à Paris

DES PRISES DE BÉNÉFICES pesaient vendredi sur la Bourse de Paris, faisant ainsi repasser l'indice CAC 40 sous le niveau des 2 000 points. Inchangé à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une baisse de 0,63 % à 1 995,41 points.

Sur le Matif, le contrat des bons du Trésor à dix ans gagne 0,04 % à 121,60. Le Bund allemand cède 0,02 %. Aux États-Unis, jeudi soir, le taux des bons à trente ans est resté stable à 6,46 %, en attendant la publication de vendredi des statistiques sur le chômage en février. Ces chiffres donneront une indication précise sur l'état de santé de l'économie américaine, estimant les milieux boursiers.

En France, les responsables politiques ou monétaires se montrent optimistes sur l'avenir. Le ministre de l'économie, Jean Arthuis, considère que la croissance va rebondir au second semestre. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, croit à une expansion de l'économie



française de 2,5 % à 3 % au cours des trois prochaines années.

Du côté des valeurs, UIC continue à fortement progresser, gagnant 12,5 % à 90 francs. Radio-

technique qui, le 22 mars, va rejoindre le marché au comptant, progresse de 7,7 %. Castorama perd 3,6 % à l'annonce d'une hausse de 17 % des résultats 1995.

Rhône-Poulenc, valeur du jour

L'ANNONCE, jeudi 7 mars, de la fusion entre les deux géants suisses de la pharmacie Sandoz et Ciba-Geigy, qui créera le numéro deux mondial du secteur, a provoqué une grande animation à la Bourse de Paris du côté des valeurs pharmaceutiques. Les analystes s'attendent depuis longtemps à des regroupements en France dans ce secteur. Rhône-Poulenc, premier groupe français qui s'inscrit au quatorzième rang mondial, a profité de ce mouvement général pour gagner 2 %, à

127,50 francs, avec 1,6 million de titres échangés. Depuis douze mois, la valeur s'est appréciée de plus de 21 %.



Tokyo au-dessus des 20 000

LA BOURSE DE TOKYO a terminé, vendredi 8 mars, en hausse. L'indice Nikkei a gagné 188,72 points (1 %) pour repasser au-dessus de la barre des 20 000 points, à 20 155,87.

Wall Street était également reparti à la hausse jeudi, profitant d'une détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 11,92 points (+0,21 %), à 5 641,69, soit à moins de 1 point de son record absolu atteint mardi. Les détenteurs de capitaux se sont livrés à une mise à jour de leurs portefeuilles dans l'après-midi, à la veille de la publication des chiffres de l'emploi pour février aux États-Unis.

Les valeurs pharmaceutiques ont été les principales gagnantes, grâce aux spéculations sur d'éventuels

nouveaux rachats dans l'industrie, alimentées par l'annonce du projet de fusion des géants suisses Ciba-Geigy et Sandoz en une nouvelle entité baptisée Novartis. Une fusion qui a provoqué un vent de folie à la Bourse de Zurich, qui a gagné, jeudi, 3,75 %. Jamais de tels gains n'ont été enregistrés au cours d'une seule journée dans toute l'histoire de la Bourse suisse.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
Paris CAC 40	2000,00	1995,41	-0,23
New York DJ Ind.	5641,69	5641,69	+0,00
Tokyo Nikkei	19957,20	20155,87	+1,00
Londres FT100	3758,40	3758,40	+0,00
Francfort Dax 30	2480,90	2480,90	+0,00
Frankfurt Dax 30	2480,90	2480,90	+0,00
Bruxelles C20	2057,91	2057,91	+0,00
Bruxelles C20	2057,91	2057,91	+0,00
Milan MIB 30	1000	1000	+0,00
Amsterdam AEX	345,10	345,10	+0,00
Madrid IBEX 35	3200,00	3200,00	+0,00
Stockholm OMX	1473,32	1473,32	+0,00
Londres FTSE	2294,90	2294,90	+0,00
Hong Kong Hang S.	11194,50	11194,50	+0,00
Singapore Strait	2402,43	2402,43	+0,00

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
Alcoa	52,75	52,75	+0,00
American Express	46,60	46,60	+0,00
Allied Signal	57,50	57,50	+0,00
AT & T	64,00	64,00	+0,00
Bethlehem	14,00	14,00	+0,00
Boeing Co.	80,37	80,37	+0,00
Caterpillar Inc.	87,62	87,62	+0,00
Chevron Corp.	55,30	55,30	+0,00
Coca-Cola Co.	85,30	85,30	+0,00
DuPont Corp.	67,25	67,25	+0,00
DynCorp	79,00	79,00	+0,00
Eastman Kodak Co.	75,12	75,12	+0,00
Exxon Corp.	82,75	82,75	+0,00
Gen Motors Corp.	85,12	85,12	+0,00
IBM	117,25	117,25	+0,00
Imperial Paper	58,12	58,12	+0,00
J.P. Morgan Co.	84,75	84,75	+0,00
McCormick & Co.	85,12	85,12	+0,00
Merck & Co.	67,25	67,25	+0,00
Minnesota Mining & Mfg.	65,75	65,75	+0,00
Philips Morris	104,50	104,50	+0,00
Procter & Gamble Co.	87,50	87,50	+0,00
Sears Roebuck & Co.	47,75	47,75	+0,00
Tyson Foods	85,12	85,12	+0,00
Union Carb.	45,50	45,50	+0,00
United Tech.	109	109	+0,00
Westinghouse Electric	18,75	18,75	+0,00
Woolworth	14,75	14,75	+0,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
HAUSSES, 12h30			
UK	88	88	+0,00
Radio-Technique	350	350	+0,00
Computer Entrep.	15	15	+0,00
US	158	158	+0,00
First-Link	485	485	+0,00
Cashier-Galhard	177,50	177,50	+0,00
BS	489,50	489,50	+0,00
Degremont	470	470	+0,00
De Dietrich	298,50	298,50	+0,00
SOOR SA	264,00	264,00	+0,00

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
BAISSES, 12h30			
Geophysique	26,10	26,10	+0,00
Castorama DI (L)	90	90	+0,00
Dynacore	116,20	116,20	+0,00
Boat Hov. Vils	435	435	+0,00
Legris Indust.	252	252	+0,00
Immo-France	321	321	+0,00
Effage	727	727	+0,00
San-Romano	1000	1000	+0,00
Sika	1300	1300	+0,00
Primagis	485	485	+0,00

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
SEANCE, 12h30			
Sanofi	34105	34105	+0,00
Deviere	7697	7697	+0,00
Suez (Cie des)	110356	110356	+0,00
Castorama DI (L)	32602	32602	+0,00
Carrefour	13027	13027	+0,00
Total	135688	135688	+0,00
IF Aquitaine	110328	110328	+0,00
Prologis	32028	32028	+0,00
Michelin	14427	14427	+0,00
Alcatel Alsthom	75967	75967	+0,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
HAUSSES, 12h30			
Gallard-Max (L)	265	265	+0,00
Graviers Dorand	12,20	12,20	+0,00
LCC	161	161	+0,00
Comptoir	420	420	+0,00
Roberte	1338	1338	+0,00

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
BAISSES, 12h30			
Pochet	1020	1020	+0,00
MC Oudier	362,20	362,20	+0,00
Pier-Immo	60	60	+0,00
Bourgeois (L)	90	90	+0,00
Charlaton	128	128	+0,00

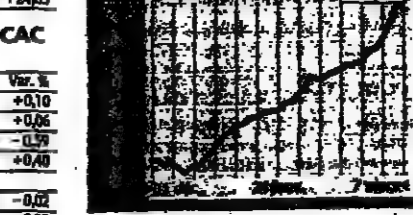
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
Ind. SBF 120	1408,60	1408,60	+0,00
Ind. SBF 250	1368,95	1368,95	+0,00
Ind. Second Marché	269,44	269,44	+0,00
Indice MidCAC	1277,14	1277,14	+0,00

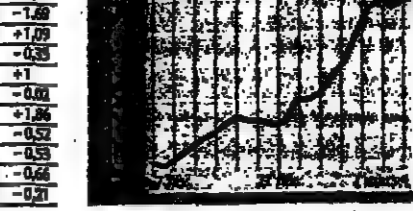
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



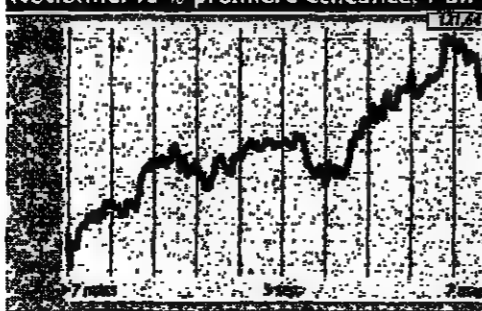
LES TAUX



Légère progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'État français, a ouvert en légère hausse, vendredi 8 mars. Après une heure de transactions, l'échéance mars gagnait six centièmes pour s'établir à 121,62 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,61 %, soit un écart de 0,26 % par rapport à celui du titre d'État allemand de même échéance.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 07/03	Taux au 08/03	Indice des prix
TAUX 07/03			
France	4	6,61	7,43
Allemagne	3,25	6,35	7,15
Grande-Bretagne	6,75	7,81	7,72
Italie	9,62	10,94	10,60
Japon	0,38	3,88	4,75
États-Unis	5,13	6,68	6,49

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 07/03	Taux au 08/03	Indice (base 100 fin 95)
TAUX DE RENDEMENT			
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,37	5,38	100,91
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,98	5,99	100,95
Fonds d'État 7 à 10 ans	6,36	6,37	100,98
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,57	6,58	100,99
Fonds d'État 20 à 30 ans	7,27	7,28	100,57
Obligations françaises	6,80	6,81	100,51
Fonds d'État à TME	1,71	1,72	100,97
Fonds d'État à TRE	1,34	1,35	100,86
Obligat. franc. à TME	1,10	1,11	100,14
Obligat. franc. à TRE	0,18	0,19	100,12

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
07/03				
1 mois	4,00	4,00	4,00	4,00
3 mois	4,12	4,12	4,12	4,12
6 mois	4,18	4,18	4,18	4,18
1 an	4,22	4,22	4,22	4,22

MATIF

	Échéances 07/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
Mars 96	137421	121,64	121,68	121,68	121,56	121,56
Juin 96	34791	121,58	121,60	121,60	121,52	121,52
Sept. 96	188	120,58	120,58	120,58	120,32	120,32
Oct. 96	—	—	—	—	—	119,32

WIBOR 3 MOIS

	07/03	08/03	09/03
Prior France 1 mois	4,1484	4,1484	4,1484
Prior France 3 mois	4,2500	4,2500	4,2500
Prior France 6 mois	4,3000	4,3000	4,3000
Prior France 9 mois	4,3500	4,3500	4,3500
Prior France 12 mois	4,4000	4,4000	4,4000
WIBOR ECU	—	—	—
Prior Ecu 3 mois	4,6198	4,6198	4,6198
Prior Ecu 6 mois	4,6146	4,6146	4,6146
Prior Ecu 12 mois	4,6254	4,6254	4,6254

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	Échéances 07/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 96	13011	2088	2028	2038	2012	2012
Avril 96	28	—	2026,50	2036,50	2015,50	2015,50
Mai 96	5	—	2072,50	2082,50	2057,50	2057,50
Juin 96	455	1892	2003	2009	1999,50	1999,50

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
Allied Lyons	51,12	51,12	+0,00
Barclays Bank	7,42	7,42	+0,00
S.A.T. Industries	5,88	5,88	+0,00
British Aerospace	6,69	6,69	+0,00
British Airways	3,27	3,27	+0,00
British Gas	2,40	2,40	+0,00
British Petroleum	3,47	3,47	+0,00
British Telecom	3,38	3,38	+0,00
B.T.R.	1,25	1,25	+0,00
Cadbury Schweppes	3,33	3,33	+0,00
Carrefour	0,78	0,77	-0,13
Deutsche Bank AG	3,32	3,32	+0,00
Orpe	8,45	8,45	+0,00
Grand Metropolitan	7,78	7,78	+0,00
Guinness	4,20	4,20	+0,00
Hansen P.C.	1,88	1,88	+0,00
Greco	6,82	6,82	+0,00
H.S.B.C.	10,52	10,52	+0,00
Imperial Chemical	9,91	9,91	+0,00
Mar & Spencer	4,39	4,39	+0,00
National Westminster	6,88	6,88	+0,00
Peninsular Oriental	5,34	5,34	+0,00
Reuters	7,20	7,18	-0,28
Satchell and Satchell	1,08	1,04	-3,70
Shell Transport	7,40	7,40	+0,00
Smith Barney	7,17	7,10	-0,97
Tate and Lyle	4,90	4,90	+0,00
Unilever Ltd	12,19	12,07	-0,98
Zimmer	15,77	15,77	+0,00

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

	Cours au 07/03	Cours au 08/03	Var. en %
Allianz Holding N	2811	2786	-0,89
Basf AG	118,30	118,30	+0,00
Bayer AG	460,30	460,30	+0

CAC 40

PARIS

-0,57%
CAC 40
100€ F

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +/-	Nominale (1)
EDF-GDF 3%	7800	7800	-1,28	7800
B.N.P. (T.P.)	940	940	-0,06	940
Ci. Crédit Lyonnais (T.P.)	849	849	+0,11	849
Renault (T.P.)	1865	1865	-0,06	1865
Rhône-Poulenc (T.P.)	2052	2052	-0,06	2052
Saint Gobain (T.P.)	235	235	+0,07	235
Thomson S.A. (T.P.)	1054	1054	+0,07	1054
Accor	710	710	-0,07	710
Air Liquide	891	891	-0,07	891
Alcatel Alsthom	448,50	448,50	-0,07	448,50
Alcatel Cable	140	140	-0,07	140
Alstip	430	430	-0,04	430
AGF-Ass. Gen. France	150	150	-0,09	150
Assi	315,30	315,30	+0,09	315,30
Asime	560	560	+0,37	560
Bail Investis.	223	223	-0,07	223
Banque Paribas (Cie)	476	476	-0,07	476
Bazar Hôt. Ville	340,80	340,80	-1,35	340,80
Bedford Paire	170	170	+0,29	170
BIC	179	179	-0,07	179
B.N.P.	189,50	189,50	-2,31	189,50
Bolore Techno.	389	389	-1,31	389
Bouygues	265	265	-0,17	265
Bovogues	491,50	491,50	-0,07	491,50
Canal +	1065	1065	-0,25	1065
Cap Gemini Societ.	311	311	-0,19	311
Carreiradation	198	198	+0,72	198
Carrefour	2192	2192	+0,17	2192
Casino Guichard	173,80	173,80	+2,35	173,80
Casino Gold&ADP	127	127	+0,55	127
Castorama DI (L)	262	262	-0,29	262
C.C. (CSCC) CCQCC Ly.	243,30	243,30	-0,37	243,30
Cegid (Ly)	617	617	+1,34	617
CFP Communication	499,50	499,50	-0,91	499,50
Corus Europ. Ream	86,50	86,50	-0,06	86,50
Corn	1056	1056	-0,05	1056
CGIP	1066	1066	-0,47	1066
Chargers	1314	1314	-0,14	1314
Chiracian Dior	600	600	+0,32	600
Clients Fr. Priv.B	248	248	+0,76	248
Clivis	411	411	-0,15	411
Cofin	94,40	94,40	+0,32	94,40
Cofin Mediaparc	244,40	244,40	-0,10	244,40
Cofinop	777,30	777,30	+0,04	777,30
Cofis	981	981	-0,10	981
Comptoir Entrepri.	14,25	14,25	+1,62	14,25
Comptoir Modet.	1945	1945	+1,62	1945
CP	46	46	-0,07	46

Ord. Frac. France	405.18	1.46	Waters Wheeler	444	349	-0.39	100%
Credit Agricole Fr	221	0.54	Worm-Hatchers	100.00	99.99	-0.01	100%
Credit Lyonnais CI	221	-1.58	Macquarie	48.35	45.0	-1.13	93%
Credit National	399.30	0.23	Metrolife Inter.	22.40	22.38	-0.04	100%
CS Signature (CSEF)	341	0.04	Michelin	28.58	28.10	-0.16	98%
Dassault Aviation	6282	0.11	Moncler	22.50	22.50	0.00	100%
Danone	789	-0.25	Navigation Int'l	779	779	0.00	100%
Dassault-Breton	302	1.59	North-E	146.50	146.50	0.00	100%
Deutsche Electron	288.10	-1.21	Norman (Npt)	400.20	390.00	-0.04	98%
De Dietrich	469	-1.88	NV	193	193	0.00	100%
Degremont	469	+2.37	OLIPAR	128.70	128.70	0.00	100%
Dev. R.N.-P. Cal #1	35.50	0.00	Paribas	281.50	272.00	-0.07	97%
Dev. R.N.-P. Cal #2	246	-0.48	Pechiney	258.88	258.88	0.00	100%
Doctes France (M)	928	0.68	Pechiney CIP	256	256	0.00	100%
Dynadon	120.40	0.20	Pechiney Int'l	109	105	-0.07	96%
Eaux (Gie des)	517	0.77	Penard-Ricard	322	320.00	-0.59	99%
Eclairage	10.66	-0.56	Perisud	771	769	-1.42	99%
Effigie	747	2.47	Pharm. Priu-Rad	1117	1117	0.00	100%
Elf Aquitaine	353	0.45	Plastic-Omn (Ly)	438.10	427.00	-0.01	99%
Erasmus	333.30	0.05	Polier	491	486	-1.21	99%
Erasmus Reprin	882	0.30	Primaparc	499.80	499.80	0.00	100%
Essilor Int'l	1228	-1.16	Procedia	339	337	-1.26	99%
Essilor Intl ADP	845	0.18	Publicis	359	357	-1.67	99%
Euro	160	0.00	Radiotechnique	462	459	-0.73	99%
Eurochem	1980	+1.80	Remy Choureaux	140.50	135.00	-0.19	96%
Euro Elern	13.85	-1.30	Rosel	1102	1085	-1.08	97%
Euro RSCG W.W.	517	-1.35	Rhone-Poulenc A	127.50	127.50	0.00	100%
Europe 1	1262	-0.23	Rochette (Ly)	50.80	50.80	0.00	100%
Barbours	6.16	0.01	Rosier Leduc	10.00	10.00	0.00	100%
Biocentric Medical	8.50	0.35	Rue Impetiale (Ly)	4250	4040	-1.36	96%
Bimont	74.50	+2.95	Sade (Nt)	179.68	178.50	-0.72	99%
Fives-Lille	474	0.06	Sageo S.A.	3383	3383	0.00	100%
Franciaeries Bel.	5400	0.06	Sole-Capital	651	650	-0.15	100%
Genies Lafayette	1568	0.78	Soleno	1580	1580	0.00	100%
GAN	153.20	-0.79	Salomon (Ly)	3275	3265	-0.30	99%
Gascogne (B)	504	+0.99	Salmeyer (Nt)	451	451.50	0.11	99%
Gaz et Eaux	2100	+0.19	Sat	365.20	365.20	0.00	100%
GEFSA	367.50	0.15	Sauphys (Nt)	1385	1380	-0.36	99%
G.F.C.	399	0.00	Schneider S.A.	233	230	-1.28	99%
Groupe Europ. S.A.	493	-2.12	SCDA S.A.	300.50	300.50	0.00	100%
GZ-Zimmer (Ly)	94	-0.04	SEI	752	747	-0.66	99%
GTH-Europool	345.50	1.65	Sefmim	379	375	-1.04	99%
Guyenne Gascogne	1602	-1.50	SEITA	202.80	202.50	-0.14	99%
H.D.A.	406	+0.05	Selechthon	109	105.80	-2.01	99%
LOL	717	+0.53	SEPA	177	175	-1.16	99%
Immatu-France	390	-2.72	SGL	127	124	-0.99	98%
Immatu-France	37.80	-2.07	SGE	1491	1470	-0.76	98%
Interball	260	0.00	Simco	499	499	0.00	100%
Intercontinental 1	385	0.00	S.L.T.A.	1866	1866	0.00	100%
Intercontinental 2	212.10	1.44	SMA Intergral	1989	1989	0.00	100%
Intercontinental 3	310	-1.38	Solgas	476.40	469	-1.94	99%
Islepiere	650	0.01	Societe Cals A	379	373	-0.60	99%
Lafarge	347.30	0.02	Soderho	184	183	-0.05	99%
Lafarge (MIM)	134.20	0.04	Societe Allibert	166.64			
Lafarge	399	-0.67	Sophia	234	228.50	-1.07	98%
Lafarge	295	0.02	Spir Communication	558	558	0.00	100%
Lagard	2463.30	0.00	Stratall Pacom	346.80	346	-0.23	99%
Lagard	899	-0.35	Synthes	1930	1930	0.00	100%
Lagard ADP	84.50	-0.59	Techsynth	374	374	0.00	100%
Lagris Indus.	240	+0.53	Technip	417	417	0.00	100%
Loxodis	352	0.00	Thomson-CSF	725.60	724.70	-0.17	99%
L'Oreal	1439	-0.17	Total	35.50	35.50	0.00	100%
LYMAH Most Vertilon	1742	0.00					

UPS Localall	503	502	- 0.19	100	Hitchel	49.78	49.88	+ 0.20	50
USC DA (M)	286.50	286.56	—	38	Hovestev	1465	1462	- 0.35	50
USC	10	10	—	10	Hyatt	585	584	- 0.15	1
UIF	400	403	+ 1.62	100	LCI	73	72.50	- 0.68	1
UIS	152	156	+ 3.94	25	Leo Yolo	283.50	279.30	- 1.48	50
Unihell	332	323	- 1.89	100	Mathusalem	80.60	81.66	+ 1.04	—
Union Amer.Fish	585	591	+ 1.37	10	Mc Donald's	266.50	268.98	+ 0.74	—
Union Sacher	280	282	+ 0.85	25	McGraw and Co	344.00	342.00	- 0.58	—
Valco	250	250	—	28	Midwest Corp.	60.00	60.50	+ 0.74	50
Valvoline	238.50	254	+ 1.51	100	Monk Corporation	571	579	+ 1.40	2
Va.Ranger	217	218	+ 0.46	100	Morgan J.P.	438	437.50	- 0.28	—
Waters & Cie	275.20	275	- 0.10	12	Merita SA Nom.	5530	5540	+ 0.72	10
Zachry Const.Constr.	107.5	109.4	+ 0.09	10	Nipps, Meunier	72.20	73	+ 0.13	50
ZF Colon	867	870	+ 0.34	17	Norris Helm	214	215	+ 0.45	—
					Petrofin	1441	1445	+ 0.27	—
					Phil Morris	523	528	+ 0.95	1
					Phillips N.V.	294.30	300	+ 2.20	10
					Phar Doris Inc.	148	142.50	- 0.65	—
					Procter Gamble	445	442.19	- 0.63	—
					Quinlan	219	219	—	—
					Randstrom	43.20	42.75	- 1.04	—

[illegible]

- Flora 9,75%
- OAT 8,5%
- OAT 9,90%
- OAT 8,5%

Une sélection Cours relevés à 12h30

OBLIGATIONS		% du nom.	% du coupon	DAT/MB
BFCE 91-01-02				OAT 8,125%
CEPMF 8,5% 92-07-CA	104,88			OAT 8,500%
CEPMF 9% 89-09-CA	70,90			OAT 8,500%
CEPMF 9% 92-06-TSR	113,80			OAT 8,91-01
CFD 9,5% 90-03-03	114,20			OAT 8,91-01
CFD 9,5% 92-05-03	114,07			OAT 8,92%
CFI 100 88-01-01	188,85			OAL 8,500%
CFF 8,8% 88-07-CA	104,60			SNCF 8,8%
CFF 10,25000-01-Cde	111,50			
CLF 8,9% 88-08-01	111,25			
CLF 9,9000-03-CA	109,10			
CNH 9% 89-03-07	117			
CRI 8,60% 92-03-03	115,56			
CUH 8,5% 89-07-388	106,85			
EDF 8,0% 92-09-CA				
EDF 8,6% 92-04-01	112,85			
Em. 89-010, 3,284-86	104,19			
Em. 89-010, 3,284-87	107,29			
Financ. 90-01-01	115,57			
Fransat 90-01-01	112,20			

		ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	Pondeurs Baris
690-990	112,75	Arbel	238,50	240	Fondcia S.A.D.
697-97CM	104,85	Batris C.Monaco	395	400	France S.A.R.L.
105-57 CA	104,30	B.N.P. Intercont.	348	348	From. Paul-Renaud.
THE CA	105,45	Blasimont Int'l	116	116	Gaumont S.
108 TRA	101,63	B.T.P. (Soc. Cn.)	7,60	7,60	Gemeflex
89-98 CA	109,43	Cambridge	998	1.000	G.T.T. (Transport)
47979 CA	99,65	Carbone Lorrain	626	600	Immobol
105-89-79	116,89	C.C.I.C.	385	385	Immobobius
10000 CA	110,88	Compagnie Albiroz	325	325	Immo-Marcel
100 CA	105,40	Creaplan Holdings	20,15	20,15	Invest. (Soc. Cn.)
104 CA	116,62	Chromex (Ny)	14,50	14,50	Libe Bonnettes
105-42 CA	113,65	C.I.C. Unio-B.C.P.	369	370	Localfinanciere
89-19-1	113,12	C.I.T.A.S.A. (Dl)	280	275	Logis
102-25 CA	113,39	Cot Lyco-Air	400	400	Luda
105-25-25	107,25	Comcede-Ass.Natp	776	776	Monoprix
105-25-25	107,25	Cof. Velland ex.CAMP	13	15	Mittel Deploye.
105-25-25	107,25	Credic Cae Ind.	30	30	Moriz S.
105-25-25	107,25	Dunlop	479	480	Navigation (Nle)
105-25-25	107,25	Dixor Biotin	679	680	Pulvis-Marmont
105-25-25	107,25	Eaux Basain Valley	718	718	Pap.Chairent(Ny)
105-25-25	107,25	Eco-Mag. Paris	4200	4200	Parfums
105-25-25	107,25	Eridaniel Baglin C.	822	822	Paris Orleans
105-25-25	107,25	Fidelite	35,50	35,50	Piper Heidsieck
105-25-25	107,25	Fidias	39	39	Poncher
105-25-25	107,25	F.I.P.P.	100,50	100,50	Proximas (Cl)
105-25-25	107,25	Fondcia (Cl)	498	498	PSB Industrie Ly.
105-25-25	107,25				Ruchefranchise Com.

79,50	198,60	Rosario	●	191,20	191,20
400	450	Rouler e		301	305
200	200,6	S.A.S.C. Alcan	●	275	275
1100	1107	Saga		180	170
2020	2025	Saindra du Midi		475	491
374	376	Savoieplane (M)		140	147
400	400	Silex	●	744	187,20
1400	1406	S.L.P.H.M.		167,20	167,20
341	340	Sohel		121	120
715,50	114,30	Sofio	●	251	261,30
700	700	Sofimex acta reg.		47,70	47,70
400	400,9	Sofmag	●	3810	3810
1900	1900	Soudure Antiquaire		1040	1000
2400	2405	Sovrabail		339	346,10
400	450	Taloring		1695	1685
182,50	172	Tour Eiffel		177,10	173,50
33	33	Elyo	●	177,10	173,50
160	160	Vicor		462	470
429	429	Vianc	●	126	126
14	14			13,40	13,40
67,05	167,05				
300	300				
1259	1255				
200	200				
281	281				
281	283				
1455	1405				
210	210				
500	500				
362,20	376				
212,60	214				

ACTIONS ETRANGERES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer-Ventris Bank	150	138
Commerzbank AG	1136	1136
Fiat DR	17,50	16,70
Gesbert	300,10	300,10
Gold Fields South	150,10	158,10
Kubota Corp.	28,55	28,35
Montedison acapm	10,05	10,05
Olympus Optical	45,10	45,10
Otomotob (de Fin.)	112,80	112,80
Robeco	369,20	373,20
Rodimeco N.V.	142	142
Sabell	400	400
Solvay SA	2960	2960

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ni = Nantes.

SYMBOLS
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3 : ● coupon détaché; ○ droit d'adhésion
○ = offer; △ = demandé; * offre réduite;
△ = demande réduite; + contrat d'animation.

CEPPI 4
CEPPI 4 (1)
CEPPI 4
CEPPI 4 (1)

MARCHE Change Bo
Christ Dal
Une collection. Cours relevés à 12h30

VALEURS		Cours précl.	Derniers cours
Acial (Ns) 6		63	
AFR 5		367	
Alpe		207	
Alpe S.A (Ns)	♦	144	
Altran Techno.		1285	
Montargis P.G. (S)		580	
Bois Picardé C.D.		561	
Boue Solfes (Ns)		369	
Boue Tarnaud C.D.		549	
Boue Vernes		675	
Bertrand 5		575	
Bism 1		76,10	
Bolton (Ns) 7		92	
Bouffier C.P.M.		223,10	
Burt S.A.		369,90	
Carif 5		780	
CCE-Clerdes Alpes		148	
C.E.E 5		275	

LY.	152	Downlow (Ly.)	510	559	PRM
LY.	909	Discom Semipaleto	72	560	Mid-Swampco TV
LY.	280	Ecco Tran.Tempo Ly.	425.30	561	Minikrow #
SAN part)	131	Horn-Leyland (Ly.)	670	562	Mistralist
son (M)	910	Europ.Estanc (Ly.)	670	563	Morse Nelson
LY.	1457	Scopy Propagation	468	564	Mauk-LeverProf.
LY.	491	Expand S.A.	292	565	Macdonald
LY.	180	Factorem	670	566	Macrelec (Ly.)
LY.	399.30	Palvelty #	355	567	MAC Coach
LY.	5	Francy	135	568	Alchid Thelery
LY.	225.10	Platinio	446	569	Monneret Joest Ly.
LY.	347.20	Fruchite	629	570	Net-Naf #
LY.	446	Gaudier France #	913	571	Monbet Demers #
LY.	399.30	Col 2000	51	572	M.S.C. Sec. Serv.
LY.	399.30	GR Industries	610	573	OCF Omn.Cen.Fin.
LY.	699	Glozet #	30.05	574	Omet #
LY.	370	GUM S.A.	262.50	575	Paul Products #
LY.	913.10	Graphic Photo #	658	576	PC #
LY.	230	Guy Guillen # Ly.	109.50	577	Peak Boy #
LY.	333.90	Kirby #	195	578	Pochet
LY.	471.50	Gaerter	527	579	Pougetat Ets (M)
LY.	271	Herman Interim 18	11.68	580	Radial #
LY.	427	Helm Dubois	514	581	Rallye/Citradist
LY.	242	ICST Groupe #	242	582	Reynold Indust.Li
LY.	385	L.C.C.	130	583	Robinet #
LY.	17	Milano	70	584	Robinson
LY.	290	Immo.Hotel #	59.90	585	Saurdier #
LY.	65	Instalar (Ly.)	365	586	Seviner #
LY.	320	Int. Comput	85	587	Serbio
LY.	610	Invest-Paris	150	588	Sigaux (Ly.)

476	58,30	Smokey Light	700	69%
478	58,40	Softco (Lg)	110	113
485	581	Softusa	414	414
676	563	Sopagep v	732,50	734,80
719	514,9	Sopagep (Fw)	718	720
130	598	Sopra	300	300
139,20	139,50	Steele Italian #	105,40	106,40
76	95,50	Stylos	480	485
118	102,50	Suisse-France	214,60	215
718	719	TF1-1	525	530
69	69	Thermador Hold(Lg)	82	80
61,40	58,40	Tronway Camlin II	495	490
970	969	Uniflex	685	680
970	970	Union Filz France	519	520
960	960	Vie Credit(Remont)	121,60	121
962	969	Viel et Cie #	142	141
177	175,50	Vilmarin et Cie #	425,80	430
19	19	Wibac	680	682
113,80	117			
180	182			
244	244			
598	598			
263,50	263			
1096	1096			
1275	1276			
420	420			
70	71,65			
232,50	225			
289	289			
92	92,30			

**Computational
Conversion C**

SICAV
Une sélection

Cours de clôture le 7 mars			Crit.Mut.
VALEURS	Emis-sion	Frais ind.	Rachat net
Actindonnière S	31662,13		Crit.Mut.
Actindonnière S	9162,10		Crit.Mut.
Agel Arabides (Aut)	116,87		Crit.Mut.
Amplis	11484,79		Crit.Mut.
Anglozine Monde D	769,76		Exon.
Anglozine Hespérie	946,66		Equip.
Arche. Coeur Tarns	952,66		Equip. Acq.
Arche. Première	8851,46		Equip. Acq.
Arche. 2000	172,66		Equip. Acq.
Asie 2000	726,55		Equip. Acq.
Astrod. Primilis	38189,91		Equip. Acq.
Associ.	1118,49		Equip. Acq.
Atout Antiquité	135,34		Equip. Acq.
Atout Antiquité	135,34		Equip. Acq.
Atout Futur D	576,52		Equip. Acq.
Atout Futur D	549,95		Equip. Acq.
Avenir Alpis	1594,42		Equip. Acq.
Av. Valpère PER	127,67		Equip. Acq.
Cadence 1	1060,18		Equip. Acq.
Cadence 2	1051,69		Equip. Acq.
Cadence 3	125,91		Equip. Acq.
Cadence 4	853,26		Equip. Acq.
Cadence 5	740,98		Equip. Acq.
Cadence 6	740,98		Equip. Acq.

[illegible]

1366,79	1.457,59	Sicav Amérie	2541,54	2542,94
1218,57	11.610,8	Sicav 5000	351,48	356,67
7383,73	7363,97	S.I. Ely	133,57	138,16
1076,01	1062,87	Silvance	888,06	870,65
11486,52	11486,52	Silvan	471,06	469,82
1017,50	303,06	Silvance	252,42	258,27
2125,16	2120,99	Silvaco	576,71	572,21
3395,48	3384,19	Sigenance S.A.	1450,73	1402,86
1162,76	11482,3	Sigenance D	1320,40	1294,51
360,00	359,39	Sigeparc	309,73	306,69
25,11,12	227,26	Sigeparc	1255,13	1230,52
1791,13	1695,40	Sigora	1738,09	1705,00
5567,02	5567,02	Solance D	2502,14	2346,27
577,77	582,5	Société Actions	91,672	881,46
1707,57	1488,32	Strategie Nominale	1760,19	1705,37
294,76	288,34	Synthesis	15580,09	15254,99
630,73	634,04	Théora C	899,90	870,99
1624,30	1614,09	Théora D	855,35	846,88
6206,84	6206,84	Théora P	1740,20	1723,38
12852,58	12853,56	Théora Trimestriel	1022,60	1019,45
11147,06	11275,97	Thésons	16995,97	16959,97
1802,88	1814,18	Thésons	25314,65	25314,65
100,00	100,00	Thésons	586	586
5285,88	5284,63	Uni-Accord	120,29	120,29
1119,50	1117,14	Uni-Correl	1291,83	1249,52
17452,38	17452,38	Uni-Confiance	645,64	645,64
612,38	595,96	Uni-Correlle C	1667,31	1638,15
740,01	740,01	Uni-Correlle D	1355,58	1330,30
2209,72	2088,52	Uni-Confiance	1933,39	1915,35
1743,19	1743,19	Uni-Correlle C	257,77	257,77
3455,62	3455,62	Uni-D	257,77	257,77
109,00	102,53	Univers Actions	181,52	177,09
162,81	160,91	Univers Obligations	2171,85	2033,16
1748,43	1542,67	Univers Obligations	282,14	269,86
1144,07	1144,07	Valpar	34029,22	33932,12

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

SYMBOLES
 ◊ cours du jour; ◊ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3715 LEMONDE
 Publication financière LEMONDE (M) 14 43 76 26

HORS-COTE

VENDREDI 6 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C. ♦	0,02	0,02
Généraliste ♦	43,75	45,75
Mumm. ♦	1000	1000
Note ♦	298	217,30
Sol. repreneurs du Monde ♦	130	190,30

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; E = Lyon; M = Marseille;
 My = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3; ♦ = cours précédent; o = coupon
 détaché; c = droit de cotation; o = offert;
 r = remboursé; r = offre réduite; d = demandé;
 r = résidu; c = contrat d'animation.

[illegible]

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.
SYMBOLES
 → cours du jour; ♦ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (01) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

SCIENCES

RECHERCHE Le magazine américain *Science* publie dans sa livraison du 8 mars le résultat d'une étude internationale qui met en lumière le rôle d'une anomalie gé-

néétique dans la survenue d'une dégénérescence neuronale mortelle, l'ataxie de Friedreich, chez les enfants de 5 à 15 ans. Le gène impliqué est situé sur le neuvième chromo-

some. Normalement, il dirige la synthèse d'une protéine, la frataxine, dont l'absence dans certains tissus serait à l'origine de lésions. ● **UNE APPROCHE** thérapeutique consiste-

rait à apporter aux malades cette substance que leur génome ne peut synthétiser. ● **L'ÉTUDE** conduite par le professeur Jean-Louis Mandel (Université Louis-Pasteur de Stras-

bourg) a également permis l'identification du mécanisme génétique grâce à la mise en évidence d'une anomalie baptisée « expansion trinucleotidique ».

Une anomalie génétique est découverte dans la dégénérescence neuronale

L'ataxie de Friedreich, mortelle pour les enfants de 5 à 15 ans, a été décrite pour la première fois par le neurologue allemand. Son apparition serait liée, d'après les travaux d'une équipe française, à une anomalie du neuvième chromosome

LA PUBLICATION dans les colonnes de l'hebdomadaire américain *Science* (daté du 8 mars) de la découverte de l'anomalie génétique responsable de l'ataxie de Friedreich marque la fin du premier travail de décryptage moléculaire des grandes maladies « classiques » neurologiques ou neurogénéralisées identifiées et décrites au cours du XIX^e siècle. Elle ouvre dans le même temps, de manière inattendue, de nouvelles perspectives dans l'approche scientifique de la physiopathologie moléculaire des affections héréditaires ainsi que dans la thérapeutique de l'ataxie de Friedreich.

Cette maladie a été décrite pour la première fois en 1863 par le neurologue allemand dont elle porte depuis le nom. Elle se traduit par l'apparition entre 5 et 15 ans de troubles rapidement progressifs de la coordination motrice et de la sensibilité. L'intellect est habituellement préservé. On ne dispose d'aucune thérapeutique, et la survie dépasse rarement le début de l'âge adulte. La mort est souvent le résultat des anomalies cardiaques qui sont associées aux lésions dégénératives observées dans les neurones.

L'ataxie de Friedreich est la plus fréquente des affections classées dans le groupe des « ataxies héréditaires ». On estime qu'en Europe une personne sur 120 est porteuse de l'anomalie génétique à l'origine des symptômes et de la pathologie observée. Cette anomalie, qui

n'est pas liée au sexe, se transmet sur le mode récessif : les porteurs de l'anomalie génétique ne sont pas atteints si cette anomalie n'existe qu'en un seul exemplaire dans leur génome. En revanche, deux parents « porteurs » peuvent donner naissance à des enfants atteints.

IDENTIFICATION DU GÈNE

Il y a moins de dix ans, une équipe londonienne (Susan Chamberlain, Bob Williamson) avait localisé sur le chromosome 9 le gène a priori impliqué dans cette maladie. Cette localisation fut rapidement confirmée, puis précisée, une équipe strasbourgeoise (André Hanauer) identifiant la région concernée dans la zone « 3q13 ». Toutefois, compte tenu des caractéristiques génétiques de cette région (dans laquelle les recombinaisons sont rares), il fallut attendre 1992 et les résultats d'une étude internationale pour que l'enquête puisse progresser.

Grâce aux travaux de l'équipe du docteur Michel Koenig (Strasbourg), aux nouveaux outils de dépistage génétique fournis par le Centre d'étude du polymorphisme humain (Paris) et à la collaboration de près de 200 familles touchées, en France, en Italie et en Espagne, on peut cerner de manière de plus en plus fine la zone critique.

Depuis un an, l'équipe strasbourgeoise dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel reçoit le

soutien actif de l'équipe italo-américaine du professeur Massimo Pandolfo (Baylor College of Medicine, Houston). La découverte publiée aujourd'hui dans *Science* est le fruit de cette collaboration exemplaire. Celle-ci a tout d'abord permis d'identifier avec précision le gène impliqué. Situé sur le chromosome 9, ce gène est de petite taille. Chez les personnes in-

tes, les chercheurs disposent déjà des résultats préliminaires démontrant que chez les personnes « normales » cette protéine est présente dans différents tissus (moelle épinière, cœur, pancréas) qui, chez les malades, sont le siège de lésions caractéristiques (neurodégénérescence, cardiomyopathies, risques accrus de diabète). « Si les éléments dont nous dispo-

sons se confirment et si la frataxine est effectivement une protéine - ou un précurseur de protéine - sécrétée, on peut envisager une approche thérapeutique, qui consisterait à apporter aux malades cette substance que leur génome ne peut synthétiser, a expliqué au Monde le professeur Jean-Louis Mandel (CNRS, Inserm, Université Louis-Pasteur de Stras-

bourg). Cet apport pourrait être du même type que ceux qui concernent les hormones ou les facteurs de croissance. Je souligne toutefois qu'il ne s'agit là que d'hypothèses qui demeurent à confirmer. »

La frataxine montre par ailleurs, de manière étonnante, de très fortes similitudes avec des protéines que les séquençages systématiques du génome de la levure ou de celui du ver *Caenorhabditis elegans* permettent de prédire. Ces similitudes pourraient permettre d'avancer plus rapidement que prévu dans l'analyse de la fonction de la frataxine dans l'organisme humain.

L'autre aspect important de la publication de *Science* porte sur l'identification du mécanisme génétique impliqué dans la dégénérescence neuronale. L'étude de l'ADN de la région chromosomique concernée réalisée à Houston par Maria Dolores Morio montre de manière inattendue une augmentation de taille de ce fragment d'ADN. Et, en séquençant ce fragment, le groupe de Strasbourg a identifié la cause de cette augmentation : il s'agit d'une répétition anormale d'un triplet de nucléotides, ces éléments unitaires de la structure de l'ADN.

C'est la première fois que cette anomalie (baptisée « expansion trinucleotidique ») est mise en évidence dans une maladie héréditaire se transmettant sur le mode récessif. C'est la première fois également que l'on met en évidence

ce triplet anormal. Les cas connus de pathologies dues à des expansions trinucleotidiques (la maladie de Steinert, la chorée de Huntington, le syndrome de l'X fragile) correspondaient à deux autres triplets, et certains en concluaient que seuls ces derniers pouvaient être concernés.

« Chez les personnes normales, on n'observe dans cette région que de 9 à 25 triplets. Chez les malades, en revanche, on trouve de 200 à 900 de ces triplets, explique le professeur Mandel. C'est en outre la première fois qu'une expansion trinucleotidique est trouvée dans une partie non codante d'un gène. Il nous faut dorénavant chercher les possibles corrélations entre la taille de l'expansion et la sévérité des symptômes observés chez les malades. On pourrait ainsi peut-être établir que des expansions plus modérées, comprises par exemple entre 25 et 200, correspondent à des tableaux cliniques moins sévères d'apparition plus tardive qui ne sont pas diagnostiqués comme des ataxies de Friedreich. »

Cette nouvelle percée de la génétique moléculaire dans le champ médical permettrait ainsi, dans l'attente de ses prolongements thérapeutiques, de reprendre le classement de ces affections neurodégénératives qui avait su établir la médecine du XIX^e siècle sur la seule base de l'observation et de l'examen clinique.

Jean-Yves Nau

Avec NetNoir, la culture afro entre dans le cyberspace

Lancé sur America Online en juin 1995, ce site est aujourd'hui sur Internet. Il rejette la ghettoïsation

SAN FRANCISCO

correspondance

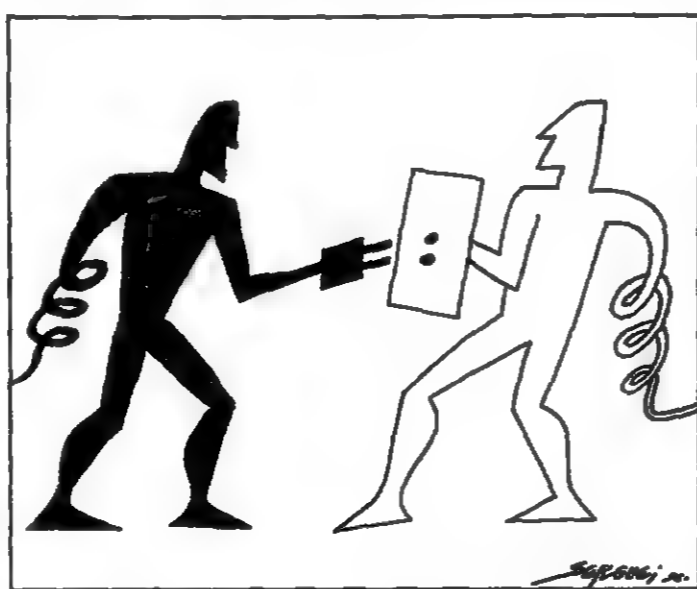
Pour les Français, le défaut d'Internet tient à l'hégémonie américaine. Pour les Noirs, le problème est la domination des maîtres blancs qui tendent à le façonner à leur image.

L'Afrique est le continent le moins câblé. Aux États-Unis même, un peu plus d'un dixième des foyers noirs possèdent un ordinateur, contre plus de tiers chez les Blancs. C'est une question d'argent et d'éducation, mais aussi une affaire de culture. Ainsi, la métaphore préférée des Blancs quand ils parlent du cyberspace est le « surf ». Les Noirs préfèrent parler de « croisière » (cruise), que l'on peut traduire à la fois par navigation, balade et drague. Ils n'y cherchent manifestement pas la même chose. Pour remédier à cette situation, David Ellington et Malcolm Casselle ont décidé de créer NetNoir, une « passerelle cybernétique vers la culture afrocentrique ».

MUSIQUE, SPORTS, DÉBATS

NetNoir : le nom est tout un programme, qui consiste à dire ce qu'on est sans vociférer. Pourquoi pas « black » ? « Ça aliénerait trop de gens », explique Ellington. Mais le but n'en demeure pas moins de « digitaliser, archiver et distribuer la culture afrocentrique à travers le cyberspace ».

Lancé sur America Online en



juin 1995, à l'issue d'un concours destiné à encourager les jeunes « infopreneurs » pleins de bonnes idées qui rapportent, NetNoir a maintenant un site sur Internet. On y est accueilli par des couleurs africaines à dominante ocre, par des icônes chocs comme ce poing levé, mais branché sur une prise électrique pour bien montrer ce que les nouvelles technologies peuvent apporter aux Noirs. Pour tout renseignement, on est prié de s'adresser non pas au « maître du réseau » (webmaster), comme ailleurs, mais au tam-tam

(drum@NetNoir.com). On s'y croit.

La section « musique » couvre aussi le jazz, le rap et le hip hop. La rubrique sportive compte avec la participation du multiple champion olympique Carl Lewis. Jouant à fond la carte des personnalités de premier plan, NetNoir a organisé le premier bain de foule « en ligne » d'un chef d'État : c'était en juillet dernier avec le président haïtien Aristide. Les débats, les messages électroniques échangés sur AOL portent sur les sujets les plus sensibles de la communauté

noire américaine : de O.J. Simpson à Louis Farrakhan. Mais toutes les opinions semblent admises.

Les Noirs n'étant pas assez nombreux dans le cyberspace pour qu'on puisse monter une affaire en ne comptant que sur eux, l'ouverture est une nécessité. Et puis, Internet n'est pas neutre : « Nous devons être globaux. C'est tout le sens de ce nouveau médium », explique Ellington. NetNoir devrait être bientôt accessible (partiellement) en français et en espagnol.

Mais il y a plus : la ghettoïsation volontaire commence à être rejetée par certains secteurs de la communauté afro-américaine. Il ne s'agit pas de politique. Ceux qui cherchent une seule ou partenaire peuvent, depuis NetNoir, accéder à un site ouvert à tous dont la vocation est de faciliter rencontres et amitiés. Interrogé sur les raisons de ce choix, Ellington explique qu'il a d'abord essayé de créer son propre service mais qu'il se développait trop lentement alors que son partenaire « a l'expérience et compte plus de 14 000 membres afro-américains ». Quand on sait la difficulté des couples mixtes aux États-Unis, on se rend compte combien une telle approche peut être subversive.

A NetNoir, la prise en charge des Afro-Américains par eux-mêmes (empowerment) repose clairement sur deux piliers : l'éducation et les affaires. Les adultes

peuvent suivre des cours d'histoire africaine en ligne. Les enfants peuvent télécharger des contes interactifs dont ils suivront les métamorphoses de l'Afrique aux Caraïbes, en Amérique centrale et aux États-Unis. Des fables qui vont d'Esopo, « l'esclave éthiopien qui racontait des fables à ses maîtres grecs », à Kwaku Anansi, père de Spiderman, l'homme-araignée.

Une forte section « affaires » offre des informations sur les entreprises possédées par des Afro-Américains ou qui s'adressent à ce marché. Elle leur offre un annuaire spécialisé et le moyen d'établir des contacts, de se chercher une clientèle dans le cyberspace.

Ancien avocat international, David Ellington se dit ravi de « pouvoir faire quelque chose pour les [siens] tout en gagnant de l'argent ». Sourire aux lèvres, il est lui-même un mélange surprenant de décontraction et d'efficacité. Débarrassé des complexités de ses aînés, il remet au goût du jour - en l'adaptant - un slogan qui a fait fureur en son temps : « Noir is beautiful. »

Francis Pisan

* <fpisan@aol.com>
America Online : <keyword : NetNoir>
<http://www.netnoir.com>
NetNoir offre en outre de multiples liens à des sites africains ou afro-américains.

Des traces d'ADN décelées sur un os de 465 000 ans

MRETI

Des traces d'ADN ont été retrouvées sur un os extrait d'une couche géologique datant de 465 000 ans sur le site du paléolithique inférieur de Menez Drégan à Plouhinec (Finistère sud). Selon les résultats obtenus par une biologiste allemande du Laboratoire de génétique moléculaire de l'Institut Jacques-Monod à Paris, Eva-Maria Geigl, cet os serait celui d'un animal appartenant à un équidé. Expérimentée en 1983 sur des mo-

mies égyptiennes, l'analyse de l'ADN fossile est l'ultime recours pour tenter de faire parler des ossements impossibles à reconnaître par la paléontologie classique du fait de leur mauvais état de conservation. Les biologistes travaillant sur Menez Drégan vont entreprendre de nouvelles recherches d'ADN sur des ossements prélevés dans des conditions d'asepsie très strictes, de manière à éviter toute contamination extérieure.

Découvert par un géologue brestois, Bernard Hallegouët, le

site du Menez Drégan est de l'importance de celui de Terra Amata ou de Tautavel. Les fouilles menées sous la responsabilité de Jean-Laurent Monnier, directeur du Laboratoire d'anthropologie préhistorique de l'université Rennes-I, ont permis de déceler les restes de foyers domestiques les plus vieux du monde (Le Monde du 9 juin 1995).

En cinq années de campagne, les archéologues ont prélevé 20 000 pièces (outils, galets aménagés et fracturés, percuteurs, etc.)

attestant la présence d'un habitat important à cet endroit. Menez Drégan, qui était autrefois une ancienne grotte, a été occupé par intervalles, entre 465 000 et 369 000 ans, par *Homo erectus*. Pour établir la genèse et l'évolution du site, il faudra en tout quinze à vingt ans de travail et utiliser les techniques de paléobotanique (étude des pollens anciens), de parasitologie, de sédimentologie, de biologie moléculaire.

Gabriel Simon

QUALITÉ DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

BIRIN GARMENTS

Fabr. & Export bonneterie

TELEPHONE : 91-421-722330
TELEFAX : 91-421-722333
TELEX : 0858-8283 PCO IN
ATTN. TKT n° 1000
TELEGRAMME : «BIRIN»

62, P.N. Road
TIRUPUR-641602 INDE

Renseignements souhaités

السلامة

Jean Alesi compte sur Benetton pour oublier Ferrari

La saison 1996 de formule 1 offre au pilote français sa première chance réelle de gagner le championnat du monde

Damon Hill (Williams-Renault) a réussi à se montrer le plus rapide à l'issue de la première journée d'essais libres du Grand Prix d'Australie, première épreuve du championnat du monde de formule 1, vendredi 8 mars à Mel-

bourne. Le Britannique précède son coéquipier canadien Jacques Villeneuve. Troisième, le Français Jean Alesi, sur Benetton-Renault, a réussi à devancer Michael Schumacher, le double champion du monde qui lui succède

chez Ferrari. Dans sa nouvelle écurie, Jean Alesi, vainqueur d'un seul grand prix au cours de sa carrière, espère enfin trouver les moyens de son ambition, remporter un championnat du monde.

MELBOURNE
de notre envoyé spécial
A première vue, ce ne pourrait être qu'une histoire de couleur. Hier, il était en rouge. Aujourd'hui, il porte bleu. De Ferrari à Benetton, Jean Alesi ne s'est pas contenté d'un simple changement de combinaison.

Avec l'écurie de Flavio Briatore, et le moteur Renault, il entre dans un nouvel âge de sa vie de pilote de formule 1.

L'usine de Maranello, la piste de Fiorano, les lieux mythiques de Ferrari, représentent un glorieux retour vers les racines italiennes de sa famille. Il s'en dégageait quelque chose de particulier, d'insoluble, qu'une passion d'adolescence. D'ailleurs, il n'a pas oublié. « J'aime toujours Ferrari », dit-il, encore sous le charme de la « Scuderia », et pour expliquer qu'il ne pourra jamais pas.

L'équipe italienne avait enfoncé Jean Alesi dans une impasse sportive. Il a bataillé cinq ans, cinq saisons d'efforts et d'exploits sans lendemain, pour une seule et unique victoire, le Grand Prix du Canada 1995. Malgré cette marche trop

lente, il serait volontiers resté fidèle à son premier amour. Ferrari lui a préféré Michael Schumacher, un double champion du monde présumé plus apte à faire décoller l'écurie. Le Français a d'abord mal vécu cette trahison intime. Puis, il s'est vite rendu compte que son parcours en formule 1 pouvait connaître, grâce à ce divorce sans son consentement, un nouvel élan.

Benetton lui offre, pour la première fois de sa carrière, la possibilité de viser les sommets, de prétendre enfin, sans faire sourire, au titre de champion du monde des pilotes. Lui, le copain d'Alain Prost, pourrait ainsi devenir le premier Français à lui succéder. C'est sans doute pour cela que Jean Alesi avoue se sentir « tendu », à la veille du Grand Prix d'Australie. Un matériel plus compétitif, une équipe plus efficace, cela implique une plus grande exigence en matière de résultats. L'écurie Benetton s'est offert les deux dernières couronnes mondiales (1994, 1995), ce que beaucoup ont attribué au talent de Michael Schumacher. Alesi sait que, dès ses premiers tours de roue sur le nouveau circuit en ville de Melbourne, il subira le jeu des comparaisons. Peut-il faire aussi bien que le pilote allemand ? Aura-t-il autant d'influence sur l'évolution de la vol-

ture que celle que l'on prêtait à son prédécesseur ?

Jean Alesi a bénéficié d'une longue intersaison pour se familiariser avec l'équipe et avec ses méthodes. Il connaissait Flavio Briatore, qui a promis de créer une ambiance familiale autour de lui. Il a retrouvé quelques mécaniciens italiens, des anciens de Ferrari. Il a pourtant eu l'impression de découvrir un autre monde, une autre approche de la course.

PLUS APPLIQUÉ QUE JAMAIS

Les essais d'Estoril ont commencé dès le mois de décembre, d'abord sur l'ancien modèle, puis sur la nouvelle voiture au cours des trois dernières semaines. Avec son coéquipier Gerhard Berger, il a suivi un programme de travail très précis. A chaque journée correspondait une série de tests sur tel ou tel aspect de la Benetton-Renault. Pas question de bousculer le calendrier comme chez Ferrari où, explique-t-il, « dès que l'on montait dans la voiture, il fallait faire un temps ».

Science de l'organisation. Rationalisation poussée à l'extrême. L'écurie Benetton s'est signalée à l'attention de ses concurrents par une étonnante capacité à ne pas commettre d'erreurs. En 1995, Williams alignait la meilleure voiture.

Benetton l'a surpassée en stratégie. « Schumacher a dépassé Damon Hill six fois dans les stands lors d'un ravitaillement », souligne Jean Alesi. Même si les rivaux anglais seront cette année mieux rompus à l'exercice, il ne peut y voir qu'un signe encourageant.

De son côté, l'écurie a appris à mieux connaître le pilote. Celui-ci espère avoir mis à mal cette réputation de pilote rapide mais très peu intéressé par le travail technique. Elle lui colle à la peau depuis ses débuts en formule 1 en 1989. A Estoril, Alesi s'est appliqué plus que jamais. A soigner ses appréciations. A prendre les meilleurs repères avec son ingénieur Pat Symonds. L'année dernière, l'entente dans le trio formé par Michael Schumacher, Ross Brawn, le directeur de course, et Pat Symonds avait joué un rôle primordial dans l'efficacité de l'équipe. Elle expliquait la promptitude à réagir au moindre problème.

Le pilote de la Benetton numéro 3 refuse de livrer pour l'instant le moindre pronostic. Il consent juste à mettre en avant les progrès des McLaren, l'habituelle solidité des Williams. « La saison pourrait être au début différente de ce que les spécialistes attendent », précise-t-il cependant. Grâce à la fiabilité du moteur Renault, il peut espérer rallier plus souvent l'arrivée que l'année dernière. Reste à savoir à quelle place.

Fabrice Comby

Le Paris-SG retrouve l'harmonie malgré sa défaite contre Parme

Les Français se sont inclinés (1 à 0)

PARME
de notre envoyé spécial
Verdi en ouverture. Le Parme AC a l'habitude d'accueillir ses hôtes au son des trompettes d'Aida. En écho sans doute à l'époque déjà lointaine (1913) où le nom de Giuseppe, l'enfant du pays, avait été donné à l'équipe de foot naissante.

Reconverti récemment à l'agroalimentaire (Le Monde 7 mars), le club de la Parmalat cultive le symbole lyrique. La sono du stade Ennio-Tardini s'était à peine tue que les supporters français, du poulailler grillagé qui leur avait été attribué dans un virage, entonnaient un air librement adapté de Carmen.

Bizet répliquait à Verdi en un involontaire duo classique. Opposition de styles, d'époques. Les chœurs ne cessèrent de s'interpeller et de se répondre tout au long du match. Sur la pelouse, en revanche, l'harmonie se fit rapidement entre deux formations d'inspiration commune. La partition était de celles dont les musiciens de cour disent, pleins de dédain, qu'elle comporte « trop de notes ». A l'évidence, les deux équipes jouaient parfois un ton trop haut, dans un tempo précipité. Mais pour quelques trilles martyrisés, quel dynamisme d'ensemble ! Et une fraîcheur dans l'exécution, un optimisme footballistique dont les deux formations portaient le deuil depuis des semaines.

La même crise qui a miné Paris-SG ces derniers temps rongée en effet les Parmesans. La baguette du maestro Nevio Scala, l'entraîneur qui a conduit Parme de la série B à trois finales de Coupe d'Europe, a perdu ses effets magiques. Troisième du championnat d'Italie, à dix points du Milan AC, Parme a dû abandonner toute prétention au Scudetto. Du coup, le public nourri au lait de la victoire depuis six ans boude. A peine 20 000 personnes garnissaient le petit stade, pour ce quart de finale aller de la Coupe des coupes. On reproche à Nevio Scala ce qu'on a reproché à Luis Fernandez : d'avoir perdu la formule du beau jeu efficace.

Le technicien italien devra laisser

sa place à Fabio Capello, mais seulement à la fin de la saison. Les dirigeants de Parme n'ont pas souhaité précipiter la crise. Ceux du PSG et de Canal Plus ont eu la même conduite vis-à-vis de Luis Fernandez. Il est le seul entraîneur français de ce calibre à n'avoir pas été limogé après une série de quatre défaites. Et ce nouveau revers sur le terrain de Parme n'a pas entamé sa confiance : « Nous avons vu un grand collectif », disait-il après le match, refusant de célébrer particulièrement les étonnants morceaux de soliste de Bernard Lama face à Stoichkov, Baggio et Inzaghi.

Pour Lama, mélomane exigeant, seul le refrain de la victoire est doux à l'oreille. A ceux qui se consolent avec l'harmonie retrouvée dans le jeu du Paris-SG, il confiait sa déception : « Je ne peux me satisfaire d'une défaite. » Même encourageante. « L'équipe est offensive sur le papier, mais pas encore assez dans les faits, insistait-il. Pendant la dernière demi-heure nous avons dominé notre sujet, mais nous sommes entrés trop tard dans le match. »

COUP DE CYMBALES

Parme menait déjà, depuis la 59^e minute, grâce à un violent coup de cymbales de Hristo Stoichkov. Cette fois le gardien international n'a pu s'opposer au tir croisé du gaucher. Le Bulgare, contesté depuis son arrivée de Barcelone, venait de rembourser une grosse partie de son transfert. « On disait Parme en crise, je ne l'ai pas senti », feignait de s'étonner Luis Fernandez. L'équipe italienne a renoué avec la manière qui était la sienne lorsque le Suédois Brölin et le Colombien Asprilla menaient l'attaque.

C'est sûrement ce que racontait Nevio Scala, tout sourire, à un groupe de tifosi. L'entraîneur parmesan quitta à pied le stade dans la nuit froide. D'un pas tranquille. Il n'est pas le seul à savoir que cette marque de 1-0 est idéale pour les Italiens avant le déplacement au Parc des Princes : Paul Le Guen, Daniel Bravo, Bernard Lama en appelaient au public parisien pour les aider dans quinze jours : Luis Fernandez au docteur Coué : « La réussite, on la forcera en match retour. »

Jean-Jacques Bozonnet

Un grand prix controversé

SYDNEY
de notre correspondant

Depuis les premiers projets de transfert du Grand Prix d'Australie d'Adélaïde à Melbourne, dans l'Etat de Victoria, solitaire et onze manifestations et cinq marches ont eu lieu, suivies par des milliers d'opposants à l'organisation du grand prix dans l'un des plus populaires et des plus anciens parcs de Melbourne, Albert Park. Ils ont pas eu gain de cause. Les essais du premier grand prix sur ce nouveau circuit ont commencé comme prévu jeudi 7 mars. Si les militants du SAP (Save Albert Park) admettent avoir perdu la première bataille, ils entendent continuer à se battre jusqu'à ce que le circuit soit transféré ailleurs.

Principal argument avancé : le parc, surnommé à Melbourne le « terrain de jeu », a été confisqué au public. Il abritait, avant que les transformations ne commencent, sept terrains de sport. Il inclut toujours un golf et un des plus anciens clubs de voile australiens sur le lac que le circuit coupe. Les opposants au grand prix regrettent également que mille arbres aient été coupés ou déracinés.

Pour s'y opposer, les militants du SAP se sont en-

chaînés avant les travaux aux tronc à déraciner, couchés devant les bulldozers ou perchés dans les arbres menacés, compliquant les opérations de défrichage. On retrouverait derrière SAP, outre les retraités, des écologistes ou le noyau dur des militants antinucléaires (International Socialist Workers). Sur plus de six cents arrestations, cent huit personnes ont été incriminées, mais aucune condamnation n'a suivi. La presse a couvert inlassablement les affrontements. En fait, la majorité des Melbourneiens sont fiers et ravis de leur grand prix.

Profitant d'ailleurs de l'euphorie générale, le premier ministre de l'Etat de Victoria, le libéral Jeff Kennett, a annoncé des élections. Une façon de ne pas attendre que son image soit ternie par les rumeurs d'argent sale et d'affaires douteuses qui entourent quelques-uns de ses proches, dont certains organisateurs du grand prix. En 1953 et 1956, deux grands prix avaient déjà eu lieu dans Albert Park. Mais, à cause du bruit et d'une virulente campagne de presse, l'événement avait alors été abandonné.

Florence de Changy

■ **BASKET-BALL** : Pau-Orthez a dominé le CSKA de Moscou lors du quart de finale aller du championnat d'Europe des clubs, jeudi 7 mars (78-65). Grâce à Antoine Rigaudou, auteur de vingt-trois points, et aux frères Didier et Thierry Gadou, les Béarnais ont pris un ascendant psychologique important avant la deuxième rencontre, mardi 12 mars à Moscou. En cas de victoire russe, le troisième match décisif aura lieu à Moscou.

■ **SKI ALPIN** : Lasse Kjus s'est adjugé la Coupe du monde générale avant même la fin des épreuves de la finale qui se dispute à Lillehammer jusqu'au 10 mars. Troisième du super-G, jeudi 7 mars, le Norvégien possède une avance suffisante sur l'Autrichien Gmüther Mader. La journée a été marquée par un triomphe des Norvégiens. Le matin, Ingeborg-Helen Marken s'est imposée dans le super-G féminin, avant que Kjetil-Andre Aamodt ne gagne chez les hommes devant le Français Luc Alphand. Huitième, Aude Skarvald a remporté la Coupe du monde de la discipline.

■ **FOOTBALL** : le stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne a été suspendu pour un match fermé, jeudi 7 mars, par la commission de discipline de la Ligue nationale de football. Cette sanction fait suite aux incidents survenus, le 27 février, pendant la rencontre du championnat de France de première division Saint-Etienne-Lyon (Le Monde du 29 février). Celle-ci avait été interrompue deux fois par l'arbitre en raison de jets de projectiles vers le gardien lyonnais Pascal Ommeta. Le stade Geoffroy-Guichard était déjà sous le coup d'un match de suspension avec sursis pour des incidents provoqués par des supporters stéphanois le 6 janvier au Stade-Vélodrome de Marseille en huitième de finale de la Coupe de la Ligue. Le match en retard Saint-Etienne-Cannes prévu le 16 mars aura donc lieu sur terrain neutre.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE

Quart de finale aller

Pau-Orthez-CSKA Moscou

Olympiakos-Real Madrid

Paristhinaikos-Benetton Trévise

Ulker Istanbul-Barcelone

78-65

65-49

70-67

77-105

FOOTBALL

COUPE D'EUROPE DES VAINQUEURS DE COUPE

Quart de finale aller

De Moscou (Rus) Rapid Vienne (Aut.)

0-1

Parma AC (Ita) Paris-SG (Fra.)

1-0

Dep La Corogne (Esp.) Real Saragossa (Esp.)

1-0

Moenchengladbach (All.) Feyenoord Rotterdam (P-B)

2-2

SKI ALPIN

FINALE DE LA COUPE DU MONDE

Super-G dames

1-1 Marken (Nor), 1 min 23 s 18 ; 2-2 K. Seizinger

(All.), 0 à 66 ; 3-1 Kostner (Ita.), 0 à 76 ; 4-2

Wiborg (Sue), 0 à 56 ; 5-3 K. Gutenschn (All.), 0

à 27 ; 1-19 C. Mondrel (Fra.), 0 à 23

Classement final de la Coupe du monde de Super-G :

1-1 K. Seizinger (All.), 545 pts ; 2-2 A. Melzer

(Aut.), 374 ; 3-3 M. Grö (Aut.), 325 ; 4-4

Kostner (Ita.), 291 ; 5-5 R. Gerschl (Aut.), 267 ; 6-6

17-17 C. Mondrel (Fra.), 103

Super-G messieurs

1-1 K. Aamodt (Nor.), 1 min 33 s 15 ; 2-2 L. Al-

phand (Fra.), 0 à 06 ; 3-3 L. Kjus (Nor.), 0 à 30 ;

4-4 P. Rungeklöd (Ita.), 0 à 60 ; 5-5 B. Kernen

(Sui.) en 1 min 33 s 15

Classement final de la Coupe du monde de super-G :

1-1 A. Skarvald (Nor.), 312 ; 2-2 H. Kraus

(Aut.), 267 ; 3-3 L. Kjus, 264 ; 4-4 L. Alphand, 262 ;

5-5 P. Rungeklöd, 239

Classement général provisoire de la Coupe du

monde : 1-1 Kjus, 1198 ; 2-2 G. Mader (Aut.),

991 ; 3-3 L. Alphand, 836 ; 4-4 M. von Gruesz

(Sui.), 836 ; 5-5 H. Kraus (Aut.), 745

TENNIS DE TABLE

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

Finale (match d'appui)

Charleroi b. Levallois

4-2

Brummell
Veste d'ortez,
3 boutons,
pure laine,
1295 F

1100 F⁷⁵
avec la Carte.

Brummell
Cravate
craie sole,
159 F

135 F¹⁵
avec la Carte.

Brummell
Chemise uni,
col
italien,
100% coton,
249 F

211 F⁶⁵
avec la Carte.

Brummell
veut séduire les hommes.

-15%

réservés à tous ceux qui
ont la Carte Printemps.

*Cette offre vous est proposée
jusqu'au 16 mars sur une "Sélection-Privilege"
d'articles coordonnés, signalés en magasin.
Carte délivrée gratuitement après adaptation
du dossier par FINEDIS.

PRINTemps

Le grand magasin qui a le bon goût.

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 906

HORizontalement

1. Aussi verte que tout le pays, mais moins paisible. - 2. C'est plus que du dégoût. Fera un tout. - 3. Maladroit ou maniaque, en tout cas incontrôlable. Papillon comme c'est sa nature. - 4. C'est la fleur. Monnaie. Note. - 5. L'édifice. Use de subtilité ou arrête tout. - 6. A réveillé la mémoire. Appât. - 7. Elle nous a rendu l'image. Parfaitement déraisonnable. - 8. Note. Même sous un autre nom, c'est l'héroïne de roman. Atome. - 9. Pousse à bout. Vieux sou. - 10. Se visite au Brésil, si l'on veut.

VERTICALEMENT

1. C'est finalement l'état qu'il cherche à soumettre. - 2. On les supporte d'autant mieux qu'on n'est pas visé. - 3. Une lumière dans la nuit. En religion. - 4. En tête. Après le tremblement de terre. - 5. Insectes.

Prince. - 6. Suit l'Opus. Fleuve. On y archive dans le bon sens. - 7. Mit au rencart. - 8. Resteront en l'état. - 9. Intéressent tout le monde. - 10. Abri pour les abeilles. Pour démonstration. Voyelles. - 11. Monnaie. Un frère dans le 1. - 12. Dieu. Note. Destinée. - 13. En allant de plus en plus piano.

SOLUTION DU N° 905

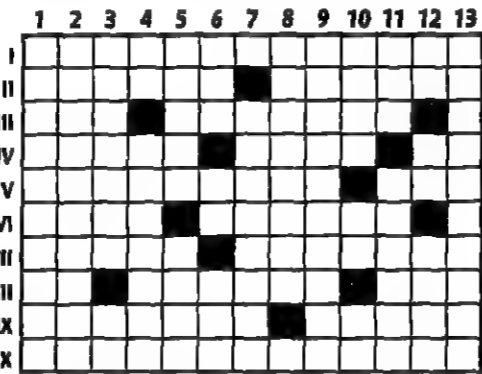
Horizontalement

1. Mercantilisme. - 2. Edme. Na-saux. - 3. Gigantisme. SO. - 4. Aton. Soirées. - 5. Lot. Lignes. - 6. Ortie. Roe. Teh. - 7. Miel. Oerstitte. - 8. Aa. Oubli. Omer. - 9. Nuite. Sûreté. - 10. Expérimentées.

Verticalement

1. Mégamane. - 2. Editoriaux. - 3. Rigotte. Ip. - 4. Cran. Dote. - 5. Amné. UER. - 6. Net. Obé. - 7. Isorel. - 8. Insonorise. - 9. Lami-nés. Un. - 10. Isère. Tort. - 11. Sa. Es-timée. - 12. Muse. Enné. - 13. Exo-sphères.

François Dociet

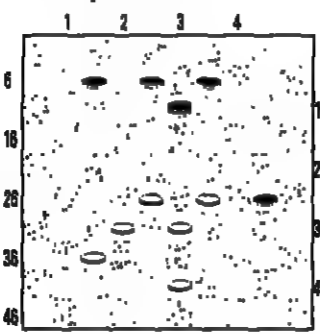


DAMES

Problème n° 526

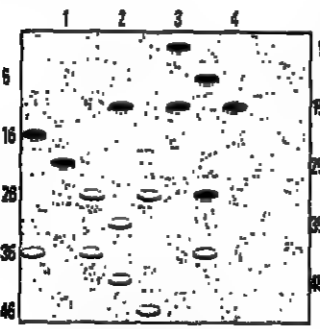
LE COIN DU DÉBUTANT

Le « COUP TURC »

5^e exemple :

Les Blancs jouent et gagnent.

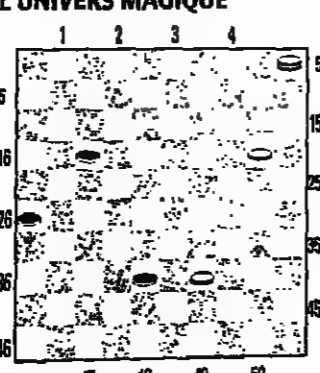
Solution : 29-24 (30 x 19) 28-22 (la caractéristique du mezzanimo) 13 x 28 [cette rafle illustre deux règles : prendre du côté du plus grand nombre (prendre dalla parte del maggior numero) et n'enlever les pièces qu'après exécution de la rafle pour ne pas passer deux fois sur la même pièce (il passava una sola volta sulla stesso pezzo) : 32 x 1, rafle tout, +.

6^e exemple :

Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 39-33 (l'arme des envois à dame (gli invi à dama)) (29 x 47) 48-42 (47 x 31) 37 x 10, +.

L'UNIVERS MAGIQUE



Dans cette position de partie, si-

gnalée par le grand technicien J. F. Moser, en 1975, M. Ton de Boer démontra le gain [la dimostrazione della vincita] dans toutes les variantes (in ogni variante) : 5-37 (17-21, a, b) 20-15 (21-27, c) 15-10 (27-31, d) 37-32 (38 x 27) 10-5 (31-36) 39-33 (26-31) 33-28 (36-41) 28-22 (27 x 18) 5 x 46, etc., + sur un thème classique sur la grande diagonale.

a) (26-31) 37 x 31 (38-42) 20-14, puis sur (42-47) 39-33, +, et sur (42-48) 39-34, +.

b) (17-22) 20-15, puis sur (22-28) 37 x 14 (38-42) 14-20, +.

c) (26-31) 37 x 3 (38-42) 3-20, +. Motif classique.

d) (27-32) 37 x 28 (38-42) 28-37 et 10-5, +. Variante de variétés illustrative di vari temi classici.

SOLUTION DU PROBLÈME n° 525

M. BONNARD (1913)

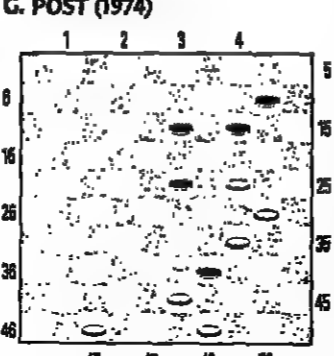
Blancs : pions à 25, 31, 32, 33, 34, 39, 45, 48, 50.

Noirs : pions à 2, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 30.

34-29 (1) (30-35) 32-28 (17-21 encore forcé) 31-26 (18-22, forcé) 26 x 17 (22 x 11) 25-20 (14 x 25, forcé) 29-23 (19-24) 23-18 (13 x 22) 28 x 6 (24-30) 50-44 (30-34) 39 x 30 (25 x 34) 6-1 (34-39) 1-6 (39 x 30) 33-28 (50 x 22) 6 x 5, + en treize temps perçu dès le premier temps par cet ancien maître international, en fonction de la défense la plus solide donnée ci-dessus [fase conclusiva di lungo respiro di fronte alla difesa più solida].

PROBLÈME N° 526

G. POST (1974)



Les Blancs jouent et gagnent. Miniature stratégique composée par cet ancien grand maître problémiste à partir d'une position naturelle contenant en germe une riche succession de coups forcés ponctués par un mat très élégant. Tous les problèmes proposés ne comportent bien sûr qu'une solution [una sola strada porta alla vittoria].

a) Or les Blancs ne trouvent pas la défense la plus solide 10... 0-0-0 qui pouvait leur donner du contre-jeu après 11. Cxç5, 65 comme après 11. Cxç5, C65.

b) Bien plus fort que le gain 10. Cxç5. La menace 11. Cxç5 avec gain de la D doit être parée précisément.

c) Or les Blancs ne trouvent pas la défense la plus solide 10... 0-0-0 qui pouvait leur donner du contre-jeu après 11. Cxç5, 65 comme après 11. Cxç5, C65.

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

Problème n° 907

HORizontalement

1. EFFUMNT. - 2. ABEEDS. - 3. AAALMNO. - 4. EGIJNO. - 5. AEEIRSTTU. - 6. AAEESTX (+1). - 7. GINNNOU. - 8. AAEIORRT. - 9. BEEIMN. - 10. BBEIORRU. - 11. ACEEIMS. - 12. EPIROSS. - 13. AEELMOSU. - 14. BCIOTU. - 15. AEELNST. - 16. ACDESSU. - 17. AAEILRS (+6). - 18. ACDEELNO. - 19. EELMNT. - 20. EEEHNOI. - 21. CEISSV.

VERTICALEMENT

22. AADFRY. - 23. ACDEIN. - 24. EENORU (+2). - 25. CEHOY. - 26. AAKMOSSU. - 27. AFUIMTT. - 28. AACEINR (+2). - 29. DEEOX. - 30. ALITUU. - 31. ABEIMS (+2). - 32. AEILRST (+1). - 33. AACEINS (+1). - 34. ELMOSU (+1). - 35. BENOSS (+1). - 36. EIOSSSTT. - 37. CINNOU. - 38. AAEFGIRU. - 39. BEIMNORS (+1). - 40. BEISTU. - 41. ACENRT (+12). - 42. EEEIPS. - 43. BEEGINU. - 44. CEEHINR (+1). - 45. EELMSTU.

SOLUTION DU N° 906

1. MARIACH. - 2. THESARD. - 3. ABONNEES. - 4. AURELIE. - 5. LEONAISE, du pays de Léon. - 6. BIACULER. - 7. IONONE. - 8. OUISTTI. - 9. NURAGHI. - 10. NEFLES (NEFLES). - 11. SUCRATTE (SUCRATTE). - 12. EUGUBIE. - 13. BALLAT. - 14. BINEUSE. - 15. ENIEME. - 16. ENORMES (MORNERES, MORENES, MORNEES, NORMEES). - 17. ITERERAI (ETITERAI, REITERAI, RETIAIRE). - 18. THIONINE. - 19. EURASIE (SAUNIERE). - 20.

ÉCHECS

TOURNOI DES HAUTS-FOURNEAUX

(Wijk aan Zee, 1996)

Blancs : M. Adams.

Noirs : R. Hubner.

Défense sicilienne.

Système Alapin.

Défense sicilienne.			
Système Alapin.			
1. e4	e5	17. Th-d4	Rd5
2. d4	d5	18. e5	Rf6
3. f4	f5	19. Qf2 (f)	Rf6
4. g4	g5	20. Td1 (f)	Rf6
5. Cb3	Fg4	21. Fd6	Rf6
6. C-d4 (g)	Cd3	22. Ch8	Fg2 (f)
7. Fg4	Fd3	23. Tg3	Cg5
8. g-g4 (d)	Dg3 (f)	24. T-g3 (f)	Cg5
9. C-d4	Df5 (f)	25. D-g3	Fh6
10. D-d2 (g)	g6 (h)	26. h6	Fh6
11. C-g3	Dd3	27. D-g3	Dh6
12. d5	Cd3 (f)	28. F-g7	Td4
13. Fh5	C-d2 (f)	29. Cd7 (f)	Rd5
14. Fh4	af	30. D-d3	g-g5
15. F-g7	h-g7	31. Fd6	h-g5 (d)
16. e-d4 (f)	Rd6		

LITTÉRATURE Léo Malet, qui est mort d'une crise cardiaque dimanche 3 mars, à son domicile de Châtillon-sous-Bagneux, près de Paris, aurait eu quatre-vingt-sept ans le

7 mars. Il était le « père » du roman noir français, mais surtout celui du célèbre détective Nestor Burma. ● AVEC BURMA, Malet a bouleversé la tradition du roman criminel, inven-

tant un personnage de privé « dur à cuire », à mille lieues des Holmes et autres Hercule Poirot. Il a aussi fait passer le polar des salons bourgeois au pavé parisien. « Léo Malet ne doit

rien à personne, mais le roman policier moderne lui doit tout », écrit Michel Lebrun dans son *Histoire du roman policier français*. ● TOUJOURS GOUAILLEUR et lucide, Malet avait

dit récemment à son ami François Guérif, qui dirige la collection « Rivages/Noir » : « Cette fois, mon vieux, je suis vraiment mal en point. Vous pouvez préparer la nécro ».

Léo Malet a quitté pour toujours Nestor Burma

« L'homme qui met le mystère K.-O. », Burma, le « détective de choc » du roman policier français, a perdu son créateur, Léo Malet, mort dimanche 3 mars, quelques jours avant ses quatre-vingt-sept ans

ON SE SOUVIENT de la célèbre formule de Chandler à propos de Dashiell Hammett : « Il a sorti le crime d'un vase vénitien et l'a laissé tomber dans la rue ». En novembre 1943, quand paraît la première aventure de Nestor Burma, c'est à un choc comparable que va être soumis le roman policier français. Peu avant la naissance de la Série noire, dans l'euphorie de la Libération et la fascination de l'Amérique.

En 1943, alors que le nom de Philip Marlowe ne dit encore rien à personne en France, Léo Malet

père. « Un ouvrier tonnelier, le prolétaire complet. C'était un type bien. Il aimait lire. » Son certificat d'études en poche, il travaille chez un marchand de tissu, puis dans une banque. Il écrit des poèmes et des chansons, fréquente les milieux anarchistes. Le dimanche, il vend *Le Libertaire*, puis *L'Insurgé*, avant de décider, à seize ans, de « monter » à Paris. Deux mois plus tard, il débute comme chansonnier bénévole au Cabaret de la vache enragée. Joli symbole ! Tour à tour manœuvre, laveur de bouteilles, plâtrier, crieur de journaux,

Ne pas voir plus loin que le bout de son nez (1936), l'arbre comme un cadavre (1937) et *Hurle à la vie* (1940).

La guerre éclate quelques semaines après son mariage avec Paulette Doucet, dont le témoin est Jacques Prévert. Rafé par les Allemands, Léo Malet passe quelques mois au stalag entre Brême et Hambourg, qui lui inspirera la première aventure de Nestor Burma, 120, rue de la Gare. Il parvient assez vite à se faire libérer pour raison de santé et retrouve ses habitudes au Café de Flore, où son ami Louis Chavance, le scénariste du film de Clouzot *Le Corbeau*, lui propose d'écrire un roman policier pour la collection « Minuit » qu'il dirige. Cette collection proposait des romans « américains » signés Irving Ford, pseudonyme sous lequel se cachait Chavance lui-même, Lewis MacDakin, qui dissimulait (à peine) le cinéaste Louis Daquin, ou encore Joe Christmas, alias Maurice Nadeau.

Et c'est ainsi que Léo Malet commence sa carrière d'auteur policier en créant le personnage du journaliste Johnny Metal (anagramme, sous le nom de Franck Harding. Le premier roman paraît dès 1941. D'autres suivront, d'autres pseudonymes aussi : Léo Latimer, Omer Freger, Lionel Doucet, ou Jean de Seigneux. En parallèle avec son œuvre principale, la saga de Nestor Burma.

« Mes romans sous pseudo bénéficient de quelques succès auprès des copains du Café de Flore, je me suis dit que, après tout, je ne risquais pas grand-chose d'en écrire un, légèrement plus sérieux, se passant en France, dans des décors qui m'étaient plus familiers que l'Amérique de fantaisie où évoluait Johnny Metal, et signé (vaniteusement) de mon nom, j'ai écrit *L'Homme qui mourut au stalag* », raconte plus tard Léo Malet.

Achévé au cours de l'année 1942, le livre ne sera publié qu'un an plus tard, sous le titre 120, rue de la Gare. Ce sera l'acte de naissance de l'agence Fiat Lux et de



Devant sa machine à écrire, en 1979.

Nestor Burma, « l'homme qui met le mystère K.O. ». Aventurier, indépendant, libertaire, toujours fauché, Burma empreinte à son créateur jusqu'à sa gouaille, son franc-parler et sa pipe à tête de taureau.

Sensible à la réalité sociale, désespéré par un monde qui tient le fric pour seul idéal, faillible, tout simplement humain, Burma ne se prend pas pour un justicier et ne partage pas la vision manichéenne de certains de ses confrères « pri-

vés », le Bien d'un côté, le Mal de l'autre. Précurseur du roman noir à venir, Léo Malet reste ainsi profondément original. Son univers, sa poésie fortement teintée de surréalisme, sa distance, son humour, lui appartiennent. Lui qui disait avoir appris à lire en dévorant Dumas et Zola, lui qui se voulait avant tout un auteur populaire, connaîtra le succès complet.

Entre 1943 et 1949, paraissent sept aventures de Nestor Burma.

En 1954, surgit l'idée des Nouveaux Mystères de Paris. Chaque enquête se situera dans un arrondissement de la capitale. Et voici Nestor Burma et ses complices repartis pour de nouvelles aventures. Florimond Faroux, le commissaire et frère ennemi, Hélène Chatelain, la secrétaire, et Marc Covet, spécialiste des faits divers au *Crépuscule*, « le journaliste éponge... toujours les yeux aqueux, le nez rouge du citoyen alcoolisé... », n'acheveront cependant pas le cycle des vingt arrondissements. Léo Malet l'interrompt en 1959, alors qu'il vient d'achever le quinzième épisode.

Dix ans plus tard, les éditions

Losfeld réunissent en un volume, intitulé *Les Trilogies noires*, trois romans, dont le fameux *La vie est dégueulasse*, qui date de 1948, pour lequel Michel Lebrun dira que cette « déchirante déclaration de la guerre à la société, ce manifeste des marginaux, des crève-la-faim, des exclus, préfigure - avec quelle violence - la quasi-totalité du roman noir actuel ».

Tardivement reconnue, l'œuvre de Léo Malet est rééditée, redécouverte, réévaluée à partir des années 70. Léo Malet, quant à lui, écrit de moins en moins. Il s'enferme dans son appartement de Châtillon-sous-Bagneux. Il prétend même ne plus lire. « Le plus clair de mon temps se passe à écouter le bruit que fait l'enfermal sablier », déclarait-il déjà il y a dix ans.

Michel Abescat

« Des mecs que je n'aime pas »

Dans un entretien à *Libération*, le 11 juin 1985, Léo Malet se définit comme « raciste » : « Et je ne suis pas un antiraciste du XVI^e, moi je serais plutôt un raciste de la banlieue ouvrière... J'en ai fréquenté beaucoup, des Arabes, parce que je travaillais dans une usine de produits chimiques à Lyon quand j'avais dix-sept ans. »

Interrogé sur ses livres où apparaissent, sur un mode très dévalorisant, des gitans (Brouillard au pont de Tolbiac), des juifs (Du Rebecca rue des Rosiers), des Noirs (Mic-mac moche au BouffMich), il déclarait notamment : « Là, c'est les Noirs. Ben oui, c'est BougnoufMich, quoi ! Ah ! Ah ! Mais tout ça, ça fait partie du sentiment populaire... Evidemment, aussitôt, on y décèle des traces diaboliques ! Néonazies ! (...) Ben, Le Pen, je le connais vaguement... c'est une sorte d'étudiant retardé (...) Celui-là, alors, on le met à toutes les sauces ! (...) Mais qui a fait Le Pen ? Tous ceux qui, comme moi, ne veulent pas être étrangers dans leur propre pays. Ce n'est pas du racisme, ça, c'est une défense naturelle. »

bouleverse la tradition du roman criminel, invente un personnage de privé « dur à cuire », à mille lieues des Holmes, Poirot et autres détectives. Et fait basculer le théâtre du polar des salons bourgeois au pavé parisien.

Comme l'écrit Michel Lebrun dans son *Histoire du roman policier français*, « Léo Malet ne doit rien à personne, mais le roman policier moderne lui doit tout ». Nestor Burma, quant à lui, devra beaucoup à la biographie de son auteur.

Né le 7 mars 1909, à Montpellier, d'un employé de bureau et d'une couturière, emporté par la tuberculose alors qu'il a quatre ans, Léo (n) Malet est élevé par son grand-

il servira même de porte-plume à un maître chanteur.

En 1929, il fonde avec Paulette Doucet, qui va devenir sa femme, Le Cabaret du poète pendu et achète, en passant devant l'étalage de la librairie José Corti, *La Révolution surréaliste*.

AVENTUREUX ET INDÉPENDANT

Ce sera le début d'une vive passion dont on trouvera la trace dans toute son œuvre. André Breton, à qui il a envoyé quelques poèmes, l'invite aux réunions de son groupe. Il se lie d'amitié avec lui, avec Dali, Battaille, Yves Tanguy et publie ses premières œuvres, trois recueils de poésie surréaliste aux titres évocateurs :

Marc Covet, le « journaliste éponge »

« En tirant sur ma pipe, je cherchais ce bistrot... S'il existait encore. »

« J'eus une veine inquiétante. D'abord, je vis, à l'étalage d'un kiosque à journaux, que *Le Crépuscule* était replié à Lyon. J'en achetai un exemplaire pour voir si Marc Covet avait suivi son canard. Oui. La signature de mon ami s'élevait au bas d'un article vaseux, bien dans sa manière, en deuxième page. »

« Ensuite, je trouvai le café. Il n'avait pas changé de nom. Il n'avait pas changé de décor. Il n'avait pas changé de patron. Avait-il seulement changé de poussière ? Elle paraissait d'époque. »

« Enfin, l'aperçu au bar, juché sur un haut tabouret, disparaissant avec un autre journaliste un tournoi de Poker Dice, Marc Covet lui-même, avec son nez rouge et ses yeux aqueux. »

(Extrait de *120, rue de la Gare*)

LA CARTE de visite est datée du 16 janvier 1972. Sous « Exp. Léo Malet, Châtillon (Seine) », il y a ces mots, extraits d'une lettre de Napoléon au préfet de police Dubois, en date du 13 juin 1808 : « Il est difficile qu'il y ait un plus mauvais sujet que ce Malet... » Au dos, Léo Malet m'indique qu'il m'accordera un entretien « bien volontiers » et son numéro de téléphone. A l'époque, je préparais, avec Stéphane Lévy-Klein, un livre sur le cinéma policier français, composé en grande partie d'entrevues de réalisateurs et de scénaristes. Albert Simonin nous avait conseillé de contacter « l'ermite de Châtillon ». A vrai dire, je n'avais rien lu de lui et n'avais pas vu les deux adaptations cinématographiques tirées de ses romans : *120, rue de la Gare*, de Jacques Daniel-Norman (1945), *Enigme aux Folies-Bergères*, de Jean Mitry (1958).

Dès notre première rencontre, Léo fit preuve d'une gouaille réjouissante en asticotant Mitry,

« ce prof de cinéma, coupeur de poils du cul en quatre, et pas foutu de se servir d'une caméra ». Le bonhomme était quelque peu oublié. Mais il n'était pas prêt à revenir sur le devant de la scène par quelques viles flatteries. Il était râleur et formidablement drôle. Les années suivantes, d'autres cartes de visite ont suivi, à l'enseigne de « Nestor Burma, détective de choc » ou de « Léo Malet, fétichiste moyen et obsédé sexuel total ». Certaines représentaient des collages inspirés du surréalisme.

UN DISCIPLE FIDÈLE

Tout de suite, une précision : je n'ai pas la prétention de vouloir dresser un portrait intime de Léo Malet. Des gens comme Michel Lebrun, Ralph Messac ou Maurice-Bernard Endrèbe, qui l'ont connu et fréquenté près d'un demi-siècle, seraient nettement plus qualifiés que moi. J'aimerais simplement, à travers deux ou trois souvenirs, lui rendre un simple et sincère hommage.

Il y eut, par exemple, ce Festival de Cannes (1984, je crois) où nous assistâmes ensemble à la projection du film de Jim Jarmusch, *Stranger than Paradise*. A un moment, les protagonistes vont voir un film intitulé *The Sun is not for us*. « Peut-être que le metteur en scène a voulu rendre hommage à mon roman *Le Soleil n'est pas pour nous* », me dit Malet à la sortie. Et moi de lui répondre : « Alors là, Léo, aucune chance. Il s'agit d'une pure coïncidence. » Mais Léo n'en démordait pas. Par l'intermédiaire d'un de ses jeunes admirateurs, il finit par faire poser la question à Jarmusch qui répondit que, bien évidemment, il s'agissait

« Fétichiste moyen et obsédé sexuel total »

d'un hommage à Léo Malet. Le tout se termina par une rencontre entre le cinéaste américain et l'écrivain français dans un café de la place Denfert-Rochereau. Rencontre immortalisée par quelques photos au pied du Lion de Belfort. Léo prenant, bien sûr, sous son aile protectrice celui qu'il considérait déjà comme un disciple fidèle.

Nestor Burma à la télévision

Nestor Burma a toujours tenu les réalisateurs de télévision, avec plus ou moins de succès. En 1954, Léo Malet propose à la RTF le projet de *La Nuit d'Austerlitz*, qui est accepté ; le scénario est co-écrit par Malet et Stelio Lorenzi, qui en est aussi le réalisateur. Daniel Sorano interprète le détective.

En 1987, Jean Capin, responsable des fictions policières à Antenne 2, décide de relancer la série et la confie au réalisateur Maurice Frydland. Celui-ci tourne *Les Rats de Montsouris* avec Gérard Desarthe et Charlotte de Turckheim dans le rôle d'Hélène, la secrétaire sexy. La série est interrompue, un responsable de la chaîne n'appréciant pas le charme de ce anti-héros. En 1991, Antenne 2 relance le projet, et c'est Guy Marchand (excellent) qui reprend le rôle. Les résultats sont jugés concluants (en moyenne 11 points d'audience et 26,4 % de parts de marché). 21 épisodes ont déjà été diffusés, trois autres sont en préparation.

Il y eut surtout cette réédition des Œuvres complètes de Léo Malet sous pseudonyme, entreprise et menée à bien par les Nouvelles Editions Oswald en 1981-1982, sous ma direction. Dix volumes « de textes obscurs et introuvables » dédiés par l'auteur « à la mémoire de Paulette, mon épouse qui, pendant tant d'années, m'a distribué le pain qu'elle était seule à gagner ». Dix volumes préfacés par Malet lui-même, quelques amis et exégètes de confiance et, surtout, par deux romanciers aussi uniques et inclassables que lui : Pierre Sinlac et Jean-Patrick Manchette. Et c'est Manchette qui, préfaçant le der-

nier roman de la série, *La Mort de Jim Licking*, écrit, sous le titre *La Part du lion*, le texte le plus éclairant sur « la naissance du roman noir français » dont il donnait la paternité à Léo Malet :

« Certes, le néo-polar peut bien se réclamer de Malet. Mais sous réserve qu'il tienne compte des conditions historiques changées. »

« La récupération de Malet par des études, des colloques, des adaptations cinématographiques, des préfaces et toutes les autres sortes de bavardage promotionnel ne peut pas dissimuler le fait qu'il n'est pas le père du néo-polar. Elle ne peut pas dissimuler non plus le fait qu'il n'est pas le père du néo-polar. »

« Quand une opération éditoriale bien gérée, rééditant les ouvrages mineurs de Malet, veut que je vienne, en tant que « père du néo-polar », saluer le père Malet, je puis seulement - et je dois absolument - marquer la différence de Malet, cet isolement qu'il a mérité, et la part si bien prise que nul ne la lui pourra reprendre, jamais. »

Il y eut, enfin, cette dernière rencontre, peu avant Noël. Léo disait : « Cette fois, mon vieux, je suis vraiment mal en point. Vous pouvez préparer la nécro. » Et moi lui répondant : « Vous savez bien que vous êtes immortel. » Il a ricané, bien sûr. Dans la lettre-préface à la réédition dont il est question plus haut, n'écrivait-il pas, d'entrée de jeu : « Entendez-vous s'écouler le sable ? »

Huit mois après la disparition du « père du néo-polar », celle du « père du roman noir » vient compléter le deuil.

Le polar français est orphelin.

François Guérif

François Guérif est directeur de la collection « Rivages/Noir » aux éditions Payot Rivages.



Goethes

Faust

Johann Wolfgang Goethe / Christoph Marthaler

Le 15 et 16 mars 1996 à 20h
le dimanche 17 mars à 15h
à l'Opéra du Rhin
Renseignements réservations : 88.35.44.52

Jawad St

Nada Strancar incarne la femme énigmatique dont Luigi Pirandello avait rêvé

Créée à La Rochelle, « Comme tu me veux », la pièce la plus achevée du dramaturge italien, part en tournée

Le metteur en scène Claudia Stavisky, plus habituée aux textes contemporains, a choisi une pièce du répertoire, peut-être l'une des plus

belles qui soient. Jean-Paul Manganaro en a rédigé une nouvelle traduction qui fera date par sa fidélité et la liberté de ses inventions. Dans le rôle

principal, Nada Strancar compose une femme d'aujourd'hui, et sa présence d'exception donne à « l'inconnue » sa dimension métaphysique.

COMME TU ME VEUX, de Luigi Pirandello. Texte français: Jean-Paul Manganaro. Mise en scène: Claudia Stavisky. Décor: Christian Fenouillet. Lumières: Marie Nicolas. Avec Nada Strancar, Alexis Nitzer, Françoise Bertin, Sid Ahmed Agoumi, Jean-Pierre Bagot.

Créée le 4 mars à La Courville de La Rochelle, ce spectacle sera présenté au Centre dramatique de Nice (13 au 21 mars), au Centre dramatique de Tours (26 et 27), à Saint-Nazaire (29), à La Passerelle de Gap (3 mai), à Sète (10 et 11), au Parvis de Tarbes (14) et à l'Espal du Mans (21 mai).

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial
L'anecdote de *Comme tu me veux* est simple: Lucia Pieri a disparu en 1918 dans le paquetage de l'armée autrichienne qui occupait sa maison en Vénétie. Dix ans plus tard, un photographe, Boffi (Jean-Pierre Bagot), croit la reconnaître en une inconnue (Nada Strancar), danseuse sur la scène d'un cabaret berlinois. Il en avertit son ami Bruno Pieri (Sid Ahmed Agoumi), époux de la disparue, qui la reconnaît à son tour, au grand dam de Saker (Alexis Nitzer), médecin allemand qui l'avait prise sous sa coupe. Celui-ci, voulant conserver ses droits sur sa maîtresse, se souvient d'un article de presse relatant une anecdote semblable. Il se précipite à Vienne pour rencontrer une jeune femme ayant perdu toute raison, la Démentie (Violette Pilon) qui pourrait être Lucia, elle aussi.

La question centrale de la pièce n'est pas de savoir si l'inconnue ou la Démentie est Lucia. Ce qui ressort d'un suspense intéressant mais presque léger n'est pas de révéler tant des violences du siècle. Non, sa nouveauté et son génie sont dans la juxtaposition, extrêmement troublante, de « l'inconnue » et de la « démente », les deux héros que Pirandello a voués. Ils s'incarnent non seulement

dans les deux personnages homonymes mais jusque dans le moindre mot, la moindre intention de son texte, d'une construction parfaite, bouleversante.

Personne ne pourra jamais résoudre l'énigme, ou plutôt la succession d'énigmes de *Comme tu me veux*. Personne ne pourra mieux que Pirandello donner la mesure de cet inconnu et de cette folie qui traversent sa pièce et taraudent de toujours l'imaginaire des hommes. Personne ne pourra cerner vraiment son caractère monstrueux – son cortège d'humiliations indicibles – et son essence poétique – cette manière de sonder l'au-delà comme l'en-deçà des êtres. On pourrait se parler de l'élle, Lucia, mais de qui parlerait-on? D'une danseuse à cachets oubliant ses souffrances dans les bras d'un écrivain tyrannique? D'une femme belle et jeune encore, étrangement ressemblant au portrait d'une autre femme, elle peut-être ou peut-être pas, s'essayant à revivre dans la lumière dorée d'une terrasse d'Italie? De cette même femme encore qui renonce aux droits qu'on lui reconnaît sur une vie nouvelle et regagnant Berlin comme on s'offre à la mort?

Berlin, la mort, l'enfer; acte I: « Tant d'ignorances et tant de hontes (...), une telle atrocité », dit l'inconnue, prémonition fulgurante d'un auteur qui a écrit en

core la charge de tous ceux qui n'ont pas voulu entendre, avant même qu'il ne livre ses *Géants de la montagne*, le pas cadencé des entrepreneurs en barbarie. Et malgré tout, l'espoir, quand même, Vénétie, la renaissance, un paradis possible; acte II: « Fais-moi toi-même, fabrique-moi toi-même comme tu me veux », demande l'inconnue à Bruno, ajoutant: « Être? Être n'est rien! Être, c'est se faire! Et je me suis faite cette femme-là! ».

LA VIE PLUS BELLE

Et puis vient la désillusion, ce qui veut dire plus de lucidité et plus de courage et ces mots lancés à ceux qui, comme Saker, se méfient d'écrire comme par inadvertance; acte III: « Et jamais cela n'a dû naître d'un vrai tourment, d'un vrai désespoir, du besoin de se venger de la vie, de la vie telle qu'elle est – telle que les autres, telle que le hasard vous l'ont faite – pour en créer une autre, meilleure, plus belle, telle qu'elle aurait dû être, telle que vous auriez voulu l'avoir! ».

Pirandello, lui, nous fait la vie plus belle et le théâtre plus vital. D'abord parce que ses pièces ouvrent le sens, forcent les sens de celui qui l'écoute. Ensuite parce qu'en « fabriquant » Lucia il a conçu l'un des plus fascinants personnages féminins, femme d'être toutes les femmes et aussi

actrice, bizarrerie de la création qui passe courageusement sa vie à mesurer la distance qui la sépare d'elle-même et elle-même de nous. On s'en rend d'autant mieux compte aujourd'hui que l'écriture pirandellienne, qui tient avant tout du ciseau de l'orfèvre, est traduite avec une méticulosité, une cruauté affamée par Jean-Paul Manganaro qui réussit là ce que Jean-Michel Déprats réussit avec Shakespeare: l'invention d'une langue dramatique neuve, d'une fidélité exemplaire à l'œuvre originale.

Evidemment, il faut pour l'inconnue une interprète d'exception, à la fois assez abandonnée pour ne rien indiquer dans son jeu qui voudrait résoudre le mystère de son personnage et tellement intelligente qu'il lui sera possible d'être l'incarnation d'une femme aussi vive qu'elle est abstraite. Nada Strancar est cette femme et cette actrice. Elle part ici à la conquête d'un rôle qu'on jurerait écrit pour elle, lascive, défilant sur les sofas de Berlin, solitaire, séduisante dans les jardins d'Italie, puis purement métaphysique quand elle décide d'en découvrer avec l'indicible.

Quand, le soir de la première, ses camarades ont paru encore un peu vert, même si Alexis Nitzer et Françoise Bertin (dans le rôle de la tante Lena) étaient déjà bien dans leurs marques, Nada Strancar entraîne la troupe justement réunie par Claudia Stavisky au cœur de l'invention pirandellienne, cet abysse où s'affrontent sans vainqueur ni vaincu les passions les plus secrètes.

Olivier Schmidt

Christian Fenouillet, artiste et décorateur

C'est un homme plutôt rond, affable, à la présence solaire, un homme aimable. Voilà vingt ans qu'il s'est donné au théâtre, du côté des ateliers, concevant en architecte – c'est la formation qu'il a reçue à Grenoble – des espaces scéniques qui sont autant d'occasions de dialogues avec les pièces qu'il sert et ceux qui les mettent en scène.

Christian Fenouillet est entré dans la carrière aux côtés de l'immortel Bruno Boëlle, pour qui il a créé tous les décors de 1975 à 1992, et s'est échappé quelquefois auprès d'autres, comme ici Claudia Stavisky, mais aussi Moshe Leiser et Patrice Caurier pour, entre autres opéras, un *Armide* qui fit son effet à Anvers puis au Théâtre des Champs-Élysées. On le reconnaît inévitablement à son goût de la perspective, à ses immenses toiles peintes étroitement mêlées à l'action de jeu et aux veloutés de ses patines, reflet de sa générosité et de la lumière qui est en lui cher elle.

Daniel Mesguich, maître de simulacres

Mise en scène-événement de « Mithridate » de Racine

MITHRIDATE, de Racine. Mise en scène: Daniel Mesguich. Avec Claude Mathieu, Simon Eime, Olivier Dautray, Eric Génovèse, Samuel Le Bihan. COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6^e. M^e Saint-Sulpice. Tél.: 44-39-87-00. Mardi, mercredi, vendredi à 20 h 30. Jeudi à 19 heures. Dimanche à 16 heures. 60 F à 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Toute pièce de Racine est, en soi, une antiquité. Mithridate a 323 ans. Petite vérité première: rendre compte d'une reprise de *Mithridate* aujourd'hui, c'est donc essentiellement rendre compte de sa présentation nouvelle. Pour autant qu'il y ait quelque chose à en dire. Lorsqu'il n'y a rien à en dire: retour à la case départ, à Racine. Rappeler par exemple que Racine a écrit les vers de *Mithridate* en se les disant, à haute voix, sous les arbres du jardin des Tuileries, puisqu'il dirigea lui-même, mot par mot, syllabe par syllabe, patiemment, l'articulation de l'actrice, Marie Desmares, à laquelle il avait confié le premier rôle, celui de Monime.

Ce n'est pas le cas cette fois-ci: la mise en scène est l'événement, puisqu'elle est de Daniel Mesguich. Sans doute a-t-il pensé aux Tuileries et à Marie Desmares, justement, car il a donné avant tout ses soins à la prononciation des vers. Les acteurs les disent un par un, obéissant une pause à la fin de chaque vers, ce qui n'est pas nouveau (Mesguich fut élève de Vitez), et ce qui, en d'autres circonstances, est parfois gauche, et lassant. Mais ce parti pris arbitraire suscite un miracle. Sous la conduite de Mes-

guich, qui d'évidence a scandé chaque pause, soigné chaque mot, ponctué chaque voyelle ou consonne, tout en maintenant strictement – c'est là le grand art de la chose – une « vérité » de voix entière, les acteurs nous donnent à entendre un « quintette » de poésie d'une luminosité prodigieuse.

Il faut dire que Racine, ici, s'est surpassé. Il n'y a rien de précieux, rien d'archaïque, rien de chantant non plus. Chaque terme apporte une information concrète. Mais grâce à l'« oreille absolue » de Mesguich, et à la sûreté de sa direction, les comédiens nous font découvrir que chacun de tous les vers de la pièce est à lui seul un trésor, adorable séparément, comme si Racine avait été ces jours-là un alchimiste de plein air qui avait transmué en paroles d'or des substances pures.

ARDENTS BUISSONS

C'est sidérant, jamais à notre connaissance une pièce de Racine n'a respiré, n'a battu, comme cela, et pour le spectateur l'écoute est si saisissante qu'il lui est presque difficile d'être sensible à autre chose, de « voir » autre chose.

Or, autre chose, cette soirée n'en manque pas, car Daniel Mesguich ne s'est refusé aucune de ses envolées dans l'éther habituelles. Ce qu'il nomme si bien « illusions, machinations, simulacres », dans la visée « native, éperdue, désespérée, de la Vérité ». Chez Mesguich ce ne sont pas des anatomies revêtues, coutumières, comme il y en a dans les rues et sur les scènes, qui font acte de présence. Ce sont, comme disent les chirurgiens actuels, des phénomènes d'« imagerie », des buissons ardents de neurones, de réseaux sanguins, d'élans immé-

diats de conscience et de perte de conscience, c'est comme si ces présences sensibles, sur la scène, réagissaient dans l'immédiat, faisaient un écart brusque, tombaient à terre, s'accrochaient furieusement, ou s'absentaient dans on ne sait quel abîme, et cela avant qu'elles se conduisent en êtres humains présentables, comme si les êtres présentables étaient des armures-retard, comme si le théâtre de Mesguich ne laissait pas aux êtres le temps d'accuser le coup, de se ressaisir, et de manifester un comportement convenable.

Les esprits rebelles à Mesguich se disent que ces acteurs-piles électriques sont bons à enfermer, à soigner. En fait ils sont les envoyés extraordinaires de la tragédie, de la comédie humaine, et le vice personnel de Mesguich est de les faire errer, toujours, dans des lieux d'un kitsch monstrueux, dans des hécatombes de velours et de marbre, et surtout dans des constructions totalement impraticables, dans quoi des gens comme vous et moi se casseraient inévitablement la jambe et le reste au moins dix fois le temps d'un acte.

Que dire des acteurs, dans ces conditions? De Claude Mathieu qui joue le rôle célèbre de Monime, jeune princesse que s'arrachent le roi et ses deux fils? De Simon Eime, guerrier de génie qui sut s'emparer de toute l'Asie Mineure, du Bosphore à la Crimée? D'Olivier Dautray et d'Eric Génovèse, ses deux fils insurgés ou fidèles? Ils méritent tous nos éloges, puisqu'ils parviennent à ne se casser aucun cou en réalisant le miracle de dire les vers de Racine avec un art plus rare que ce ne fut jamais.

Michel Cournot

La grue de Saint-Nazaire menacée de destruction

Seul un arrêté de classement peut sauver l'instrument de levage construit par les chantiers Gusto, le plus puissant jamais inventé

ELLE PÈSE 1 400 tonnes. Elle est haute de 66 mètres, développe avec sa flèche et sa contre-flèche une portée de 103 mètres, peut lever 240 tonnes et domine la forme Jean-Bart dans le port de Saint-Nazaire. Fier symbole de la construction navale, la grue Gusto est aujourd'hui menacée de destruction. Pourtant elle avait fait l'objet d'un avis de protection unaniment favorable le 27 janvier 1992, lors de la réunion d'une commission des Monuments historiques. Sa sauvegarde était décidée, son classement acquis. L'arrêté ne fut pas signé par le ministre de la culture (à l'époque Jack Lang). Ce dernier attendait que soit élaboré un plan de financement associant les collectivités locales et le propriétaire. La préparation de ce plan a traîné en longueur.

Officiellement, le département et la région étaient d'accord, ainsi que les Chantiers de l'Atlantique (filiale d'Alstom, du groupe Alcatel), qui proposaient de mettre dans la corbeille la somme prévue pour sa démolition (1,5 million de francs). Seul le maire de Saint-Nazaire, Joël Bateux (PS), se montrait résolument hostile à la conservation de cet élément du patrimoine industriel de sa ville, beau morceau de mémoire. Sans trop expliquer son opposition.

Quatre ans plus tard, la situation s'est inversée. Joël Bateux semble avoir rallié à son avis département, région et propriétaire. Les Chantiers viennent en effet de prendre la décision de démolir la grue: elle devient dangereuse pour les travailleurs du chantier. Et la direction du patrimoine ne décidera de sa protection que si un accord financier est trouvé avec les collectivités

locales. C'est donc l'impasse. Le sort de l'engin est scellé, à moins que le ministre, Philippe Douste-Blazy, ne passe outre et signe un arrêté d'instance de classement. Cette décision serait-elle absurde?

La grue est construite en 1936 au chantier Gusto – d'où son nom –, de Schiedam, en Hollande, avant d'être installée aux Chantiers de la Loire, aujourd'hui Chantiers de l'Atlantique. C'est le moyen de levage le plus puissant jamais inventé. Elle permet la révolution de la construction navale, assurant le passage de la construction rivetée à la construction soudée. Grâce à elle, en juin 1940, le cuirassé *Jean-Bart* peut être achevé *in extremis* et s'échapper, sous les bombes, de la forme où il est en construction. Elle fonctionne jusqu'en 1982, date à laquelle sa technique se trouve dépassée. Cette grue réunit toutes les qualités requises pour la conservation d'un élément du patrimoine industriel. Sa valeur technique est représentative sur le plan patrimonial comme sur le plan identitaire.

Le sauvetage de la grue s'impose d'autant plus qu'une étude technique et financière réalisée, à l'automne 1995, par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Nantes révèle que le coût des mesures conservatoires qui assureraient pour une dizaine d'années la sécurité de la grue est de 1,5 million de francs: soit le coût de sa destruction. Ce répit permettrait de méditer paisiblement un projet acceptable par tous et d'attendre l'évolution des mentalités locales. Une chance que n'ont pas eue les Halles de Balthard.

Emmanuel de Roux

Tu l'allumes,
t'as un
tube.



NOSTALGIE

Ta Nostalgie, c'est pour toujours

Toutes les fréquences sur 3615 NOSTALGIE

CLASSIQUE

DANTE ET LES TROUBADOURS

Œuvres d'Aimeric de Pegulhan, Arnaut Daniel, Bertran de Born, Peire d'Alvernhe, Guiraut de Bornelh, Folquet de Marseille, Siquencia, Benjamin Bagby et Barbara Thornton.

Dante Alighieri associé aux troubadours occitans ? Le paradoxe du rapprochement n'est qu'apparent. S'il n'y a pas coïncidence chronologique, la filiation esthétique suffit à assurer la parenté. L'auteur de la *Divina Commedia* a signé un essai linguistique inachevé à la gloire de la poésie en langue commune (*De vulgari eloquentia*), dont ce disque semble l'illustration idéale. Reprenant les choix du poète florentin, cette anthologie de la *canço* de langue d'oc rend justice à ce vertige d'invention et de souplesse. Le parcours précieux et raffiné qu'empruntent Barbara Thornton et Benjamin Bagby met en lumière la figure effacée d'Arnaut Daniel, condamné au Purgatoire pour sa lascivité, l'option martiale d'un Bertran de Born, coïncé dans l'Enfer éternel, quand paradoxalement Folquet de Marseille accède au Paradis. A écouter *Tant m'abellis l'amoros pessamens*, magnifique mélodie de l'amant chérissant son doux martyr, on imagine mal que, devenu évêque, le même Folquet se fera, lors de la croisade contre les Albigeois, le bourreau d'un peuple dont il magnifie la culture. Sobre leçon de chant, où l'inspiration réunit la spontanéité et le plus réfléchi des savoirs. Ph.-J. C.

★ 1 CD Deutsche Harmonia Mundi 05472 77 227-2.

G. F. HAENDEL
Suites de Water Music et d'Il Pastor Fido.
Tafelmusik, Jean Lamon (direction).

On s'étonne que le grand directeur artistique qu'est Wolf Erichson, aujourd'hui responsable de la collection « Vivarte » de Sony classical, puisse faire paraître un tel disque. On s'étonne de

Les archives de Frank Zappa

Dans « Lost Episodes », le blues, le jazz et le rhythm'n'blues à la manière du guitariste-compositeur

AVEC UN SOIN MANIAQUE, qui a toujours réjoui ses fans, Frank Zappa a accumulé une masse d'enregistrements depuis ses premières expériences à la fin des années 50 jusqu'à sa mort en décembre 1993. Le guitariste-compositeur pouvait ainsi revenir sur un thème ébauché, prendre une voix ou un solo instrumental d'un concert et bâtir, par collage, ajouts et emprunts, un nouveau morceau ou développer une idée avec d'autres solistes. Certaines compositions se promènent ainsi sur plusieurs disques.

Dans *Lost Episodes*, Frank Zappa a donc plongé dans ses archives conservées et répertoriées dans un gigantesque local, en Californie. A la fin des années 70, avec les disques *Burnt Weeny Sandwich* et *Weasels Ripped My Flesh*, Zappa avait déjà réuni des inédits de la première période des Mothers of Invention, formation aux capacités instrumentales variables mais sérieusement alimée, qui avait fait sa réputation d'iconoclaste nuisible pour le bon goût. Au début des années 80, c'est le Zappa guitariste qui apparaît dans *Shut Up and Play Y'r Guitar*, devenu une des bibles de tout amateur de cordes acoustiques et électriques, complétée, en 1988,

par *Guitar*. La même année, alors que Zappa annonçait qu'il cessait les tournées pour se consacrer à l'écriture de musique contemporaine et que les premières rumeurs de son cancer filtraient, débutait la série *You Can't Do That On Stage Anymore*; six double CD consacrés à une rétrospective de vingt-cinq ans de concerts.

Lost Episodes s'inscrit ainsi dans cette logique du retour en arrière, marqué ici, au contraire des précédents enregistrements, par une pointe de nostalgie et l'acceptation de quelques faiblesses par un créateur qui a toujours présenté à son public le meilleur d'une œuvre en évolution permanente. La moitié des trente titres inclus dans cette rétrospective sont des morceaux bicolores entre 1958 et 1963, où apparaissent clairement les racines musicales du jeune Zappa, admirateur de Varèse, digne de vieux blues dégingolés et de chansons stupides qui, sur des rythmes issus du boogie-woogie, ont donné les premiers rocks, ou encore détournement de quelques codes du jazz. Le plus intéressant est d'y entendre les premiers échanges avec Don Van Vliet, le futur Captain Beefheart, grand bazar expérimental où Zappa tranche, déjà, dans des kilomètres de bandes de répétitions, mélange

bruits, cris et musiques, façonnant ce qui allait constituer son univers.

Quelques thèmes des Mothers, au milieu des années 60, amènent à l'autre pan important de ces archives : avec le violoniste Sugar Cane Harris, puis à la tête du groupe qui combinerait la plus grande popularité – dans le cas de Zappa la popularité ne va jamais chercher très loin – et l'inventivité musicale. On y croise George Duke, Jean-Luc Ponty, Ian Underwood, le jazz-rock du début des années 70 est en plein essor et Zappa en donne une version fantaisiste, virtuose mais sans démagogie. Jusqu'alors dispersés sur des enregistrements pirates, parfois totalement inédits, ces épisodes du temps passé devraient être suivis d'autres découvertes dans les mois à venir.

Sylvain Siclier

★ 1 CD Ryko RCD40573. Distribué par Harmonia Mundi.

★ La totalité des enregistrements de Frank Zappa – à l'exception de 200 *Motels* – ont été transférés, sous son contrôle, au format CD et sont disponibles chez l'américain Ryko.

der, Victor von Halem, Orchestre philharmonique de Vienne, Ulf Schirmer (direction).

Le disque renforce la vraie nature de *Capriccio*: celle d'un opéra en chambre, ou plutôt d'un opéra en chambre, où l'on disserte plaisamment du temps, de l'amour et de la beauté à la lueur d'une bougie. Les intégrales sont pourtant peu nombreuses – l'œuvre n'est pas très populaire. Decca a choisi d'axer la sienne sur la présence de Kiri Te Kanawa, dont la silhouette en robe Liberty orne la pochette. Ce n'est pas lui faire trop d'honneur, car la soprano néo-zélandaise trouve dans le rôle de la Contesse un emploi à la mesure de ses moyens, de sa suave vocale et de son espèce de détachement expressif. Ce n'est pas une raison pour laisser dans l'ombre ses partenaires, tous excellents, en particulier Brigitte Fassbender (Clairon) dont la voix est devenue plus corée, plus riche que jamais : son timbre graveleux est peut-être le chef-d'œuvre de cet enregistrement. On notera la présence de Hans Hotter, créateur du rôle d'Olivier en 1942 qui fait ici une courte apparition en *guest-star* dans le rôle du Serviteur. Si l'on attendait Georg Solti – le straussien-maison – pour diriger l'ouvrage, le choix d'Ulf Schirmer se révèle tout aussi judicieux : on sent l'excellent répertoire, précis et nuancé. « L'humour sec » que prônait Strauss n'y est pas (si non, fugitivement, chez l'admirable Olivier d'Olaf Bar) : mais tout cela est digne, un peu guindé, viennoisisme magnifique. J.-E. F.

★ 1 CD Decca 444 405-2.

« Musique & Cinéma » et « Le Cinéma ça s'écoute ». Mêlées ou non aux dialogues, réorchestrées, réarrangées en suites, c'est tout un parfum subtil qui s'épanche de ces musiques, celui de l'image recrée par les sons. Mais, pour qui n'aurait pas vu les films, la musique sait s'imposer par elle-même. Peut-être pas celle du *Messager*, qui est une soupe répétitive et sans idées, mais assurément celle des *Parapluies de Cherbourg* : plus de trente et une minutes de bonheur, arrangées en suite pour harpe et orchestre et jouées avec élégance par Catherine Michel. On avouera notre faible pour les quatre minutes quarante du *Concertino « Eté 42 »*, beau et émouvant comme du Rachmaninov un peu impudique. R. Ma.

★ 1 CD Travelling Audiovis K 1020.

RICHARD STRAUSS
Capriccio
Kiri Te Kanawa, Hakan Hagegard, Uwe Hellmann, Olfa Bar, Brigitte Fassbender.

Chez Audiovis, quelques disques passionnants de musiques de film dans sa collection « Travelling », regroupés sous deux bannières :

Manière de voir

Le trimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

Manière de voir 29

LE MONDE diplomatique

CONFLITS
FIN DE SIÈCLE

Après la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique, l'ancien ordre international s'est effondré, une page est tournée. L'espoir d'un monde plus juste régi par les Nations unies est mort en Bosnie et au Rwanda. Partout le réveil des nations a troqué le raviné d'anciens antagonismes.



Au sommaire :

Civilisations en guerre, par Ignacio Ramonet. – L'émergence d'un monde nouveau, par Mariano Aguirre. – Les Nations unies confisquées, par Monique Chemillier-Gendreau. – Sanglante campagne en Tchétchénie, par Nina Bachkatov. – Afghanistan, l'heure des talibans, par Alfonso Arico. – Rivalités pétrolières au Caucase, par Nur Dokay. – « Terre brûlée » au Kurdistan, par Jean-François Pérouse. – Le Sri Lanka dans l'impasse, par Eric Meyer. – Mouvements identitaires des musulmans bosniaques, par Catherine Samary. – Paix piégée en Palestine, par Alain Gresh. – Le Burundi à son tour saisi par la peur, par Colette Broeckman. – Fragile règlement dans le conflit touareg, par Philippe Baqué. – Libéria, sortilèges et fantasmes, par Michel Galy. – Sierra Leone, l'oubli et le néant, par Thierry Cruvelier. – Drogue, une défaite annoncée, par Christian de Brie.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

JAZZ

ALAIN CARON
ET LE BAND
Rhythm'n' jazz

Le jazz-rock, cette formidable poussée d'électricité inventée par Miles Davis en 1968, enchaîne depuis longtemps l'exploit du 110 mètres haies et les mélodies les plus ineptes. Parfois pourtant les passages obligés du genre sont oubliés et la musique reprend sa place. Alain Caron, ancien bassiste des Québécois d'Uzeb, avance dans cette direction, parfois de peu, mais il y va. Son « band » avec cuivres a dans les doigts des phrases du rhythm'n'blues ou du funk jouées détendues. Les guitares jouent basiquement rock. Caron en soliste, époustouflant dans le jeu de *slap*, cordes frappées du pouce, sans trop en faire, maintient le cap d'un swing dansant. *Donna Lee* est joué pour Jaco Pastorius. Il était d'abord allé vers la musique. Caron y a pensé. S. SL.

★ 1 CD Cream CR340/JMS 18678. Distribué par Sony Music.

ROCK

JOHN GREAVES
Songs

Ni le rock ni le jazz ne savent comment aborder John Greaves, bassiste-chanteur-compositeur d'origine galloise, insituable depuis plus de vingt ans. Pour *Songs* il s'inspire d'extraits de ses enregistrements précédents (dont le

fabuleux *Kew Rhone*). Avec un regard neuf et créatif, ce coloriste a trouvé une voix – dont la sienne – pour chacun des textes de ces chansons (Dylan Thomas, Peter Blegvad et Greaves) et pour chaque voix un air idéal, parfois sombre, souvent réveur, agité d'ambiances et de fausses instrumentales. Le timbre brisé de Robert Wyatt, la clarté de celui de la soprano Susan Belling, la fantaisie de Caroline Loeb, parolaires d'un orchestre réduit (piano-contre-basse-guitare) et de quelques invités (le saxophoniste Elton Dean, l'harmoniste Benoît Blue Boy...), tombent juste. Conçus avec un soin extrême – prise de son remarquable –, ces onze instantes de charme et d'étrangeté ont aussi gardé toute leur part de hasard, donc de sincérité. S. SL.

★ Un CD Resurgence-Label Acousti RES112. Distribué par Clé Music.

STING
Mercury Falling

La carrière solo de Sting, débutée il y a dix ans, est marquée par les mêmes forces et faiblesses qui ont distingué Police, le trio qui l'a rendu célèbre. Ses atouts : un talent indéfectible de mélodiste, une connaissance éprouvée des mécanismes d'une chanson, une intelligence des genres musicaux (le reggae à l'époque de Police) qui lui permettent d'en extraire des éléments décoratifs. Une voix enfin, dont le timbre légèrement voilé et nasal incarne sensuellement l'influence croisée du nord de l'Angleterre et de latitudes tropicales. Mais cet excellent « faiseur » a manqué aussi de profondeur et de portée visionnaire. *Mercury Falling*, son nouvel album, prouve qu'en solitaire le bassiste-chanteur a continué d'étroffer son répertoire. Mercure, dieu des voleurs, l'a conduit peut-être à piocher dans la soute, la bossa-nova, la country et le jazz les ingrédients qui font de ces onze chansons d'attrayantes vitrines. La finesse des arrangements, leur relatif dépouillement, renforcent l'efficacité de mélodies qui savent jouer avec distinction de la gravité et du spleen de l'homme noir. *I'm So Happy I Can't Stop Crying*, porté par la belle amertume d'une guitare *pedal steel*, parle avec pudeur et justesse des souffrances du divorce. Une fois de plus, pourtant, ce disque brillant mais trop lisse manquera de filtres et de mystère, comme souffrant de la trop grande maîtrise de ce bon artisan. S. D.

★ Un CD A&M 5 40 4862. Distribué par Polygram.

CHANSON
Casse Pipe
Café du siècle

Excellent groupe de scène, Casse Pipe vient de Saint-Brieuc. A cinq (chant, accordéon, banjo, percussions, basse), ils reformulent la chanson réaliste, noire – le blues français, – à commencer par la très traditionnelle *Misère*, avec *slide-guitar* et gumbande.

Louis-Pierre Guinard sait user du vibrato de la voix pour donner leur brillant à des mélodies proches de l'inspiration philosophique des *gwerz* bretons, mais aussi des Fréhel, Damià (une belle version de *Moi, j'm'ennuie*, de Wal

Berg, une autre des *Fortus*, de Maurice Mac Nab, avec scie musicale et le renfort des huit musiciens du Grand Ensemble musical du siècle). Du Ferré (*Les Corbeaux*, sur un texte de Rimbaud) et des compositions propres, faisant état du goût pour le bal de la jeune génération issue du rock, de la java et de l'italo-tzigane, attestent des dons à venir de ce Casse Pipe qui même une partie de jeu de foie à travers la Bretagne (l'imaginaire), les Balkans (le sang) et la dérision. V. Mo.

★ Un CD Kerig K112.

MIREILLE
Intégrale, 1929-1939

En 1929, apparaissait la voix algue de Mireille : *J'prends la vie en rigolant*, un titre d'opérette enregistré pour la firme Columbia, qui, d'après le résultat, lui demandait pourtant de récidiver. Cette première tentative discographique a été retrouvée par miracle aux puces de Vanves par Daniel Nevers, alors que ce double album était en passe d'être bouclé. Puis Mireille rencontre Jean Nohain, le jazz américain, apprend à discipliner sa voix. En 1932, *Couchés dans le feu* obtient le Grand Prix du disque. En quarante-cinq titres, les années les plus prolifiques de celle qui deviendra la grande dame du Petit Conservatoire sont passées au peigne fin. On y entendra de jolis duos avec Pills & Tabet et Jean Sablon. Livret conséquent. V. Mo.

★ Un coffret de deux CD Frémeaux & Associés FA043. Distribué par Night & Day.

JACQUES CHARLES

Amateur de demi-teintes, quelque chose de tendrement éraillé dans la voix, cousinage lointain avec Michel Legrand et Moon Martin, Jacques Charles construit des chansons diletantes, classiquement blues, d'inspiration minimaliste (*A toi qui vieilles*), swingante ou nostalgique, selon l'humeur qui passe. Malgré une faiblesse certaine sur les textes (« *Bien sûr, toutes les feuilles jaunissent, la mémoire et l'encre pâlisent* »), ce premier essai discographique rafraîchissant laisse espérer des jours meilleurs. V. Mo.

★ 1 CD Peak 001-99.

MUSIQUE
DU MONDE

RAY LEMA
Green Light

Avec le temps, Ray Lema, Zaïrois installé à Paris, acquiert une sérénité qui donne à sa musique un raffinement naguère laissé au second plan. Depuis l'excellent travail de voix et de composition qu'il a réalisé avec le chœur bulgare Trelda, ce musicien, chanteur à la voix grave, n'a cessé d'explorer les croisements possibles entre continents. *Green Light* regarde vers l'Amérique noire, celle des gospels, du rhythm'n'blues. Vibrantes ballades appuyées sur une trame de piano et de choeurs, les deux piliers de cet album lumineux, à mi-chemin entre le negro-spiritual et la polyphonie africaine, chantée en langue douala, swahili ou kikongo (*N'Zola*), se mêlent à de joyeux développements presque orientalistes (*Kote-Ja*). De la belle ouvrage, comme on en attendait depuis longtemps de ce musicien clef de la musique africaine moderne. V. Mo.

★ 1 CD Buda 82918-2. Distribué par Mélodie.

KING SUNNY ADE
E Dide (Get Up)

Outre l'*afro-beat*, popularisé par Fela, le Nigeria a aussi exporté un autre de ses tempos, la *juju music*. D'origine yoruba, celle-ci tient son nom des colons britanniques qui l'avaient baptisée ainsi parce qu'elle accompagnait des rites proches du vaudou. Détournée de son contexte d'origine, elle est devenue une musique de divertissement. King Sunny Ade, l'artisan le plus célèbre de ce mouvement, a enregistré une centaine d'albums et mis sur pied une importante industrie musicale au Nigeria.

Après une longue absence du monde occidental qui l'avait découvert dans les années 80, il revient en première ligne, avec son timbre de velours, ses sinuantes guitares et tambours bavards, musique yoruba imprégnée de l'urbanité du rock. E. La.

★ 1 CD Mesa 7567-82644-2. Distribué par East/West.

Service 1550

Musique de chambre au Théâtre des Champs-Élysées

Kyung Wha Chung et Peter Frank jouent Schumann



LA VIOLONISTE Kyung Wha Chung s'est faite rare à Paris et au disque : il y a dix ans, elle visitait beaucoup plus souvent la capitale et enregistrait à tour de bras. Elle avait formé un duo avec le pianiste Krystian Zimerman. Elle revient aujourd'hui avec Peter Frank, un pianiste d'origine hongroise, dans la carrière depuis longtemps et à la tête d'une discographie abondante, mais que Paris ne découvre que depuis peu de temps : son interprétation du Troisième Concerto de Bar-

tok avec l'Orchestre de Paris restera dans les annales. L'un comme l'autre ont une grande pratique de la sonate et leur duo fait la différence : trop de violonistes préfèrent jouer avec des accompagnateurs, pour que l'on ne salue pas avec enthousiasme la création de celui-ci.

* Schubert et Schumann. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{re} Alma-Marceau, 11 heures, le 10 mars. 100 F. Pas de réservation.

UNE SOIRÉE À PARIS

Bad Religion
Le retour du punk américain doit beaucoup à Bad Religion, qui, le premier, insuffla deux doigts de mélodie à son plumeau *hardcore*. Avec leur album, *The Gray Race*, ils chercheront à retirer les marons d'un feu qu'ils ont allumé.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{re} Anvers, 20 heures, le 8 mars. Tél.: 44-92-45-45. 120 F.

Joëlle Bouvier/Régis Obadia
Un duo dorénavant historique entre un homme et une femme dans le secret de leurs déchirements amoureux. Ils sont beaux, passionnés, ils ressemblent à des amants de cinéma. Dans *Welcome to Paradise*, Joëlle Bouvier et Régis Obadia, en rupture temporaire de compagnie, s'offraient une récréation de rêve. C'était en 1989. Ils continuent de faire le tour du monde.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^{re} Châtelet, 20 h 30, les 8 et 9 mars. Tél.: 42-74-22-77. 90 F.

Julien Lourau/Groove Gang
Le sextette acoustique du saxophoniste Julien Lourau, révisé par le pu-

blic et la critique depuis 1994-1995, revient sur son lieu de naissance, les Instants chavirés, avec son jazz aux envolées de funk enlevé et d'Afrique discrète.
Instant chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, Montreuil 93. M^{re} Robespierre, 20 h 30, le 8. Tél.: 42-97-25-91. De 35 F à 80 F.

Hommage à Henri Dutilleul
Geneviève Joy, Jean-Louis Capezali (hautbois), Anne Gastinel (violin), Bernard Cazauran (contrebasse), Béatrice Berstel (clavier), Bernard Balet (percussions), Quatuor Rosamonde, l'Orchestre philharmonique de Radio-France. Tout ce beau monde rend hommage au compositeur Henri Dutilleul qui fête ses quatre-vingts ans. A 18 heures, piano et petite formation, à 19 heures, orchestre. Dutilleul est à la fois le plus raffiné des compositeurs français d'aujourd'hui, l'un des plus économes et des plus écoutés. Quelqu'un écrit un jour : « Dutilleul ne se résout qu'aux chefs-d'œuvre. »
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^{re} Pussy, 9 mars. Tél.: 42-30-15-16. 60 F.

RÉGION

Une sélection musique, danse, théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

JOINVILLE

Frank Moray (piano)
Schubert : Sonate pour piano D 959.
Beethoven : Sonate pour piano op. 110. Debussy : Préludes pour piano. Châtelet du Grand Jardin, avenue de la Marine, 52 Joinville, 18 h 30, le 9 mars. Tél.: 25-94-17-54. 80 F.

LILLE

Pelléas et Mélisande de Debussy. Gérard Thérault (Pelléas), Mireille Delunsch (Mélisande), Armand Arapian (Golaud), Gabriel Bacquier (Arcturion), Hélène Jossou (Geneviève), Françoise Goffier (Nyctol), Chœur régional Nord-Pas-de-Calais, Orchestre national de Lille, Jean-Claude Casadesu (direction), Pier'Alli (mise en scène). Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 20 heures, les 15, 19 et 23 mars; 15 h 30, le 17 mars. Tél.: 20-55-48-61. De 60 F à 280 F.

LYON

Orchestre national de Lyon
Stravinsky : L'Oiseau de feu. Ravel : Concertos pour piano et orchestre. Variété : Amériques. Jean-Yves Thibaudet (piano), Emmanuel Krivine (direction). Auditorium Maurice-Ravel, 140, rue Garibaldi, 69 Lyon, 20 h 30, le 14 mars. Tél.: 78-60-57-13. De 70 F à 250 F.

MARSEILLE

La Traviata de Verdi. Daniela Longhi (Violetta), Mario Carrara (Alfredo Germont), René Massis (Giorgio Germont), Chœur de l'Opéra de Marseille, Orchestre philharmonique de Marseille, Nello Santi (direction), Pier Luigi Pizzi (mise en scène). Opéra, 2, rue Mollière, 13 Marseille. 20 h 30, les 14, 16, 19 et 21 mars; 14 h 30, le 24 mars. Tél.: 91-55-00-70. De 200 F à 280 F.

METZ

Coel Fan tutte de Mozart. Sharon Coste (Fiordiligi), Claire Buis (Dorabella), Margot Paris Reyna (Despina), Gilles Ragon (Ferrando), Nicolas Rivière (Guglielmo), Nicolas Cavallier (Alfonso), Chœur de l'Opéra-Théâtre de Metz, Philharmonie de Lorraine, Pascal Verrot (direction), Christian Gangneron (mise en scène). Théâtre municipal, 4-5, place de la Comédie, 57 Metz, 20 h 30, les 15 et 19 mars; 15 heures, le 17 mars. Tél.: 87-75-40-50. De 40 F à 200 F.

MONTPELLIER

Il Matrimonio segreto de Cimarosa. Ana Maria Martinez (Carlotta), Teresa Ringholz (Elisetta), Anneliese Fried (Fidalgua), Juan Lopez-Lor (Paoletto), Natalie de Carolis (comte Robinson), Alessandro Corbelli (Geronimo), Orchestre philharmonique de Montpellier, Wilfram Kolossek (direction), Michael Hampe (mise en scène). Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, les 10 et 12 mars. Tél.: 88-75-48-23. De 60 F à 300 F.

TOULOUSE

Le Trouvère de Verdi. Ignacio Encinas (Manrico), Elena Filipova (Leonora), Alexandrina Mitcheva (Azucena), Anthony Michaels-Moore (le comte de Luna), Henry Runey (Ferrando), Chœur et Orchestre national du Capitole de Toulouse, Klaus Weibe (direction), Arnaud Bernard (mise en scène). Halle aux Grains, place Dupuy, 31 Toulouse. 14 h 30, le 10 mars. Tél.: 61-63-13-13. De 150 F à 350 F.

DANSE

DUON

Trisha Brown Company
If You Could See Me, M.O.
Grand Théâtre, place du Théâtre, 21 Dijon, 20 h 30, le 11 mars.

GRENOBLE

Jean-Claude Gallotta
Rue Palanka, Docteur Labus.
Le Cargo, 5, avenue Paul-Claudel, 38 Grenoble, 19 h 30, les 12 et 19 mars; 20 h 30, les 14, 15, 16, 22 et 23 mars. Tél.: 76-25-05-45. 115 F.

LYON

Compagnie la Lièuse
Georges Appaix : Hypothèse fragile. Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon, 20 h 30, les 12 et 14 mars; 19 h 30, le 13 mars. Tél.: 78-78-88-120 F.

METZ

Compagnie Lettada
Zirkus.
Arsenal, avenue Ney, 57 Metz, 20 h 30, les 12 et 13 mars. Tél.: 87-39-92-00. 140 F.

MULHOUSE

Odile Duboc
Trois boléros.
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse, 20 h 30, le 9 mars; 17 heures, le 10 mars. Tél.: 89-36-28-28. De 40 F à 130 F.

OLIVOLI

Compagnie Christophe Haleb
Stations migratoires, La Marche des vierges.
TNDI Châteauneuf, BP 118, 83 Olivoli, 21 heures, le 9 mars. Tél.: 94-22-74-00. 100 F.

SAINT-HERBLAIN

Centre chorégraphique national de Tours
Daniel Lariou : Jingle sur la planète Vénus.
Saint-Herblain, Onyx, place Océane-Atlantique, 44 Saint-Herblain, 21 heures, le 12 mars. Tél.: 40-69-50-50. De 90 F à 110 F.

SÈTE

Compagnie Maguy Marin
Waterzoo.
Théâtre, avenue Victor-Hugo, 34 Sète, 20 h 30, le 12 mars. Tél.: 67-74-66-97. De 70 F à 130 F.

STRASBOURG

Nederlands Dans Theater 1
Jiri Kylian : Petite Mort, No More Play, Falling Angels, Field Mass, Soldaten.
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, le 9 mars. Tél.: 88-75-48-23. De 60 F à 230 F.

TOULOUSE

François Verret
Rapport sur une académie.
Théâtre Garonne, 1, avenue du Châtelet-d'Éau, 31 Toulouse. 21 heures, les 12, 13 et 14 mars. Tél.: 61-42-33-99. 100 F.

THÉÂTRE

ANNÉCY

Andorra
de Max Frisch, mise en scène de Simone Audis, avec Stéphane Delbasse, Jean-Paul Favre, Hélène Fira, Georges Garbe, Frédéric Martin, Pierre Spühler et Michel Tonne.
Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, 74 Annecy. Le mercredi 13, à 19 h 30. Tél.: 50-33-44-11. Durée : 2 heures. 65 F et 95 F.

LES GROSSES RÉVÈSSES

d'après Paul Fournel, mise en scène de Stéphane Müh, avec Servane Deschamps, Sophie Durand, Jean-Pierre Hollebecq, Françoise Monneret, Elisabeth Legillon et Alfred Spirit.
Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, 74 Annecy. Le mercredi 13, à 19 h 30. Tél.: 50-33-44-11. Durée : 1 h 20. 65 F et 95 F.

BLOIS

Le Pain de Roméo
d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Benjamin Ribot, Elizabeth Miaz, Antoine Feyerand, Philippe Girard, Emmanuel Salinger, Dominique Parent, Jacques Bondu, Frédérique Lazzarini, Claude Guedj, Andréa Reitz-Rouyet, Irène Chauve et Xavier Bouvier.

BOULOGNE

La Femme changée en renard
d'après David Garnett, mise en scène de Didier Bezace, avec Serpentine Teyssier, Christophe Grundmann et Benoît Muracciole.
Théâtre universitaire, ch. de la Censive-du-Tertre, 44 Nantes. Les vendredi 15 et samedi 16, à 21 heures. Tél.: 40-14-12-79. Durée : 1 h 30. 60 F et 110 F.

NICE

Comme tu me veux
de Luigi Pirandello, mise en scène de Claudia Stavisky, avec Nada Strancar, Alexis Nitzer, Martine Vandeville, Sid Ahmed Agoumi, Jean-Pierre Bagot, Françoise Bertin, Roland Monod, Arnaud Caronier, Violette Pilot et Pierre-Yves Desmoncaux.
Centre dramatique national, promenade des Arts, 06 Nice. Les mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 h 30; le mardi 19, à 19 h 30. Tél.: 93-80-52-50. Durée : 2 h 30. 60 F et 170 F. Jusqu'au 21 mars.

NIMES

Vous qui habitez le temps
de Valère Novarina, mise en scène de Claude Buchwald, avec Véronique Boutroux, Emmanuel Clarke, Emmanuelle Ducrocq, Didier Dugast, Bruno Sermonne, Claude Merlin, Elodie Renard et Nicolas Struve.

ODÉON

7, rue Pierre-Sémar, 30 Nîmes. Le mardi 12, à 20 h 30; le mercredi 13, à 19 h 30. Tél.: 54-56-19-79. Durée : 2 h 15. 60 F et 80 F.

RICHAUD

de William Shakespeare, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Nathalie Bastat, Hugues Boucher, Stéphane Comby, Martial Di Fonzo Bo, Marie Lauverjat, Maxime Lefrançois, Frédérique Lofette, Philippe Marreau, Jean-Michel Portal, Sandrine Spielmann, Pascal Tokatlian et deux enfants en alternance.

THÉÂTRE NATIONAL DE BRETAGNE

1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes. Du mardi 12 au jeudi 14, le mardi 19, à 19 heures; les vendredi 15 et samedi 16, à 20 heures; le dimanche 17, à 15 heures. Tél.: 99-31-12-37. Durée : 2 h 20. 110 F. Jusqu'au 21 mars.

STRASBOURG

Conversations entre onze heures et minuit
d'après Honoré de Balzac, mise en scène de Claude Buchwald, avec Hélène Alexandridis, Caroline Chantolieu, Hélène Laplowe, Jérôme Kircher, Mathias Jung, Mohamed Rouabhi, Laurent Ziserman et Daniel Martin.

LE MAILLOTTÉ

Théâtre de la Madeleine, 67 Strasbourg. Les mardi 12, mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 h 30; le jeudi 14, à 19 h 30. Tél.: 88-27-61-81. Durée : 2 h 15. 90 F et 120 F.

LA MOUETTE

d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Françon, avec Pierre Baillet, Carlo Brandt, Clovis Cornillac, Jean-Pierre Dougnac, Valérie Drévile, Jean-Claude Durand, Michèle Goddet, Guillaume Lévyque, Dominique Valadier, Claire Wauthion, Joseph Rolandez, Zimut et Barbara Nicolier.

WACKEN-THÉÂTRE NATIONAL

place de la Foire-Exposition, 67 Strasbourg. Les mardi 12, mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 heures. Tél.: 88-35-44-52. Durée : 2 h 30. 95 F et 125 F.

GOETHE'S FAUST

racine carré de 1 plus 2 (en allemand)
d'après Goethe, mise en scène de Christoph Marthaler, avec Matthias Bernhold, Josef Bierbichler, Jean-Pierre Cohn, Inka Friedrich, Ueli Jäggi, Jacques Ullrich, Martin Pawlowitz, Annette Sarbach, Siggi Schwientek, Ozlem Soydan, Catrin Striebeck, Edmond Telgenkämper, Ulrich Tukur, Graham F. Valentine et Clemens Sienknecht et Volker Griepentrost (pianistes). Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. Les vendredi 15 et samedi 16, à 20 heures; le dimanche 17, à 15 heures. Tél.: 88-75-48-23. Durée : 2 h 40. 85 F et 125 F.

THIONVILLE

La Station Champbaudet
d'Eugène Labiche, mise en scène d'Anne-Marie Lazzarini, avec Laurence Feyerand, Didier Lesour, Philippe Lebas,

d'Emmanuel Billy, mise en scène de l'auteur, avec Karim Belkhadra, Patrick Azam, Charles-Henri Peler, Valérie Touzé, Vinciane Regattieri, Philippe Métro et Jean Joulin.

LE VOLCAN

2, rue Racine, 76 Le Havre. Les samedi 9, vendredi 15, samedi 16, à 19 heures; les jeudi 14 et mardi 19, à 21 heures. Tél.: 35-19-10-10. Durée : 1 h 45. 80 F. Jusqu'au 21 mars.

UN PAYSAGE SUR LA TOMBE

de Fanny Mendel, mise en scène de l'auteur, avec Muriel Amat, Christophe Bouisse, Yan Duffas et Camille Japy. Le Volcan, 2, rue Racine, 76 Le Havre. Le samedi 9, à 21 heures. Tél.: 35-19-10-10. Durée : 1 h 45. 80 F.

L'AFFAIRE DE LA RUE DE LOURCINE

d'Eugène Labiche, mise en scène de François Wastiaux, avec Jean-Damien Barbin, Bruno Pesenti, Agnès Sourdil, Barnabé Perrotte, Yvetta Ingey et Luis Naon (musicien).

LE VOLCAN

2, rue Racine, 76 Le Havre. Le jeudi 14, à 19 heures; les vendredi 15 et samedi 16, à 21 heures. Tél.: 35-19-10-10. Durée : 1 heure. 80 F.

VIA NEGATIVE

d'Eugène Durif, mise en scène de Nor-dine Lahou, avec Serge Avédikian, Catherine Beau, Dominique Berthel, Jean-Yves Duparc, François Font, Eric Jakobik, Lucien Melki et Valérie Vinci. Le Volcan, 2, rue Racine, 76 Le Havre. Les jeudi 14 et samedi 16, à 21 heures; le vendredi 15, à 19 heures. Tél.: 35-19-10-10. Durée : 1 h 45. 80 F.

MONTLUÇON

Sallinger
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène d'Anne-Françoise Benhamou et Denis Loubaton, avec Marc Berman, Jean Bouajila, Luc-Antoine Disquard, Claude Duparquet, Patricia Jeanneau, Chantal Lavallée, Michèle Moretti et Anne Rejony.

LES FÉDÉRÉS-THÉÂTRE DES ÎLES

Boris-Vian, 03 Montluçon. Les jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 h 30. Tél.: 70-89-86-18. Durée : 2 h 15. 70 F et 90 F.

NANTES

La Femme changée en renard
d'après David Garnett, mise en scène de Didier Bezace, avec Serpentine Teyssier, Christophe Grundmann et Benoît Muracciole.

THÉÂTRE UNIVERSITAIRE

ch. de la Censive-du-Tertre, 44 Nantes. Les vendredi 15 et samedi 16, à 21 heures. Tél.: 40-14-12-79. Durée : 1 h 30. 60 F et 110 F.

NICE

Comme tu me veux
de Luigi Pirandello, mise en scène de Claudia Stavisky, avec Nada Strancar, Alexis Nitzer, Martine Vandeville, Sid Ahmed Agoumi, Jean-Pierre Bagot, Françoise Bertin, Roland Monod, Arnaud Caronier, Violette Pilot et Pierre-Yves Desmoncaux.

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

promenade des Arts, 06 Nice. Les mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 h 30; le mardi 19, à 19 h 30. Tél.: 93-80-52-50. Durée : 2 h 30. 60 F et 170 F. Jusqu'au 21 mars.

NIMES

Vous qui habitez le temps
de Valère Novarina, mise en scène de Claude Buchwald, avec Véronique Boutroux, Emmanuel Clarke, Emmanuelle Ducrocq, Didier Dugast, Bruno Sermonne, Claude Merlin, Elodie Renard et Nicolas Struve.

ODÉON

7, rue Pierre-Sémar, 30 Nîmes. Le mardi 12, à 20 h 30; le mercredi 13, à 19 h 30. Tél.: 54-56-19-79. Durée : 2 h 15. 60 F et 80 F.

RICHAUD

de William Shakespeare, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Nathalie Bastat, Hugues Boucher, Stéphane Comby, Martial Di Fonzo Bo, Marie Lauverjat, Maxime Lefrançois, Frédérique Lofette, Philippe Marreau, Jean-Michel Portal, Sandrine Spielmann, Pascal Tokatlian et deux enfants en alternance.

THÉÂTRE NATIONAL DE BRETAGNE

1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes. Du mardi 12 au jeudi 14, le mardi 19, à 19 heures; les vendredi 15 et samedi 16, à 20 heures; le dimanche 17, à 15 heures. Tél.: 99-31-12-37. Durée : 2 h 20. 110 F. Jusqu'au 21 mars.

STRASBOURG

Conversations entre onze heures et minuit
d'après Honoré de Balzac, mise en scène de Claude Buchwald, avec Hélène Alexandridis, Caroline Chantolieu, Hélène Laplowe, Jérôme Kircher, Mathias Jung, Mohamed Rouabhi, Laurent Ziserman et Daniel Martin.

LE MAILLOTTÉ

Théâtre de la Madeleine, 67 Strasbourg. Les mardi 12, mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 h 30; le jeudi 14, à 19 h 30. Tél.: 88-27-61-81. Durée : 2 h 15. 90 F et 120 F.

LA MOUETTE

d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Alain Françon, avec Pierre Baillet, Carlo Brandt, Clovis Cornillac, Jean-Pierre Dougnac, Valérie Drévile, Jean-Claude Durand, Michèle Goddet, Guillaume Lévyque, Dominique Valadier, Claire Wauthion, Joseph Rolandez, Zimut et Barbara Nicolier.

WACKEN-THÉÂTRE NATIONAL

place de la Foire-Exposition, 67 Strasbourg. Les mardi 12, mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, à 20 heures. Tél.: 88-35-44-52. Durée : 2 h 30. 95 F et 125 F.

GOETHE'S FAUST

racine carré de 1 plus 2 (en allemand)
d'après Goethe, mise en scène de Christoph Marthaler, avec Matthias Bernhold, Josef Bierbichler, Jean-Pierre Cohn, Inka Friedrich, Ueli Jäggi, Jacques Ullrich, Martin Pawlowitz, Annette Sarbach, Siggi Schwientek, Ozlem Soydan, Catrin Striebeck, Edmond Telgenkämper, Ulrich Tukur, Graham F. Valentine et Clemens Sienknecht et Volker Griepentrost (pianistes).

OPÉRA DU RHIN

19, place Broglie, 67 Strasbourg. Les vendredi 15 et samedi 16, à 20 heures; le dimanche 17, à 15 heures. Tél.: 88-75-48-23. Durée : 2 h 40. 85 F et 125 F.

THIONVILLE

La Station Champbaudet
d'Eugène Labiche, mise en scène d'Anne-Marie Lazzarini, avec Laurence Feyerand, Didier Lesour, Philippe Lebas,

Jacques Bondu, Frédérique Lazzarini, Claude Guedj, Andréa Reitz-Rouyet, Irène Chauve et Xavier Bouvier.

TOURS

La Servante (ouverture)
d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Irina Dalle, Edienne Lefebvre, Frédérique Ruchaud, Ariane Gardel, Christophe Bernard, William Nadylam Yotnda, Benjamin Ritter et Jean-Damien Barbin.

THÉÂTRE LOUIS-JOURNET

12, rue Léonard-de-Vinci, 37 Tours. Le lundi 11, à 20 h 30. Tél.: 47-64-50-50. Durée : 1 h 30. 100 F et 120 F.

LE PALIN DE ROMÉO

d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Benjamin Ritter, Elizabeth Miaz, Antoine Feyerand, Philippe Girard, Emmanuel Salinger, Dominique Parent, Mathias Mlékuz, Claude Perron et Philippe Lehenberg.

THÉÂTRE LOUIS-JOURNET

12, rue Léonard-de-Vinci, 37 Tours. Les mardi 12 et mercredi 13, à 20 h 30. Tél.: 47-64-50-50. Durée : 2 h 30. 100 F et 120 F.

ART

ADJ-EN-PROVENCE

Mario Prassinos
Espace 13-Art contemporain, 21 bis, cours Mirabeau, 13 Aix-en-Provence. Tél.: 42-93-03-67. De 11 heures à 18 h 30. Jusqu'au 15 mars 1996.

ALTIRCH

Occupation 2: Marie-Amélie Garmel
Centre rhénan d'art contemporain d'Alsace, 18, rue du Château, 68 Altirch. Tél.: 69-08-62-55. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Du 9 mars 1996 au 21 avril 1996.

SUR INVITATION

Michaela Andrea Schatt
Centre rhénan d'art contemporain d'Alsace, 18, rue du Château, 68 Altirch. Tél.: 69-08-62-55. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Du 9 mars 1996 au 21 avril 1996.

AMIENS

Jean-Michel Alberola
Fonds régional d'art contemporain de Picardie, 45, rue Poirion, 80 Amiens. Tél.: 22-91-66-00. De 14 heures à 18 heures. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'au 29 mars 1996.

ANNE ET PATRICK POIRIER

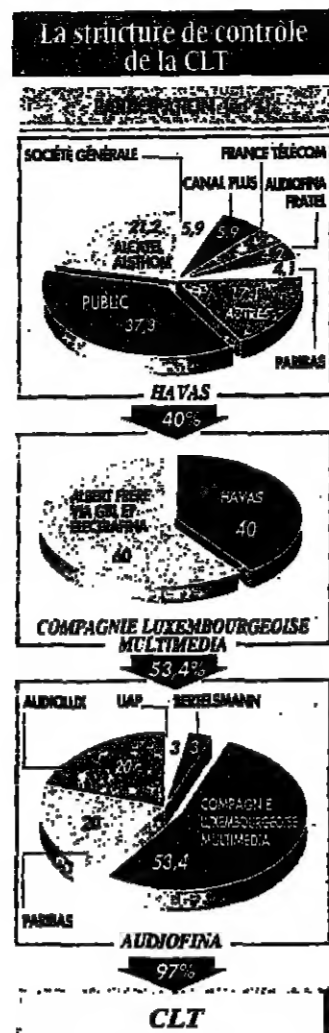
Musée de Picardie, 48, rue de la République, 80 Amiens. Tél.: 22-91-36-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 9 mars 1996 au 19 mai 1996.

BORDEAUX

Matthew Barney
CAPC-Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél.: 44-16-35. De 12 heures à 19 heures; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24

L'accord sur la télévision numérique en Allemagne semble être le prélude à la recomposition des capitaux d'Havas et de la CLT

L'entrée de BSKyB dans le capital de la chaîne Première dépend de l'accord de Leo Kirch, qui dispose d'un décodeur concurrent à celui de Canal Plus



AU-DELA de la prise de position sur le marché de la télévision numérique à péage en Allemagne, l'accord Canal Plus, Bertelsmann, Havas et BSkyB risque de provoquer une re-composition du capital des grands groupes de communication concernés.

● La structure de la chaîne allemande Première. Cette chaîne de télévision cryptée spécialisée dans le cinéma et le sport (1,1 million d'abonnés) est la propriété de Bertelsmann (37,5 %), de Canal Plus (37,5 %), mais aussi de Leo Kirch (25 %). Seule chaîne cryptée du paysage audiovisuel allemand, Première sera forcément le noyau d'un bouquet de programmes numériques. Mais lequel ? Celui de Bertelsmann-Murdoch-Canal Plus ? Ou bien celui que Leo Kirch projette seul de son côté ? La direction de la communication de Bertelsmann a reconnu, jeudi 7 mars, que le magnat allemand de l'audiovisuel Leo Kirch avait un pouvoir de blocage : « Nous allons essayer de faire en sorte que notre alliance puisse en profiter », a-t-il déclaré. « Mais nous n'avons pas réussi qu'avec l'accord de Kirch », a déclaré le porte-parole de Bertelsmann, Nikolaus Formanek.

Toutefois, si un jour Murdoch entrerait dans Première, Bertelsmann et Canal Plus devraient sans nul doute revoir leur rôle respectif au sein de la chaîne. Deuxième aspect du problème.

Leo Kirch, qui a développé une technologie numérique particulière (D-Box), affirme avoir le pouvoir de s'opposer à la réception de Première sur le décodeur Mediabox par Bertelsmann et Canal Plus.

Enfin, au plan financier, l'entrée éventuelle de Murdoch dans Première serait très profitable à Canal Plus. Trois d'abord parce que cela valoriserait sa participation de 37,5 %, aux environs de 2 milliards de francs. Or, l'investissement initial dans Première atteignait quelques dizaines de millions de francs seulement. Ensuite, parce que le prix affiché par Murdoch (270 millions de dollars) donne un prix indicatif de l'abonné sur le marché allemand : 5 000 francs, soit 1,25 fois la valeur de l'abonné de Canal Plus.

« L'avenir des relations Havas-CLT. La présence en direct (10 % du capital) d'Havas dans l'accord conclu avec Rupert Murdoch a indigné les dirigeants de la compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. Michel Delloye, administrateur délégué de la CLT, dans un entretien accordé au *Monde* (nos éditions du 8 mars) parlait même de « trahison ». Plusieurs dirigeants de la CLT sous-entendent que Pierre Dautiez et ses représentants ont assisté à toutes les réunions du conseil d'administration où il était question d'une alliance avec RSVB, le criant alors forte-

ment. La révolution numérique est donc en train de faire voler en éclats le tissu d'alliances complexes qui existait depuis les années 70 entre la France et le Luxembourg au sujet de la CLT. Quelles que soient les mesures de rétorsion immédiates prises par Albert Frère, principal actionnaire de la CLT - démission du conseil d'administration d'Havas? vente de la participation d'Audifina dans Havas? -, la marge de manœuvre de la CLT semble aujourd'hui considérablement réduite.

Si le groupe persiste dans sa volonté de poursuivre ses projets numériques en Allemagne et en France, des partenaires locaux - qui ne sont ni Bertels-

mann en Allemagne, ni Cana
Plus en France - lui seront né
cessaires.

La position de faiblesse de la CIT est telle aujourd'hui après ce retournement que le groupe ne paraît pas en mesure de poser ses conditions. Il n'est donc pas exclu qu'Albert Frère étudie cette fois sérieusement sinon la vente, du moins la restructuration de son groupe. Un seul problème pour la vente: les acheteurs possibles - Havas et Bertelsmann - risquent cette fois d'être moins pressés.

Seconde éventualité, Hava se désengagera-t-il de la CEE comme l'ont souhaité publiquement Gaston Thorn, et Michel Delloye, respectivement président et administrateur délé-

gué de la CLT? Pierre Dautzler, PDG d'Havas, répond par la négative. « Je n'ai pas l'intention de me désengager de la CLT. Ce n'est pas mon intérêt. Je considère que la CLT demeure un enjeu européen, aujourd'hui comme hier » a-t-il indiqué dans un entretien au Figaro du 3 mars. Havas, via IP, assure la règle publicitaire exclusive des télévisions et des radios de la CLT et est d'autant plus serein vis-à-vis du groupe luxembourgeois. Le contrat de règle vient d'être reconduit jusqu'à l'an 2000.

● **La place d'Havas.** L'arrivée en direct d'Havas dans le grand jeu audiovisuel numérique est susceptible d'avoir des conséquences. Jusqu'à présent Canal Plus était le seul acteur français à capacité réellement internationale. Désormais, la visibilité d'Havas s'accroît et confirme la volonté de Pierre Dautier, son PDG, d'apparaître comme un industriel de la communication plutôt que comme le patron d'un holding financier.

Yves Mamou

■ Karel Van Miert, commissaire européen qui participait aux réunions de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) à Bruxelles, a indiqué, jeudi 7 mars, que la commission européenne allait se pencher sérieusement sur la légalité de l'accord passé entre Rupert Murdoch et ses nouveaux alliés européens.

Annonces boursières

Juste avant l'annonce officielle de l'accord Bertelsmann-Canal Plus-Havas-Murdoch, les responsables de la communication de BSkyB déclaraient, mercredi 6 mars à 17 heures, que la chaîne britannique allait racheter 25 % du capital de la chaîne allemande. Première pour lequel 1,3 milliard de francs. Des rumeurs laissaient alors entendre que Leo Kirch cédait ses 25 % à Bertelsmann et Canal Plus se désolait d'être délaissé à 12,5 %. Nikolaus Formanek, directeur de la communication de Bertelsmann, y mit un terme en rappelant que des accords de préemption existent au sein de l'actionnariat de Première: personne ne peut vendre ses titres sans le proposer d'abord à ses partenaires. Le cours des actions des partenaires à l'accord a néanmoins flambé: l'action Canal Plus s'est élevée à 1 065 francs (+16,5 %), celle de BSkyB à 423 pence (+4 %), celle de Havas à 406 francs (+7,3 %) tandis que le titre Bertelsmann atteinait 191 marks (30 pfennigs de plus). La COB à Paris s'est refusée à tout commentaire. L'édition du 6 mars du *Financial Times* révélait que Rupert Murdoch s'était excusé personnellement, par téléphone auprès de ses nouveaux associés.

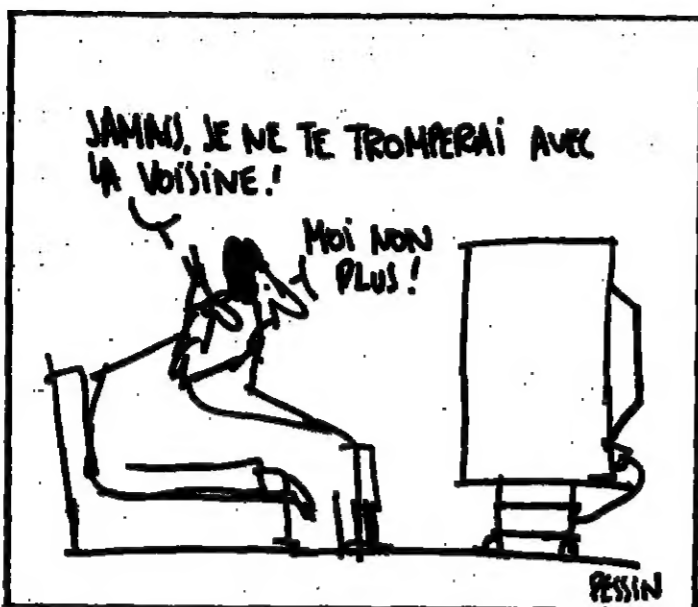
[illegible]

Portrait de femmes dans la campagne anglaise

Le téléfilm britannique « Une délicate affaire » traite avec élégance de l'homosexualité. Petits tableaux de société

ELLE EST JOLIE. Non, mieux, elle est belle. Belle comme une vierge italienne au sourire énigmatique, comme une vierge de Léonard de Vinci, celle du Rocher, un visage trouble devant déjà le chemin de croix qui l'attend.

Elle, c'est Alice Jordan (épouse-fantôme Sophie Ward), dix ans de mariage et trois beaux enfants aux boucles blondes. Son mari, Martin (Nathaniel Parker) est un avocat séduisant et même appétissant. Le bonheur ! Mais si l'on regarde de plus près, ce n'est pas tout à fait ça. Alice, après la naissance de son troisième enfant, a fait une légère dépression, elle a cessé de peindre les délicates aquarelles dont raffolaient ses amis. Rien de grave, pense-t-on dans son entourage, mais Martin, qui vivait jusque-là dans la superbe propriété de ses parents, décide de s'installer dans un petit village pour rétablir l'équilibre familial. C'est à ce moment précis que commence le film de Maura Armstrong.



Le village avec ses rites et ses habitudes. Chacun surveille ce que fait l'autre, et si un membre de la petite communauté oublie ses devoirs civiques, tel qu'aller balayer l'église ou tenir un stand le jour de la fête, l'épiscier à la langue bien pendue ou les commères à l'œil vif seraient là pour le rappeler à l'ordre. Le décor est planté, l'action peut commencer.

A peine Alice a-t-elle défilé ses valises que son envahissante belle-maman rappelle pour lui donner d'utiles conseils sous l'œil attendri de son nigeau de fils. Devant cette charmante scène, la domestique soupire d'aise et d'achoc, rassurée : « J'aime les familles. » En bien,

elle va être servie. La châtelaine du village, Lady Unwin, donnant une grande réception à l'occasion du retour de sa fille, Clodagh (épouse-fantôme Kerry Fox), invite les nouveaux venus afin de les présenter aux notables. Clodagh, une grande brune à large bouche, aime la vie, rit très fort et a coutume de dire et de faire, sans complexes, tout ce qui lui passe par la tête ; le contraire d'Alice, qui subit en silence. Le contact est glacial entre les deux femmes. Pourtant, Martin, Alice et Clodagh vont devenir les meilleurs amis du monde. Suivent alors de plaisants petits tableaux ethnologiques sur la bonne société britan-

Armelle Cressard

« Une délicate affaire » : Canal +, samedi 9 mars à 20 h 30.

La misère du monde

par Agathe Logeart

DEUX histoires banales, qui n'intéressent personne, sinon ceux qu'elles concernent, des gens obscurs qui ne sont qu'un chiffre dans des statistiques. Deux petits sujets sans prétention, qui se glissent comme par effraction dans le flot quotidien d'informations.

FR3, d'abord. Comme chaque jour, ou presque, une voiture piégée a explosé quelque part en Algérie. Il y a deux morts et une dizaine de blessés. Terreur ordinaire, quotidienne, lassante, répétitive. Il n'y a pas d'image, et c'est sans importance, car elles se ressemblent toutes. Il faut un plus grand nombre de cadavres pour justifier un petit tour de plus au rayon boucherie. En revanche, il y a d'autres manières de parler de l'Algérie. On peut raconter l'histoire de M. K., par exemple. Il y a quelques jours, le « 19-20 » nous emmenait dans les couloirs de l'Office français de protection des réfugiés. On nous expliquait que le droit d'asile n'a pas bien la cote, chez nous, par les temps qui courent.

L'Opéra s'apprêtait à examiner le cas d'un magistrat algérien qui demandait qu'on veuille bien lui ménager une petite place en France. C'est fait : M. K., comme l'appelle FR3, a perdu à la loterie. Motif invoqué : il n'a pu prouver qu'il faisait, chez lui, l'objet d'attaques à sa sécurité. Magistrat de la lutte antiterroriste, l'homme, qui a préféré ne pas laisser filmer son visage, avait été choqué des méthodes qu'on lui demandait de couvrir. Il donne les noms usuels de tortures couramment utilisées sur la personne de terroristes présumés : le

chiffon, la bouteille, le tiroir. « Des pratiques impossibles », dit-il. Tellement impossibles que ses protestations lui avaient valu une mutation dans un fief islamiste. Son collègue juge d'instruction est enlevé, tué. Lui, il s'enfuit en France. Pris en ciseau entre les islamistes et la sécurité militaire algérienne, il croit pouvoir bénéficier, ici, d'un statut protecteur. C'était une erreur. Pour être cru, il aurait, dit-il, dû se présenter « avec un bras arraché, ou la tête sur un plateau ». Hélas, il ne satisfaisait pas aux conditions.

France 2, maintenant. On reconduit moins à la frontière d'étrangers en situation irrégulière, ces temps-ci. Mais on ne chôme pas, tout de même. Pour afficher la détermination d'une politique, il reste les charters. Matambu Engwala est un Zaïrois installé en France depuis 1986. Il est en situation régulière. Il a un travail et un appartement. Jusqu'à jeudi dernier, il avait aussi une femme, à la maison.

Enceinte de quatre mois, diabolique, elle s'occupait de leur petite fille de quatorze mois, et attendait la régularisation de sa situation. Mais jeudi dernier, justement, c'était le jour du vol charter pour Kinshasa. La police est venue la chercher chez elle, à 7 heures du matin. Son mari aurait bien aimé qu'elle prenne un peu de linge, un peu d'argent. On ne lui en a pas laissé le temps.

C'est une évidence, toujours bonne à vérifier, la France ne peut accueillir toute la misère du monde.

TF1

13.00 Journal, Météo, Traffic Info.
13.30 Reportages.
Magazine. Bouffimont... un enterrement à l'ère d'Alfred.
14.05 L'homme qui tombe à pic.
15.00 Mac Gyver.
15.30 Melrose Place.
16.00 Hercule.
17.30 Trente millions d'amis.
18.25 Vidéo gaz.
19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Formule 1, Tierscé, La Minute typique, Météo.

20.45

TOP A MARITIME ET GILBERT CARPENTIER
Diversément présenté par Christophe Dechaume avec Jean-Claude Brilly, avec Charles Amnour, José Artur, Gilbert Carpentier, Marie-Françoise Belle, Michel Boulton, Patrick Bruel, Carlos, Jean-Pierre Casel, Alain Chamfort, Pétia Clair, Annie Corby, Dave, Jean-Jacques Debout, Alain Dolon, Sacha Distel, Alice Dona, Michel Duchaussoy, Chantal Goya, Zizi Jeanmaire, Marc Joffet, Sylvie Joly, Alexandra Kazan, Serge Lama, Michel Lecoq, Gérard Lenorman...
23.50 Formule foot.
0.25 Formule F1.
1.00 Journal, Météo.
1.15 Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.). 1.30 TF1 info. 1.40 Boulevard des Artistes. 2.00 Concert. 2.15 Les Nuits de France-Culture. 2.30 Les Nuits de France-Culture. 2.45 Les Nuits de France-Culture. 3.00 Les Nuits de France-Culture. 3.15 Les Nuits de France-Culture. 3.30 Les Nuits de France-Culture. 3.45 Les Nuits de France-Culture. 4.00 Les Nuits de France-Culture. 4.15 Les Nuits de France-Culture. 4.30 Les Nuits de France-Culture. 4.45 Les Nuits de France-Culture. 5.00 Les Nuits de France-Culture. 5.15 Les Nuits de France-Culture. 5.30 Les Nuits de France-Culture. 5.45 Les Nuits de France-Culture. 6.00 Les Nuits de France-Culture. 6.15 Les Nuits de France-Culture. 6.30 Les Nuits de France-Culture. 6.45 Les Nuits de France-Culture. 7.00 Les Nuits de France-Culture. 7.15 Les Nuits de France-Culture. 7.30 Les Nuits de France-Culture. 7.45 Les Nuits de France-Culture. 8.00 Les Nuits de France-Culture. 8.15 Les Nuits de France-Culture. 8.30 Les Nuits de France-Culture. 8.45 Les Nuits de France-Culture. 9.00 Les Nuits de France-Culture. 9.15 Les Nuits de France-Culture. 9.30 Les Nuits de France-Culture. 9.45 Les Nuits de France-Culture. 10.00 Les Nuits de France-Culture. 10.15 Les Nuits de France-Culture. 10.30 Les Nuits de France-Culture. 10.45 Les Nuits de France-Culture. 11.00 Les Nuits de France-Culture. 11.15 Les Nuits de France-Culture. 11.30 Les Nuits de France-Culture. 11.45 Les Nuits de France-Culture. 12.00 Les Nuits de France-Culture. 12.15 Les Nuits de France-Culture. 12.30 Les Nuits de France-Culture. 12.45 Les Nuits de France-Culture. 13.00 Les Nuits de France-Culture. 13.15 Les Nuits de France-Culture. 13.30 Les Nuits de France-Culture. 13.45 Les Nuits de France-Culture. 14.00 Les Nuits de France-Culture. 14.15 Les Nuits de France-Culture. 14.30 Les Nuits de France-Culture. 14.45 Les Nuits de France-Culture. 15.00 Les Nuits de France-Culture. 15.15 Les Nuits de France-Culture. 15.30 Les Nuits de France-Culture. 15.45 Les Nuits de France-Culture. 16.00 Les Nuits de France-Culture. 16.15 Les Nuits de France-Culture. 16.30 Les Nuits de France-Culture. 16.45 Les Nuits de France-Culture. 17.00 Les Nuits de France-Culture. 17.15 Les Nuits de France-Culture. 17.30 Les Nuits de France-Culture. 17.45 Les Nuits de France-Culture. 18.00 Les Nuits de France-Culture. 18.15 Les Nuits de France-Culture. 18.30 Les Nuits de France-Culture. 18.45 Les Nuits de France-Culture. 19.00 Les Nuits de France-Culture. 19.15 Les Nuits de France-Culture. 19.30 Les Nuits de France-Culture. 19.45 Les Nuits de France-Culture. 20.00 Les Nuits de France-Culture. 20.15 Les Nuits de France-Culture. 20.30 Les Nuits de France-Culture. 20.45 Les Nuits de France-Culture. 21.00 Les Nuits de France-Culture. 21.15 Les Nuits de France-Culture. 21.30 Les Nuits de France-Culture. 21.45 Les Nuits de France-Culture. 22.00 Les Nuits de France-Culture. 22.15 Les Nuits de France-Culture. 22.30 Les Nuits de France-Culture. 22.45 Les Nuits de France-Culture. 23.00 Les Nuits de France-Culture. 23.15 Les Nuits de France-Culture. 23.30 Les Nuits de France-Culture. 23.45 Les Nuits de France-Culture. 24.00 Les Nuits de France-Culture. 24.15 Les Nuits de France-Culture. 24.30 Les Nuits de France-Culture. 24.45 Les Nuits de France-Culture. 25.00 Les Nuits de France-Culture. 25.15 Les Nuits de France-Culture. 25.30 Les Nuits de France-Culture. 25.45 Les Nuits de France-Culture. 26.00 Les Nuits de France-Culture. 26.15 Les Nuits de France-Culture. 26.30 Les Nuits de France-Culture. 26.45 Les Nuits de France-Culture. 27.00 Les Nuits de France-Culture. 27.15 Les Nuits de France-Culture. 27.30 Les Nuits de France-Culture. 27.45 Les Nuits de France-Culture. 28.00 Les Nuits de France-Culture. 28.15 Les Nuits de France-Culture. 28.30 Les Nuits de France-Culture. 28.45 Les Nuits de France-Culture. 29.00 Les Nuits de France-Culture. 29.15 Les Nuits de France-Culture. 29.30 Les Nuits de France-Culture. 29.45 Les Nuits de France-Culture. 30.00 Les Nuits de France-Culture. 30.15 Les Nuits de France-Culture. 30.30 Les Nuits de France-Culture. 30.45 Les Nuits de France-Culture. 31.00 Les Nuits de France-Culture. 31.15 Les Nuits de France-Culture. 31.30 Les Nuits de France-Culture. 31.45 Les Nuits de France-Culture. 32.00 Les Nuits de France-Culture. 32.15 Les Nuits de France-Culture. 32.30 Les Nuits de France-Culture. 32.45 Les Nuits de France-Culture. 33.00 Les Nuits de France-Culture. 33.15 Les Nuits de France-Culture. 33.30 Les Nuits de France-Culture. 33.45 Les Nuits de France-Culture. 34.00 Les Nuits de France-Culture. 34.15 Les Nuits de France-Culture. 34.30 Les Nuits de France-Culture. 34.45 Les Nuits de France-Culture. 35.00 Les Nuits de France-Culture. 35.15 Les Nuits de France-Culture. 35.30 Les Nuits de France-Culture. 35.45 Les Nuits de France-Culture. 36.00 Les Nuits de France-Culture. 36.15 Les Nuits de France-Culture. 36.30 Les Nuits de France-Culture. 36.45 Les Nuits de France-Culture. 37.00 Les Nuits de France-Culture. 37.15 Les Nuits de France-Culture. 37.30 Les Nuits de France-Culture. 37.45 Les Nuits de France-Culture. 38.00 Les Nuits de France-Culture. 38.15 Les Nuits de France-Culture. 38.30 Les Nuits de France-Culture. 38.45 Les Nuits de France-Culture. 39.00 Les Nuits de France-Culture. 39.15 Les Nuits de France-Culture. 39.30 Les Nuits de France-Culture. 39.45 Les Nuits de France-Culture. 40.00 Les Nuits de France-Culture. 40.15 Les Nuits de France-Culture. 40.30 Les Nuits de France-Culture. 40.45 Les Nuits de France-Culture. 41.00 Les Nuits de France-Culture. 41.15 Les Nuits de France-Culture. 41.30 Les Nuits de France-Culture. 41.45 Les Nuits de France-Culture. 42.00 Les Nuits de France-Culture. 42.15 Les Nuits de France-Culture. 42.30 Les Nuits de France-Culture. 42.45 Les Nuits de France-Culture. 43.00 Les Nuits de France-Culture. 43.15 Les Nuits de France-Culture. 43.30 Les Nuits de France-Culture. 43.45 Les Nuits de France-Culture. 44.00 Les Nuits de France-Culture. 44.15 Les Nuits de France-Culture. 44.30 Les Nuits de France-Culture. 44.45 Les Nuits de France-Culture. 45.00 Les Nuits de France-Culture. 45.15 Les Nuits de France-Culture. 45.30 Les Nuits de France-Culture. 45.45 Les Nuits de France-Culture. 46.00 Les Nuits de France-Culture. 46.15 Les Nuits de France-Culture. 46.30 Les Nuits de France-Culture. 46.45 Les Nuits de France-Culture. 47.00 Les Nuits de France-Culture. 47.15 Les Nuits de France-Culture. 47.30 Les Nuits de France-Culture. 47.45 Les Nuits de France-Culture. 48.00 Les Nuits de France-Culture. 48.15 Les Nuits de France-Culture. 48.30 Les Nuits de France-Culture. 48.45 Les Nuits de France-Culture. 49.00 Les Nuits de France-Culture. 49.15 Les Nuits de France-Culture. 49.30 Les Nuits de France-Culture. 49.45 Les Nuits de France-Culture. 50.00 Les Nuits de France-Culture. 50.15 Les Nuits de France-Culture. 50.30 Les Nuits de France-Culture. 50.45 Les Nuits de France-Culture. 51.00 Les Nuits de France-Culture. 51.15 Les Nuits de France-Culture. 51.30 Les Nuits de France-Culture. 51.45 Les Nuits de France-Culture. 52.00 Les Nuits de France-Culture. 52.15 Les Nuits de France-Culture. 52.30 Les Nuits de France-Culture. 52.45 Les Nuits de France-Culture. 53.00 Les Nuits de France-Culture. 53.15 Les Nuits de France-Culture. 53.30 Les Nuits de France-Culture. 53.45 Les Nuits de France-Culture. 54.00 Les Nuits de France-Culture. 54.15 Les Nuits de France-Culture. 54.30 Les Nuits de France-Culture. 54.45 Les Nuits de France-Culture. 55.00 Les Nuits de France-Culture. 55.15 Les Nuits de France-Culture. 55.30 Les Nuits de France-Culture. 55.45 Les Nuits de France-Culture. 56.00 Les Nuits de France-Culture. 56.15 Les Nuits de France-Culture. 56.30 Les Nuits de France-Culture. 56.45 Les Nuits de France-Culture. 57.00 Les Nuits de France-Culture. 57.15 Les Nuits de France-Culture. 57.30 Les Nuits de France-Culture. 57.45 Les Nuits de France-Culture. 58.00 Les Nuits de France-Culture. 58.15 Les Nuits de France-Culture. 58.30 Les Nuits de France-Culture. 58.45 Les Nuits de France-Culture. 59.00 Les Nuits de France-Culture. 59.15 Les Nuits de France-Culture. 59.30 Les Nuits de France-Culture. 59.45 Les Nuits de France-Culture. 60.00 Les Nuits de France-Culture. 60.15 Les Nuits de France-Culture. 60.30 Les Nuits de France-Culture. 60.45 Les Nuits de France-Culture. 61.00 Les Nuits de France-Culture. 61.15 Les Nuits de France-Culture. 61.30 Les Nuits de France-Culture. 61.45 Les Nuits de France-Culture. 62.00 Les Nuits de France-Culture. 62.15 Les Nuits de France-Culture. 62.30 Les Nuits de France-Culture. 62.45 Les Nuits de France-Culture. 63.00 Les Nuits de France-Culture. 63.15 Les Nuits de France-Culture. 63.30 Les Nuits de France-Culture. 63.45 Les Nuits de France-Culture. 64.00 Les Nuits de France-Culture. 64.15 Les Nuits de France-Culture. 64.30 Les Nuits de France-Culture. 64.45 Les Nuits de France-Culture. 65.00 Les Nuits de France-Culture. 65.15 Les Nuits de France-Culture. 65.30 Les Nuits de France-Culture. 65.45 Les Nuits de France-Culture. 66.00 Les Nuits de France-Culture. 66.15 Les Nuits de France-Culture. 66.30 Les Nuits de France-Culture. 66.45 Les Nuits de France-Culture. 67.00 Les Nuits de France-Culture. 67.15 Les Nuits de France-Culture. 67.30 Les Nuits de France-Culture. 67.45 Les Nuits de France-Culture. 68.00 Les Nuits de France-Culture. 68.15 Les Nuits de France-Culture. 68.30 Les Nuits de France-Culture. 68.45 Les Nuits de France-Culture. 69.00 Les Nuits de France-Culture. 69.15 Les Nuits de France-Culture. 69.30 Les Nuits de France-Culture. 69.45 Les Nuits de France-Culture. 70.00 Les Nuits de France-Culture. 70.15 Les Nuits de France-Culture. 70.30 Les Nuits de France-Culture. 70.45 Les Nuits de France-Culture. 71.00 Les Nuits de France-Culture. 71.15 Les Nuits de France-Culture. 71.30 Les Nuits de France-Culture. 71.45 Les Nuits de France-Culture. 72.00 Les Nuits de France-Culture. 72.15 Les Nuits de France-Culture. 72.30 Les Nuits de France-Culture. 72.45 Les Nuits de France-Culture. 73.00 Les Nuits de France-Culture. 73.15 Les Nuits de France-Culture. 73.30 Les Nuits de France-Culture. 73.45 Les Nuits de France-Culture. 74.00 Les Nuits de France-Culture. 74.15 Les Nuits de France-Culture. 74.30 Les Nuits de France-Culture. 74.45 Les Nuits de France-Culture. 75.00 Les Nuits de France-Culture. 75.15 Les Nuits de France-Culture. 75.30 Les Nuits de France-Culture. 75.45 Les Nuits de France-Culture. 76.00 Les Nuits de France-Culture. 76.15 Les Nuits de France-Culture. 76.30 Les Nuits de France-Culture. 76.45 Les Nuits de France-Culture. 77.00 Les Nuits de France-Culture. 77.15 Les Nuits de France-Culture. 77.30 Les Nuits de France-Culture. 77.45 Les Nuits de France-Culture. 78.00 Les Nuits de France-Culture. 78.15 Les Nuits de France-Culture. 78.30 Les Nuits de France-Culture. 78.45 Les Nuits de France-Culture. 79.00 Les Nuits de France-Culture. 79.15 Les Nuits de France-Culture. 79.30 Les Nuits de France-Culture. 79.45 Les Nuits de France-Culture. 80.00 Les Nuits de France-Culture. 80.15 Les Nuits de France-Culture. 80.30 Les Nuits de France-Culture. 80.45 Les Nuits de France-Culture. 81.00 Les Nuits de France-Culture. 81.15 Les Nuits de France-Culture. 81.30 Les Nuits de France-Culture. 81.45 Les Nuits de France-Culture. 82.00 Les Nuits de France-Culture. 82.15 Les Nuits de France-Culture. 82.30 Les Nuits de France-Culture. 82.45 Les Nuits de France-Culture. 83.00 Les Nuits de France-Culture. 83.15 Les Nuits de France-Culture. 83.30 Les Nuits de France-Culture. 83.45 Les Nuits de France-Culture. 84.00 Les Nuits de France-Culture. 84.15 Les Nuits de France-Culture. 84.30 Les Nuits de France-Culture. 84.45 Les Nuits de France-Culture. 85.00 Les Nuits de France-Culture. 85.15 Les Nuits de France-Culture. 85.30 Les Nuits de France-Culture. 85.45 Les Nuits de France-Culture. 86.00 Les Nuits de France-Culture. 86.15 Les Nuits de France-Culture. 86.30 Les Nuits de France-Culture. 86.45 Les Nuits de France-Culture. 87.00 Les Nuits de France-Culture. 87.15 Les Nuits de France-Culture. 87.30 Les Nuits de France-Culture. 87.45 Les Nuits de France-Culture. 88.00 Les Nuits de France-Culture. 88.15 Les Nuits de France-Culture. 88.30 Les Nuits de France-Culture. 88.45 Les Nuits de France-Culture. 89.00 Les Nuits de France-Culture. 89.15 Les Nuits de France-Culture. 89.30 Les Nuits de France-Culture. 89.45 Les Nuits de France-Culture. 90.00 Les Nuits de France-Culture. 90.15 Les Nuits de France-Culture. 90.30 Les Nuits de France-Culture. 90.45 Les Nuits de France-Culture. 91.00 Les Nuits de France-Culture. 91.15 Les Nuits de France-Culture. 91.30 Les Nuits de France-Culture. 91.45 Les Nuits de France-Culture. 92.00 Les Nuits de France-Culture. 92.15 Les Nuits de France-Culture. 92.30 Les Nuits de France-Culture. 92.45 Les Nuits de France-Culture. 93.00 Les Nuits de France-Culture. 93.15 Les Nuits de France-Culture. 93.30 Les Nuits de France-Culture. 93.45 Les Nuits de France-Culture. 94.00 Les Nuits de France-Culture. 94.15 Les Nuits de France-Culture. 94.30 Les Nuits de France-Culture. 94.45 Les Nuits de France-Culture. 95.00 Les Nuits de France-Culture. 95.15 Les Nuits de France-Culture. 95.30 Les Nuits de France-Culture. 95.45 Les Nuits de France-Culture. 96.00 Les Nuits de France-Culture. 96.15 Les Nuits de France-Culture. 96.30 Les Nuits de France-Culture. 96.45 Les Nuits de France-Culture. 97.00 Les Nuits de France-Culture. 97.15 Les Nuits de France-Culture. 97.30 Les Nuits de France-Culture. 97.45 Les Nuits de France-Culture. 98.00 Les Nuits de France-Culture. 98.15 Les Nuits de France-Culture. 98.30 Les Nuits de France-Culture. 98.45 Les Nuits de France-Culture. 99.00 Les Nuits de France-Culture. 99.15 Les Nuits de France-Culture. 99.30 Les Nuits de France-Culture. 99.45 Les Nuits de France-Culture. 100.00 Les Nuits de France-Culture. 100.15 Les Nuits de France-Culture. 100.30 Les Nuits de France-Culture. 100.45 Les Nuits de France-Culture. 101.00 Les Nuits de France-Culture. 101.15 Les Nuits de France-Culture. 101.30 Les Nuits de France-Culture. 101.45 Les Nuits de France-Culture. 102.00 Les Nuits de France-Culture. 102.15 Les Nuits de France-Culture. 102.30 Les Nuits de France-Culture. 102.45 Les Nuits de France-Culture. 103.00 Les Nuits de France-Culture. 103.15 Les Nuits de France-Culture. 103.30 Les Nuits de France-Culture. 103.45 Les Nuits de France-Culture. 104.00 Les Nuits de France-Culture. 104.15 Les Nuits de France-Culture. 104.30 Les Nuits de France-Culture. 104.45 Les Nuits de France-Culture. 105.00 Les Nuits de France-Culture. 105.15 Les Nuits de France-Culture. 105.30 Les Nuits de France-Culture. 105.45 Les Nuits de France-Culture. 106.00 Les Nuits de France-Culture. 106.15 Les Nuits de France-Culture. 106.30 Les Nuits de France-Culture. 106.45 Les Nuits de France-Culture. 107.00 Les Nuits de France-Culture. 107.15 Les Nuits de France-Culture. 107.30 Les Nuits de France-Culture. 107.45 Les Nuits de France-Culture. 108.00 Les Nuits de France-Culture. 108.15 Les Nuits de France-Culture. 108.30 Les Nuits de France-Culture. 108.45 Les Nuits de France-Culture. 109.00 Les Nuits de France-Culture. 109.15 Les Nuits de France-Culture. 109.30 Les Nuits de France-Culture. 109.45 Les Nuits de France-Culture. 110.00 Les Nuits de France-Culture. 110.15 Les Nuits de France-Culture. 110.30 Les Nuits de France-Culture. 110.45 Les Nuits de France-Culture. 111.00 Les Nuits de France-Culture. 111.15 Les Nuits de France-Culture. 111.30 Les Nuits de France-Culture. 111.45 Les Nuits de France-Culture. 112.00 Les Nuits de France-Culture. 112.15 Les Nuits de France-Culture. 112.30 Les Nuits de France-Culture. 112.45 Les Nuits de France-Culture. 113.00 Les Nuits de France-Culture. 113.15 Les Nuits de France-Culture. 113.30 Les Nuits de France-Culture. 113.45 Les Nuits de France-Culture. 114.00 Les Nuits de France-Culture. 114.15 Les Nuits de France-Culture. 114.30 Les Nuits de France-Culture. 114.45 Les Nuits de France-Culture. 115.00 Les Nuits de France-Culture. 115.15 Les Nuits de France-Culture. 115.30 Les Nuits de France-Culture. 115.45 Les Nuits de France-Culture. 116.00 Les Nuits de France-Culture. 116.15 Les Nuits de France-Culture. 116.30 Les Nuits de France-Culture. 116.45 Les Nuits de France-Culture. 117.00 Les Nuits de France-Culture. 117.15 Les Nuits de France-Culture. 117.30 Les Nuits de France-Culture. 117.45 Les Nuits de France-Culture. 118.00 Les Nuits de France-Culture. 118.15 Les Nuits de France-Culture. 118.30 Les Nuits de France-Culture. 118.45 Les Nuits de France-Culture. 119.00 Les Nuits de France-Culture. 119.15 Les Nuits de France-Culture. 119.30 Les Nuits de France-Culture. 119.45 Les Nuits de France-Culture. 120.00 Les Nuits de France-Culture. 120.15 Les Nuits de France-Culture. 120.30 Les Nuits de France-Culture. 120.45 Les Nuits de France-Culture. 121.00 Les Nuits de France-Culture. 121.15 Les Nuits de France-Culture. 121.30 Les Nuits de France-Culture. 121.45 Les Nuits de France-Culture. 122.00 Les Nuits de France-Culture. 122.15 Les Nuits de France-Culture. 122.30 Les Nuits de France-Culture. 122.45 Les Nuits de France-Culture. 123.00 Les Nuits de France-Culture. 123.15 Les Nuits de France-Culture. 123.30 Les Nuits de France-Culture. 123.45 Les Nuits de France-Culture. 124.00 Les Nuits de France-Culture. 124.15 Les Nuits de France-Culture. 124.30 Les Nuits de France-Culture. 124.45 Les Nuits de France-Culture. 125.00 Les Nuits de France-Culture. 125.15 Les Nuits de France-Culture. 125.30 Les Nuits de France-Culture. 125.45 Les Nuits de France-Culture. 126.00 Les Nuits de France-Culture. 126.15 Les Nuits de France-Culture. 126.30 Les Nuits de France-Culture. 126.45 Les Nuits de France-Culture. 127.00 Les Nuits de France-Culture. 127.15 Les Nuits de France-Culture. 127.30 Les Nuits de France-Culture. 127.45 Les Nuits de France-Culture. 128.00 Les Nuits de France-Culture. 128.15 Les Nuits de France-Culture. 128.30 Les Nuits de France-Culture. 128.45 Les Nuits de France-Culture. 129.00 Les Nuits de France-Culture. 129.15 Les Nuits de France-Culture. 129.30 Les Nuits de France-Culture. 129.45 Les Nuits de France-Culture. 130.00 Les Nuits de France-Culture. 130.15 Les Nuits de France-Culture. 130.30 Les Nuits de France-Culture. 130.45 Les Nuits de France-Culture. 131.00 Les Nuits de France-Culture. 131.15 Les Nuits de France-Culture. 131.30 Les Nuits de France-Culture. 131.45 Les Nuits de France-Culture. 132.00 Les Nuits de France-Culture. 132.15 Les Nuits de France-Culture. 132.30 Les Nuits de France-Culture. 132.45 Les Nuits de France-Culture. 133.00 Les Nuits de France-Culture. 133.15 Les Nuits de France-Culture. 133.30 Les Nuits de France-Culture. 133.45 Les Nuits de France-Culture. 134.00 Les Nuits de France-Culture. 134.15 Les Nuits de France-Culture. 134.30 Les Nuits de France-Culture. 134.45 Les Nuits de France-Culture. 135.00 Les Nuits de France-Culture. 135.15 Les Nuits de France-Culture. 135.30 Les Nuits de France-Culture. 135.45 Les Nuits de France-Culture. 136.00 Les Nuits de France-Culture. 136.15 Les Nuits de France-Culture. 136.30 Les Nuits de France-Culture. 136.45 Les Nuits de France-Culture. 137.00 Les Nuits de France-Culture. 137.15 Les Nuits de France-Culture. 137.30 Les Nuits de France-Culture. 137.45 Les Nuits de France-Culture. 138.00 Les Nuits de France-Culture. 138.15 Les Nuits de France-Culture. 138.30 Les Nuits de France-Culture. 138.45 Les Nuits de France-Culture. 139.00 Les Nuits de France-Culture. 139.15 Les Nuits de France-Culture. 139.30 Les Nuits de France-Culture. 139.45 Les Nuits de France-Culture. 140.00 Les Nuits de France-Culture. 140.15 Les Nuits de France-Culture. 140.30 Les Nuits de France-Culture. 140.45 Les Nuits de France-Culture. 141.00 Les Nuits de France-Culture. 141.15 Les Nuits de France-Culture. 141.30 Les Nuits de France-Culture. 141.45 Les Nuits de France-Culture. 142.00 Les Nuits de France-Culture. 142.15 Les Nuits de France-Culture. 142.30 Les Nuits de France-Culture. 142.45 Les Nuits de France-Culture. 143.00 Les Nuits de France-Culture. 143.15 Les Nuits de France-Culture. 143.30 Les Nuits de France-Culture. 143.45 Les Nuits de France-Culture. 144.00 Les Nuits de France-Culture. 144.15 Les Nuits de France-Culture. 144.30 Les Nuits de France-Culture. 144.45 Les Nuits de France-Culture. 145.00 Les Nuits de France-Culture. 145.15 Les Nuits de France-Culture. 145.30 Les Nuits de France-Culture. 145.45 Les Nuits de France-Culture. 146.00 Les Nuits de France-Culture. 146.15 Les Nuits de France-Culture. 146.30 Les Nuits de France-Culture. 146.45 Les Nuits de France-Culture. 147.00 Les Nuits de France-Culture. 147.15 Les Nuits de France-Culture. 147.30 Les Nuits de France-Culture. 147.45 Les Nuits de France-Culture. 148.00 Les Nuits de France-Culture. 148.15 Les Nuits de France-Culture. 148.30 Les Nuits de France-Culture. 148.45 Les Nuits de France-Culture. 149.00 Les Nuits de France-Culture. 149.15 Les Nuits de France-Culture. 149.30 Les Nuits de France-Culture. 149.45 Les Nuits de France-Culture. 150.00 Les Nuits de France-Culture. 150.15 Les Nuits de France-Culture. 150.30 Les Nuits de France-Culture. 150.45 Les Nuits de France-Culture. 151.00 Les Nuits de France-Culture. 151.15 Les Nuits de France-Culture. 151.30 Les Nuits de France-Culture. 151.45 Les Nuits de France-Culture. 152.00 Les Nuits de France-Culture. 152.15 Les Nuits de France-Culture. 152.30 Les Nuits de France-Culture. 152.45 Les Nuits de France-Culture. 153.00 Les Nuits de France-Culture. 153.15 Les Nuits de France-Culture. 153.30 Les Nuits de France-Culture. 153.45 Les Nuits de France-Culture. 154.00 Les Nuits de France-Culture. 154.15 Les Nuits de France-Culture. 154.30 Les Nuits de France-Culture. 154.45 Les Nuits de France-Culture. 155.00 Les Nuits de France-Culture. 155.15 Les Nuits de France-Culture. 155.30 Les Nuits de France-Culture. 155.45 Les Nuits de France-Culture. 156.00 Les Nuits de France-Culture. 156.15 Les Nuits de France-Culture. 156.30 Les Nuits de France-Culture. 156.45 Les Nuits de France-Culture. 157.00 Les Nuits de France-Culture. 157.15 Les Nuits de France-Culture. 157.30 Les Nuits de France-Culture. 157.45 Les Nuits de France-Culture. 158.00 Les Nuits de France-Culture. 158.15 Les Nuits de France-Culture. 158.30 Les Nuits de France-Culture. 158.45 Les Nuits de France-Culture. 159.00 Les Nuits de France-Culture. 159.15 Les Nuits de France-Culture. 159.30 Les Nuits de France-Culture. 159.45 Les Nuits de France-Culture. 160.00 Les Nuits de France-Culture. 160.15 Les Nuits de France-Culture. 160.30 Les Nuits de France-Culture. 160.45 Les Nuits de France-Culture. 161.00 Les Nuits de France-Culture. 161.15 Les Nuits de France-Culture. 161.30 Les Nuits de France-Culture. 161.45 Les Nuits de France-Culture. 162.00 Les Nuits de France-Culture. 162.15 Les Nuits de France-Culture. 162.30 Les Nuits de France-Culture. 162.45 Les Nuits de France-Culture. 163.00 Les Nuits de France-Culture. 163.15 Les Nuits de France-Culture. 163.30 Les Nuits de France-Culture. 163.45 Les Nuits de France-Culture. 164.00 Les Nuits de France-Culture. 164.15 Les Nuits de France-Culture. 164.30 Les Nuits de France-Culture. 164.45 Les Nuits de France-Culture. 165.00 Les Nuits de France-Culture. 165.15 Les Nuits de France-Culture. 165.30 Les Nuits de France-Culture. 165.45 Les Nuits de France-Culture. 166.00 Les Nuits de France-Culture. 166.15 Les Nuits de France-Culture. 166.30 Les Nuits de France-Culture. 166.45 Les Nuits de France-Culture. 167.00 Les Nuits de France-Culture. 167.15 Les Nuits de France-Culture. 167.30 Les Nuits de France-Culture. 167.45 Les Nuits de France-Culture. 168.00 Les Nuits de France-Culture. 168.15 Les Nuits de France-Culture. 168.30 Les Nuits de France-Culture. 168.45 Les Nuits de France-Culture. 169.00 Les Nuits de France-Culture. 169.15 Les Nuits de France-Culture. 169.30 Les Nuits de France-Culture. 169.

Un cactus, une caresse

par Pierre Georges

CELA PART d'un bon sentiment. En « une » de l'hebdomadaire *Elle*, cette semaine, une aimable injonction. Surtout : « Il n'est plus sûr de rien. » Titre : « Rendez-lui son pénis. » Sous-titre : « Huit conseils pour doper son moral et sa virilité. » Et mode d'emploi à l'intérieur avec suggestions afférentes.

Rendez-lui son pénis en effet ! L'homme, qui en ce domaine se fantasme volontiers prêteur, l'*Homo modernus* dépourvu de l'essentiel de ses attributs, pousse, du fond des âges, le même et éternel cri d'Harpagon détreussé : « Mon phallus, mon phallus ! »

Sans lui, il n'est rien. Avec lui, plus grand-chose. Et, donc, pauvre, plus sûr de rien. La preuve, ce vendredi des Femmes, au dos du plus mâle des quotidiens. Les 3 Suisses, entreprise de féminisme par correspondance, n'y sont pas allés avec le dos de *L'Equipe*. Une campagne de démolition à la Benetton.

Une pleine page. A gauche, un cactus de l'espèce érectile et nettement en état d'érection. Une représentation tout à fait engageante du sexe masculin. Entre la cactacée et la matraque à pointes. Cela s'appelle : « Un cactus ». Le « un » cercle de rouge. A droite, un corps féminin, ventre, hanches, courbes et douceurs nécessaires, d'un tendre sépia pour ajouter au velouté de la peau. Une main est sur le flanc. L'autre, entre les cuisses. Cela s'appelle : « Une caresse ». Le « une » également cercle de rouge. Avec flèche vers la main caresseuse, pour que nul n'ignore.

L'un « et » l'autre « sont » dans une photographie. L'un tombe à l'eau. Que reste-t-il ? L'autre « cactus, mon cactus ! ».

évidemment. D'où le slogan : « Demain sera féminin. » Merci les 3 Suisses à la Sainte-Elisabeth ! Cette page est d'une élégance rare, parfaitement suggestive, la guerre des sexes sans dentelles.

L'homme-cactus et la femme-caresse participent d'une campagne publicitaire plus large. A la demande des 3 Suisses, dont la clientèle est presque exclusivement composée de femmes, l'agence BDDP s'est ingéniée à promouvoir les valeurs féminines. D'où une série d'affiches, placardées notamment dans le métro, pour jouer, selon une symbolique bien établie, des contrastes. Dureté contre douceur. Asperité contre rondeur. Guerre contre amour. Homme contre femme en somme.

Mais cette dernière affiche — oserait-on écrire comme l'un-l'une ? — fut refusée par la RATP. Au motif qu'elle pouvait choquer le public. C'est un fait. Elle pouvait choquer. Il est même assez probable qu'elle était faite pour cela et pour qu'on en parle. Voilà qui est fait.

Car, pour le reste, il y a assez longtemps que les hommes de France célèbrent le culte du « un ». « Dans mon slip, y a un cactus. Je me pique de le savoir », Jacques Dutronc l'avait chanté. Et il n'est pas impossible que de vagues reminiscences de ce morceau de bravoure aient inspiré nos créateurs en leur juste cause d'un vendredi féminin.

Voilà pourquoi, outre les droits d'auteur à verser, il conviendrait, les festivités achevées, de réhabiliter l'homme. Au plus vite ! Un pauvre diable d'homme. Plus sûr de rien, s'époumonnant, seul et abandonné, en son désert mexicain affectif. Aux cris déchirants, mâles et vains de « mon cactus, mon cactus ! ».

Le commissaire Rougelet est révoqué de la police nationale

SIGNÉ jeudi 7 mars par le président de la République, le décret de révocation du commissaire Patrick Rougelet a confirmé la sanction proposée, le 15 février, par le conseil de discipline, sur la base d'une enquête concluant à la participation du policier à « un travail d'investigation méthodique visant à rassembler des éléments à charge contre MM. Bertrand et Dalle (le directeur central des RG et l'un de ses collaborateurs), et contre la direction centrale des renseignements généraux ». Affecté au service du haut fonctionnaire de défense au ministère de l'Intérieur, M. Rougelet était suspendu de ses fonctions depuis le 25 juillet, lorsqu'il avait été découvert en sa possession des documents sur la vie privée de certains responsables de la police et de notes sur le fonctionnement des RG (Le Monde du 17 octobre).

L'enquête a établi que M. Rougelet avait, le 7 juillet, remis au contrôleur général de la police Jacques Delebois un dossier critique visant les RG afin qu'il soit remis à des responsables politiques du RPR. Connu pour avoir, en 1973, participé à la pose de micros au Canard enchaîné et, en 1986, pour avoir remis un vrai-faux passeport à Yves Chaillet, qui fuyait alors la justice dans l'affaire Carrefour du développement, M. Delebois a été entendu, le 31 août, dans l'enquête administrative intéressant M. Rougelet. Le contrôleur a reconnu avoir

demandé à M. Rougelet de constituer un dossier sur les RG et certains de leurs dirigeants. Il a aussi admis avoir transmis ce dossier au cabinet du premier ministre. Au motif qu'il a eu soixante ans — âge de la retraite — le 23 décembre 1995, le contrôleur général Delebois n'a pas été, lui, l'objet de poursuites disciplinaires.

Agé de quarante-cinq ans, M. Rougelet n'a pas eu cette chance. Aussi l'un de ses avocats, M. Arnaud Montebourg, a-t-il tenté une contre-attaque en interrogeant le procureur de la République de Paris, par un courrier du 22 février, « sur la nécessité d'ordonner une enquête préliminaire, ou d'ouvrir une information judiciaire sur la foi des indices précis et concordants de délit d'abus d'autorité et de tentative de chantage apparentement commis par le directeur central des RG, Yves Bertrand, ainsi que son adjoint de l'époque, Bernard Dalle ». Ce courrier reprenait des éléments de l'audition de M. Delebois qui évoquait « des rumeurs » selon lesquelles les deux responsables des RG auraient monté des dossiers « à caractère financier sur les membres du nouveau gouvernement (de M. Juppé) et d'enquêtes touchant de près le RPR (...) en vue de se prémunir contre un litige éventuel ». La dénonciation a fait long feu : le parquet l'a classée sans suite, jeudi 7 mars.

E. In.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 8 mars, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTRE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19957,20 -1,40 +1,44

Hong Kong Index 11154,50 -1,62 +11,56

Tokyo Nikkei sur 3 mois

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

19957,20

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

0703 0608 fin 95

Paris CAC 40 2008,03 +0,11 -7,27

London FT 100 3750,90 -0,05 +1,83

Zurich 1261,35 -3,58 +5,58

Milan MIB 30 1000 -3,93 +7,41

Frankfurt Dax 30 2480,94 +0,60 +10,07

Bruxelles 1748,26 +1,21 +12,09

Stoxx 50 1416,53 -2,81

Madrid Iboex 35 329,80 +0,12 +3,08

Amsterdam CBS 345,50 -7,46

Tirage du Monde daté vendredi 8 mars 1996 : 495 375 exemplaires

Les tirs de missiles chinois aux abords de Taïwan inquiètent la population

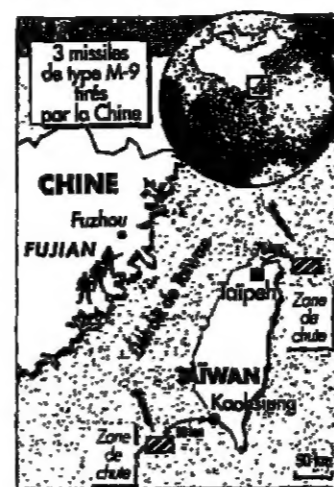
Pékin cherche à provoquer la panique dans l'île avant l'élection présidentielle du 23 mars

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a commencé, vendredi 8 mars, sa campagne de tirs de missiles en direction de cibles situées à portée immédiate de Taïwan. Trois engins ont été envoyés près de Keelung au nord et de Kaohsiung au sud. Les missiles, de type M-9 selon les autorités taïwanaises, sont tombés dans les deux périmètres initialement fixés, qui représentent des aires rectangulaires de 36 kilomètres sur 27.

Le M-9 d'une portée de 600 kilomètres, alimenté par combustible solide, est monté sur un véhicule roulant dont la préparation au tir est assez rapide et plus difficilement détectable que des engins à carburant liquide. L'usage de cette arme renforce donc le bien-fondé de récentes suggestions formulées à Taïpei pour que l'île consolide sa couverture antimissiles. Selon la presse taïwanaise, l'armée de Taïpei dispose de six bases de missiles sol-air Sky Bow et de trois batteries d'engins antimissiles Patriot. Les tirs ont provoqué, avant même leur début, une ruée sur les banques et bureaux de change : les retraits en devise américaine ont dû être limités à 3 000 dollars par opération. La population s'attend à une dépréciation de la monnaie locale. Le président Lee Teng-hui a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de modifier son emploi du temps de campagne électorale du fait des gestions



3 missiles de type M-9 tirés par la Chine

culations continentales. L'agence gouvernementale d'énergie, Taipower, a indiqué qu'il n'y avait rien à craindre pour les trois centrales nucléaires de l'île, même en cas d'erreur de tir, leurs réacteurs étant protégés sous des structures de béton.

Un élément-clé de cette mini-crise qui peut durer jusqu'au 15 mars sera l'impact des engins sur les sondages préliminaires au scrutin présidentiel du 23 mars. Au début de la semaine, ces sondages faisaient apparaître plus de 40 % d'électeurs encore indécis face aux trois principaux « tickets » : celui, donné favori, du président Lee avec son premier ministre Lien Chan

(30 % d'intentions de vote), celui du couple Lin Yang-kang et Hau Peh-tsun (8 %), favorables à une reprise de contact avec Pékin, et celui du candidat indépendantiste Peng Ming-min (6 %). Pékin multiplie les déclarations tendant à faire de M. Lee un indépendantiste déguisé et assurant que M. Peng lui sert de complice et de faire-valoir. L'objectif premier de la Chine semble être de provoquer une panique électorale qui infligerait une telle perte de voix à M. Lee que son élection serait sinon compromise du moins obtenue de justesse.

RÉSPONSE

Cela ne signifie pas, toutefois, que la campagne ne servira pas de précédent à de futures gestulations du même ordre de la part d'un continent visiblement décidé à amener l'île à résipiscence. Le sort de cette première démocratie chinoise va donc se trouver largement dans les mains de la communauté internationale. Les États-Unis ont condamné les tirs, les qualifiant de « provocateurs et inconsiderés ». L'ancien ambassadeur Liley, qui représente les États-Unis à Taïpei puis à Pékin, a fait récemment observer que la question posée à Washington n'était pas tant la riposte à apporter à une improbable invasion continentale qu'à l'instauration d'un climat de mini-blocus épisodique au gré des tensions entre les rives du détroit.

M. Liley a déploré que l'exécutif américain n'ait pas montré une cohérence de vue susceptible d'être comprise à Pékin, le danger principal, aujourd'hui, venant d'une erreur de calcul, de part ou d'autre.

Un facteur crucial qui a conduit Pékin à cet exercice périlleux est le sentiment des autorités chinoises de ne pas être pris au sérieux dans leurs proclamations. « Il n'y a rien de plus important aux yeux du peuple chinois que la souveraineté nationale », disait encore le porte-parole du ministère des affaires étrangères, le jour de l'annonce de cette campagne. Il fallait lire dans ce propos un démenti de la thèse entendue en Occident selon laquelle Pékin n'a pas « intérêt », pour des raisons économiques, à une détérioration de la situation. La même thèse a longtemps été à la mode au sujet de Hongkong, et elle n'est plus opérationnelle.

Venant juste après le sommet euro-asiatique de Bangkok — où Taïwan n'était pas au menu — la crise du détroit risque de se signaler désormais à l'attention de l'Europe et celle-ci veut se doter d'une politique asiatique cohérente. Les pays d'Asie du Sud-Est, quant à eux, ont beau, pour le moment, observer un silence presque unanime, face aux gestulations chinoises, ils n'en éprouvent pas moins une vive inquiétude.

Francis Deron

Le Japon préoccupé mais soucieux de ménager la Chine

TOKYO

de notre correspondant

Le coup de semonce lancé par la Chine à Taïwan au travers du détroit de Formose place Tokyo dans une situation délicate. Bien que les réactions officielles soient prudentes — « Ces missiles créent une situation déplaisante », a dit, vendredi 8 mars, le premier ministre Ryutaro Hashimoto —, les milieux politiques sont préoccupés, certains qualifiant l'action de « provocatrice ». Ayant pour allié les États-Unis, entretenant de solides relations au niveau non gouvernemental avec Taïpei et soucieux de ne pas provoquer son grand voisin, le Japon est au cœur du « cyclone » — d'autant que l'un des missiles est tombé à 60 kilomètres à l'ouest de l'île habitée de Yonakuni, au sud d'Okinawa.

Les Chinois ont infligé aux Japonais un camouflet en procédant aux tirs deux jours après que le directeur d'Asie au ministère des affaires étrangères, Ryozo Kato, avait convoqué le chargé d'affaires chinois pour lui faire part de sa préoccupation. Lors du sommet Asie-Europe de Bangkok, M. Hashimoto avait deman-

dé à son homologue Li Peng de faire preuve de retenue à ce sujet. « Il est peu probable que la situation se dégrade fortement, estime un haut fonctionnaire, mais on ne peut exclure un dérapage (une erreur de tir) qui créerait une situation très délicate. » Si, dans cette hypothèse, les États-Unis intervenaient pour appuyer Taïpei, le Japon serait appelé à assumer son rôle d'allié, ce qui envenimerait le débat sur les liens de sécurité entre les deux rives du Pacifique et mettrait Tokyo dans une situation qu'il a toujours cherché à éviter : la confrontation avec la Chine.

CONSEILS DE MODÉRATION

Selon une information de l'agence Kyodo en provenance de Pékin, les exercices au large de Taïwan auraient aussi pour but de faire comprendre aux Japonais la fermeté de la politique chinoise à l'égard de l'île. Depuis la normalisation de ses liens avec la Chine en 1972, Tokyo se montre prudent dans ses relations avec Taïwan, ex-colonie japonaise (1895-1945), afin de ne pas froisser Pékin. Cette réserve s'ex-

prime par une préoccupation majeure : aider le grand voisin à se stabiliser afin d'éviter qu'il ne menace la région. Le peu de cas que fait Pékin de ces conseils de modération incite maints politiciens nippons à s'interroger sur l'efficacité de cette attitude conciliante. Certains suggèrent que le Japon montre davantage de flexibilité envers Taïwan sans renoncer au principe de l'existence d'une seule Chine.

Depuis la normalisation de 1972 et la rupture des liens diplomatiques avec Taïwan, un puissant groupe de pression pro-taïwanais s'est maintenu au Japon, qui compte, aujourd'hui, près de trois cents parlementaires. Beaucoup de dirigeants taïwanais, qui parlent japonais — c'est le cas du président Lee — entretiennent des relations suivies avec des personnalités nipponnes, qui visitent souvent Taïpei. Les politiciens nippons, eux, sont très intéressés par la puissance économique de Taïwan : le Japon est le premier investisseur étranger dans l'île où il y a plus de résidents nippons qu'en Chine.

Philippe Pons

Les négociations sur le « pacte pour l'emploi » en Allemagne sont menacées de blocage

BONN

de notre correspondant

Alors que le nombre de chômeurs enregistrés en Allemagne vient d'atteindre le nouveau record historique de 4,27 millions en février (Le Monde du 7 mars), et que l'économie apparaît essouffée, les négociations entre le patronat et les syndicats en vue d'un « pacte pour l'emploi » s'enlisent et pourraient même échouer. « Si le patronat n'est pas prêt à traduire dans les faits les accords que nous avons obtenus lors de deux rencontres chez le chancelier, alors je me demande sérieusement si nous avons raison de continuer à discuter », explique Dieter Schulte, le président de la fédération syndicale DGB, dans un entretien publié, vendredi 8 mars, par l'hebdomadaire *Die Zeit*.

Dans les faits, ces discussions d'intention n'ont pas beaucoup de sens tant que le patronat et les syndicats ne s'entendent pas avec précision sur les mesures à prendre. C'est tout l'objet des négociations qui continuent, branche par branche, autour du « pacte pour l'emploi ». Or ces négociations plénières. Les patrons de la métallurgie, les premiers concernés par cette discussion, n'ont jamais voulu s'engager sur des promesses de création d'emplois et attendent que le syndicat fasse des propositions pour « baisser de 20 % le coût du travail », comme vient de

banque centrale allemande « étudier soigneusement » la possibilité de nouvelles baisses de taux. Lors de deux « sommets sociaux » à la chancellerie de Bonn, le 23 janvier et le 12 février, les principaux représentants des partenaires sociaux s'étaient entendus sur les grandes lignes des réformes pour améliorer la situation de l'emploi. Dans une unanimité historique, ils s'étaient engagés à tout mettre en œuvre pour parvenir à réduire les coûts salariaux, aménager le temps de travail en favorisant l'emploi (notamment en limitant le recours aux heures supplémentaires), et limiter les hausses de salaires au cours des prochains mois.

PROMESSES

Dans les faits, ces discussions d'intention n'ont pas beaucoup de sens tant que le patronat et les syndicats ne s'entendent pas avec précision sur les mesures à prendre. C'est tout l'objet des négociations qui continuent, branche par branche, autour du « pacte pour l'emploi ». Or ces négociations plénières. Les patrons de la métallurgie, les premiers concernés par cette discussion, n'ont jamais voulu s'engager sur des promesses de création d'emplois et attendent que le syndicat fasse des propositions pour « baisser de 20 % le coût du travail », comme vient de

l'expliquer Werner Stumpf, qui doit prendre prochainement ses fonctions de président de Gesamtmetall, l'organisation patronale de la métallurgie. Pour le patronat, les priorités sont la recherche d'une meilleure organisation du travail, d'une plus grande flexibilité des horaires et d'une augmentation de la durée de fonctionnement des machines. Il s'agit de hausses salariales demandées par les syndicats, dont certains réclament jusqu'à 6 % de hausse pour 1996. L'idée d'un « pacte pour l'emploi », qui a fait des émules dans d'autres pays d'Europe, avait été conçue par le syndicat IG Metall en novembre 1995 : elle permettrait une augmentation modérée des salaires en 1997 à condition que des dizaines de milliers d'emplois fussent créés dès cette année en Allemagne. Le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, avait parlé, à l'époque, de 110 000 créations d'emploi. Pour y parvenir, le syndicat proposait notamment de « convertir » en emplois les heures supplémentaires. « Le nombre d'heures supplémentaires réalisées en 1995 équivaut à 1,4 million d'emplois potentiels », explique Dieter Schulte, ajoutant que de cette façon on pourrait envisager raisonnablement de créer 350 000 emplois dès 1996.

Lucas Delattre

Tchernobyl a connu un « incident grave » en novembre 1995

UN « INCIDENT GRAVE » a eu lieu le 27 novembre 1995 dans la salle du réacteur n°1 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, selon un rapport communiqué, jeudi 7 mars, par les autorités ukrainiennes à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne. L'incident, classé par les experts ukrainiens au niveau 3 sur l'échelle internationale des événements nucléaires en comportant 7, s'est produit lors du rechargement du cœur du réacteur, suite à une avarie dans le système automatisé d'alimentation en combustible. La contamination a atteint un pic d'activité de 15 000 becquerels/cm²/mètre dans la salle du réacteur, et s'est propagée à quelques pièces attenantes. Un travailleur a reçu, en une heure, une dose de 4,09 millisieverts, ce qui a porté sa dose annuelle à 5,5 mSv, alors que le maximum admissible, selon le rapport ukrainien, est de 5 mSv (contre 30 en France).

L'AIEA indique qu'elle n'a pas été saisie par les autorités nucléaires ukrainiennes pour diligenter une enquête complémentaire.

Le Monde